

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
GRANDS ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT
DANS
L'ALGÉRIE ET LES COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 12 décembre 1907, à 2 heures 1/2

PAR

Paul ROYER

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques
Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
 HITIER, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

DANS
L'ALGÉRIE ET LES COLONIES FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 12 décembre 1907, à 2 heures 1/2

PAR

Paul ROYER

Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques
Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. THALLER, professeur.
Suffragants : { MM. LESEUR, professeur.
 HITIER, agrégé.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

Au début de cette étude, c'est pour nous un devoir de reconnaissance d'adresser l'expression de notre profonde gratitude à M. E THALLER, notre éminent professeur, qui a bien voulu nous faire l'honneur de présider ce travail et dont les conseils si éclairés nous ont dirigé pendant toutes nos recherches, en nous soutenant dans notre labeur et nous faisant entrevoir le but à atteindre.

Nous devons aussi remercier particulièrement M. R. G. LÉVY, notre dévoué professeur à l'École des Sciences Politiques, dont l'expérience nous a si utilement guidé, mettant à notre disposition de nombreux documents et contribuant puissamment à nous faciliter notre tâche.

Nous adressons également nos remerciements à M. A. GOUMAIN-CORNILLE, auteur d'une thèse remarquable à la Faculté de droit de Paris, qui nous a conseillé pour l'Afrique occidentale, et à M. l'Agent central des Banques coloniales, qui nous a fourni

tous les renseignements nécessaires sur la législation de ces banques.

Si nous insistons pour nommer toutes les personnes qui ont bien voulu s'intéresser à notre travail, c'est que nous tenons à montrer ainsi quelle sûreté d'informations nous est assurée par leur bienveillant concours : nous sommes heureux de nous placer en quelque sorte sous leur patronage.

En abordant un sujet aussi vaste, nous n'avons pas la prétention de vouloir épuiser toute la matière, nous avons simplement voulu contribuer au mouvement qui s'est dessiné depuis quelque temps en France et qui attire de plus en plus l'attention de notre pays sur les questions coloniales ; nous désirons présenter un tableau d'ensemble des principaux établissements financiers disséminés dans notre empire colonial et réunir, en un seul tout, les renseignements que nous avons pu recueillir sur eux.

Sans vouloir chercher à atténuer des défauts et des lacunes inévitables, nous devons cependant nous expliquer sur la méthode que nous avons suivie : dans ce travail, notre principale préoccupation a toujours été de nous reporter aux textes et documents originaux : certes, nous avons trouvé, sur notre matière, d'excellents ouvrages (quoique aucun n'ait encore traité la question dans son ensemble) et nous les avons mis largement à contribution ;

mais, sans méconnaître leur mérite, nous avons préféré, toutes les fois que nous le pouvions, remonter aux sources elles-mêmes. Si ces recherches ont augmenté les difficultés déjà nombreuses que nous avions à surmonter, elles nous ont permis d'éviter certaines erreurs et de nous rendre compte par nous-même des faits que nous exposions. Aussi, dans cette modeste préface, voulons-nous seulement expliquer comment nos défauts sont moins graves qu'ils ne l'auraient été si nous avions été abandonné à nos propres forces : c'est que nous avons trouvé chez tous nos professeurs de l'École de Droit et de l'École des Sciences Politiques un appui bienveillant, qui ne nous a jamais fait défaut, et nous sommes heureux de leur en témoigner encore toute notre reconnaissance.

Telles sont les idées qui nous ont guidé et soutenu dans notre travail ; nous avons étudié consciencieusement les questions que nous avons traitées, mais nous reconnaissons d'avance qu'il nous a été impossible de donner une solution définitive à tous les graves problèmes, que nous avons exposés ; nous avons été d'ailleurs obligé de nous restreindre et de laisser volontairement dans l'ombre bien des points intéressants, que nous eussions aimé à traiter, mais le cadre de cette étude ne nous a pas permis d'aussi longs développements ; nous nous sommes efforcé d'y remédier dans la mesure du possible et

nous serons satisfait, si on veut bien reconnaître que notre travail, tout imparfait qu'il soit, a le mérite d'être d'une grande exactitude et d'une scrupuleuse vérité : à défaut d'autre qualité, ce sera son excuse.

Neuilly-sur-Seine, le 1^{er} mars 1907,

PAUL ROYER.

INTRODUCTION

Nous entendons souvent dire par des étrangers, et parfois même par des Français, que nous ne sommes pas un peuple colonisateur : notre tempérament national se prêterait peu aux conceptions coloniales et nous n'aurions aucune de ces qualités qui distingueraient certains de nos voisins et qui leur auraient permis de fonder un empire colonial.

Sans vouloir examiner au fond cette question de la colonisation française, nous ferons cependant remarquer qu'il y a peu de peuples ayant un passé colonial plus glorieux que le nôtre et ayant fait preuve d'une vitalité coloniale plus grande que la nôtre.

Des désastres, survenus à la suite de guerres continentales malheureuses, démembrèrent deux fois le vaste empire que la France s'était formé; car elle fut l'une des premières nations, même la première, à entrer dans la voie de la colonisation.

Enfin, depuis 1815, une restauration coloniale a

commencé et aujourd'hui la France possède de nouveau un vaste empire de 4 millions de kilomètres carrés, avec plus de 40 millions d'habitants.

On est bien alors forcé d'avouer, que si ce nouvel empire a moins d'étendue que les précédents, il ne leur cède pourtant en rien pour la richesse et la fécondité du sol. Certes, dans bien des circonstances il ne faut pas se dissimuler que des fautes ont été commises; mais là où l'on veut voir des preuves de notre incapacité coloniale, nous trouvons seulement un manque de préparation et une organisation insuffisante. Et nous irons même plus loin : nous dirons qu'en comparant la faiblesse des moyens dont nous disposons, avec les résultats que nous avons obtenus, il est permis d'affirmer « que peu de peuples en Europe ont eu, plus que le peuple français, une aptitude aussi prononcée au labeur énergique et persévérant de la colonisation (1). »

Aujourd'hui, l'ère des conquêtes coloniales semble close : nous possédons d'immenses territoires qu'il s'agit maintenant de mettre en valeur. Or, en ouvrant ainsi un plus grand champ d'activité à nos nationaux, il était nécessaire que notre pays songeât à mettre à leur disposition les instruments de crédit indispensables : il devait leur fournir les secours financiers nécessaires, sans lesquels on ne peut rien

1. PAUL GAFFAREL.

en matière coloniale ; c'est que le crédit est le premier instrument de la colonisation.

La mise en valeur d'une colonie est une entreprise qui coûte très cher : celle-ci doit en effet être dotée d'un outillage moderne perfectionné, nécessitant l'apport de nombreux capitaux. Or, cette première installation ne peut être faite par la colonie elle-même ; il faut y attirer des capitaux de la métropole.

Quand le nouveau colon a terminé ses premiers travaux, souvent il se trouve sans autres capitaux pour attendre la récolte prochaine ou la vente de ses marchandises, et il perdra tout le bénéfice qu'il pouvait espérer de ses efforts et de son travail. Il faut donc qu'il trouve quelqu'un, qui, confiant dans son honnêteté, lui avance le nécessaire, jusqu'à ce qu'il touche le montant de la vente de ses produits : ce sera le rôle d'établissements spéciaux, appelés Banques Coloniales ; ce sont eux qui sont les organes du crédit colonial.

La création d'établissements de banque, dont le rôle consiste à faciliter au début les échanges et à avancer aux colons les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des territoires exploités, constitue donc un des premiers actes d'un gouvernement colonisateur, soit directement, soit en encourageant l'initiative privée.

C'est que la banque, une fois installée et dévelop-

pée, devient aussi un merveilleux agent d'influence, dont l'action est un des principaux facteurs de domination sur la colonie.

L'abolition de l'esclavage dans nos colonies, en 1848, fut l'occasion, pour notre gouvernement, d'y créer des banques : c'est là l'origine de nos premières banques coloniales.

Nous eûmes ainsi une Banque à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane et au Sénégal.

Puis une autre banque fut créée en Algérie.

A mesure que notre empire colonial se développait, à la suite d'explorations ou d'expéditions militaires, il devint nécessaire de créer de nouvelles banques ; ce fut ainsi que nous eûmes les Banques de la Nouvelle-Calédonie et de de l'Indo-Chine.

Enfin l'extension prise par nos colonies d'Afrique nécessita la transformation d'une ancienne banque en une nouvelle, plus jeune et plus appropriée aux besoins actuels de la colonie : c'est la Banque de l'Afrique occidentale.

Ce sont là nos principaux établissements de crédit aux colonies ; cependant, il en existe encore d'autres, qui, quoique d'action plus modeste n'en ont pas moins contribué au développement des colonies dans lesquelles ils sont établis.

Telles sont les institutions financières que nous nous proposons d'étudier.

Notre étude se trouve divisée naturellement en trois parties :

Dans une première partie nous verrons les Banques coloniales proprement dites, qui forment un ensemble d'institutions créées sur le même modèle.

Dans une deuxième partie, nous étudierons la Banque de l'Algérie, qui, si elle est bien une banque coloniale au sens large du mot, se distingue cependant des premières par des traits nombreux.

Enfin, dans une troisième partie, nous passerons rapidement en revue les principaux établissements, créés à côté des grandes Banques coloniales, ou distribuant seuls le crédit dans la colonie.

PREMIÈRE PARTIE

LES BANQUES COLONIALES

LIVRE I

SYSTÈME GÉNÉRAL DES BANQUES COLONIALES

Les banques coloniales se divisent en deux grandes catégories : les banques nées de l'abolition de l'esclavage aux colonies et celles nées de ce que nous appellerons l'expansion coloniale de la France.

Nous en ferons l'objet de deux sections, car ces banques tirent de leur différence d'origine certaines particularités, qu'il est nécessaire de traiter séparément.

SECTION I

BANQUES NÉES DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE AUX COLONIES

CHAPITRE PREMIER

LÉGISLATION DE CES BANQUES

I. — *L'esclavage aux Colonies avant 1848*

Comme les banques coloniales de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion sont nées de l'abolition de l'esclavage dans ces colonies, il est nécessaire que nous jetions un rapide coup d'œil sur le régime de l'esclavage avant sa suppression.

Dès le ^{xv}^e siècle, l'esclavage avait été établi dans les colonies européennes : les Portugais le pratiquaient pour leurs établissements de l'Afrique Occidentale, et, quand l'Amérique fut découverte, ils organisèrent, ainsi que les Espagnols, la traite dans ces nouvelles régions.

Aux Antilles françaises la traite commença à être pratiquée sous Richelieu, mais ce fut Colbert, qui

par ses encouragements et sa protection, développa ce genre de trafic. L'importance croissante de la culture du sucre, du café, du cacao nécessitait une main-d'œuvre nombreuse, et, comme la population indigène était insuffisante, on eut recours aux esclaves noirs. Le gouvernement, protégeant ce commerce d'un nouveau genre, accorda des immunités à ceux qui faisaient la traite et leur conféra même des monopoles.

Une ordonnance du 13 janvier 1672 accorda une prime pour tout noir exporté d'Afrique aux îles américaines : dix livres au négociant, trois livres au capitaine du navire.

Un édit de mars 1685, qu'on appela depuis le Code Noir, régla le régime des esclaves dans les Indes Occidentales. Des lettres-patentes avaient déjà concédé à la Compagnie de Guinée le commerce exclusif des nègres.

Le Code des Esclaves de décembre 1723, pour l'île de la Réunion, appelée alors île Bourbon, un édit de mars 1724 pour la Louisiane, instituèrent un régime analogue à celui du Code Noir.

Un arrêt du Conseil du 28 juin 1783 porte des encouragements pour les navires qui font la traite aux Antilles. Un autre arrêt du Conseil, du 11 janvier 1784, supprimant le privilège de la traite, octroyé à la Compagnie de la Guyane, par un arrêt du 14 août 1777, lui accorda en compensation le commerce

exclusif de la gomme au Sénégal. L'arrêt du Conseil du 26 octobre 1784 accorda une prime aux denrées coloniales venant de la traite. L'ordonnance du 10 décembre 1786 augmenta les primes allouées à la traite. Enfin, par des lettres patentes du 21 octobre 1787, Louis XVI facilita la traite pour les navires français (1).

On comprend que sous un tel régime la traite devint la source d'un commerce très lucratif et que les cargaisons de « bois d'ébène » soient devenues de plus en plus nombreuses.

C'est à ce moment que la Révolution française éclata. Devant les agitations de Saint-Domingue, l'Assemblée Constituante n'osa pas aborder la question de l'abolition de l'esclavage, ce qui eût été la suite logique de ses grands principes.

Par décrets, dont un du 11 août 1792, l'Assemblée Législative supprima les primes d'encouragement, déclarant la traite contraire aux principes de liberté.

La Convention continua l'œuvre commencée : par le décret du 27 juillet 1793, elle supprima toutes les primes analogues et la loi du 16 pluviôse an II proclama l'abolition de l'esclavage. Seulement, cette loi avait été votée sans préparation antérieure : aucune mesure n'avait été prise pour passer tout d'un coup du régime de l'esclavage à celui de la liberté com-

1. Cf. BÉQUET. *Répertoire de droit administratif*.

plète. Les colonies n'acceptèrent pas cette abolition, l'assemblée coloniale de la Réunion ne supprima que la traite ; Saint-Domingue s'était révoltée : les esclaves massacrèrent leurs maîtres à l'annonce de l'abolition, la ville du Cap fut incendiée. La Martinique était alors occupée par les Anglais ; la Guadeloupe, divisée par les factions politiques, reçut les Anglais et les Espagnols, appelés par les planteurs royalistes ; tant qu'ils restèrent maîtres de l'île, l'esclavage subsista, mais, chassés à la fin de 1794, l'abolition fut aussitôt proclamée.

La Constitution du 5 fructidor an III déclarait que les colonies auraient la même constitution que la métropole ; de ce fait, l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme : « Nul ne peut se vendre, ni être vendu » s'appliquait. Le Complément du 12 nivôse an VI à la Constitution édicta la liberté des noirs.

A cette époque, le Directoire était renversé (18 brumaire an VIII) ; le cours des idées changea : Bonaparte était plutôt préoccupé de l'Europe, et tenait peu à se créer des difficultés avec les colonies. Aussi la loi du 30 floréal an X rétablit l'esclavage et remit en vigueur à cet égard tous les règlements et lois antérieurs à 1789 : l'esclavage redevint donc le régime normal pour nos colonies.

En 1815, on prit des mesures pour procéder à l'abolition progressive de l'esclavage, réprimer la traite

et faciliter les affranchissements. Un décret du 29 mars 1815 avait supprimé la traite. Un traité du 20 novembre 1815 fut conclu pour la poursuite des navires soupçonnés de faire la traite. Par une ordonnance du 8 janvier 1817, Louis XVIII assimila la répression de la traite à celle des infractions aux lois de douanes particulières aux colonies. La loi du 25 avril 1827, abrogeant la loi du 15 avril 1818, en aggravant ses dispositions, déclara aussi que la traite devait être réprimée par des lois pénales.

La loi du 4 mars 1831 aggrava encore les pénalités, mais elle ne parlait que des noirs d'Afrique, de sorte que, pour le trafic en Amérique et dans le Levant, il fallait se reporter à l'ordonnance du 18 janvier 1823. Cette loi de 1831 déclarait libres les noirs trouvés à bord d'un négrier.

En 1832, Louis-Philippe nomma une commission pour préparer progressivement l'émancipation et atténuer la crise qui devait en résulter : le duc de Broglie, dans son rapport, paru en 1842, demandait une indemnité de 300 millions, ce qui représentait environ 1.000 francs par tête d'esclave.

En même temps, on adoucit le régime auquel étaient soumis les esclaves. Enfin, la loi du 18 juillet 1845 (appelée loi Mackau), prépara l'émancipation en édictant la formation d'un pécule pour l'esclave et le rachat forcé.

II. — *L'abolition de l'esclavage et la loi
du 30 avril 1849.*

§ 1

Telle était la situation, quand la révolution de 1848 éclata. Les idées abolitionnistes reprirent une force nouvelle dans l'Assemblée Nationale : un décret du 4 mars 1848 créa une commission pour étudier les mesures à prendre en vue de l'émancipation immédiate. Le décret du 27 avril 1848 réalisa l'abolition ; il ouvrit des ateliers nationaux aux colonies ; de plus, se basant sur des principes de justice et d'équité, mais par mesure gracieuse seulement, la commission accordait à tout colon, possesseur d'esclaves, une indemnité de 500 francs par tête d'esclave. Enfin, l'article 6 de la constitution du 4 novembre 1848 proclama que l'esclavage ne peut exister sur aucune terre française. C'est ce droit à indemnité, ainsi entendu, que la loi du 30 avril 1849 allait réaliser, mais après de nombreuses vicissitudes et de longues discussions.

§ 2

Le ministre de la marine et des colonies, M. Verinac, déposa le 23 août 1848, au nom du gouvernement provisoire, un projet de loi pour pourvoir aux

conditions de l'émancipation et fixer le chiffre de l'indemnité : il avait consulté auparavant une commission spéciale, qu'il avait réunie dans ce but, et s'était basé sur les travaux de cette commission pour établir son projet.

L'indemnité était fixée à 90 millions, payables en dix annuités et en numéraire, chaque annuité étant payable en deux termes égaux, dans les proportions ci-après (art. 2) (1):

1° 1848-1849 : 12 millions.	6° 1853-1854 : 10 millions.
2° 1849-1850 : 12 —	7° 1854-1855 : 8 —
3° 1850-1851 : 12 —	8° 1855-1856 : 8 —
4° 1851-1852 : 10 —	9° 1856-1857 : 4 —
5° 1852-1853 : 10 —	10° 1857-1858 : 4 —

Chaque colonie avait droit (art. 4) :

Martinique	fr. 22.618.286
Guadeloupe et dépendances	— 29.207.177
Guyane	— 5.588.578
Réunion.	— 31.165.503
Sénégal et dépendances	— 1.245.051
Nossi-Bé et Sainte-Marie	— 175.105

On ajoutait que les deux tiers de cette indemnité soit 60 millions, devraient être employés en salaires aux affranchis ou bien en améliorations pour des moyens de culture (art. 6).

1. Voir le *Moniteur Universel* des années 1848 à 1851.

Cette portion restait incessible et insaisissable (art. 7).

Sur les deux premières annuités afférentes à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, on prélevait :

1° Sur la première annuité, la moitié du premier terme ;

2° Sur la seconde annuité, un quart de chacun des deux termes, pour créer un comptoir d'escompte dans chacune de ces colonies (art. 9). Cela faisait donc un prélèvement total de six millions.

Pour établir ces chiffres, le ministre s'était basé sur un taux moyen de 0 fr. 75 de salaire, par jour, pour les affranchis de 6 à 60 ans. Déduction faite des enfants de moins de 6 ans et des vieillards de plus de 60 ans, on comptait environ 198.000 esclaves. Mais comme le travail servile n'était pas gratuit, on pouvait compter comme charge réelle nouvelle la moitié du salaire, soit 0 fr. 37. Pour que le travail libre pût être organisé, le ministre estimait qu'il suffisait de donner des subventions pendant cinq années ; en comptant l'année de 250 jours de travail salarié, il arrivait à une somme d'environ 90 millions de francs.

La commission, nommée par l'Assemblée nationale pour examiner le projet, déposa son rapport le 30 septembre 1848.

Elle fixait ainsi l'indemnité :

1° Une somme de 80 millions, payable en numéraire et en huit annuités, chaque annuité payable en deux termes égaux ;

2° Une rente de 2 millions 5 0/0, payable par semestre.

On avait les proportions suivantes :

Annuités			Rentes		
—			—		
1848-1849	. .	12 millions.			
1849-1850	. .	10 millions.	2	millions.	
1850-1851	. .	8	—	2	—
1851-1852	. .	10	—	2	—
1852-1853	. .	10	—	2	—
1853-1854	. .	10	—	2	—
1854-1855	. .	10	—	2	—
1855-1856	. .	10	—	2	—

Chaque colonie avait droit (art. 4) :

Martinique : 22.371.417 francs en numéraire, et 502.628 fr. 60 en rentes.

Guadeloupe et dépendances : 28.613.625 francs en numéraire, et 649.054 fr. 95 en rentes.

Guyane : 4.967.625 francs en numéraire, et 124.190 fr. 62 1/2 en rentes.

Sénégal et dépendances : 1.406.712 francs en numéraire, et 35.167 fr. 80 1/2 en rentes.

Nossi-Bé et Sainte-Marie : 155.651 francs en numéraire, et 3.891 fr. 27 en rentes.

Réunion : 22.484.960 francs en numéraire, et 685.066 fr. 75 en rentes.

Les deux tiers de la portion en numéraire devaient être employés en salaires et améliorations d'usines ou d'instruments de culture (art. 6).

Sur les deux premières annuités, la portion afférente à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, était soumise à des prélèvements :

1° La moitié du deuxième terme de la première annuité,

2° La moitié de chaque terme de la deuxième annuité, destinés à créer un comptoir d'escompte dans chacune de ces colonies.

Pour répartir l'indemnité entre les colonies, on avait ainsi procédé :

1° Pour la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, on rechercha dans tous les documents et actes, les prix de vente de 1825 à 1845.

2° Pour la Réunion, on ne prit les évaluations que depuis 1835, car un prix anormal s'était fait remarquer de 1825 à 1835 : c'est que les colons ne recrutaient surtout que des adultes. Aussi, on diminua la part de la Réunion, (qui eût été de 27.702.670 fr.) de 4.917.710 francs pour augmenter celle des Antilles et de 300.000 francs pour augmenter celle du Sénégal, où la proportion des enfants, qui normalement était de 1 à 7 pour les autres colonies, se trouvait ici de 1 à 2 ou 3.

3° Pour le Sénégal, on évalua de 1835 à 1846.

4° Pour Nossi-Bé et Sainte-Marie, ce fut de 1840 à 1846.

Ensuite, pour la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, on fixa une moyenne de vingt ans, pour la Réunion de dix ans, et on eut les chiffres que nous résumerons dans le tableau suivant :

COLONIES	Population	Population moins les vieillards et enfants	Évaluations 1825-1829	Évaluations 1830-1834	Évaluations 1835-1839	Évaluations 1840-1845	Moyenne par tête et par colonies
			fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
<i>Martinique</i>	74.147	59.558	1.294 96	1.038 43	658 29	651 91	910 90
<i>Guadeloupe</i>	87.087	69.670	1.295 33	1.104 86	871 91	750 05	1.005 54
<i>Guyane</i>	12.525	10.020	1.419 29	1.193 29	1.444 55	1.293 50	1.357 78
<i>Réunion</i>	60.651	48.521	»	»	(²) 1.600 »	1.481 25	1.540 62
<i>Sénégal</i> { <i>Esclaves</i> .	9.800	7.840	»	»	(³) 372 30	»	372 30
{ <i>Engagés</i> .	550 (¹)	550	»	»	»	122 75	122 73
<i>S^{te} Marie, Nossi-Bé</i>	3.500	2.800	»	»	»	150 »	150 »

La commission modifiait donc le projet du Gouvernement.

Or le 15 janvier 1849, le rapporteur Crémieux déposait un rapport supplémentaire, modifiant son premier rapport.

1. Il n'y a ni femme ni enfant.

2. De 1842 à 1836 1 à.

3. De 1835 à 1846.

L'indemnité se trouvait réduite : 1° à une rente de 6 millions 3 0/0 ; 2° à 6 millions payables en numéraire, aux colons, trente jours après la promulgation de la loi (art. 2).

La répartition avait lieu dans les proportions suivantes :

	Fr.		Fr.
<i>Martinique.....</i>	1.507.885 80	en rentes et	1.507.885 80 en numéraire
<i>Guadeloupe et dé-</i>			
<i>pendances.....</i>	1.947.164 85	»	1.947.164 85 »
<i>Guyane.....</i>	372 571 88	»	372.571 88 »
<i>Sénégal et dépendan-</i>			
<i>ces.....</i>	105.503 41	»	105.503 41 »
<i>Nossi-Bé et Sainte-</i>			
<i>Marie.....</i>	11.673 81	»	11.673 81 »
<i>Réunion.....</i>	2.055.200 25	»	2.055.200 25 »

D'après l'article 7 de ce rapport, sur les 6 millions payables en numéraire, la moitié de la portion afférente à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion était prélevée pour créer un comptoir d'es-compte dans chacune de ces colonies.

§ 3

L'Assemblée nationale se trouva en présence de tous ces projets, car aucun n'avait été retiré. La première délibération du 19 janvier 1849 fut rapide :

ce fut celle qui suivit qui amena les discussions et les modifications (1).

Le dernier projet du 15 janvier 1849, portait une rente de 6 millions 3 0/0 ; après de longues explications des citoyens Tranchand, Tassel, Passy, ministre des finances, le citoyen Goudchaux fit adopter un amendement mettant la rente à 5 0/0, dans la pensée que l'État pouvait racheter plus tôt le 5 0/0, qui était aux environs de 70 francs, que le 3 0/0 valant alors 45 francs. Ensuite, sur amendement du citoyen de Laussat, les esclaves de 0 à 6 ans et de plus de 60 ans ne furent plus exceptés, pour donner droit à l'indemnité ; il n'y eut plus que les noirs introduits postérieurement à la loi du 4 mars 1831, qui portait des peines très sévères contre ceux qui introduisaient des esclaves aux colonies.

L'article 2 amendé fixait ainsi définitivement l'indemnité coloniale :

1° Une rente de 6 millions 5 0/0, inscrite au Grand Livre ;

2° Une somme de 6 millions, payable en numé-

1. D'après la Constitution de 1848, les lois n'étaient votées depuis le 2 janvier 1849, qu'après trois délibérations successives ; une seule délibération suffisait, si l'urgence avait été déclarée, ou bien s'il s'agissait du budget des recettes et dépenses, des lois de comptes, de demandes de crédits spéciaux ou de lois d'intérêt local (Cf. DUVERGIER, 1849).

raire et en totalité, trente jours après la promulgation de la loi.

D'après l'article 4, chaque colonie avait droit :

	Rente 5 0/0		Numéraire	
<i>Martinique.</i> . . .	1.507.885	fr. 80	1.507.885	fr. 80
<i>Guadeloupe et dépendances</i> . . .	1.947.164	85	1.947.164	85
<i>Guyane.</i> . . .	372.571	88	372.571	88
<i>Réunion.</i> . . .	2.055.200	25	2.055.200	25
<i>Sénégal et dépendances</i> . .	105.503	41	105.503	41
<i>Nossi-Bé et Sainte-Marie.</i> . . .	11.673	81	11.673	81

Les 6 millions de rente représentaient un capital nominal de 120 millions de francs, et avec les 6 millions en numéraire, on arrivait à un total de 126 millions de francs.

§ 4

Le décret du 24 novembre 1849 indique le mode de distribution de l'indemnité coloniale : une commission spéciale, instituée au chef-lieu de la colonie composée de trois membres et de trois suppléants, nommés par le ministre de la marine et des colo-

nies, ou, sur sa délégation, par le gouverneur de la colonie, devait y procéder.

Un commissaire du Gouvernement était chargé de surveiller et de diriger les opérations (art. 9 à 15).

Pour liquider l'indemnité, la commission devait opérer ainsi (art. 36) :

1° Diviser le capital au pair de la rente 5 0/0 attribuée à la colonie, dans le fonds total de l'indemnité, accru de la part des 6 millions en numéraire qui lui avait été précédemment allouée, par le chiffre de la population esclave qui a servi de base à la répartition, établie par la loi, savoir :

Pour la <i>Martinique</i> .		74.447 esclaves.
— <i>Guadeloupe et dépendances</i>	87.087	—
— <i>Guyane</i>	12.525	—
— <i>Réunion</i>	60.651	—
— <i>Nossi-Bé et Sainte-Marie</i> .	3.500	—
— <i>Sénégal et dépendances</i> .	9.800	—

550 engagés.

2° Multiplier par le produit de cette division le nombre des noirs attribués par la commission à chaque réclamant, sans distinction d'âge, de sexe ou profession, les engagés du Sénégal ne donnant droit qu'à la moitié de la valeur des esclaves de la même colonie (1).

1. Les chiffres de ce recensement avaient été fournis par les registres matricules, tenus en exécution de l'ordonnance

Si l'on se donne la peine de refaire les calculs de la commission, on constatera que les attributions indemnitaires, fixées par la loi du 30 avril 1849, ont donné aux colonies de la Réunion, de la Guyane et du Sénégal plus qu'il ne leur revenait en réalité et moins aux autres colonies (1).

COLONIES	Somme à laquelle la colonie avait droit	Somme allouée	En plus	En moins
	fr.	fr.	fr.	fr.
<i>Martinique.....</i>	37.223.500 »	31.665.601 80	»	5.557.898 20
<i>Guadeloupe et dé- pendances.....</i>	43.543.500 »	40.890.461 85	»	2.653.038 15
<i>Nossi-Bé et Ste- Marie.....</i>	1.750.000 »	245.021 43	»	1.504.978 57
<i>Réunion.....</i>	30.325.500 »	43.159.205 25	12.833.705 25	»
<i>Guyane.....</i>	7.451.437 60	7.824.009 48	372.571 88	»
<i>Sénégal.....</i>	2.110.068 20	2.215.571 61	105.503 41	»

§ 5

C'est dans cette loi de 1849 que se trouve l'origine de nos anciennes Banques coloniales. L'abolition de l'esclavage faisait subir une grande transformation à nos colonies; après la révolution de février

du 11 juin 1839 sur le dénombrement de la population esclave aux colonies.

1. Cf. GOUMAIN-CORNILLE.

1848, elles se trouvaient dans une critique situation ; les opérations commerciales étaient en souffrance, faute de capitaux, et le numéraire existant dans les caisses coloniales était si peu considérable, que le paiement des services publics n'était assuré que pour peu de temps. Il fallait rendre aux colonies les moyens de retrouver les avances que réclamait la culture, en un mot, le crédit ; tel était le but de la loi sur l'indemnité, et cela était d'autant plus urgent que le temps entre l'abolition et le versement était plus long. Les conditions du travail étaient complètement changées ; en effet, le travail de gratuit qu'il était, devint salarié ; cette transformation augmentait considérablement les frais de production, nécessitant à chaque mois, à chaque semaine des paiements réguliers, à date fixe ; de plus, le nombre des travailleurs devenait insuffisant, car, dans certaines colonies, où le régime avait été particulièrement dur pour les esclaves, (par ex. : la Guyane), ceux-ci, une fois libres, se refusèrent à continuer le travail pour leurs anciens maîtres (1).

Autrefois, quand le propriétaire avait besoin d'argent, l'Agent de change à la Réunion, et le Commissionnaire d'exportation aux Antilles, consentaient à leur avancer le capital nécessaire, ou bien, si la

1. Cf. *Moniteur Universel* : les débats parlementaires de 1849-1850.

somme était trop considérable, ils s'entendaient avec le commerce des ports, et dans une maison de Nantes, de Marseille ou du Havre, trouvaient du crédit. Le négociant métropolitain exigeait en retour, outre la garantie hypothécaire du colon, la signature du Commissionnaire ou de l'Agent de change. Moyennant cette double garantie, ils faisaient les avances nécessaires, et le planteur prenait l'engagement formel d'envoyer en consignation dans les magasins des prêteurs la récolte, sur le prix de vente de laquelle la Cour de cassation leur avait reconnu un privilège pour le remboursement des avances faites. Mais ce crédit ainsi obtenu était fort cher, allant couramment à 18 0/0, quelquefois à 30 0/0. Malgré cela, les colons continuaient à s'adresser à eux, car les bénéfices qu'ils tiraient de la culture de la canne étaient alors considérables et leur permettaient de couvrir tous leurs frais.

On avait cependant déjà essayé de remédier à cette cherté du crédit ; des tentatives furent faites, mais elles n'aboutirent pas (Cf. Delabarre de Nanteuil).

Dans l'île de la Réunion, une « caisse d'escompte » fut créée par une ordonnance du gouverneur en date du 10 novembre 1822. Puis, en 1823, une société anonyme au capital de 750.000 francs et d'une durée de cinq ans, fut autorisée à émettre 250.000 francs en bons de caisse ; une ordonnance du 23 décembre 1823 approuva les statuts. Enfin une société anonyme.

appelée « Caisse d'escompte et de prêts de l'Ile Bourbon » fut établie à Saint-Denis. L'ordonnance royale du 14 mai 1826, qui autorisait cet établissement, disait qu'il était créé dans le but d'enrayer l'influence désastreuse de l'usure. Le capital était fixé à 800.000 fr. en 800 actions de 1.000 francs ; il pouvait être porté à un million en créant 200 nouvelles actions de 1000 francs. Le gouvernement gardait la surveillance et le contrôle des opérations. Cette caisse d'escompte et de prêts devait se substituer à la caisse d'escompte de 1823 ; mais cette dernière n'entra en liquidation que le 25 décembre 1831, sur un arrêté du gouverneur. La caisse de 1826 dura jusqu'en 1834 ; une ordonnance royale du 24 avril 1835, sanctionnant le décret du conseil colonial du 16 juillet 1834, ordonna sa mise en liquidation.

Ce ne fut qu'en 1849 qu'un nouvel établissement de crédit fut créé : un « Comptoir d'escompte et de prêts de l'Ile Bourbon » fut autorisé par un arrêté du gouverneur, en date du 16 avril 1849 ; il dura jusqu'en 1853, époque à laquelle la Banque de la Réunion lui succéda.

De même, à la Guadeloupe, on avait essayé d'établir une banque d'émission : une ordonnance du 9 février 1827 autorisa la création d'une banque d'émission, avec un privilège de vingt ans. La situation de la banque fut d'abord prospère, mais bientôt, elle ne put garder le numéraire dans ses caisses, et elle

suspendit le paiement et l'échange de ses bons de caisse. L'assemblée générale des actionnaires réclama alors la mise en liquidation, qui fut ordonnée par un arrêté du 23 juillet 1831, rendu en Conseil privé.

Mais en 1848, les garanties manquaient, le commissionnaire et l'agent de change se montraient peu disposés à faire des avances ; or, les colons déjà endettés, ne pouvaient plus faire face aux salaires, et dans les pays où la population était disposée à s'entendre avec eux pour continuer le travail, elle ne pouvait cependant le faire en consentant à travailler pour rien. Les autorités locales tentèrent d'aider les colons et y réussirent dans une certaine mesure. A la Martinique et à la Réunion, on fit de sérieux efforts : les caisses coloniales possédaient des traites sur le Trésor pour des sommes assez fortes, mais depuis la crise de 1848, on ne les demandait plus. Par un arrêté du 21 août 1848, le commissaire général de la Martinique ordonna l'émission de bons de caisse, pour une somme de 1.500.000 francs. Ce papier-monnaie avait cours forcé et était garanti par les traites sur le Trésor pour une valeur égale. Ce n'était pas assez : pour stimuler le travail et la production, relever le commerce et le mettre à même de demander ces traites comme autrefois et en obtenir la conversion en numéraire, le commissaire général, par un arrêté du 21 octobre 1848, ordonna la création d'une banque de prêts sur dépôt de marchandises : les prêts s'effec-

tuaient en bons de caisse, garantis par les traites et les marchandises : l'influence de ces mesures se fit vite sentir; on peut le voir dans les considérants d'un nouvel arrêté du commissaire général, en date du 2 avril 1849 : « Considérant que la stagnation des traites du Trésor, qui avait motivé l'arrêté du 21 août, a complètement disparu, et qu'en présence des demandes incessantes qui sont faites au Trésor, elle ne saurait se reproduire. Considérant aussi que les traites du Trésor affectées par le même arrêté à la garantie du papier-monnaie ont été successivement négociées et, qu'au fur et à mesure de ces négociations, ces bons ont été consignés dans les caisses en valeurs métalliques. Arrête... »

A la Guadeloupe, une institution similaire fut créée par le commissaire Gatinex et produisit de bons résultats.

§ 6

Mais tous ces remèdes n'étaient que temporaires, la situation restait toujours grave. Ces institutions ne pouvaient suffire, il fallait créer de véritables banques. Aussi l'Assemblée nationale intervint-elle : seulement, si on versait directement toute l'indemnité dans les mains des colons, elle craignit qu'elle n'allât seulement qu'aux mains de leurs créanciers

et qu'elle ne servît pas au relèvement des colonies, et, comme d'autre part, on voulait libérer le plus vite possible la propriété coloniale de ses dettes, M. Schœleher proposa, dans un amendement, signé également de plusieurs de ses collègues, que, sur la rente de 6 millions, on prélevât un cinquième de la portion afférente à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane et au Sénégal, pour établir une banque de prêt et d'escompte dans chacune de ces colonies. La commission fit réduire le prélèvement à un huitième et seulement pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, déclarant manquer des renseignements nécessaires sur la Guyane et le Sénégal ; on ajouta que le gouvernement pourrait appliquer ces dispositions dans toutes les autres colonies ; des règlements d'administration publique devaient pourvoir à l'organisation de ces banques. De cette façon, les colons trouveraient dans ces banques la possibilité de se faire avancer les sommes nécessaires aux salaires. Ces dispositions formèrent l'article 7 de la loi du 30 avril 1849 ; il y était dit :

1° Sur la rente de 6 millions, on devait prélever un huitième de la portion afférente aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion pour servir à l'établissement d'une banque de prêt et d'escompte, dans chacune de ces colonies ;

2° Les titres de rente ainsi prélevés devaient être

déposés dans les caisses de ces banques comme gage et garantie des billets à émettre ;

3° Tout colon indemnitaire recevait des actions de la future banque, jusqu'à concurrence de la retenue subie pour sa part dans l'indemnité ;

4° Les colons, dont l'indemnité totale était inférieure à 1000 francs, étaient exempts de tout prélèvement ;

5° Des règlements d'administration publique devaient organiser des banques ;

6° Le gouvernement aurait la faculté d'étendre ces dispositions aux autres colonies.

Le décret du 24 novembre 1849 étendit le principe de la retenue du huitième au Sénégal et à la Guyane ; mais le prélèvement ne devait être que provisoire et devait être remboursé aux intéressés, si les banques n'avaient pas été créées avant le 1^{er} octobre 1852 ou si le gouvernement renonçait à en établir.

Telle est la première idée de Banques coloniales ; on voit donc bien le lien qui relie leur création avec l'émancipation des esclaves.

III. — *Loi du 11 juillet 1851 : la Charte des Banques coloniales.*

L'article 7 de la loi du 30 avril 1849 prescrivant la création de banques de prêts et d'escompte, ne reçut son application qu'en 1851. Quoique autorisé à

le faire par de simples règlements d'administration publique, le gouvernement, pensant que c'était une matière trop importante, préféra procéder par voie législative, en soumettant la création des banques à une loi, mais en se réservant l'élaboration des statuts, avec l'avis du Conseil d'État. Le ministre de la Marine et des Colonies, l'amiral Romain Desfossés, à la suite du rapport fait au Conseil d'État par M. Horace Say, le 7 août 1850, déposa, le 29 novembre 1850, un projet de loi comprenant neuf articles.

§ 1

Le gouvernement demandait, pour la constitution du capital des Banques, l'autorisation d'émettre de suite 320.000 francs de rente 5 0/0, par anticipation sur l'indemnité totale, dans les proportions suivantes :

La Martinique : 100.000 francs de rente 5 0/0, c'est-à-dire 2.000.000 de francs de capital.

Guadeloupe : 100.000 francs de rente 5 0/0, c'est-à-dire 2.000.000 de francs de capital.

Réunion : 100.000 francs de rente 5 0/0, c'est-à-dire 2.000.000 de francs de capital.

Guyane : 20.000 francs de rente 5 0/0, c'est-à-dire 400.000 de francs de capital.

Par dérogation à l'article 7 de la loi du 30 avril

1849, ces banques pouvaient aliéner ou engager ces rentes, ainsi délivrées (art. 1^{er}).

Le gouvernement se fondait, pour réclamer cette émission anticipée, sur ce que la liquidation complète de l'indemnité serait longue et qu'il serait difficile de pouvoir déterminer de suite la quotité exacte des prélèvements pour chacun, mais qu'on ne devait pas, pour cela, ajourner la création des banques, dont la nécessité se faisait de plus en plus sentir.

De plus, depuis la loi du 30 juillet 1850, modifiant l'article 9 alinéa 2 de la loi du 30 avril 1849, la conversion immédiate des certificats d'indemnité en inscriptions de rente était devenue possible.

D'après l'article 2 du projet, les coupures des billets seraient de 500 francs, 100 francs, 20 francs, et 5 francs, remboursables à vue et reçues comme monnaie légale dans la colonie.

Le Conseil d'État avait insisté pour introduire la coupure de 5 francs et le gouvernement rallié à cette idée, invoquait l'essai fait à la Martinique et à la Guadeloupe ; de plus, la nécessité de mettre aux mains des colons un instrument de circulation, de valeur assez réduite, pour faire face aux besoins les plus considérables et les plus immédiats ; enfin on pouvait éviter ainsi les demandes trop nombreuses de remboursement, car on change moins vite un billet de 5 francs que de 500 francs.

Malgré l'avis contraire du Conseil d'Etat, le gouvernement maintint avec raison le cours légal pour les billets, sinon, on eût été à même de les refuser en paiement et le but visé n'eût pas été atteint.

D'après l'article 4, des comptoirs nationaux pouvaient être créés sur la désignation du gouverneur, en appliquant aux colonies la loi du 4 mars 1848, pour recevoir les dépôts de marchandises affectées en nantissement.

L'article 5 était la pensée capitale du projet, la vraie raison de créer les banques ; il autorisait le prêt sur récoltes pendantes.

L'article 6 établissait un droit fixe de 2 francs pour l'enregistrement des actes des banques constitutifs d'un nantissement.

L'article 7 permettait la réalisation rapide par les banques en cas de non-paiement du débiteur en faveur desquelles on modifiait l'article 2102 du Code civil.

Le Président de la République pouvait créer une Agence Centrale des banques à Paris, par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique (art. 8) ; enfin, dans la même forme, toute agence ou succursale pouvait être établie (art. 9).

Tel était le projet du gouvernement.

§ 2

La commission nommée par l'Assemblée nationale pour examiner le projet du gouvernement, désigna M. Chégaray comme rapporteur. Le 5 avril 1851, celui-ci déposa son rapport ; or il était en désaccord sur plusieurs points avec le projet du gouvernement : et d'abord, la commission refusait d'autoriser le prêt sur récoltes, se fondant : 1° sur ce que le prêt sur récoltes dans les conditions où le gouvernement l'autorisait n'offrait pas un gage réel et matériel suffisant aux banques, prêtant sur une seule signature ; 2° sur ce que le projet de loi ne conciliait pas les droits des créanciers et ceux des banques, si on autorisait le prêt.

Ensuite, la commission proposait de relever le capital des banques ; elle supprimait les coupures de 5 francs et 20 francs, les remplaçant par la coupure de 25 francs et n'en voulant pas d'inférieure ; elle supprimait aussi l'agence centrale, que le gouvernement pouvait établir et la remplaçait par une commission de surveillance pour toutes les banques ; elle créait la compétence des tribunaux de commerce en faveur des banques, contre toute personne leur ayant signé un effet escompté par elles.

Enfin, elle voulait que les statuts des banques fussent sanctionnés par un vote de l'Assemblée, et non

par un décret, à cause de la gravité des opérations à autoriser. Retenons cette dernière proposition (qui fut du reste adoptée par l'Assemblée), nous verrons les conséquences qu'elle eut sur la marche des banques.

Le rapporteur présenta son projet en douze articles. A la suite, était annexé un projet de statuts.

Le nouveau ministre, M. Chasseloup-Laubat, acquiesça aux changements faits par la commission dans le projet et les statuts, mais comprenant l'importance considérable pour les banques coloniales du prêt sur récoltes pendantes, il persista à maintenir cette disposition dans le projet du gouvernement.

Le 25 avril 1851, quand vint la première délibération, il demanda à l'assemblée de passer à une deuxième délibération, espérant arriver à s'entendre avec la commission et convaincre le rapporteur, qui se refusait à introduire les prêts sur récoltes.

§ 3

Le ministre de la marine fut entendu par la commission. Après bien des discussions, celle-ci transigea, et le 2 juin, M. Chégaray déposa un rapport supplémentaire, modifiant les conclusions de son premier rapport. Comme ceci touche à la question capitale des prêts sur récoltes, que nous aurons à examiner en détail, disons seulement que la commission auto-

risait les *prêts sur cession de récoltes pendantes*, mais pour une durée maxima de 120 jours, le prêt ne pouvant dépasser le tiers de la valeur estimative de la récolte ; elle prenait de plus des mesures pour garantir les droits des banques et des tiers, en rendant l'article 408 du Code pénal applicable ; enfin, elle ajoutait une disposition, portant que les arrérages afférents aux inscriptions de rente affectées aux banques coloniales et courus depuis le 22 mars 1849, seraient versés aux caisses des banques et pourraient être employés aux frais de premier établissement. C'est dans ces conditions qu'on arriva à la deuxième délibération, qui eut lieu le 24 juin 1851.

§ 4

La discussion fut longue et sérieuse, chose à noter ; l'Assemblée y consacra trois séances les 24, 25, 26 juin.

M. de la Moskowa demanda d'abord la suppression de l'article 1^{er} du projet, qui incorporait les statuts dans un vote législatif ; après l'intervention de M. Chégaray et du ministre de la marine, l'article 1^{er} fut adopté et l'amendement repoussé.

Dans l'article 2, le ministre de la marine fit inscrire le paragraphe additionnel relatif aux arrérages des rentes, mais en modifiant la rédaction de façon à

utiliser les fonds immédiatement, au lieu d'attendre l'institution même des banques.

Les articles 3 et 4 passèrent sans discussion. Sur l'article 5, relatif aux coupures et à la limitation de la circulation, il y avait de nombreux amendements de MM. de la Moskowa, Maurice Acebey, de Greslau, Schœlcher. Dans un long discours, M. de la Moskowa montra la nécessité des petites coupures, mais, malgré l'intervention de M. Jouannet, déposant un amendement avec M. Schœlcher, dans le même sens, l'Assemblée se rangea à l'avis de sa commission et écarta les coupures inférieures à 25 francs. Quant à la limitation de la circulation, à la séance du 25 juin, on renvoya un amendement de M. Aubry pour meilleure rédaction ; on l'adopta le lendemain, en fixant la limitation suivante : la circulation fut limitée au triple de l'encaisse et le montant total du passif payable à vue fut limité au triple du capital social réalisé.

Les articles 6 et 7 furent ensuite adoptés sans discussion.

Sur l'article 8 primitif et le paragraphe additionnel, inséré par la commission, visant le prêt sur récolte, M. de Sainte-Beuve demanda sa suppression pour des raisons économiques. M. Dain, au contraire, soutint le prêt, disant que c'était là un moyen de crédit nécessaire aux colonies. Ensuite M. Levavas-

seur appuya M. de Sainte-Beuve, invoquant les précédents des banques des États-Unis.

M. Benoist d'Azy monta à la tribune pour soutenir le prêt, disant qu'en le limitant et en agissant avec prudence, il donnerait les meilleurs résultats.

Le 26 juin, on adopta l'article 8 du projet, avec le paragraphe additionnel incorporé.

Les articles 9 à 12 furent adoptés sans discussion. Enfin, la commission fit adopter un treizième article, relatif à l'application de l'article 408 du Code pénal.

Puis, on vota les statuts annexés et modifiés dans le sens de la loi.

Le 11 juillet, date de la troisième délibération, la loi fut adoptée sans discussion et promulguée le 28 juillet suivant.

Des arrêtés locaux la mirent successivement en application le 14 octobre à la Martinique, le 12 novembre à la Guadeloupe, le 16 décembre 1851 à la Réunion et le 21 février 1854 au Sénégal.

§ 5

Les dispositions de la loi du 11 juillet 1851 étaient donc les suivantes.

Article premier. — Fondation de quatre banques (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane).

Art. 2. — Capital des banques : pour la Martini-

que, Guadeloupe, Réunion : 3 millions de francs, Guyane : 700.000 francs.

Pour former ce capital, le ministre des finances était autorisé à émettre 325.000 francs de rente au capital de 6.500.000 francs, à prélever sur le huitième de l'indemnité ; sur cette émission, 100.000 francs de rente, au capital de 2 millions, étaient affectés à la première formation de chacune des banques de la Martinique, Guadeloupe, Réunion ; 25.000 francs de rente au capital de 500.000 francs pour la Guyane. Les arrérages produits par chaque inscription de rente depuis le 22 mars 1849 jusqu'au jour de la remise des inscriptions seraient versés par le ministre des finances aux mains des administrateurs des banques. Leur produit est porté à l'actif du compte de profits et pertes, et doit servir, jusqu'à due concurrence, à couvrir des frais de premier établissement.

Art. 3. — Pendant le délai d'un an, à partir de la promulgation de la loi, les souscriptions volontaires, en numéraire ou en rente 5 0/0 au pair, étaient reçues jusqu'à due concurrence du complément du capital déterminé. Si aucune souscription ne se produisait, on compléterait en prélevant sur le huitième.

Les banques pouvaient aliéner ou engager les rentes ainsi délivrées (dérogation à la loi du 30 avril 1849).

Art. 4. — Une loi ultérieure devait statuer sur le restant du huitième, qui ne serait pas employé.

Art. 5. — 1° Privilège d'émission des banques.

2° Limitation de la circulation : le montant des billets en circulations, des comptes courants et autres dettes de la banque, ne pourra excéder le triple du capital social réalisé.

Art. 6. — Aucune opposition n'est admise sur les fonds déposés en compte courant.

Art. 7. — Les entrepôts, désignés par le gouverneur de la colonie en Conseil privé, sont considérés comme magasins publics où sont déposées les marchandises affectées à des nantissements.

Art. 8. — Privilège du droit fixe d'enregistrement de 2 francs.

Art. 9. — Formalités à observer pour la tenue des registres de l'enregistrement, etc.

Art. 10. — Privilèges des banques pour effectuer la récolte à la place du débiteur négligent.

Art. 11. — Privilège d'exécution des banques pour la vente des récoltes et marchandises données en nantissement.

Art. 12. — Compétence des tribunaux de commerce pour les litiges concernant tous actes souscrits à la banque.

Art. 13. — Une commission de surveillance des banques était créée, elle se composait de sept membres : un conseiller d'État élu par le Conseil en assemblée générale, deux membres désignés par le ministre des colonies, deux membres désignés par le ministre des finances, deux membres élus par le

Conseil général de la Banque de France ; cette commission élit son président dans son sein.

Art. 14. — Les succursales ou comptoirs des banques ne pourraient être établis que par décret du président de la République, après avis du gouverneur de la colonie en Conseil privé et du Conseil d'État, et sur la demande du Conseil d'administration de la banque.

Art. 15. — Application de l'article 408 du Code pénal à tout propriétaire, usufruitier, gérant, administrateur ou autre, représentant du propriétaire, ayant dissipé la récolte cédée.

A la suite étaient annexés les statuts votés par l'Assemblée nationale.

IV. — *Exécution de la loi du 11 juillet 1851.*

Organisation des banques coloniales (1851-1874).

La loi de 1851 avait posé les règles générales des banques coloniales, il restait à les organiser et les faire fonctionner. Ce fut l'objet du décret du 22 décembre 1851.

§ 1

Le décret du 22 décembre 1851 est divisé en 4 titres :

TITRE I. — *Frais de premier établissement.*

Pour y pourvoir, le ministre de la marine était autorisé à acquitter, au nom des banques et à titre d'avances, les premiers frais, qui devaient être couverts par les arrérages des rentes affectées à la formation du capital des banques depuis le 22 mars 1849 (conformément à l'art. 2 de la loi de 1854) et ce, jusqu'au jour de la remise des inscriptions aux banques; de plus, il était aussi autorisé à retirer des mains du ministre des finances des inscriptions de rente à émettre pour le compte des banques et à contracter des avances en numéraire sur le dépôt des inscriptions, mais ces engagements ne pouvaient excéder la moitié des inscriptions (art. 4).

Le ministre de la marine et le ministre des finances devaient ensuite pourvoir à l'envoi des fonds (art. 5.)

TITRE II. — *Conversion en actions de la banque des titres de prélèvement.*

Pour constater ce droit des indemnitaires dans leur participation au capital de la banque, l'administration dut prendre les mesures suivantes : le directeur de l'Intérieur, au vu des titres de prélèvement demeurés aux mains de l'administration en vertu de

l'article 54 du décret du 24 novembre 1849, et de la souche des titres à valoir sur le prélèvement, spécifiés dans le décret de novembre 1849, article 51, alinéa 3, devait dresser un tableau contenant :

1° Le nom des indemnitaires susceptibles du prélèvement ;

2° Le montant du prélèvement opéré sur les indemnités respectives.

3° La portion de ce prélèvement, immédiatement convertible en actions, pour un fonds de 2.500.000 fr.

4° La portion, éventuellement convertible dans le délai d'un an de la promulgation de la loi du 11 juillet 1851 dans chaque colonie, pour un capital complémentaire de 1.200.000 francs.

5° Le résidu, qui ne devait pas faire partie du capital des banques.

Ce tableau devait être signé par l'ordonnateur, visé par le contrôleur et approuvé par le gouverneur en Conseil privé (art. 6).

Une fois le tableau dressé, les porteurs de certificats de prélèvement et de titres à valoir devaient, sur avis du directeur de l'Intérieur, les porter au secrétariat de la Direction de l'Intérieur, avec pièces justificatives, et en recevaient récépissé (art. 8).

Chaque déposant devait ensuite recevoir :

1° Son titre, sur lequel était portée la portion immédiatement convertible en actions de la banque.

2° Deux coupons de divisions : l'un pour le prélèvement éventuel, l'autre pour le résidu (*art. 9*)

Les titres et coupons délivrés étaient ensuite échangés contre des actions des banques aux bureaux de celles-ci (*art. 12*).

Les souscriptions volontaires étaient aussi reçues par le directeur de l'Intérieur (*art. 10*).

Cette souscription volontaire resta ouverte du 17 août 1851 au 17 août 1852 ; elle était destinée comme nous avons dit, à compléter le capital des banques. Il est bon de remarquer que c'était modifier la loi de 1849 dans son esprit, car elle prenait soin d'écarter toute personne, autre que les colons indemnitaires de plus de 1.000 francs. Or on mettait ainsi un tiers des actions à la disposition du public ; le capital eût été alors formé pour partie en numéraire, ce qui eût assuré les premiers fonds nécessaires d'établissement et de roulement.

Mais cette souscription volontaire ne produisit rien et ne fit que retarder l'organisation des banques.

Il fallut donc compléter le capital par un deuxième prélèvement, comme le prévoyait la loi de 1851, qui s'élevait à 50.000 francs de rente pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, et à 10.000 francs de rente pour la Guyane.

Ce dernier prélèvement n'absorba pas toute la portion du huitième de l'indemnité.

Le décret du 28 mars 1852 ordonna alors la répartition du restant disponible.

Le ministre de la Marine et des Colonies, sur le vu de la liquidation, dont il a été parlé plus haut (D. 22 déc. 1851, titre II), adressa au ministre des Finances, d'après les demandes des administrations coloniales, la demande d'inscriptions collectives de rentes, représentant le capital auquel ressortit, dans cette liquidation, le résidu de chaque colonie (*art. 2*)

Après entente entre le ministre de la Marine et le ministre des Finances, ces inscriptions immatriculées au nom des colonies, furent vendues et le montant fut déposé à la Caisse centrale du Trésor public, au compte des colonies.

L'administration locale devait procéder à la répartition en numéraire du capital réalisé entre les ayants droit, sur la base de la précédente liquidation.

On eut les chiffres suivants (1) :

<i>Martinique.</i>	. .	26.683	de rente
<i>Guadeloupe</i>	. .	70.170	—
<i>Réunion.</i>	. . .	92.219	—
<i>Guyane</i>		27.585	—
<i>Sénégal.</i>		pas de résidu	

A l'expiration des six mois du commencement de la répartition, toute somme non retirée par l'intéressé demeurait acquise à la caisse coloniale (*art. 4*).

1. Voir l'étude de M. RENAUD, qui donne ces chiffres.

L'indemnité que reçut chaque propriétaire d'esclaves, indemnitaire de plus de 1.000 francs, fut ainsi composée (1) :

1° Une somme d'argent prise sur les 6 millions payables en espèces et proportionnelle au nombre d'esclaves de l'indemnitaire.

2° Un titre de rente 5 0/0, dont le capital au pair représentait le reste du chiffre de l'indemnité à laquelle il avait droit, en calculant 500 francs par esclave : on devait en déduire la part que chacun avait eue dans le huitième de l'indemnité totale, servie en rentes.

3° Un certificat de prélèvement de ce huitième : c'était la quote-part de chacun dans la fondation de la banque.

On substitua plus tard des actions de 500 francs de la Banque à ce certificat, pour la somme due et en donnant des coupures d'actions de 50 francs pour régler les sommes inférieures à 500 francs.

4° Une somme en espèces, provenant du reliquat du huitième non utilisé.

Enfin, on délivra des titres provisoires au porteur et non productifs de dividendes, pour les sommes inférieures à 50 francs.

Le décret du 17 novembre 1852 obligea plus tard les porteurs de ces titres de 50 francs à les réunir

1. Voir DENIZET et GOUMAIN-CORNILLE.

pour les convertir en actions avant le 1^{er} janvier 1853.

Dans le titre III du décret du 22 décembre 1851, on s'occupait de la surveillance locale des banques, placées sous l'autorité du gouverneur, dans les attributions du directeur de l'Intérieur (*art. 15*).

Le titre IV s'occupait de l'assemblée générale des actionnaires, composée des 150 plus gros indemnitaires (*art. 19*) et de sa convocation.

§ 2

Le ministre de la Marine, en exécution du titre I du décret du 22 décembre 1851, fit fabriquer les premiers billets de banque et approvisionner chaque banque pour 5 millions ; il se fit délivrer par le ministre des Finances les titres de rente affectés au capital. Pour constituer ce capital des banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le ministre des Finances avait émis 450.000 francs de rente 5 0/0 en 9 inscriptions de 50.000 francs, chaque banque en reçut trois.

(Un décret du 14 mars 1852 opéra la conversion du 5 0/0 en 4 1/2 0/0 : ce ne fit donc plus que 135.000 francs pour chaque banque).

Le ministre de la Marine engagea ensuite trois de ces inscriptions à la Caisse des Dépôts et Consignations, qui, par une convention du 12 novembre 1852, consentit à faire à chaque banque une avance de

800.000 fr. en compte courant à 4 0/0; ces 800.000 fr., avec les arrérages depuis le 22 mars 1849, constituèrent le premier fonds de roulement des banques.

§ 3

Dès octobre 1851, la Commission de surveillance des Banques coloniales était entrée en fonctions ; mais la pratique lui montra bientôt la nécessité d'une centralisation des opérations : dans un rapport de M. Barbaroux, elle demanda la création à Paris d'un agent central qui avait ainsi à la fois un caractère privé comme mandataire des Banques et un caractère public comme leur intermédiaire avec le gouvernement.

Ceci fit l'objet du décret du 17 novembre 1852 (*art. 6-7*).

Le ministre de la Marine devait désigner un établissement métropolitain de crédit public pour effectuer les encaissements et paiements pour chaque banque ; il devait tenir, au nom de chacune, un compte distinct et séparé (*art. 8*).

Ce décret modifiait certaines dispositions des statuts (*art. 7, 27, 35, 56*).

§ 4.

A la fin de l'année 1852, les Banques coloniales se trouvaient organisées à la Martinique, à la Guade-

loupe et à la Réunion. Ce fut en janvier 1853 qu'eurent lieu les premières assemblées générales des banques de la Guadeloupe et de la Martinique, celle de la banque de la Réunion eut lieu plus tard, le 17 mai 1853.

L'ouverture des bureaux eut lieu aux dates suivantes :

1. Banque de la Martinique, bureaux de Saint-Pierre: janvier 1853.

2. Banque de la Guadeloupe, bureaux de la Pointe-à-Pitre: février 1853.

3. Banque de la Réunion, bureaux de Saint-Denis: juillet 1853.

Quant aux Banques de la Guyane et du Sénégal, après des décrets successifs de prorogation du délai, passé lequel le gouvernement devait rembourser le huitième aux ayants droit, si aucune banque n'avait été fondée (D. 28 sept. 1852 ; D. 23 mars 1853 ; D. 1^{er} oct. 1853), elles ne furent établies que fin 1853 et en 1854.

Le décret du 21 décembre 1853 créa la Banque du Sénégal, au capital de 230.000 francs. La loi du 11 juillet 1851 lui était applicable (*art.* 3, D. 1853); le siège de la Banque était fixé à Saint-Louis (*art.* 4 *statuts*). Quelques dispositions des statuts de la Banque différaient un peu de ceux des banques de 1851.

Un décret du 1^{er} février 1854 créa ensuite la Banque de la Guyane, au capital de 300.000 francs,

au lieu de 700.000 francs : la différence devait être répartie entre les ayants droit (*art. 2*). Les décrets et règlements sur les banques coloniales déjà en vigueur, s'appliquaient à la Banque de la Guyane.

Après un avis de la Commission de surveillance du 8 mai 1863, un décret de 5 juillet 1863 porta le capital de cette banque à 600.000 francs.

Plus tard, un décret du 8 janvier 1870 autorisa la Banque de la Réunion à ne plus tenir compte de l'article 20 de ses statuts (disant que la proportion des prêts sur marchandises ne pouvait dépasser les $\frac{2}{3}$ de la valeur de ces marchandises) ; la Banque fut autorisée, en 1870, à prêter sur la totalité de la valeur des marchandises. C'était pour permettre à la Banque de lutter contre la concurrence que lui faisait une Agence du Comptoir d'Escompte, à Saint-Denis, qui, elle, avançait sur la valeur intégrale des marchandises.

V. — *La loi du 24 juin 1874. Modifications
faites à la loi du 11 juillet 1851.*

§ 1

Le 13 mars 1873, le vice-amiral Pothuau, ministre de la Marine et des Colonies, déposait un projet de loi pour proroger le privilège des Banques coloniales, qui avait été renouvelé par le décret du

11 septembre 1871, pour deux ans, et expirait le 11 septembre 1873. Le Conseil d'État avait examiné le projet, quelques changements avaient été apportés :

1° Les banques coloniales étaient autorisées à abaisser les coupures jusqu'à 10 francs et 5 francs (Remarquons qu'à ce moment, la Banque de France jouissait de ces facilités).

2° Les banques pouvaient souscrire aux emprunts garantis par l'État ou les colonies, jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leurs fonds de réserve.

3° Dans leurs émissions, les banques pouvaient excéder le triple du capital social réalisé, toutes les fois que la contre-valeur des comptes courants et autres dettes de la Banque sera représentée en numéraire, venant en augmentation de l'encaisse métallique et dans la proportion de cet excédent (*art. 4*).

4° Les banques coloniales se voyaient étendre la faculté de faire des prêts garantis par dépôt de marchandises pour la totalité de la valeur des marchandises, comme cela avait été déjà accordé en 1870 à la Banque de la Réunion.

5° Toute opposition sur les crédits ouverts sur cessions de récoltes pendantes était refusée, par analogie avec les comptes courants (*art. 5*).

6° Les fermiers, locataires de terrains, métayers, munis de l'autorisation de leur propriétaire, pouvaient

emprunter sur cession de récolte, comme les propriétaires eux-mêmes (*art. 6*).

7° L'opposant au prêt n'a plus besoin d'être pourvu d'un titre exécutoire, un titre authentique suffit. De plus, l'opposition doit mentionner la nature et la date du titre, et la somme, ce que n'exigeait pas la loi de 1851.

8° Des magasins privés, dont les clefs seraient remises à la banque, pouvaient désormais être affectés à des dépôts publics (*art. 9*).

9° Sur la demande du Conseil d'État, on adjoignait à la Commission de surveillance deux colons notables, résidant à Paris, choisis par le ministre de la Marine et des Colonies (*art. 15*).

10° Le privilège était renouvelé pour 20 ans à partir du 11 septembre 1873.

Quant aux statuts, il n'y avait que des modifications corrélatives aux changements apportés (*art. 14, 19, 25, 30, 34*).

Tel était de projet du gouvernement ; il cherchait à donner plus d'élasticité au système primitif, en consacrant des usages que la pratique avait introduits.

§ 2

La Commission, nommée par l'Assemblée nationale, déposa son rapport le 2 mars 1874. Le rappor-

teur, M. Duming, constate d'abord les bons résultats qu'a produits l'établissement des banques coloniales.

Il accepte la réduction du capital demandé par la Banque de la Guyane, de 600.000 à 450.000 francs, à cause du déplacement des établissements pénitentiaires, mais sans diminuer le nombre des actions.

Il porte le capital de la Banque du Sénégal de 230.000 à 300.000 francs.

Il modifie l'article 6 du projet du gouvernement en le complétant, et l'article 4 (coupures de 5 francs) en n'admettant ces coupures au remboursement que par séries de 25 francs.

Enfin, il demande la prorogation du privilège des banques pour vingt ans, mais refuse de le faire étendre sur le tiers de la récolte suivante, dans le cas où la récolte serait insuffisante, comme le demandait la Banque de la Réunion.

Le ministre de la Marine, l'amiral de Dompierre d'Hormoy, accepta les modifications faites par la Commission.

§ 3

Le 21 mai 1884, eut lieu une première délibération. A la deuxième du 29 mai, comme tout le monde était d'accord, la loi passa presque sans discussion. Seul, l'article 7 retint l'attention distraite de l'As-

semblée nationale : M. Sebert, dans un amendement signé avec MM. Dupont, Léon, Foubert, Babin-Chevaye, Chéguillaume et général Frébault, demandait que le privilège résultant pour la Banque de la cession d'une récolte s'étendît aussi à la récolte de l'année suivante, si la première était insuffisante pour le paiement de la créance.

Il voulait ainsi un surcroît de garantie pour les Banques ; mais cet amendement était surtout fait dans l'intérêt de la Réunion, où les premières récoltes sont souvent détruites accidentellement.

Ce système, soutenu par MM. A. Dupont et La Serve, mais combattu par M. A. André, par le rapporteur et le ministre de la Marine (l'amiral Montaignac), fut repoussé par l'Assemblée.

A *l'article 2*, un paragraphe additionnel fut ajouté, portant la sanction d'un décret en forme de règlement d'administration publique pour les augmentations ou diminutions du capital des banques.

A *l'article 3*, un amendement de MM. La Serve et de Mahy, fut accepté par la Commission et le gouvernement, sans débat, et remplaça l'article 3 proposé, substituant le contrôle du ministre de la Marine à une autorisation préalable pour engager les valeurs du capital par les conseils d'administration des Banques.

Le 24 juin, jour de la troisième délibération, la loi

fut adoptée sans débat et promulguée le 5 juillet suivant.

VI. — *Période de décrets (1874-1901). Les commissions et les projets de loi.*

§ I

Le privilège conféré par la loi du 24 juin 1874 expirait le 11 septembre 1894.

Dès 1889, le gouvernement fit procéder à une grande enquête sur le fonctionnement des banques : des rapports furent faits par les autorités locales, les différentes banques émirent des vœux, mais le gouvernement voulut confier l'étude de toutes les améliorations à apporter au fonctionnement des banques, à une commission extraparlamentaire, avant de renouveler le privilège. Mais tout cela prit du temps et en 1894 aucune loi n'était encore intervenue.

Par décret du 10 juillet 1894, le gouvernement prorogea le privilège jusqu'au 1^{er} janvier 1896, et un arrêté ministériel du 21 juillet 1894, constituait la commission extraparlamentaire, dont le président était M. Magnin, gouverneur de la Banque de France. Un rapport du 8 janvier 1895 de la Commission de surveillance fut transmis à la Commission, il demandait le renouvellement du privilège et quelques améliorations pratiques.

Le 8 avril 1895, le rapport de la Commission fut déposé : le rapporteur, le général Mojon, concluait au renouvellement du privilège, mais demandait une réglementation plus sévère.

§ 2

A la suite de ces travaux, M. Chautemps, ministre des colonies, déposa le 29 juin 1895, un projet de loi renouvelant le privilège des banques coloniales pour vingt ans.

Le projet rejetait d'abord la création d'une banque coloniale unique, proposition qui avait été faite dans le but de réorganiser les banques ; puis, voulant pallier aux inconvénients que la pratique avait montrés depuis 1874, il modifiait la loi primitive sur quatre points principaux :

1° Dégager la responsabilité de l'État : on modifiait les fonctions du trésorier de la colonie, dont celles d'administrateur de droit des banques était supprimée ; il conservait d'ailleurs le droit d'assister aux réunions du Conseil d'administration, comme commissaire du gouvernement, avec les droits d'un censeur.

2° Donner une sanction aux prescriptions de la loi et des statuts : il étendait l'article 25 des statuts, défendant de distribuer des dividendes pour un semestre, si on violait les statuts.

3^o Assurer une inspection efficace des banques : des inspecteurs des colonies spéciaux étaient créés ;

4^o Réglementation de la procédure à suivre en cas de dissolution ou liquidation : c'était pour combler une lacune de la loi de 1874.

Le projet fut renvoyé à la Commission des colonies.

§ 3

La Commission fit de nombreuses études sur les banques, tant au point de vue de leur situation générale qu'au point de vue de la situation particulière de chacune.

Trois rapports furent ainsi rédigés : deux par M. Jules Lévêillé, déposés les 17 juin 1897 et 22 mars 1898, et un par M. Isaac, député de la Guadeloupe, déposé le 18 janvier 1898.

§ 4

Enfin, un quatrième rapport, de M. Brunet, fut déposé le 28 janvier 1898. Mais toutes ces études avaient été fort longues et on avait été obligé de renouveler provisoirement le privilège des banques par des décrets du 21 décembre 1895, 13 décembre 1896, 18 décembre 1897.

Le 24 février 1898, le projet fut adopté en première délibération, mais les pouvoirs de la Chambre

expiraient à ce moment ; une deuxième délibération ne put avoir lieu ; il fallut encore attendre une nouvelle législature.

VII. — *La loi du 13 décembre 1901 :*
la législation actuelle.

§ 1

Le gouvernement présente un nouveau projet de loi ; M. A. Decrais, ministres des Colonies, le déposa le 12 janvier 1900, sur le bureau de la Chambre, qui le renvoya à la Commission des colonies.

Ce projet différait de celui de 1894 en ceci : d'abord, il ne prorogeait plus le privilège que pour dix ans ; puis la Banque du Sénégal avait la faculté d'élargir le cercle de ses opérations hors de la colonie en Afrique (Côte d'Ivoire, Dahomey) ; enfin, on légalisait la période des décrets depuis 1894 (*art. 16*). Quelques modifications étaient aussi apportées aux statuts (*art. 10, § 1 ; art. 13 ; art. 25, § 3 ; art. 37, § 9 ; articles 44, 47*).

§ 2

Le rapporteur, M. A. Leroy, déposa son rapport le 15 juin 1900. Il reprit les quatre points du projet Chauteemps.

Dans l'article premier, la prorogation du privilège était accordée pour dix ans.

Le capital des banques restait fixé à trois millions pour les banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ; à 600.000 francs pour les banques de la Guyane et du Sénégal.

Dans *l'article 4*, § 5, un nouveau paragraphe fut mis pour la liquidation ; le ministre des Finances et le ministre des Colonies fixent les conditions de la circulation et du remboursement des billets ; au § 7, les banques ne peuvent plus emprunter sur effets souscrits par elles : c'était pour remédier aux abus de la banque de la Réunion ; au § 8, pour la limitation à la circulation, il rétablit le texte de la loi de 1874, que supprimait le projet du gouvernement, retirant aux banques la faculté de faire état du surcroît de numéraire obligatoire de leurs caisses.

D'après l'article 8, reproduisant le projet de 1895, les banques étaient autorisées à se faire envoyer en possession de la récolte, si le propriétaire cessait de l'entretenir.

L'article 14 prévoyait des succursales pour la Banque du Sénégal.

L'article 15 ajoutait un maître des requêtes du Conseil d'État à la Commission de surveillance ; de plus, les rapports de cette Commission seraient adressés seulement au président de la République.

L'article 16 ratifiait les décrets 1894-1900.

Ensuite venaient les statuts modifiés.

§ 3

Le ministre des Colonies demanda quelques modifications au projet de loi et aux statuts, et le 25 juin 1901, M. Leroy déposa un rapport supplémentaire (1).

Les modifications que demandait le ministre étaient les suivantes :

Dans l'article 50 des statuts, on exclut d'office tout administrateur qui serait débiteur de la Banque. On mettait à part la Banque du Sénégal : l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette banque avait demandé le 25 février 1901, que la banque entrât en liquidation pour le 1^{er} juillet 1901. On pensait instituer une nouvelle banque, organisée comme celle de l'Indo-Chine, qu'on créerait par décret.

Le 2 juillet 1901, jour de la première délibération de la Chambre, l'urgence, demandée par la Commission et le Gouvernement, fut déclarée et le projet fut adopté sans débat.

§ 4

Le projet, ainsi rectifié et voté par la Chambre, fut présenté au Sénat le 4 juillet. La Commission sénat-

-1. Voir les *Rapports parlementaires* parus à l'*Officiel*, 1901.

toriale l'examina et le 28 novembre 1901, M. A. Cicéron déposait son rapport, concluant à l'adoption intégrale du projet voté par la Chambre.

Le 6 décembre 1901, le projet vint en discussion à l'ordre du jour du Sénat ; l'urgence fut demandée et déclarée, et ce fut sans débat que le projet fut adopté.

La loi fut promulguée le 13 décembre 1901.

§ 5

Nous n'insisterons pas sur la teneur même de cette loi du 13 décembre 1901, puisque c'est sur cette loi que nous baserons nos explications sur le fonctionnement des banques.

Les modifications principales peuvent ainsi se résumer : intervention du ministre des Colonies dans la liquidation des banques, extension du privilège des banques dans le cas d'un débiteur négligent, même régime de décrets pour les succursales ou agences, augmentation du nombre des membres de la Commission de surveillance.

VIII. — *Particularités principales des premières Banques coloniales.*

Si nous essayons d'extraire une impression d'ensemble de cette législation des banques coloniales,

nous voyons que ces banques ont eu à l'origine des statuts rigoureux et que le gouvernement avait une certaine influence sur la marche des banques ; le souci constant du législateur fut d'affranchir les banques de cette sorte de tutelle, en donnant le plus d'autonomie possible aux banques, quoique, même à l'origine, ces banques ne fussent pas des banques d'État et n'eussent jamais eu ce caractère.

Nous ferons d'abord remarquer que la création de ces banques fut entièrement le fait du législateur. Voulant éviter un échec, comme cela avait eu lieu en 1826, lors des premières tentatives, le législateur prit des dispositions rigoureuses pour maintenir les banques. Malheureusement, ceci entraînait pour les banques une restriction de leur liberté d'action.

Ce fut là, à notre avis, une erreur de l'Assemblée nationale de s'en tenir aux considérations théoriques sans se préoccuper des nécessités pratiques.

L'État associa d'office les colons indemnitaires, leur apportant des statuts, sans qu'ils pussent les approuver ou les modifier ; or, d'après le droit commun, on ne constitue pas de société en dehors de la volonté des associés : en effet, pourrait-on dire qu'il y a société là où il n'y a pas eu intention de s'associer ? Nous ne le pensons pas. De plus, si l'État forçait les indemnitaires à entrer dans l'association, il ne leur versait pas d'argent pour constituer le capital ; il fut formé en titre de rente, par l'État, au nom des colons

En 1851, on s'aperçut de ce que cette création avait de factice et d'artificiel ; la loi du 11 juillet 1851, modifiant la loi du 30 avril 1849, ouvrit une souscription volontaire pour obtenir, sans doute, le capital en numéraire, indispensable aux premières opérations, puisqu'il n'y avait encore ni encaisse, ni fonds de roulement. Nous avons vu qu'elle ne produisit rien. La totalité du capital des Banques coloniales fut donc constituée uniquement d'apports en nature : le capital fut calculé au pair de 100 francs pour 5 francs de rente. De là, notons cette particularité que le capital va suivre les fluctuations du titre de rente, qui le représente, et être soumis aux effets des conversions, qui réduiront le taux de l'intérêt. Enfin, une caractéristique de la loi du 11 juillet 1851 était d'instituer aux colonies des banques agricoles, dont la France ne possédait pas un seul type.

Telles sont les particularités que nous avons cru nécessaire de résumer et de grouper, en les signalant plus particulièrement dans l'ensemble de la législation des Banques coloniales (1).

1. Cf. les observations que présentent MM. DENIZET, RENAULT, GOUMAIN-CORNILLE.

CHAPITRE II

STATUTS DES BANQUES COLONIALES

I. — Organisation des Banques

A. — *Constitution des Banques.*

Les Banques coloniales (1), qualifiées par l'article 1^{er} des statuts, de banques d'émission et d'es-compte, sont constituées en sociétés anonymes. Elles ont pour siège social :

Fort-de-France, pour la Banque de la Martinique, depuis la loi du 31 mars 1905.

La Pointe-à-Pitre, pour la Banque de la Guadeloupe. Saint-Denis, pour la Banque de la Réunion. Cayenne, pour la Banque de la Guyane.

Avant la loi du 13 décembre 1901, le siège de la Banque du Sénégal était à Saint-Louis, mais le décret du 29 juin 1901, créant la Banque de l'Afrique Occidentale, qui remplaçait la Banque du Sénégal entrée en liquidation, transporta son siège social à Paris.

1. Nous devons faire remarquer que ces banques ont toutes les mêmes statuts, sauf de petites différences qui survinrent ultérieurement et que nous signalerons en leur temps : aussi avons-nous groupé ensemble toutes nos explications, comme le fait la loi.

D'après l'article 3 des statuts, la durée de la société est prorogée de dix ans, à partir du 1^{er} janvier 1902.

Pour ce renouvellement de la société, l'assemblée générale est convoquée deux ans avant l'expiration du terme, pour décider s'il y a lieu de demander une nouvelle prorogation.

B. — *Liquidation. Dissolution.*

Si le capital se trouve réduit des deux tiers, par suite de pertes (*art.* 57), l'assemblée générale des actionnaires est alors convoquée extraordinairement par le directeur, à la requête du censeur légal, pour se prononcer sur la liquidation.

La délibération est prise à la majorité des voix ; si les actionnaires ne représentent pas au moins la moitié du capital, l'assemblée est renvoyée à quinze jours, sans nouvelle convocation ; un avis est inséré dans un journal désigné par le gouverneur. Dans cette deuxième réunion, la délibération est valable, quel que soit le nombre des membres.

Dans les statuts de 1871, la liquidation avait lieu de plein droit, dans le cas de réduction des deux tiers du capital.

Si l'assemblée, régulièrement constituée, refuse de voter la liquidation, celle-ci pourra être prononcée d'office par le gouverneur en conseil privé, auquel seront adjoints, avec voix délibérative, le président

de la Chambre de Commerce de la ville où est le siège social de la banque, le président du tribunal de commerce, ou, à défaut de tribunal de commerce, le président du tribunal civil.

Si le capital n'est réduit que d'un tiers, l'assemblée convoquée extraordinairement peut demander la liquidation à la majorité des membres présents et à condition de représenter les deux tiers du capital.

Si le capital est réduit de moitié, l'assemblée générale doit être convoquée (*art. 34*), pour statuer sur la continuation ou la liquidation de la société.

Le gouverneur statue par arrêté sur les délibérations des actionnaires. Dans les statuts de 1874, le vote des actionnaires était soumis au gouvernement, qui statuait par décret.

En cas de dissolution, le ministre des Colonies détermine, d'accord avec le ministre des Finances, le mode à suivre pour la liquidation et désigne les agents qui en sont chargés (*art. 57, § 6*).

C. — *Capital. Actions.*

Le capital des Banques coloniales est aujourd'hui ainsi fixé :

Banque de la Martinique : 3 millions de francs.

Banque de la Guadeloupe : 3 millions de francs.

Banque de la Réunion : 3 millions de francs.

Banque de la Guyane : 600.000 francs.

Ce capital social a passé par diverses fluctuations que nous allons brièvement rappeler.

Pour la Banque de la Guyane, la loi de 1851 l'avait fixé à 700.000 francs ; le décret du 1^{er} février 1854, fondant la banque, le réduisit à 300.000 francs, puis le décret du 5 juillet 1863, après avis de la Commission de surveillance du 8 mai 1863, le porta à 600.000 francs : les nouvelles actions à émettre, de 500 francs chacune, étaient exclusivement attribuées aux propriétaires des actions déjà existantes ; le fonds de réserve fut, jusqu'à due concurrence, affecté à la libération des actions nouvelles.

La loi du 24 juin 1874, ramena ce capital à 450.000 francs ; en remboursant 125 francs par action, ramenée ainsi de 500 à 375 francs.

Le décret du 4 novembre 1875 releva à nouveau le capital à 600.000 francs, en 1.200 actions de 500 fr. que la loi du 13 décembre 1901 maintint à ce chiffre.

La Banque de la Réunion, à la suite d'une délibération de l'assemblée générale du 31 juillet 1884, demanda l'augmentation de son capital social, à cause de la crise sucrière qui survint en 1884, dépréciant les sucres coloniaux sur les marchés européens.

Le décret du 15 décembre 1884 porta le capital de 3 à 4 millions, en autorisant la création de 2.000 actions nouvelles de 500 francs, attribuées exclusivement aux anciens actionnaires, en proportion du

nombre d'actions dont ils pourraient être propriétaires.

Mais trouvant que ce capital lui imposait des charges trop lourdes, la banque demanda une réduction, après un vote conforme de l'assemblée générale.

Le décret du 5 juillet 1899 réduisit le capital à 3 millions, par le remboursement de 125 francs par action : la valeur nominale des actions de la Banque de la Réunion se trouve ainsi de 375 francs.

Quant aux banques de la Martinique et de la Guadeloupe, leur capital reste toujours fixé à 3 millions.

La Banque du Sénégal eut un capital de 230.000 fr., d'après le décret du 2 décembre 1853.

La loi du 24 juin 1874 le porta à 300.000 francs et le décret du 4 juillet 1888 à 600.000 francs : on créait 600 actions de 500 francs, libérées par les 150.000 fr. du fonds de réserve et par un versement des actionnaires de 250 francs par action nouvelle.

En 1901, la banque, sur la demande de l'Assemblée générale, était mise en liquidation, pour faire apport de son actif net à une nouvelle banque, celle de l'Afrique Occidentale, pour une somme de 900.000 francs.

Les augmentations ou diminutions de capital ne peuvent avoir lieu qu'à certaines conditions.

L'assemblée générale des actionnaires, convoquée

expressément à cet effet, doit reconnaître la nécessité de la modification ; la délibération doit être ensuite approuvée par le gouverneur en conseil privé et sanctionnée par un décret portant règlement d'administration publique.

S'il s'agit d'une augmentation, la délibération détermine la portion des fonds de réserve qui doit y être affectée.

S'il s'agit d'une diminution, elle sera opérée par le remboursement du capital sur chaque action, sans que ce remboursement puisse excéder 125 francs par action de 500 francs (L. 13 déc. 1901, art. 2). Les valeurs constitutives du capital peuvent être engagées ou aliénées par les conseils d'administration des banques, sous le contrôle du ministre des colonies (L. 13 déc., art. 3). Dans la loi du 30 avril 1849, on ne permettait pas d'engager les titres de rente; la loi de juillet 1851, par dérogation à cette loi de 1849, permit au contraire d'engager ou aliéner les rentes qui seraient délivrées aux banques et déposées dans leurs caisses, sinon, elles n'eussent offert qu'une vaine garantie aux billets émis, car, les banques étant privées d'encaisse métallique, les billets seraient devenus une monnaie de papier non remboursable, ayant cours forcé et dont l'émission n'eût pas tardé à égaler le capital. Comme on n'avait pas voulu établir le cours forcé, mais le cours légal, il fallut prendre cette mesure, sinon la confiance, qui est la base du déve-

loppement d'un établissement de crédit, eût fait complètement défaut et les banques auraient manqué leur but (1).

Les actions sont nominatives, inscrites sur un registre à souche et le certificat détaché porte la signature du directeur, d'un administrateur et d'un censeur (*art. 6, § 2*).

La transmission des actions s'opère dans la colonie, au siège de la banque, par une déclaration de transfert signée du propriétaire ou de son fondé de pouvoirs, et visée par un administrateur sur un registre spécial.

La transmission s'opère dans la métropole conformément au décret du 17 novembre 1852.

L'opposition au transfert doit être signifiée, soit à Paris dans les mains de l'agent central, pour les actions en France, soit dans la colonie, entre les mains du directeur de la banque, pour les actions inscrites dans les colonies. (*art. 7*).

Les actions transférables dans les colonies peuvent être reportées dans la métropole et celles transférables dans la métropole peuvent être reportées dans la colonie, d'après le décret du 17 novembre 1852 et l'arrêté ministériel du 31 mars 1874. Les titres anciens, rentrant par suite de transferts ou reports sont annulés dans les formes déterminées par le conseil d'administration (*art. 8*).

1. Cf. BÉQUET, Répertoire de droit administratif.

En matière de transfert d'actions, d'après un arrêt de la Cour de cassation du 3 mai 1882 (S., 84.1.286), une banque qui aurait opéré le transfert d'actions nominatives, sans observer les prescriptions de la loi, doit des dommages-intérêts au propriétaire des actions.

Actuellement, en résumé, les actions des banques sont nominatives, de 500 francs chacune, sauf pour la Banque de la Réunion, dont les actions ont une valeur nominale de 375 francs.

D. — *Dividende. Fonds de réserve.*

Tous les six mois, aux époques des 30 juin et 31 décembre, les livres et comptes sont arrêtés et balancés ; le résultat des opérations de la banque est publié (*art.* 25, § 1).

Les créances en souffrance ne peuvent être comprises dans le compte de l'actif pour un chiffre excédent le cinquième de la valeur nominale.

Mais qu'entendra-t-on par cette dénomination de créances en souffrance ? Plusieurs interprétations furent données et la commission de surveillance des Banques coloniales fut obligée d'intervenir.

Par créance en souffrance, il faut entendre, dit-elle, celles, qui, n'étant pas susceptibles d'un renouvellement acceptable, ne sont pas recouvrables à leur échéance et restent impayées après protêt et

accomplissement des formalités propres à en amener le remboursement de la part des tiers, sinon du principal obligé. Ces valeurs doivent figurer au bilan dès qu'elles demeurent impayées à l'échéance, sans attendre la fin de l'exercice, jusqu'à ce que la perte soit devenue définitive ou que le paiement ait été effectué. Tant que le compte des valeurs en souffrance n'est pas définitivement soldé, les recouvrements, de quelque nature qu'ils soient et de quelque source qu'ils parviennent, doivent être portés au crédit de ce compte et ne peuvent figurer au compte de profits et pertes, en augmenter l'actif et concourir ainsi à la formation de dividendes à distribuer aux actionnaires.

Telle fut l'interprétation donnée par la Commission de surveillance dans ses avis du 11 novembre 1865 et du 10 novembre 1866.

Mais les banques, en particulier celles de la Martinique et de la Guadeloupe, ne voulurent pas se soumettre à l'interprétation de la Commission. Elles prétendaient faire admettre le système suivant : elles voulaient spécialiser chaque valeur en souffrance et, à mesure que chacune d'elles donnait lieu à recouvrement, appliquer les quatre cinquièmes de la somme au compte de profits et pertes et un cinquième seulement au compte des valeurs en souffrance.

Si ce système eût prévalu, on aurait dû laisser au débit du compte des valeurs en souffrance un cin-

quième des valeurs complètement caduques, et autoriser à titre de dividende, la distribution d'une partie du capital. Or, les valeurs en souffrance doivent être considérées comme un tout indivisible et solidaire : il doit donc être passé écriture, à l'époque de chaque bilan semestriel, de toutes les valeurs en souffrance (1).

Sur les bénéfices nets et réalisés, acquis pendant le semestre, il est fait un prélèvement de 1/2 0/0 du capital social. Ce prélèvement est employé à former un fonds de réserve, jusqu'à ce que ce fonds, formé par ce prélèvement et l'attribution de bénéfices dont il sera parlé plus bas, ait atteint la moitié du capital social, auquel cas le prélèvement cesse, et alors, il pourra être créé une réserve extraordinaire, qui servira :

1° A amortir intégralement les immeubles et le mobilier de la banque ;

2° A compléter le dividende des actionnaires ;

3° A doter ensuite une caisse de retraite pour les employés de la Banque (*art. 26*).

Mais le fonds de réserve ne pourra jamais alimenter la Caisse de retraite, qui est une création de la loi de 1901.

Dans les statuts 1851-1874, le prélèvement était fait sur le *capital social primitif* ; les augmentations

1. Cf. *Pandectes françaises*, au mot « Banque ».

ou diminutions postérieures du capital n'entraient donc pas en ligne de compte, tandis que le maximum du fonds de réserve, qui était de la moitié du capital social, était calculé sur le capital actuel de la Banque, disposition peu rationnelle que supprima la loi de 1901 : le mot « primitif » fut effacé des statuts, on ne calcule donc plus que sur le capital actuel au moment du prélèvement.

Après cette première défalcation de 0,50 0/0, les bénéfices acquis pendant le semestre sont employés, s'il y a lieu, à distribuer aux actionnaires un dividende de 5 0/0 par an, soit 2,50 0/0 du capital des actions par semestre.

S'il reste encore des bénéfices, le surplus est réparti en deux parts égales :

1° La première moitié est répartie comme dividende supplémentaire aux actionnaires (L., 1901) ;

2° La deuxième moitié est ainsi répartie :

8/10 au fonds de réserve (1) ;

1/10 au directeur ;

1/10 aux employés de la Banque, à titre de gratification.

Mais les bénéfices réalisés peuvent être insuffisants et ne pas permettre de distribuer le premier divi-

1. Tant que le fonds de réserve n'a pas atteint la moitié du capital social, auquel cas, les 8/10 sont distribués à titre de dividende.

dende de 5 0/0. Donc ce cas, on augmente le dividende jusqu'au maximum de 5 0/0, en prélevant le complément sur la réserve extraordinaire, ou bien, à son défaut, sur la réserve statutaire, pourvu que ce prélèvement ne réduise pas cette réserve au-dessous de la moitié du maximum statutaire ; de plus, ce prélèvement ne saurait jamais constituer à lui tout seul le dividende de 5 0 0 ; il ne doit que le compléter. Dans les statuts de 1874, on prélevait directement sur la réserve statutaire, jusqu'à la limite de la moitié du maximum.

Les dividendes sont payés aux actionnaires, soit aux caisses de la banque, soit à celle de son correspondant à Paris, aussitôt après que le gouverneur a approuvé la répartition des bénéfices en conseil privé.

Ici, la loi de 1901, modifiant celle de 1874, fixe les cas de suspension de distribution de dividende aux actionnaires : c'est *l'article 25* des statuts. Il prévoit les cas suivants :

1° S'il y a eu dépassement de la limite assignée à la circulation ;

2° S'il y a eu des prêts consentis au delà de la quotité déterminée par les statuts ;

3° S'il y a eu des émissions irrégulières de billets ;

4° Si la Banque a effectué des tirages à découvert sur la France ;

5° Si les créances en souffrance ont été comprises dans l'actif pour plus d'un cinquième de leur valeur.

Dans tous ces cas, le gouverneur devra faire surseoir à toute répartition de dividende ou bénéfice. Le ministre des Colonies, après avoir pris l'avis de la commission de surveillance, décide si cette suspension doit être transformée en suppression définitive ; il ordonne dans ce cas que les sommes qui devaient être distribuées soient versées au fonds de réserve. Les membres du conseil d'administration, sont alors considérés comme démissionnaires, et une assemblée générale des actionnaires est immédiatement convoquée.

Tous les mois, la Banque doit publier sa situation dans un journal désigné à cet effet par le gouverneur (*art. 24*).

Le compte rendu de la commission de surveillance est publié tous les ans dans le *Journal officiel* et dans un journal au moins de chaque colonie (*art. 15, L. 1901*).

II. — Administration des banques.

A. — Assemblée générale.

L'universalité des actionnaires de la banque est représentée par l'assemblée générale (*art. 28*).

Dans les statuts de 1851, l'assemblée générale était composée des cent cinquante plus forts actionnaires, qui, d'après les registres de la banque, étaient

actionnaires depuis six mois révolus au moins : en cas de parité du nombre d'actions, le plus anciennement inscrit était choisi ; toutefois, nul actionnaire non français n'eût pu faire partie de l'assemblée générale, s'il n'avait son domicile depuis cinq ans au moins dans la colonie, dans une autre colonie française ou en France.

En 1874, le nombre des actionnaires fut réduit à cent, pour les banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, à trente pour celles de la Guyane et du Sénégal. S'il y avait parité dans le rang de l'inscription, on devait choisir l'actionnaire le plus âgé.

Les statuts de 1901 ont introduit une innovation capitale, qui est tout à l'avantage des petits actionnaires, puisque ce sont maintenant tous les actionnaires, possédant au moins dix actions depuis six mois, qui font partie de l'assemblée générale. De plus, tous les propriétaires d'au moins dix actions peuvent se réunir pour former un groupe de dix et se faire représenter par l'un d'eux (*art. 28*).

Les membres de l'assemblée générale peuvent s'y faire représenter par un fondé de pouvoirs actionnaire lui-même, qui, ajoutent les statuts de 1901 (ce que ne disaient pas les statuts de 1851-1874), doit l'être depuis six mois au moins ; s'il n'est pas actionnaire, il doit être porteur de la procuration générale

de l'intéressé. La forme des pouvoirs est déterminée par le Conseil d'administration (*art. 27*).

Les porteurs d'actions d'Europe qui veulent se faire représenter aux assemblées générales, doivent se faire délivrer par l'agence centrale un certificat de propriété de leur titre, cinquante jours au moins avant la date de la réunion ordinaire ou extraordinaire (les statuts de 1851-1874 exigeaient seulement la date du 30 avril).

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois dix actions, sans qu'aucun puisse avoir plus de dix voix (*art. 30 al. 1*).

Dans les statuts de 1851-1874, chaque membre de l'assemblée générale n'avait droit qu'à une voix, que que fût le nombre des actions qu'il possédât.

Le fondé de pouvoirs, qui est lui-même actionnaire, n'a pas droit à plus de dix voix, indépendamment de celles qu'il a en son nom personnel (*art. 30, al. 2*). Remarquons que dans les statuts de 1851-1874, outre sa voix, il n'avait droit qu'à une seule voix.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an, dans le courant du mois de juillet (*art. 31*).

Les statuts de 1851 disaient que l'Assemblée générale est convoquée par le directeur (*art. 35*); les statuts de 1874-1901 ajoutent qu'elle est aussi présidée par lui.

Le directeur convoque les actionnaires par lettres individuelles, aux domiciles indiqués par eux sur

les registres de la banque et par un avis inséré quinze jours au moins avant l'époque de la réunion, dans l'un des journaux de la colonie désigné à cet effet par le gouverneur (art. 35).

Ces lettres d'avis doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la convocation ; huit jours avant l'époque de la réunion, le conseil d'administration doit tenir un résumé de la situation à la disposition des actionnaires.

Le jour de la séance, les trois plus forts actionnaires présents forment le bureau provisoire et désignent un secrétaire. L'assemblée procède immédiatement à l'élection du bureau définitif. Le secrétaire du bureau, tant provisoire que définitif, est choisi parmi les trois actionnaires comprenant le bureau.

Il est rendu compte à l'assemblée générale de toutes les opérations de la banque, les comptes d'administration pour l'exercice écoulé sont soumis à son approbation ; ensuite viennent les questions inscrites à l'ordre du jour par le conseil d'administration ou bien les propositions des actionnaires : tout actionnaire qui veut soumettre à l'assemblée une proposition doit en donner avis au conseil d'administration cinq jours à l'avance : le conseil l'inscrit à l'ordre du jour.

Aucune autre question que celles inscrites à l'ordre du jour arrêté d'avance par le conseil d'administration ne peut être mise en délibération (*art. 35 al. 4*).

Dans le cas où l'assemblée serait renvoyée à une date ultérieure, le dépôt de nouvelles propositions peut être fait dans les mêmes conditions que pour la première réunion ; ceci résulte d'un avis de la commission de surveillance en date du 25 novembre 1876 (Cf. *Pandectes françaises*).

Les décisions sont prises à la majorité des voix. Ensuite l'assemblée procède à l'élection des administrateurs et d'un censeur : les nominations ont lieu au scrutin secret, à la majorité absolue des membres présents ; si, après deux tours de scrutin, il n'est pas formé de majorité absolue, l'assemblée procède au scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont réuni le plus de voix au second tour. S'il y avait égalité de voix au scrutin de ballottage, le plus âgé serait élu (*art. 32*).

Pour que les délibérations de l'assemblée soient valables, elle doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social (*art. 33*),

C'est là une modification apportée aux statuts de 1851-1874, exigeant la présence de cinquante membres pour les Banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, de quinze membres pour la Banque de la Guyane et celle du Sénégal, dans une première réunion. Mais remarquons que cette modification est corrélatrice à l'innovation des sta-

tuts de 1901, modifiant la composition de l'assemblée générale.

Si l'assemblée ne réunit pas le quart du capital social, une nouvelle assemblée est convoquée, dans le délai d'un mois et elle délibère valablement, quelle que soit la portion du capital social représenté par les actionnaires présents, mais seulement sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

Quand l'assemblée est appelée à délibérer sur des modifications aux statuts ou sur des propositions de dissolution ou liquidation de la banque, elle n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social (*art. 33*); les statuts de 1874 exigeaient les deux tiers du capital social.

Nous avons dit que l'assemblée se réunit au moins une fois par an : c'est sa réunion ordinaire. Mais elle *peut* être convoquée extraordinairement, toutes les fois que le conseil d'administration, sur la proposition d'un de ses membres, en reconnaîtra la nécessité (*art. 34*).

Elle *doit* être convoquée extraordinairement :

1° Quand les actionnaires, réunissant au moins un quart des actions (1), en ont adressé la demande écrite au directeur ou au gouverneur de la colonie ;

1. Les statuts de 1874 n'exigeaient que le cinquième des actions.

2° Dans le cas de pertes résultant des opérations et ayant réduit le capital de moitié ;

3° Pour remplacer les membres du conseil d'administration, considérés démissionnaires, quand le gouverneur a fait surseoir à toute répartition de dividende.

Dans les statuts de 1851-1874, l'assemblée devait être convoquée en cas de démission ou mort du censeur ou du censeur suppléant, ou de l'un des trois administrateurs, élus par les actionnaires.

Nous avons vu que l'assemblée doit être aussi convoquée extraordinairement, quand le capital est réduit des deux tiers ; elle peut l'être, s'il n'y a réduction que d'un tiers (*art. 57*).

Deux ans avant l'expiration de la société, rappelons que l'assemblée générale est convoquée pour délibérer s'il y a lieu de demander ou non une prorogation de la société.

B. — *Conseil d'administration.*

L'administration de la banque est confiée à un conseil, composé du directeur et de quatre administrateurs, assistés de deux censeurs, dont l'un est désigné par le ministre des Colonies et l'autre élu par l'assemblée générale (*art. 36*).

Le trésorier-payeur, désigné par le ministre des finances, ou, à son défaut, aux Antilles, le trésorier

particulier, assiste aux réunions du conseil d'administration et a tous les droits d'un censeur, comme commissaire du gouvernement. En cas d'empêchement du trésorier-payeur ou du trésorier particulier, le trésorier-payeur désigne l'agent chargé de le représenter.

D'après les statuts de 1854-1874, le trésorier de la colonie était de droit administrateur de la banque ; les trois autres administrateurs étaient élus : la loi de 1901 supprima cette disposition, comme engageant trop la responsabilité du gouvernement, en déléguant un trésorier pour assister seulement aux réunions du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par semaine au siège de la banque (*art.* 39).

Il se réunit extraordinairement :

- 1^o Quand le directeur le juge nécessaire ;
- 2^o Quand les censeurs, ou l'un d'eux, le demandent.

Aucune délibération n'est valable sans le concours du directeur, de deux administrateurs et de la présence du commissaire du gouvernement ou de son délégué, et de l'un au moins des deux censeurs, ceux-ci ayant voix consultative (*art.* 40).

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Chacune des délibérations du Conseil est inscrite

sur un registre ; le procès-verbal, approuvé par le Conseil, est signé par le directeur et un des administrateurs présents (*art.* 38).

Les attributions du Conseil d'administration sont nombreuses ; elles font l'objet des dispositions des articles 37 et 44.

Le Conseil d'administration fait d'abord tous les règlements du service intérieur de la banque ; il fixe le taux de l'escompte et de l'intérêt, les charges, commissions et droits de garde, le mode à suivre pour l'estimation des matières d'or et d'argent, des lingots d'or et monnaies, des marchandises et des récoltes.

Il autorise dans la limite des statuts, toutes les opérations de la banque, et en détermine les conditions. Il fait choix des effets ou engagements qui peuvent être admis à l'escompte, sans avoir besoin de motiver ce refus ; il statue sur les signatures dont les billets de la banque doivent être revêtus, sur le retrait et l'annulation de ces billets.

Il autorise tout compromis, toute transaction, toute main-levée d'hypothèques, toute participation à des concordats amiables et judiciaires.

Il veille à ce que la banque ne fasse pas d'autres opérations que celles déterminées par ses statuts et dans la forme prescrite par les règlements intérieurs de la banque.

Il arrête l'ordre du jour des assemblées générales

et détermine les questions qui y sont mises en délibération.

Il fixe l'organisation des bureaux, les appointements, salaires, rémunération des agents ou employés, les dépenses générales d'administration, lesquelles doivent être déterminées chaque année et d'avance, et pourvoit, s'il y a lieu, à la création d'une caisse de retraite pour le personnel.

Il pourvoit à l'entretien des immeubles de la banque, aux frais de bureau, d'ameublement et autres frais accessoires de la direction.

Les actions judiciaires sont exercées en son nom, poursuites et diligences du directeur.

Le compte des opérations de la Banque, qui doit être présenté à l'Assemblée générale le jour de la réunion périodique, est arrêté par le Conseil et présenté par le directeur.

Depuis la loi de 1901, le Conseil ne nomme ni ne révoque plus les employés, comme l'édictaient les statuts de 1851-1874.

C. — *Du Directeur*

Le directeur est nommé par décret du président de la République, sur une triple liste de présentation, émanée de la commission de surveillance et sur le rapport tant du ministre des Colonies que du

ministre des Finances. Le décret est contresigné par le ministre des Colonies.

Le traitement du directeur, et ses frais de transport, ainsi que ceux de sa famille, disent les statuts de 1901, sont fixés par un arrêté ministériel et payés par la Banque (*art. 42*).

Il ne peut être révoqué que par un décret du président de la République, rendu sur le rapport du ministre des Colonies. Il peut être suspendu par le gouverneur en Conseil (*art. 46*).

En cas d'empêchement, suspension ou cessation des fonctions du directeur, le gouverneur nomme, en conseil privé, le conseil d'administration entendu, un directeur intérimaire, qui a toutes les attributions du directeur titulaire, et il fixe son traitement qui est payé par la banque (*art. 47*).

Dans les statuts de 1874, cette dernière nomination se faisait sur la proposition du Conseil d'administration.

Le décret du 22 mars 1852, exigeait déjà que le directeur, avant d'entrer en fonctions, justifiât de la propriété de vingt actions, qui demeurent inaliénables pendant la durée de ses fonctions et restent déposées dans les caisses de la banque ; la loi de 1901 reproduit cette prescription.

Pour la Banque de la Guyanne, et autrefois pour la Banque du Sénégal, le directeur n'était tenu de justifier que de la possession de dix actions.

Quant au directeur intérimaire, les statuts de 1874 ne l'obligeaient pas à justifier de la propriété de vingt actions ; ceux de 1901 disent qu'il n'est pas tenu d'être actionnaire (*art. 47*).

Les fonctions du directeur sont :

1° Présider le conseil d'administration et en faire exécuter les délibérations ;

2° Signer les délibérations, qui ne peuvent être exécutées que si elles sont revêtues de sa signature ;

3° Approuver toutes les opérations d'escompte ou d'avances, qui ne peuvent être faites sans cette approbation ;

4° Nommer et révoquer les employés de la Banque ;

5° Diriger les bureaux ;

6° Signer la correspondance, acquits et endossements d'effets, traites ou mandats à ordre ;

7° Convoquer les actionnaires aux assemblées générales et les présider, selon les règles que nous avons étudiées avec la convocation des assemblées générales.

Mais cette fonction de directeur entraîne certaines incompatibilités : il ne peut faire aucun commerce ni s'intéresser dans aucune entreprise commerciale, pendant qu'il a la direction de la Banque. C'est pourquoi, aucun effet revêtu de sa signature ne peut être admis à l'escompte (*art. 45*).

D. — *Des administrateurs*

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale des actionnaires (au scrutin secret et à la majorité absolue des membres présents) (*art. 48*).

Ils sont au nombre de quatre, élus pour quatre ans, renouvelables par quart chaque année, le sort désignant l'ordre de sortie, et ils sont rééligibles.

Dans les statuts de 1851-1874, où il y avait un administrateur de droit, les trois autres administrateurs étaient élus, renouvelés par tiers chaque année.

En cas de décès ou démission d'un administrateur, le Conseil d'administration peut lui substituer, jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée générale, un autre membre, choisi parmi les actionnaires, propriétaire de dix actions. Le membre ainsi élu ne conserve son mandat que pour une durée égale à celui de son prédécesseur.

Tout administrateur qui ne fait pas honneur à sa signature, est déclaré démissionnaire d'office.

En entrant en fonctions, chaque administrateur est tenu de justifier qu'il est propriétaire de dix actions, pour les banques de la Martinique de la Guadeloupe et de la Réunion, cinq seulement pour la Banque de la Guyane et celle du Sénégal : ces actions doivent être libres et demeurent inaliénables pendant la durée des fonctions de l'administrateur (*art. 49*).

Les administrateurs reçoivent des jetons de présence d'une égale valeur, dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

III. — Opérations statutaires des banques.

Les opérations statutaires des banques coloniales consistent (art. 10 des statuts 1901) :

1° A escompter les billets à ordre ou effets à deux ou plusieurs signatures ;

2° A négocier, escompter ou acheter des traites ou des mandats directs ou à ordre sur la métropole ou l'étranger ;

3° A avancer, sur des obligations négociables ou non négociables, garanties :

Par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées, soit dans des magasins publics, soit dans des magasins particuliers, dont les clefs ont été régulièrement remises à la banque ;

Par des cessions de récoltes pendantes ;

Par des connaissements à ordre ou régulièrement endossés ;

Par des transferts de rentes, d'actions de la banque de la colonie ou de valeurs admises par la Banque de France à titre de garanties pour avances ;

Par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or et d'argent ;

4° A se charger, pour le compte des particuliers

ou pour celui des établissements publics de l'encaissement et du recouvrement des effets qui leur sont remis, et à payer tous mandats et assignations ;

5° A recevoir, moyennant un droit de garde, le dépôt volontaire de tous les titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent. Ce dépôt peut donner lieu à une avance dans la proportion indiquée par les statuts ; le montant global de ces avances ne pourra jamais dépasser le sixième du capital social ;

6° A souscrire à tous emprunts ouverts par l'État ou la colonie, sans que cette participation auxdits emprunts puisse excéder la valeur des fonds versés aux réserves ordinaire et extraordinaire ;

7° A recevoir, avec autorisation du ministre des colonies, les produits des souscriptions publiques ouvertes, soit dans la colonie, soit dans la métropole ;

8° A émettre des billets payables à vue au porteur, des billets à ordre ou des traites ou mandats ;

9° A faire le commerce des métaux précieux, monnayés ou non monnayés.

IV. — Surveillance des banques coloniales.

A. — SURVEILLANCE LOCALE

La surveillance locale est exercée d'abord par les censeurs, puis par le gouverneur de la colonie et des inspecteurs délégués par le gouvernement.

a. — *Censeurs.*

Les censeurs sont au nombre de deux : un censeur légal, désigné par le ministre des colonies ; l'autre, élu par l'assemblée générale.

Le censeur électif est élu pour deux ans et rééligible : il doit posséder au moins dix actions, comme les administrateurs, cinq seulement pour les banques de la Guyane et du Sénégal (*art. 52*).

Un arrêté ministériel du 27 avril 1905 confie au secrétaire général de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane les fonctions du censeur légal pour les banques de ces colonies.

En cas de démission, empêchement ou mort du censeur légal, il peut être pourvu d'urgence à son remplacement provisoire par le gouverneur de la colonie (*art. 54*).

De plus, l'assemblée générale nomme un censeur suppléant, qui remplira, en cas d'empêchement du censeur électif, les mêmes fonctions que lui, mais aura aussi les mêmes obligations : il est nommé pour deux ans et rééligible (*art. 53*).

Une instruction ministérielle du 27 avril 1905 définit ainsi les attributions des censeurs légaux :

D'une manière générale, le droit de surveillance conféré au censeur légal s'étend à toutes les branches et parties du service et des opérations des banques.

C'est un droit et aussi un devoir, comme contrôleur du Gouvernement.

Cette censure est un mandat essentiellement personnel : un empêchement, réellement justifié, peut seul permettre au censeur de le déléguer, soit pour assister à une vérification ordinaire, soit à une séance du conseil d'administration. Mais seul, il peut opérer des vérifications inopinées, et ne peut être remplacé. Comme censeur légal, il a des pouvoirs propres ; il doit communiquer avec le gouvernement.

Sa surveillance est à la fois administrative et financière, mais, en aucun cas, il ne saurait intervenir activement dans la gestion de la banque : il ne peut, ni s'immiscer dans les opérations, ni les arrêter.

Au point de vue financier, il apprécie la nature et la solidité des valeurs comprises à l'actif ; s'il y a une réduction des deux tiers du capital social, il provoque du directeur la convocation d'une assemblée générale.

Au point de vue administratif, chaque mois, il procède à l'improviste à l'examen des caisses, registres, et s'assure de la concordance des existences de valeurs avec le solde des comptes : il doit veiller à l'observation des prescriptions des statuts.

Il doit être présent à la vérification mensuelle, faite par le directeur et par un membre du conseil d'administration. Il assiste aux séances du conseil d'administration, propose les mesures qu'il croit

utiles ; si les propositions qu'il a faites n'ont pas été acceptées, il peut en requérir la transcription sur le registre des délibérations du conseil.

Il rend compte à l'assemblée générale de la surveillance qu'il a exercée ; il ne peut intervenir dans les discussions concernant le traitement du directeur ; il ne peut pas non plus attirer l'attention de l'assemblée sur des questions que le conseil d'administration n'a pas inscrites à l'ordre du jour (cf. un avis de la commission de surveillance du 12 janvier 1867).

Sa mission consiste essentiellement à renseigner le ministre, en lui soumettant ses idées personnelles, à veiller à l'exécution des règlements qui régissent la banque, et la faculté qui lui est donnée de proposer au Conseil d'administration toutes les mesures qu'il croit utiles s'étend seulement aux dispositions qu'il croit propres à faciliter l'exécution des statuts.

Il correspond avec le gouverneur de la colonie et le ministre, il rend chaque mois, et plus souvent, s'il y a lieu, compte de la surveillance qu'il exerce.

Il doit signaler les incidents qui se produisent au conseil d'administration ; s'il y a violation des statuts, et qu'il juge nécessaire de prendre des mesures conservatoires, il doit en saisir, par un rapport spécial, le gouverneur, qui seul peut intervenir.

Dans le compte-rendu mensuel qu'il envoie, il doit faire un rapport détaillé de sa mission, indiquer

le taux de l'escompte, du change, des avances consenties, le résultat des vérifications de caisse, le montant de l'encaisse, la date de l'insertion au *Journal officiel* de la situation de fin de mois de la banque. Il doit certifier les documents périodiques qu'il envoie au gouverneur.

Si les deux censeurs électifs (titulaire et suppléant) sont absents simultanément, le censeur légal est tenu d'assister à toutes les séances du conseil d'administration ou de s'y faire représenter, jusqu'au retour d'un censeur électif.

Outre l'incompatibilité générale édictée contre tous les employés de la banque, la fonction de censeur est en outre incompatible avec celle de directeur ou caissier d'une banque coloniale ou d'une succursale, fonction qu'il ne saurait exercer même à titre temporaire : la raison en est, que, sans cette prohibition, les censeurs se trouveraient amenés à contrôler leurs propres actes.

b. — *Le gouverneur.*

Le décret du 21 mai 1898 a remplacé le contrôle exercé par les directeurs de l'intérieur, qui ont été supprimés, par celui de gouverneur de la colonie, en lui conférant les mêmes pouvoirs.

L'administration des banques coloniales doit lui adresser, dans les huit jours de leur date :

1° Les procès-verbaux des délibérations de l'Assemblée générale et tous les documents soumis à cette assemblée : le budget des dépenses et les actes de toute nature, faits par le conseil d'administration (par ex. : la fixation du taux de l'escompte et de l'intérêt) ;

2° La balance des comptes du grand-livre et leur développement ;

3° L'état de situation de la caisse et du portefeuille ;

4° Le relevé, par coupons et par sommes, des billets fabriqués, émis, rentrés ou annulés ;

5° La copie du registre des délibérations de la Banque.

Ces documents doivent être transmis au ministre des colonies, avec les observations du gouverneur. Celui-ci peut, en outre, exiger, s'il le juge nécessaire, toutes autres communications qu'il juge utiles.

c. — Inspections.

L'article 56 des statuts 1901 réalise une réforme importante : il organise la fréquence et la périodicité des inspections par des inspecteurs des colonies ou des finances, tandis que, dans les statuts de 1861-1874, c'était une faculté laissée au gouverneur de procéder ou non à ces vérifications.

L'article 56 est en effet ainsi conçu :

Les banques coloniales sont vérifiées, à leurs frais, tous les deux ans, ou plus fréquemment s'il y a lieu, par des inspecteurs des colonies spécialement délégués à cet effet, qui s'assurent de la sincérité des écritures. Les rapports de vérification sont transmis au ministère des colonies.

Les inspecteurs coloniaux reçoivent, lors de leur désignation, des instructions du ministre des finances, auquel leurs rapports seront également adressés.

Dans l'intervalle de ces vérifications, le ministre des colonies et le gouverneur, soit d'office, soit sur la demande de la commission de surveillance, peuvent, lorsqu'ils le jugent convenable, faire procéder par des agents qu'ils désignent, à toute vérification des registres, des caisses et des opérations de la banque.

Le ministre des finances pourra également, après entente préalable avec le ministre des colonies, se faire rendre compte, à toute époque, de la situation de la banque par un inspecteur des finances chargé d'une mission spéciale, à cet effet. Les rapports de cet inspecteur seront adressés au ministre des finances et au ministre des colonies.

B. — LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DES BANQUES COLONIALES

La loi du 11 juillet 1851 institua près du ministre de la marine et des colonies une commission de

surveillance ; elle était ainsi composée (L. 1851, art. 13) :

1° Un conseiller d'Etat, élu par le Conseil d'État en assemblée générale ;

2° Deux membres désignés par le ministre des colonies ;

3° Deux membres désignés par le ministre des finances ;

4° Deux membres élus par le conseil général de la Banque de France.

La loi de 1874 maintint cette commission, en lui adjoignant deux colons notables, résidant à Paris et choisis par le ministre de la marine. La loi de 1901 lui adjoignit un maître des requêtes au Conseil d'État, avec voix consultative.

Les lois de 1851 et de 1874 indiquaient que les attributions et le mode d'action de la commission de surveillance seraient déterminés spécialement par un règlement d'administration publique ; or, ce règlement n'a pas paru et la loi de 1901 a supprimé cette disposition. La commission n'a qu'un rôle purement consultatif, même dans les cas où elle est obligatoirement consultée.

Elle reçoit communication de tous les documents parvenus aux ministres sur la gestion des banques coloniales ; elle est consultée sur les actes du gouvernement qui concernent ces banques ; elle provoque toutes les mesures de contrôle et de vérification

qui lui paraissent convenables, et rend compte, chaque année, au président de la République, des résultats de sa surveillance et de la situation des banques. La loi de 1901 supprima la disposition des lois antérieures, par laquelle la commission devait aussi adresser aux Chambres son rapport annuel. Enfin, elle a le droit de présentation au poste de directeur des banques ; elle forme une liste de trois noms, qu'elle choisit, et sur lesquels le président de la République est appelé à statuer.

V. — Agence centrale.

La nécessité de centraliser l'action de chaque banque sur les opérations à effectuer en Europe, fit que la commission de surveillance pour faciliter son propre fonctionnement, demanda la création d'une agence centrale à Paris ; cette nécessité était d'ailleurs apparue au gouvernement dès 1851, comme une garantie sérieuse de meilleure administration et de contrôle ; mais la commission de l'Assemblée nationale avait repoussé cette création et l'Assemblée ne l'avait pas rétablie. Ce fut le décret du 17 novembre 1852 qui institua cette agence (*art.* 6).

D'après l'article 10 du décret de 1852, l'agent central était nommé par le ministre des colonies, sur une triple liste de candidats, formée par la commission de surveillance ; il était révocable par le ministre.

Le décret du 16 novembre 1905 a modifié sur ce point le décret de 1852 : l'agent central est maintenant nommé par décret du président de la République, sur une liste de présentation de trois membres.

Il peut être révoqué par décret, sur le rapport du ministre des colonies, la commission de surveillance entendue. La liste de présentation des candidats ne peut être établie que trente jours après la date à laquelle le poste d'agent central est devenu vacant.

En entrant en fonctions, l'agent central doit justifier de la propriété de quatre actions dans le fonds social de chacune des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane.

Ces actions demeurent inaliénables pendant la durée de la gestion de l'agent central.

L'agent central représente les banques coloniales dans les opérations qu'elles ont à faire avec la métropole ; il exerce toutes leurs actions judiciaires et extrajudiciaires, il fait les transferts et reçoit les oppositions. C'est par son entremise que les banques correspondent avec l'établissement de crédit, désigné par le ministre.

Il renseigne le ministre et la commission de surveillance. C'est sur son visa que l'établissement de crédit effectue les paiements et encaissements à opérer au compte des banques, mais l'agent ne peut

faire aucun recouvrement ni paiement, ni conserver aucune somme appartenant aux banques.

Il est soumis à différents contrôles :

La commission de surveillance peut lui demander toutes les communications qu'elle juge nécessaires et faire toutes vérifications.

D'après un arrêté du 28 avril 1858, un inspecteur des finances peut faire inopinément des vérifications.

Enfin, un décret du 9 juin 1904, institue près de l'agent central un commissaire du Gouvernement qui rend compte périodiquement au ministre des colonies des opérations de l'agence avec les banques ; ce commissaire est nommé par le ministre des colonies.

L'organisation actuelle de l'agence centrale résulte des arrêtés du ministre de la marine et des colonies, en date du 4 décembre 1852 et du 30 mars 1874. Pour les modifications à apporter à l'organisation et au mode d'action de l'agence, elles sont déterminées par des arrêtés du ministre des colonies, après avis de la commission de surveillance (déc. du 17 novembre 1852, *art. 7*).

VI. — Actions judiciaires. Compétence.

Les actions en justice sont exercées au nom du conseil d'administration, poursuites et diligences du directeur.

Les souscripteurs, accepteurs, endosseurs et donneurs d'aval des effets souscrits en faveur des banques coloniales ou négociés à ces établissements, sont justiciables des tribunaux de commerce à raison de ces engagements et des nantissements ou autres sûretés, s'y rapportant (L. 1901, *art.* 13).

VII. — Succursales et agences des banques.

Chaque banque coloniale peut établir des succursales et agences dans la colonie à laquelle elle appartient ou dans ses dépendances.

Les succursales ou agences ne peuvent être établies que par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique, après délibération des actionnaires en assemblée générale; elles ne peuvent être supprimées que dans la même forme.

En particulier, la banque de la Guyane est tenue, lorsqu'elle en sera requise par le ministre des colonies, la commission de surveillance entendue, d'établir des succursales ou agences sur les points de la colonie qui lui sont désignés (loi du 13 décembre 1901, *art.* 14).

SECTION II

BANQUES NÉES DE L'EXPANSION COLONIALE DE LA FRANCE.

Nous avons vu quelles ont été les conquêtes coloniales de la France pendant ces cinquante dernières années.

Dans certains de ces pays, nous avons établi des banques, dont nous allons maintenant aborder l'étude.

C'est là, en quelque sorte, une nouvelle série de banques, se rapprochant cependant du type primitif de nos anciennes banques coloniales, auxquelles elles ont emprunté de nombreuses dispositions, mais se différenciant des premières par des traits caractéristiques.

Et d'abord, l'origine même de ces banques est différente puisque ce sont de simples sociétés particulières, qu'un décret d'institution érigea en banque privilégiée, en consacrant ainsi un résultat dû à l'initiative privée ou bien en le provoquant par la perspective du privilège d'émission accordé à la banque.

Ensuite, le régime de ces banques est différent : nos premières banques coloniales sont soumises, pour toutes les mesures qu'elles ont à proposer, à l'approbation des Chambres ; au contraire, ici, c'est, en vertu du sénatus-consulte du 3 mai 1852, sur lequel se fonde l'institution de ces banques, le régime des décrets, système plus souple, permettant de modifier ou d'améliorer plus rapidement les dispositions que l'on juge nécessaires au bon fonctionnement de la banque.

Enfin, toutes ces banques ont leur siège social à Paris, ce qui supprime les rapports avec l'Agence centrale.

Nous avons ainsi trois banques à étudier : nous suivrons le même ordre que nous avons précédemment adopté, en nous basant sur la législation actuelle et en indiquant au fur et à mesure les modifications ou les innovations introduites.

Pour la Banque de la Nouvelle-Calédonie nous l'étudierons en une seule fois, car elle a trop peu duré pour que nous fassions une analyse détaillée de ses statuts, qui ne présentent plus qu'un intérêt historique, et dont les principales dispositions ont d'ailleurs été reproduites pour les banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale : nous nous bornerons donc à indiquer les grandes lignes de son organisation.

CHAPITRE PREMIER

LÉGISLATIONS DE CES BANQUES

I. — Banque de la Nouvelle-Calédonie.

En 1871, une société avait été fondée dans l'île de la Nouvelle-Calédonie, sous le nom de Compagnie de la Nouvelle-Calédonie, par des capitalistes, qui voulaient exploiter certaines parties du pays et constituer en même temps une banque d'émission, de prêt et d'escompte à Nouméa.

Le gouvernement s'intéressa à la compagnie, et, par une convention en date du 7 février 1872, le ministre de la Marine et des Colonies lui accorda :

1° Une concession de 25.000 hectares, moyennant 625.000 francs, somme que la compagnie s'engageait à rembourser pour partie en argent, pour partie en travaux publics ;

2° Un droit d'émission de billets à vue et au porteur ;

3° Une exemption du droit de timbre pour les billets ainsi émis ;

Mais en 1874, cette compagnie se dédoubla pour former :

1° Une société, dite Société foncière calédonienne :

cette société gardait les 25.000 hectares concédés, avec ses bénéfices et ses charges ;

2° Une banque, dite Société de la Banque de la Nouvelle-Calédonie.

C'est cette banque, que le décret du 14 juillet 1874, institua comme banque privilégiée, à Nouméa.

Elle était constituée en Société anonyme, avec un privilège d'une durée de vingt ans.

Le siège social était à Paris.

Le capital de la banque était fixé à 4 millions, divisé en 8.000 actions de 500 francs, libérées, dès l'origine, de moitié ; une fois libérées entièrement, les actions pouvaient être transformées en actions au porteur.

Sur ce capital, un million de francs pouvait être employé à souscrire des actions de la Société foncière calédonienne, qui, elles, étaient déjà libérées des trois quarts.

Outre les 8.000 actions de capital, il était créé 1.600 actions de jouissance, n'ayant aucun droit à la portion de l'actif versé, mais participant aux bénéfices nets ; la répartition des bénéfices avait lieu de cette façon :

1° Prélèvement de 1 1/2 0/0 du capital versé ;

2° Dividende de 6 0/0 ;

3° Sur le surplus, dividende de 2 0/0 pour les actions de jouissance.

Ainsi, on voit les premières différences existant avec les autres banques coloniales :

1° Siège social à Paris ;

2° Faculté de conversion des actions nominatives en actions au porteur ;

3° Création d'actions de jouissance.

L'administration de la banque était aussi différente :

D'abord, les directeurs, au lieu d'être nommés par décret du président de la République, étaient nommés par le conseil d'administration et agréés seulement par le ministre de la Marine et des Colonies. C'est le conseil d'administration qui a les pouvoirs les plus étendus.

Il n'y a pas de censeurs ; ils sont remplacés par deux commissaires du gouvernement, à Paris et à Nouméa.

Enfin l'assemblée générale se composait de tous les actionnaires possédant dix actions de capital.

Les opérations permises à la banque étaient les mêmes que celles des autres banques, pour la Nouvelle-Calédonie, mais elle avait en plus des opérations en France, ayant son siège social à Paris ; par exemple :

1° Émission, escompte, achat de traites, mandats ou chèques directs ou à ordre, sur la Nouvelle-Calédonie, l'Angleterre ou l'Australie ;

2° Escompte d'obligations, négociables ou non

négociables, payables dans la Nouvelle-Calédonie, garanties par des connaissements à ordre ;

3° Achat, vente de matières d'or, d'argent, de cuivre pour l'établissement de Nouméa ;

4° Délivrance de lettres de crédit sur la Nouvelle-Calédonie ;

5° Emploi des disponibilités en reports de valeurs françaises de premier ordre, cotées en Bourse, ou d'effets sur Paris, à deux signatures solvables, au moins, et d'une échéance de 90 jours au plus.

Un décret du 25 novembre 1875 permit à la banque d'étendre ses opérations sur le nickel.

Le contrôle de la commission de surveillance s'appliquait à la banque.

Telles sont les grandes lignes de l'organisation de cette banque.

Malheureusement, elle éprouva bientôt des pertes considérables, par suite d'imprudences et d'avances non remboursées : le 16 octobre 1877, elle suspendit ses paiements. Par jugement du tribunal de Nouméa, en date du 27 novembre 1877, la banque était déclarée en état de faillite ; la Société ayant fait appel, un arrêt de la Cour de Paris, du 27 février 1878, confirma le premier jugement.

II. — Banque de l'Indo-Chine.

Un décret du 21 janvier 1875, érigea une société privée sous le nom de Banque de l'Indo-Chine, en

banque privilégiée d'émission, de prêt et d'escompte, pour la Cochinchine et l'Inde française.

La durée du privilège était fixée à vingt, ans.

Les droits et privilèges, en matières de prêts sur récoltes et sur marchandises, conférés par la loi du 24 juin 1874, étaient concédés à la banque.

La banque était placée sous le contrôle de la commission de surveillance des anciennes banques coloniales. Ce décret de 1875 approuvait les statuts annexés.

D'après l'article 15 des statuts, la banque devait émettre des billets de 1000, 500, 100, 20 et 5 francs : ils avaient cours légal dans l'étendue de la colonie où fonctionnait la succursale, qui les avait émis.

La Banque avait son siège social à Paris, et deux succursales à Saïgon et Pondichéry, avec la faculté d'établir des agences dans tous les territoires français d'Extrême-Orient, en Chine, au Japon et dans les Indes orientales (*art. 2. Statuts 1875*).

Le décret du 20 février 1888 vint apporter quelques modifications (1) :

Il consacra d'abord l'établissement d'une succursale que la banque avait fondée à Haïphong, devenue nécessaire à la suite de nos progrès militaires au Tonkin. La banque devait créer dans les six mois

1. Modification des articles 2, 15, 16, 17, 18, 20, 24, 46, 62, 65 des statuts.

une succursale à Nouméa. De plus, sur la demande du ministre des Colonies, la commission de surveillance entendue, la banque était tenue de créer des agences au Cambodge, en Annam, au Tonkin, des succursales ou agences à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances de l'Océanie, dans les ports de la Chine, du Japon, de la mer des Indes et de l'Océan Pacifique.

Le privilège d'émission était étendu à la Nouvelle-Calédonie, aux protectorats du Tonkin, du Cambodge de l'Annam et dans chaque lieu où une succursale de la banque sera établie.

Le privilège était prorogé jusqu'au 21 janvier 1905. Mais à l'expiration de ce dernier délai, contrairement à ce qui s'était passé pour les anciennes banques coloniales, le gouvernement intervint pour renouveler le privilège.

Ce fut l'objet du décret du 20 mai 1900, qui est aujourd'hui le texte de la législation actuelle.

Ce décret prorogea le privilège de la banque jusqu'au 1^{er} janvier 1920, dans les colonies de l'Inde, Indo-Chine, Nouvelle-Calédonie ; la banque était investie des droits et privilèges des banques coloniales d'après la loi du 24 janvier 1874, et du droit d'émission des billets (*art. 1^{er}*). La banque était tenue de créer des succursales ou agences nouvelles, sur la demande du ministre des Colonies, dans les colonies, où elle est déjà établie, ou bien dans toutes autres

colonies ou protectorats français de l'océan Indien ; un décret ministériel était nécessaire.

Le privilège de la banque s'étendait à toutes les nouvelles succursales ou agences, au fur et à mesure de leur création.

Les succursales ou agences que la banque avait la faculté de créer au Siam, Chine, Japon et autres ports non français de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique, étaient établies après un avis conforme du ministre des Affaires étrangères.

Les billets émis sont de 1.000, 500, 100, 20 et 5 francs(*art. 5*). Pour l'émission des billets de 5 francs, il faut l'autorisation du ministre des Colonies, après avis conforme du ministre des Finances.

Les billets peuvent être formulés en monnaie locale. Sur les territoires français, toutes les succursales peuvent émettre des billets ; en pays étranger, les succursales et agences ne le peuvent qu'après avis du ministre des Affaires étrangères et du ministre des Finances. Les billets sont remboursables au siège de l'établissement qui les a émis.

La limitation apportée à la circulation était la suivante :

Le montant des billets en circulation pour chaque succursale ne peut excéder le triple de l'encaisse métallique, dans laquelle est compris le montant de l'encaisse des agences qui lui sont rattachées ; de même pour une agence d'émission à l'étranger.

Le montant cumulé des billets en circulation, des comptes-courants, et autres dettes de la banque, ne peut excéder le triple du capital social et des réserves (*art. 7, 8*).

Le ministre des Colonies et le ministre des Finances approuvent le type des billets, dont les instruments de fabrication restent à la garde de la Banque de France.

A certaines conditions, la Banque de l'Indo-Chine est chargée du service de trésorerie (*art. 11*).

Les actes de la banque sont enregistrés au droit fixe (*art. 12*), et les tribunaux de commerce sont compétents (*art. 13*).

III. — Banque de l'Afrique Occidentale

Le projet de loi du 12 janvier 1900, déposé par M. Decrais, pour le renouvellement du privilège des banques coloniales, prévoyait que la Banque du Sénégal pourrait étendre ses opérations à la Guinée, au Dahomey et à la Côte d'Ivoire. Le rapporteur, M. Leroy, avait conclu dans le même sens, pour permettre ainsi le concours d'un établissement de crédit au commerce local et favoriser le développement commercial de ces pays.

Des commerçants et des financiers se réunirent alors et proposèrent, au lieu d'étendre le champ d'action de la banque du Sénégal, de lui substituer

une autre banque spéciale et autonome, organisée sur le modèle de la Banque de l'Indo-Chine.

Les actionnaires de la Banque du Sénégal, dans l'assemblée générale du 25 février 1901, votèrent la liquidation de leur société, pour reporter leurs capitaux dans l'établissement projeté.

Le gouvernement adopta les propositions qui lui furent faites ; la Banque du Sénégal fut mise en liquidation à partir du 1^{er} juillet 1901 et fut incorporée dans une nouvelle banque, qui prit le nom de Banque de l'Afrique Occidentale. Sa création et ses statuts firent l'objet du décret du 29 juin 1901.

Cette banque a pour objet de faire toutes les opérations, autorisées par ses statuts, au Sénégal, dans la Guinée française, dans la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Congo, ainsi que dans les pays de protectorat dépendant de ces colonies et dans tous les pays étrangers de la côte occidentale d'Afrique.

On voit donc quelle extension était accordée à cette banque pour ses opérations.

La durée du privilège concédé est de vingt ans, à dater du 1^{er} juillet 1901, mais avec cette réserve, que dans le cours de l'année 1911, un décret pris sur la proposition des ministres des Colonies, des Finances et des Affaires étrangères, peut faire cesser le privilège à la date du 31 décembre 1912.

La banque a le privilège d'émission dans tous ces pays ; les billets à vue et au porteur sont de 1000 fr.

500 fr., 100 fr., 50 fr., 20 fr., 5 fr., mais les coupures de 5 fr. ne sont remboursables que par groupe de 25 francs.

Dans les colonies et protectorats, seules les succursales peuvent émettre des billets; en pays étrangers, toute succursale ou agence peut en émettre, après avis du ministre des Finances et du ministre des Affaires étrangères.

La Banque de l'Afrique Occidentale a la même limitation à sa circulation que la Banque de l'Indo-Chine (*art. 8, 11*).

L'opposition sur les fonds déposés en compte courant n'est pas admise (*art. 12*).

La banque a aussi l'obligation de se charger du service de trésorerie (*art. 13*).

Enfin, la commission de surveillance des Banques coloniales exerce son contrôle.

CHAPITRE II

STATUTS DE CES BANQUES

I. — ORGANISATION DES BANQUES

A. — Constitution des Banques

§ I. — *Banque de l'Indo-Chine.* — La banque de l'Indo-Chine est constituée en société anonyme;

elle fut instituée comme banque d'émission, de prêt et d'escompte.

Son siège social est à Paris (*art. 2*).

La durée de la société a été prorogée jusqu'au 21 janvier 1920.

Pour le renouvellement de la société, deux ans avant l'expiration du privilège, l'assemblée générale est appelée à décider si le renouvellement doit être demandé au gouvernement (*art. 70*).

§ 2. — *Banque de l'Afrique occidentale*. — Elle est aussi constituée en société anonyme et qualifiée de banque d'émission, de prêt et d'escompte.

De même, elle a son siège à Paris ; son privilège va jusqu'au 1^{er} juillet 1921, mais avec dénonciation facultative du gouvernement en 1911, pour le faire cesser le 31 décembre 1912.

Mêmes dispositions que ci-dessus pour le renouvellement de la société (*art. 70*).

B. — Liquidation. Dissolution

Les dispositions sont les mêmes pour les deux banques :

La liquidation a lieu de plein droit, si, par suite de pertes sur les opérations, le capital est réduit des deux tiers.

Si la réduction est seulement de moitié, l'assemblée générale convoquée extraordinairement peut

demander la liquidation ; dans ce cas, l'assemblée générale doit réunir la majorité en nombre et représenter les deux tiers du capital.

Le gouvernement examine alors si les intérêts généraux des colonies et ceux des tiers permettent de prononcer la dissolution de la société.

Cette dissolution ne peut être prononcée que par décret du président de la République, après avis de la commission de surveillance et du Conseil d'État.

On voit que cette procédure est différente de celle employée pour les premières banques coloniales.

C. — Capital. Actions.

§ 1. — *Banque de l'Indo-Chine.* Le capital social est fixé actuellement à la somme de 36 millions de francs.

Fixé primitivement à 8 millions par les statuts de 1875 (1), un arrêté du sous-secrétaire d'État aux Colonies, en date du 7 juin 1888, le porta à 12 millions, approuvant une délibération de l'Assemblée générale du 11 mai 1888.

On créa 8.000 actions nouvelles, de 500 francs ; émises du 1^{er} au 15 juillet 1888, elles furent réservées aux anciens actionnaires, à raison d'une action nouvelle par deux anciennes, au prix de 575 francs,

1. Il était divisé en 16.000 actions de 500 francs, libérées du quart.

dont 500 francs applicables au capital et 75 francs aux réserves. Elles ont été libérées de 200 francs, dont 125 francs applicables au capital.

Le décret du 16 mai 1900 le porta à 24 millions de francs, en 48.000 actions de 500 francs.

Enfin un décret du 22 janvier 1906, approuvant une nouvelle augmentation, votée à l'assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 1905, porta le capital à 36 millions de francs.

Pour augmenter le fonds social, les statuts de 1900 exigent une délibération de l'assemblée générale, approuvée par le ministre des Colonies. Ils donnaient aux porteurs des actions de la première émission un droit de préférence pour la souscription des actions nouvelles ; depuis le 21 janvier 1905, ce droit appartient à tous les autres porteurs d'actions.

Sur ces actions de 500 francs, un premier versement de 125 francs a été effectué. Pour le complément, un deuxième versement de 125 francs par action est exigible deux mois après l'avis donné par le conseil d'administration. Le ministre des Colonies peut requérir d'office ce deuxième versement. Pour le surplus, le conseil d'administration reste libre de fixer l'époque du versement.

Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

Le premier versement de 125 francs fut constaté par la délivrance d'un récépissé provisoire.

§ 2. — *Banque de l'Afrique Occidentale.* — Nous avons dit que la Banque de l'Afrique Occidentale avait été créée pour reprendre la place de la Banque du Sénégal, en étendant ses opérations.

La Banque du Sénégal entra en liquidation le 1^{er} juillet 1901 et apporta à la nouvelle banque tout son actif. Le liquidateur de la Banque du Sénégal, d'accord avec le conseil d'administration de la nouvelle banque fixa le bilan de la Banque du Sénégal existant au 30 juin 1901, en prenant pour base 900.000 francs d'actif net, constaté par la situation du 31 août 1900. Les bénéfices réalisés au cours de l'exercice furent distribués aux actionnaires de la Banque du Sénégal, sans être comptés dans l'apport.

Il avait été prévu, d'ailleurs, que, si l'actif net, trouvé au 30 juin 1901, était inférieur à 900.000 francs, il serait complété en prenant sur les bénéfices.

Le capital social de la nouvelle banque fut fixé à 1.500.000 francs en 3.000 actions de 500 francs chacune. Sur ces actions, 1.800, entièrement libérées, furent attribuées aux actionnaires de l'ancienne Banque du Sénégal, en représentation de l'apport effectué.

Quant aux 1.200 actions restantes, elles furent souscrites en espèces : le premier quart, 125 francs par action, était déjà souscrit ; les trois autres quarts furent versés en une seule fois, sur l'appel du conseil d'administration.

Les statuts de 1901 prévoyaient que le fonds social pourrait être porté à 3 millions, par l'émission, en une ou plusieurs fois, de nouvelles actions de 500 francs, sur simple décision du conseil d'administration, qui fixerait le montant des augmentations et les conditions d'émission.

Une délibération de l'assemblée générale pouvait augmenter le fonds social au delà : le ministre des Colonies devait approuver la délibération.

La Banque de l'Afrique Occidentale a augmenté plusieurs fois son capital social.

A la suite d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 27 février 1903, le capital social fut porté à 5.712.000 francs, représenté par 11.232 actions de 500 francs libérées de 125 francs et 192 actions de 500 francs entièrement libérées : en effet, sur les 3.000 actions originaires de 500 francs, entièrement libérées, 2.808 furent échangées à raison de quatre actions nouvelles pour une ancienne, ce qui fit 11.232 actions nouvelles libérées du quart ; seules les 192 actions restantes pouvaient donc être mises au porteur.

Un décret du 4 juin 1904, approuvant les délibérations des assemblées générales extraordinaires des 9 octobre 1902, 27 février et 18 juin 1903, 14 janvier 1904, porta le capital à 5.895.000 francs, en 11.790 actions de 500 francs, dont 70 anciennes entièrement libérées et 11.720 libérées du quart.

Une assemblée générale extraordinaire du 5 octobre 1905 décida ensuite de porter le capital à 5.986.500 francs, augmentation obtenue automatiquement par l'échange d'actions anciennes contre des actions nouvelles, dans la même proportion d'une ancienne contre quatre nouvelles.

Le décret du 28 janvier 1906 sanctionna cette augmentation, le capital se trouve ainsi réparti en 11.973 actions dont 9 seulement entièrement libérées, les autres l'étant du quart.

§ 3. — *Dispositions communes aux deux Banques.*
— Les statuts donnent ensuite diverses règles sur la sanction du retard ou du défaut de paiement par les actionnaires (1).

Le conseil d'administration peut ordonner la vente des actions sur lesquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués. Cette vente a lieu dix jours après l'insertion d'un avis adressé aux actionnaires en retard, dans deux journaux, à Paris, désignés pour la publication des actes de la société (le délai est d'un mois pour la Banque de l'Afrique Occidentale). La vente est faite à la Bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, aux risques et périls de l'actionnaire en retard, sans qu'il soit besoin d'autorisation judiciaire et de mise en demeure préalable.

1. Banque de l'Indo-Chine : Statuts 1900 : articles 4, 13.

Banque de l'Afrique Occidentale : Statuts 1901, articles 6, 14.

Les titres ainsi vendus deviennent nuls dans les mains du premier détenteur et il en est délivré de nouveaux aux acquéreurs, sous les mêmes numéros.

Si les produits de la vente laissent un excédent disponible après l'acquittement du versement en retard, l'excédent appartient à l'actionnaire primitif.

Toutes ces mesures n'empêchent pas du reste la société d'user des moyens ordinaires de droit contre le souscripteur. Toute action, sur laquelle les versements exigibles n'ont pas été opérés, cesse d'être négociable. Tout versement en retard porte intérêt, de plein droit, en faveur de la société, à raison de 6 0/0 l'an, à compter du jour de l'échéance, sans demande en justice.

Les actions qui sont nominatives jusqu'à leur entière libération sont extraites d'un registre à souche : le titre détaché porte les signatures de deux administrateurs et le timbre de la société.

Une fois libérées, les actions restent nominatives ou sont mises au porteur, au choix des actionnaires.

Toute action est indivisible : la société ne connaît qu'un propriétaire par action, les héritiers, représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demandant le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Les droits attachés à l'action suivent le titre en quelque main qu'il passe ; la possession d'une action comporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale ; chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions émises, chaque actionnaire n'étant responsable que de sa part dans le fonds social.

Pour la Banque de l'Afrique Occidentale, d'après un décret du 4 juin 1904, chaque action donne droit à une part proportionnelle à la somme dont elle est libérée, chaque actionnaire n'étant responsable que jusqu'à concurrence du capital nominal de ses actions.

Quant à la transmission des actions, ce sont les règles ordinaires : si elles sont nominatives, elle s'opère par un transfert, dont la forme est réglée par le conseil d'administration ; les actions au porteur se transmettent par simple tradition.

D. — Dividende. Fonds de réserve.

Tous les six mois, aux époques des 30 juin et 31 décembre, les livres et comptes des deux banques sont arrêtés et balancés ; le résultat des opérations est établi (*St. art. 32*).

Pour la Banque de l'Afrique Occidentale, les créances en souffrance ne peuvent être comprises dans

le compte de l'actif pour un chiffre excédant le cinquième de leur valeur nominale.

Sur les bénéfices nets et réalisés pendant le semestre, on fait les prélèvements suivants :

1° 1/2 0/0 du capital *versé*, prélèvement employé pour former un fonds de réserve ;

2° Un dividende, 6 0/0 par an pour la Banque de l'Indo-Chine, 5 0/0 pour la Banque de l'Afrique Occidentale.

Pour le surplus des bénéfices, ces prélèvements étant opérés, on a la répartition suivante :

1° 10 0/0, destinés à un fonds de prévoyance ;

2° 10 0/0, destinés au conseil d'administration ;

3° 80 0/0, destinés aux actions, comme deuxième dividende.

L'assemblée générale de la Banque de l'Afrique Occidentale peut décider, s'il y a lieu, de créer des réserves spéciales ou temporaires, en prenant sur ces 80 0/0.

Dans le cas où l'insuffisance de bénéfices ne permettrait pas de distribuer aux actionnaires le premier dividende de 5 0/0 ou 6 0/0 par an, la somme nécessaire pour atteindre ce chiffre peut être prélevée sur le fonds de prévoyance pour la Banque de l'Indo-Chine, sur les réserves spéciales et temporaires pour la Banque de l'Afrique Occidentale.

En tout cas, aucune répartition ne pourra être

faite sans l'approbation du ministre des Colonies (*art.* 33).

Les dividendes sont payés, aussitôt l'approbation du ministre des Colonies, aux caisses de la banque à Paris ou dans les succursales (*art.* 35).

Tous les dividendes qui ne sont pas réclamés dans les cinq années de leur exigibilité, sont prescrits au profit des banques (*art.* 34).

Ces banques ont l'obligation de former deux fonds distincts :

1° Un fonds de réserve, formé par le prélèvement de 0,50 0/0;

2° Un fonds de prévoyance, formé par les 10 0/0 de la deuxième répartition.

C'est là une différence avec les autres banques coloniales qui n'ont qu'un seul fonds de réserve.

Remarquons aussi que les statuts ne fixent pas de maximum au fonds de réserve : il en résulte que les deux banques ne peuvent jamais se dispenser du prélèvement de 0,50 0/0, et cela, à la différence des autres banques coloniales.

Outre ces prélèvements, rendus obligatoires par les statuts pour constituer des fonds de réserve, les banques en constituent d'autres facultatifs, qui, en pratique, sont prélevés même avant de procéder à la répartition du premier dividende ; ce sont :

1° Un fonds pour amortissement des frais de fabrication des billets.

2° Un fonds pour amortissement des constructions d'immeubles.

3° Un fonds pour l'installation de nouvelles agences.

4° Un fonds pour contribuer à fonder une Caisse de prévoyance spéciale, afin d'aider le personnel de la Banque.

II. — ADMINISTRATION DES BANQUES.

A. — Assemblée Générale.

§ 1. — *Banque de l'Indo-Chine.* — L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires (*art. 36*).

Comme pour les banques de la Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, avant la loi du 13 décembre 1901, l'assemblée générale se compose des cent actionnaires, qui, d'après des registres de la banque, sont, depuis six mois révolus, propriétaires du plus grand nombre d'actions. En cas de parité dans le nombre des actions, le plus anciennement inscrit est préféré ; s'il y a parité d'inscription, c'est le plus âgé.

Et de même que dans les anciens statuts de 1874 pour les banques coloniales, nul actionnaire actuel, non français ne pouvait faire partie de l'Assemblée générale s'il n'avait son domicile depuis cinq ans au

moins dans une colonie française ou en France, de même pour la Banque de l'Indo-Chine.

Mais les statuts de 1900 prévoyaient qu'à partir du 21 janvier 1905, nul ne pourrait plus faire partie de l'Assemblée, que s'il était français, quel que fût le nombre des actions possédées.

Pour assister à l'assemblée, l'actionnaire doit déposer ses actions, en échange desquelles il reçoit un récépissé nominatif, lui servant de carte d'entrée.

Il est alors dressé une liste des actionnaires, ayant déposé leurs actions : elle contient les noms, domicile, et le nombre d'actions de chaque actionnaire ; tous les actionnaires peuvent consulter cette liste, qui, le jour de la réunion de l'assemblée, est placée sur le bureau (*art. 36*).

A la différence des autres banques coloniales, nul ne peut se faire représenter à l'assemblée que par un mandataire, membre de l'assemblée (*art. 37*), et un mandataire, outre ses voix personnelles, ne peut réunir plus de dix voix, dix actions donnant droit à une voix, de même un actionnaire ne peut avoir plus de dix voix, quelque soit son nombre d'actions.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents (*art. 38*).

L'assemblée générale se réunit de droit chaque année, au mois de mai, au lieu indiqué sur la convocation. C'est le conseil d'administration qui convoque l'assemblée générale, qui est présidée par le

président du conseil d'administration, ou, à son défaut, par le vice-président ou un administrateur désigné par ses collègues.

Les deux plus forts actionnaires présents remplissent les fonctions de scrutateurs ; s'ils refusent, on prend à la suite, jusqu'à acceptation ; le bureau désigne le secrétaire (*art.* 39).

Les convocations, ordinaires et extraordinaires, sont faites par lettres individuelles, adressées aux actionnaires membres de l'assemblée générale, aux domiciles indiqués sur les registres de la banque, et par un avis, inséré quinze jours au moins avant la réunion, dans les deux journaux désignés pour la publication des actes de la société. Les lettres et avis contiennent sommairement l'objet de la convocation (*art.* 43) ; huit jours avant la réunion, un résumé de la situation de la banque est tenu, au siège social, à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur la situation des affaires sociales et sur les questions à l'ordre du jour.

Elle discute, approuve ou rejette les comptes, fixe les dividendes à répartir, nomme les administrateurs sur la présentation du conseil d'administration, délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises par le conseil, par exemple : augmentation du fonds social, extension à donner aux affaires de la société,

modifications aux statuts, prolongation ou dissolution anticipée de la société (*art. 40*).

Seules les questions mises à l'ordre du jour peuvent être mises en délibération ; tout actionnaire qui aurait une proposition à soumettre, doit l'adresser cinq jours d'avance, au conseil d'administration, qui décide s'il y a lieu de la porter à l'ordre du jour. (*art. 43*).

Quant aux élections, elles ont lieu par bulletin secret, si la demande en est faite, et à la majorité absolue des suffrages des membres présents ; si, après deux tours de scrutin il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'assemblée procède au scrutin de ballottage entre les deux candidats, ayant réuni le plus grand nombre de voix ; s'il y a égalité de voix, le plus âgé est élu (*art. 40*).

Pour que les délibérations soient valables, il faut que, dans une première réunion, vingt membres au moins soient présents ou représentés, réunissant le quart des actions émises. Sinon, on ajourne à quinze jours ; à cette deuxième réunion, tous les membres présents peuvent valablement délibérer, quel que soit leur nombre, mais seulement sur les questions de l'ordre du jour de la première réunion (*art. 41*).

Mais pour les assemblées générales, appelées à délibérer sur des modifications aux statuts, sur des propositions de continuation de la société au delà de son terme ou de dissolution anticipée, l'assemblée

doit réunir un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social ; cependant, s'il fallait surseoir à une deuxième réunion, les actionnaires, en nombre quelconque, pourraient valablement délibérer (*art. 44*).

Toutes les délibérations valables des assemblées obligent tous les actionnaires, présents, absents ou dissidents. Elles sont constatées par des procès-verbaux, inscrits sur un registre spécial, et signés par le président, un scrutateur et le secrétaire. Ce registre reste au siège de la société.

La feuille de présence, certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siège social, pour être communiquée^e à tout requérant, et est annexée à la minute du procès-verbal, elle est revêtue des mêmes signatures que le procès-verbal, et sert ainsi à constater le nombre des actionnaires présents et de leurs actions (*art. 45*).

Les copies des délibérations des assemblées générales ou les extraits certifiés par le président du Conseil d'administration servent de justification à l'égard des tiers (*art. 46*).

§ 2. — *Banque de l'Afrique Occidentale*. — Les seules différences avec la Banque de l'Indo-Chine sont les suivantes :

Pour la composition de l'assemblée générale, les statuts de 1901 portent que l'assemblée se compose de tous les actionnaires, possédant au moins dix

actions. Tous les propriétaires de dix actions peuvent se réunir pour former un groupe de dix et se faire représenter par l'un d'eux.

Nul actionnaire, non français, ne peut faire partie de l'assemblée générale, s'il n'a son domicile depuis cinq ans au moins dans une colonie française ou en France (*art. 36*); on voit que, sur ce point, la Banque de l'Afrique Occidentale a les mêmes statuts que les anciennes banques coloniales.

L'assemblée générale doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant un quart au moins du capital social, sinon une deuxième convocation est nécessaire dans le délai d'un mois, et la délibération est valable, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais seulement sur l'ordre du jour de la première convocation (*art. 41*).

Les convocations, pour les membres possédant des actions au porteur, sont faites par un avis inséré, quinze jours au moins avant la réunion, dans les deux journaux de Paris désignés pour la publication des actes de la société, et un mois au moins, dans le *Journal officiel* de l'Afrique Occidentale (*art. 44*).

Remarquons que cette situation ne se produit pas pour la Banque de l'Indo-Chine, qui n'a pas d'actions au porteur.

L'assemblée générale ordinaire a lieu, de plein droit, dans le courant du deuxième semestre.

Notons aussi que les statuts de 1901, à la différence

de ceux de 1900, prévoient que l'assemblée générale pourra délibérer sur la réduction du capital social.

Quant aux autres dispositions des statuts de 1901, sur le fonctionnement de l'assemblée générale, elles sont identiques à celles des statuts de 1900.

B. — Conseil d'administration.

Nous trouvons ici des dispositions identiques pour les deux banques, sauf quelques différences de détail, que nous indiquerons.

L'administration de la banque est confiée à un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 8 membres au moins et 15 au plus pour la Banque de l'Indo-Chine, de 5 à 8 membres pour la Banque de l'Afrique Occidentale ; il est assisté du commissaire du gouvernement (*art. 47*).

Il se réunit au siège social au moins une fois par mois ; il se réunit extraordinairement toutes les fois que les intérêts de la société l'exigent ou que la demande en est faite au président par le commissaire du gouvernement.

Il nomme un président, un vice-président, pris dans son sein, et un secrétaire (1).

1. Avant le D. 4 juin 1904, pour la Banque de l'Afrique Occidentale, le secrétaire était pris aussi dans le sein du Conseil d'administration ; D. 4 juin 1904 supprima cette disposition.

Il est tenu registre des délibérations du Conseil d'administration ; le procès-verbal, approuvé par le Conseil, est signé par le président et le secrétaire.

Dans la Banque de l'Afrique Occidentale, c'est le président ou un administrateur, qui signe les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs (*art. 53*).

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante ; les administrateurs absents peuvent se faire représenter aux délibérations du conseil, pour un objet spécial et déterminé, par un de leurs collègues. En aucun cas, cette faculté ne peut donner à un administrateur plus d'une voix, outre la sienne.

Aucune délibération n'est valable, si 5 administrateurs (Banque de l'Indo-Chine) ou 3 (Banque de l'Afrique Occidentale) n'ont pris part au moins à la discussion.

Quant aux fonctions du Conseil d'administration, elles sont nombreuses ; le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus ; ils résultent des statuts (1) :

Il est d'ailleurs spécifié que les pouvoirs que nous allons indiquer sont purement énonciatifs et non limitatifs et n'apportent aucune restriction au principe qui confère tous pouvoirs au Conseil d'adminis-

1. Art. 51 des Statuts de 1900. Art. 52 des Statuts de 1901.

tration de la Banque de l'Afrique Occidentale, celui de la Banque de l'Indo-Chine se trouvant limité par les statuts de 1900.

Les pouvoirs du Conseil d'administration sont donc :

1° Délibérer sur toutes les affaires, faire tous les règlements du service intérieur de la banque.

Fixer le taux de l'escompte et de l'intérêt, les changes, commissions et droits de garde, le mode à suivre pour l'estimation des lingots, monnaies ou matières d'or et d'argent, des marchandises ou récoltes.

2° Autoriser, dans la limite des statuts, toutes les opérations de la banque et en déterminer les conditions.

Fixer l'emploi des disponibilités en achat de papier sur la France et l'étranger.

Statuer sur la signature dont les billets doivent être revêtus, sur le retrait et l'annulation de ces billets.

3° Autoriser tous les traités, transactions, emplois de fonds, transferts de rente sur l'État et autres valeurs, achats de créances et autres droits incorporels, cessions des mêmes droits avec ou sans garantie, désistements d'hypothèques ou privilèges, abandons de droits personnels ou réels, mainlevées d'inscriptions ou d'oppositions, le tout avec ou sans paiement.

4° Exercer toutes les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, participations à des

concordats amiables ou judiciaires, acquisitions ou aliénations d'immeubles, emprunts et constitutions d'hypothèques ;

5° Autoriser la demande de toutes concessions d'immeubles et autres, aux conditions qui seront imposées par actes et décrets de concession, toutes les opérations et tous les travaux faisant l'objet de la société, le renouvellement et l'encaissement de toutes créances, effets de commerce et valeurs de toute nature appartenant à la banque ;

6° Veiller à ce que la banque ne fasse d'autres opérations que celles déterminées par les statuts et dans les formes prescrites par les règlements intérieurs de la banque ;

7° Convoquer les assemblées générales, arrêter leur ordre du jour et déterminer les questions qui y seront mises en délibération ;

8° Fixer l'organisation des bureaux, les appointements, salaires, rémunérations et gratifications des agents ou employés, et les dépenses générales de l'administration ;

9° Arrêter le compte des opérations de la banque, qui doit être présenté à l'assemblée générale, imprimé et présenté au ministre des Colonies, et remis à chacun des membres de l'assemblée générale (1).

Les statuts de 1900 permettent au conseil de la

1. Statuts, article 56.

Banque de l'Indo-Chine de déléguer tout ou partie de ses pouvoirs ; c'est un décret du 21 décembre 1901, complétant l'article 52 des statuts de 1901, qui confère cette faculté au conseil de la Banque de l'Afrique Occidentale.

On voit donc quelles sont les différences qui existent entre ces deux banques et les premières banques coloniales ; ici, c'est véritablement le conseil d'administration qui est à la tête de la banque.

C. — Conseil d'Escompte

Il est établi, près de chaque succursale, un conseil d'escompte dont la composition, les attributions et émoluments sont déterminés par un règlement du conseil d'administration.

Il est ainsi composé :

1° Près des succursales ayant un sous-directeur et un contrôleur :

1° Le directeur ;

2° Le sous-directeur, ou, à son défaut, le contrôleur ;

3° Le caissier ;

4° Le trésorier-payeur de la colonie, sauf approbation du ministre des Colonies.

2° Près des succursales n'ayant ni sous-directeur, ni contrôleur :

1° Le directeur ;

- 2° Le caissier ;
- 3° Un comptable ;
- 4° Le trésorier-payeur.

A chaque séance, le censeur administratif est convoqué.

Le conseil se réunit une fois par semaine, sous la présidence du directeur.

Il examine la situation des clients vis-à-vis de la banque, détermine le chiffre du crédit qu'on peut leur accorder, examine les risques pour les escomptes et avances.

S'il y a dissentiment dans le conseil, le directeur peut passer outre sous sa responsabilité.

Les délibérations, avec les observations des membres présents, sont transcrites sur un registre et la copie du procès-verbal est envoyée à Paris.

D. — Directeurs.

Le conseil d'administration nomme, avec l'agrément du ministre des Colonies, les directeurs chargés, sous son autorité, de la gestion des affaires sociales.

Ils représentent la société à l'égard des tiers pour l'exécution des décisions du conseil d'administration, qui fixe leur traitement.

En entrant en fonctions, ils doivent justifier de la propriété d'un certain nombre d'actions.

Ces actions demeurent inaliénables pendant la durée de leurs fonctions et restent déposées dans les caisses de la banque.

Les statuts de 1875 fixaient à 40 le nombre d'actions pour la banque de l'Indo-Chine; le décret du 20 février 1888 le réduisit à 20.

Au contraire, pour la Banque de l'Afrique occidentale, les statuts de 1901 fixaient ce nombre à 20 actions et le décret du 4 juin 1904 le porta à 40.

Les actions judiciaires sont exercées au nom du conseil d'administration, poursuites et diligences des directeurs. Ils ne peuvent faire aucun commerce; aucun effet revêtu de leur signature ne peut être admis à l'escompte.

E. — Administrateurs.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire (en mai ou dans le courant du second semestre) pour cinq ans.

Ils doivent être français. Ils sont rééligibles.

Leur renouvellement a lieu, pour la Banque de l'Indo-Chine, tous les ans pour deux membres; dans la Banque de l'Afrique occidentale, c'est par cinquième. Le sort détermine l'ordre de sortie des administrateurs.

En cas de vacance dans le conseil d'administration, il est pourvu au remplacement provisoire par

le conseil, jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui doit statuer définitivement sur la nomination.

En entrant en fonctions, chaque administrateur est tenu de justifier de la propriété de quarante actions (Banque de l'Indo-Chine) ou de vingt (Banque de l'Afrique occidentale). Ces actions doivent être libres et demeurent inaliénables pendant la durée des fonctions de l'administrateur.

L'actionnaire, élu en remplacement d'un administrateur, démissionnaire ou décédé, doit remplir ces conditions; il ne demeure élu que pour la durée du mandat de celui qu'il remplace.

La rémunération des administrateurs consiste en jetons de présence, dont le montant est déterminé par l'assemblée générale; la moitié de la part des bénéfices attribués aux administrateurs est répartie en jetons de présence.

III. — OPÉRATIONS STATUTAIRES DES BANQUES.

§ 1. — *Banque de l'Indo-Chine.* — Les opérations de la banque résultent de l'article 15 des statuts de 1900.

Elles consistent dans les colonies :

1° A émettre des billets à vue et au porteur, dans les conditions déterminées par le décret constitutif de la banque ;

2° A escompter les billets à ordre ou effets de place

à deux ou plusieurs signatures, notoirement solvables et dont l'échéance ne doit pas dépasser 120 jours ; à consentir, dans les mêmes conditions, des avances en compte-courant sans que la durée de ces prêts puisse excéder six mois ;

3° A créer, à négocier, à escompter ou acheter des traites, mandats ou chèques directs ou à ordre, sur la colonie, la métropole ou l'étranger ;

Si l'échéance de ces traites ou mandats est déterminée, elle ne devra pas dépasser 120 jours ; si elle est indéterminée, 90 jours de vue pour les valeurs ayant une cause locale, et 180 jours de vue pour celles qui reposent sur des opérations lointaines.

4° A escompter des obligations négociables ou non négociables, garanties :

a) Par des warrants ou des récépissés de marchandises, déposées soit dans les magasins publics, soit dans les magasins particuliers dont les clefs ont été régulièrement remises à la banque, soit dans les magasins appartenant à la banque. Toutefois la banque peut, lorsque les usages locaux le comportent et lorsqu'elle jugera les garanties suffisantes, consentir des prêts sur marchandises restant entre les mains des emprunteurs ;

b) Par des cessions de récoltes pendantes ;

c) Par des connaissements à ordre et régulièrement endossés et accompagnés des documents d'assurance d'usage ; à l'arrivée du navire, les connaissements

pourront être convertis en warrants ou récépissés de tout ou partie des cargaisons, sous les conditions de dépôts ci-dessus stipulées ;

Les connaissements peuvent aussi dans des cas exceptionnels, et lorsque les usages locaux le comportent, être délivrés aux tirés de traites documentaires sur leur seule garantie ;

d) Par des nantissements réguliers, consistant en valeurs françaises sur lesquelles la Banque de France fait des avances ou en valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays dans lesquels les succursales ou les agences sont établies, ou dans l'Inde, en rentes anglaises ou indiennes ;

e) Par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or, d'argent ou de cuivre, ou de pierres précieuses.

f) Par des hypothèques maritimes constituées sur des navires français ou francisés dans les pays où sera mise en vigueur la législation française sur l'hypothèque maritime ;

3° A acheter et à vendre des matières d'or, d'argent ou de cuivre ;

6° A consentir des avances sur lingots, monnaies, matières d'or, d'argent ou de cuivre ;

7° A recevoir le dépôt volontaire de toutes sommes en comptes courants avec ou sans intérêts, de

tous titres, monnaies et matières d'or, d'argent ou de cuivre.

Les opérations consistent aussi à Paris et dans les succursales ou agences :

8° A se charger, pour le compte des particuliers ou pour celui des établissements publics, de l'encaissement et du recouvrement des effets, qui lui sont remis et à payer tous mandats et assignations ;

9° A recevoir, avec l'autorisation du ministre ou des gouverneurs de colonies les produits des émissions et des souscriptions publiques ouvertes, soit dans les colonies, soit dans la métropole ;

10° A émettre des billets à ordre, traites ou mandats ;

11° A délivrer, contre garantie, des lettres de crédit.

12° A faire escompter, en France et à l'étranger, pour son compte, des traites ou mandats à deux signatures commerciales ou garantis par des connaissements à ordre dûment endossés et accompagnés des documents d'assurance d'usage ;

13° A faire acheter des matières d'or, d'argent ou de cuivre.

En outre, la banque peut participer aux emprunts d'État émis dans les pays, où elle possède des établissements, sans toutefois que le montant total de ces participations puisse, sauf autorisation spéciale du ministre des Colonies et après avis conforme du ministre des Affaires étrangères, lorsqu'il s'agit d'em-

prunts émis par un gouvernement étranger, dépasser le quart du capital social.

Elle peut également, dans les mêmes conditions et sans que ces participations puissent excéder un tiers des réserves, participer à la création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles ou commerciales, ayant leur objet dans les pays où elle possède des établissements.

La banque peut également traiter pour le compte de tiers ou les représenter.

§ 2. — *Banque de l'Afrique Occidentale.* — Les opérations de la banque consistent, d'après les statuts de 1901, modifiés par D. 4 juin 1904 :

1° A émettre des billets à vue et au porteur, dans les conditions déterminées par le décret constitutif de la banque ;

2° A escompter les billets à ordre ou effets de place, à deux ou plusieurs signatures, notoirement solvables et dont l'échéance ne doit pas dépasser 180 jours ; à consentir, dans les mêmes conditions, des avances en compte-courant, sans que la durée de ces prêts puisse excéder six mois ;

3° A créer, à négocier, à escompter ou acheter des traites, mandats ou chèques directs ou à ordre, sur la colonie, la métropole ou l'étranger ; l'échéance de ces traites ou mandats ne devra pas dépasser six mois ;

4° A escompter des obligations négociables ou non négociables garanties :

a) Par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées, soit dans les magasins publics, soit dans les magasins particuliers, dont les clefs auront été remises régulièrement à la banque, soit dans les magasins appartenant à la banque ou loués par elle ;

b) Par des cessions de récoltes pendantes ;

c) Par des connaissements à ordre et régulièrement endossés et accompagnés des documents d'assurance d'usage ; à l'arrivée du navire, les connaissements pourront être convertis en warrants ou récépissés de tout ou partie des cargaisons sous les conditions de dépôt ci-dessus stipulées ;

d) Par des nantissements réguliers consistant en valeurs françaises sur lesquelles la Banque de France fait des avances, ou en valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays dans lesquels les succursales ou les agences sont établies, ou en actions de la banque ;

e) Par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or, d'argent ou de cuivre, ou de pierres précieuses ;

f) Par des hypothèques maritimes constituées sur des navires français ou francisés dans les pays où sera mise en vigueur la législation française sur l'hypothèque maritime ;

5°) A acheter et à vendre des matières d'or, d'argent ou de cuivre ;

6°) A consentir des avances sur lingots, monnaies, matières d'or, d'argent ou de cuivre.

7°) A recevoir le dépôt volontaire de toutes sommes en comptes courants avec ou sans intérêts, de tous titres, monnaies et matières d'or, d'argent ou de cuivre.

Les opérations consistent aussi à Paris et dans les succursales ou agences :

8°) A se charger, pour le compte des particuliers, ou pour celui des établissements publics de l'encaissement et du recouvrement des effets qui lui sont remis et à payer tous mandats et assignations ;

9°) A recevoir, avec l'autorisation du ministre ou des gouverneurs des colonies, les produits des émissions et des souscriptions publiques, ouvertes soit dans les colonies soit dans la métropole ;

10°) A émettre des billets à ordre, traites ou mandats ;

11°) A délivrer contre garanties des lettres de crédit ;

12°) A faire escompter en France ou à l'étranger, pour son compte, des traites ou mandats à deux signatures commerciales ou garanties par des connaissements à ordre dûment endossés et accompagnés des documents d'assurance d'usage ;

13°) A faire acheter des matières d'or, d'argent ou de cuivre.

En outre, la Banque peut participer aux emprunts d'État, émis dans les pays où elle possède des établissements, sans toutefois que le montant total de ces participations puisse, sauf autorisation spéciale du ministre des Colonies et après avis conforme du ministre des Affaires étrangères, lorsqu'il s'agit d'emprunts émis par un gouvernement étranger, dépasser la moitié des réserves.

Elle peut également, dans les mêmes conditions, et dans les mêmes limites, participer à la création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles ou commerciales, ayant leur objet dans les pays où elle possède des établissements.

La Banque peut également traiter pour le compte de tiers ou les représenter.

IV. — SURVEILLANCE DES BANQUES.

A. — Commissaire du Gouvernement.

Le ministre des Colonies nomme, près des deux banques, un commissaire du gouvernement (*art. 61*) ; celui-ci est convoqué à chaque séance du conseil d'administration et de l'assemblée générale des actionnaires.

Il veille à l'exécution des statuts et règlements de

la Banque, exerce sa surveillance sur toutes les parties de l'établissement, se fait présenter les registres, portefeuille et l'état de caisse, requiert tous extraits et copies des livres de la banque ; il propose toute mesure qu'il croit utile et peut faire inscrire de droit ses propositions et observations sur le registre des délibérations du conseil d'administration.

Il adresse chaque mois au ministre un rapport sur la marche de la banque, qu'il appuie de la copie certifiée des procès-verbaux du conseil d'administration et des situations mensuelles de la Banque et de chaque succursale.

On voit qu'il a, à peu près, les mêmes fonctions que le censeur légal des banques coloniales, mais il ne rend pas compte à l'assemblée générale de la surveillance qu'il a exercée.

En cas d'absence ou empêchement du commissaire du gouvernement, le ministre des Colonies lui nomme un suppléant.

B. — Censeur administratif.

Il n'y a pas pour ces deux banques de censeur élu par l'assemblée générale ; le ministre des Colonies peut nommer un censeur administratif près de chaque succursale de la Banque ; si la succursale est en territoire étranger, il faut en outre l'avis du ministre des Affaires étrangères.

Un arrêté ministériel du 30 novembre 1902 désigna comme censeur administratif à Saïgon, le directeur du contrôle de l'Indo-Chine et pour Haïphong, le directeur-adjoint.

Un arrêté ministériel du 27 avril 1905 confia au secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie la fonction de censeur administratif près la succursale de Nouméa.

Le censeur administratif remplit près des succursales les fonctions que remplit le commissaire du gouvernement près de la Banque au Siège Social.

Il correspond avec le gouverneur et le ministre, et rend un compte mensuel de sa surveillance.

Les fonctions du censeur administratif ont été définies par l'arrêté ministériel du 27 avril 1905 ; elles sont semblables à celles que nous avons déjà énumérées pour le censeur légal des Banques coloniales.

Un arrêté ministériel fixe le traitement du censeur, comme celui du commissaire du gouvernement, et la Banque les paie.

C. — Inspections.

Le ministre des Colonies et les gouverneurs peuvent, soit d'office, soit sur la demande de la commission de surveillance, faire procéder à la vérification des registres, caisses et opérations de la Banque, par des agents qu'ils désignent.

D. — Commission de surveillance.

La commission a les mêmes attributions pour les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale que pour les anciennes Banques coloniales.

V. — ACTIONS EN JUSTICE. COMPÉTENCE

Les actions judiciaires sont exercées au nom du conseil d'administration, poursuites et diligences du directeur.

La Banque peut être assignée, aux choix du demandeur, soit devant la juridiction du siège social, soit devant celle du siège de la succursale intéressée. Mais quand il y a contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Paris (*art. 59*).

A défaut d'élection de domicile spécial, toutes les assignations et actes extrajudiciaires sont valablement signifiés au parquet du procureur de la République près le tribunal civil de première instance de la Seine.

Les tribunaux de la Seine seront seuls compétents pour statuer sur toutes les difficultés qui pourraient exister entre les associés et le conseil d'administration (*art. 69*).

Sont justiciables des tribunaux de commerce, les souscripteurs, accepteurs ou donneurs d'aval des

effets souscrits au profit de la Banque ou négociés à cet établissement à raison de ces engagements et nantissements ou autres sûretés y relatifs.

VI. — SUCCURSALES ET AGENCES DES BANQUES

§ 1. — *Banque de l'Indo-Chine.* — Le décret du 21 janvier 1875 créait deux succursales à Saïgon et à Pondichéry ; la première s'ouvrit dès 1875, la seconde en 1877.

La Banque avait la faculté d'établir des agences sur tous les points d'Etrême-Orient, où étaient établis des comptoirs régis par la législation française et dans les ports de la Chine, du Japon et des Indes Orientales : il fallait, pour cela un arrêté ministériel approuvant la délibération du conseil d'administration, la commission de surveillance entendue.

Le décret du 20 février 1888 transforma cette faculté en obligation et établit une distinction entre les succursales et les agences : les succursales ne pouvaient être créées que par décret du ministre de la Marine et des Colonies, sur le rapport de ce ministre et du ministre des Finances ; les agences étaient créées par un arrêté du ministre de la Marine et des Colonies.

La Banque était tenue, d'après ce décret, d'établir une succursale à Nouméa, dans les six mois, et en outre, sur la demande du ministre de la Marine et des Colonies, la commission de surveillance enten-

due, elle était tenue d'établir des agences au Cambodge, au Tonkin, en Annam, des succursales ou agences à Nossi-Bé, Mayotte et dépendances, et dans les établissements français d'Océanie, des agences dans les ports de Chine, Japon et de l'Océan Pacifique qui lui seraient désignés ; pour ces dernières, l'avis conforme du ministre des Affaires étrangères était nécessaire.

Le décret du 16 mai 1900 maintint ces obligations, mais supprima la distinction administrative entre les agences et succursales, qui sont désormais toutes deux créées par décret, après avis conforme du ministre des Affaires étrangères pour celles qui sont en territoire étranger.

Voici le tableau des succursales ou agences que possède actuellement la Banque :

- Succursale à *Saïgon* (créée par D. 21 janvier 1875).
- Succursale à *Pondichéry* (créée par D. 21 janvier 1875).
- Succursale à *Haïphong* (créée par A. M. 30 mars 1885).
- Agence à *Hanoï* (créée par A. M. 24 novembre 1886).
- Succursale à *Nouméa* (créée par D. 20 février 1888).
- Agence à *Pnom-Penh* (créée par A. M. 12 décembre 1890).
- Agence à *Tourane* (créée par A. M. 9 mars 1891).
- Agence à *Hong-Kong* (créée par A. M. 29 mars 1894).
- Agence à *Bangkok* (créée par A. M. 11 novembre 1896).
- Agence à *Shanghai* (créée par A. M. 12 mars 1898).
- Agence à *Canton* (créée par A. M. 11 mars 1901).
- Agence à *Han-Kéou* (créée par A. M. 11 mars 1901).

Agence à *Battambang* créée par D. 24 février 1904).

Succursale à *Papeete* (créée par D. 24 février 1904).

Agence à *Singapore* (créée par D. 14 avril 1904).

Agence à *Pékin* (créée par D. 21 janvier 1906).

Agence à *Tien-Tsin* (créée par D. 21 janvier 1906).

A la tête des succursales, se trouve un directeur, nommé par le Conseil d'administration ; le directeur a un rôle important dans la direction des affaires. Il peut y avoir un censeur administratif.

Chaque succursale ou agence publie sa situation mensuelle dans le journal de la colonie désignée à cet effet par le gouverneur.

§ 2. — *Banque de l'Afrique occidentale.* — La création des succursales ou agences a lieu dans les mêmes conditions que pour la Banque de l'Indo-Chine, telles qu'elles résultent du décret du 16 mai 1900 ; elles sont supprimées dans les mêmes formes qu'elles ont été créées.

Voici les agences et succursales que possède actuellement la banque :

Succursale à *Saint-Louis* (créée par D. 29 juin 1901).

Succursale à *Konakry* (créée par D. 29 juin 1901).

Agence à *Rufisque* (créée par D. 29 juin 1901).

Agence à *Dakar* (créée par D. 29 juin 1901).

Succursale à *Porto-Novo* (créée par D. 11 décembre 1902).

Succursale à *Monrovia* (créée par D. 9 juin 1904) (1).

Succursale à *Grand-Bassam* (créée par D. 13 janv. 1906).

1. Un décret du 24 avril 1906 a supprimé cette agence.

LIVRE II

LES BANQUES COLONIALES ENVISAGÉES COMME BANQUES D'ÉMISSION ET D'ESCOMPTE

SECTION I

Du privilège d'émission des billets de banque.

CHAPITRE PREMIER

DES AVANTAGES QUI PEUVENT RÉsulTER DE L'ÉMISSION.

I. — *Avantages pour les banques émettrices.*

Les banques qui ont le privilège d'émission tirent de ce fait de nombreux avantages.

Et d'abord, les billets ne coûtent aux banques que le prix même de leur fabrication et l'impôt du timbre sur leur circulation, s'il en existe.

Les banques peuvent remettre leurs billets en échange des espèces qu'elles reçoivent en dépôt : comme les banques donnent ainsi aux déposants

une contre-valeur immédiatement réalisable, elles ne leur donnent aucun intérêt, tandis qu'elles pourront faire des placements avec ces mêmes dépôts.

De plus, grâce aux billets de banque, elles peuvent engager plus complètement leurs placements : en effet, si les banques n'émettaient pas de billets, elles seraient obligées d'avoir toujours dans leurs caisses une forte somme en numéraire pour faire face aux demandes de remboursement des dépôts, ce qu'elles ne peuvent faire qu'en déboursant une somme égale tandis qu'une banque d'émission pourra donner de ses billets, et de ce fait, n'aura besoin que d'une plus faible encaisse métallique.

Les banques pourront encore, au moyen des billets de banque, faire des opérations productives, tout en gardant leur encaisse intacte ; en effet, quand les banques d'émission escomptent des effets ou consentent des avances, elles peuvent le faire en billets de banque, et auront, à l'échéance, le droit de toucher le total en numéraire, et percevront en numéraire leurs différentes commissions.

On pourra objecter, il est vrai, que la banque d'émission est tenue de rembourser en espèces le montant de ses billets à présentation.

Seulement, si la banque a la confiance du public, ces demandes de remboursement ne seront jamais bien nombreuses à la fois, et la banque aura le temps de réaliser des bénéfices.

II. — *Avantages pour les pays où se fait l'émission.*

Les pays où se fait l'émission en retirent aussi des avantages.

Elle constitue une monnaie de papier, plus facile à transporter que le numéraire, qui restant dans les caisses de la banque, ne subit ainsi aucune usure de circulation.

Une certaine doctrine, celle des bullionistes, y voit la seule fonction du billet de banque.

Ce serait là une fonction très restreinte.

Les billets de banque facilitent aussi la circulation des autres effets de commerce ; ils servent à en solder le prix comptant aussi bien qu'en numéraire ; ils réalisent ainsi une économie et un transfert de numéraire, tout en facilitant le règlement d'opérations financières.

Le billet de banque sert à multiplier la circulation dans un pays ; comme les banques peuvent ne pas avoir une exacte représentation de numéraire par des billets de banque, le numéraire resté disponible servira à faire des achats et paiements à l'étranger, tout en assurant le règlement des affaires du pays.

De plus, le billet de banque servira, quand le numéraire vient à faire défaut dans un pays, pour une cause quelconque : l'émission de billets évitera une crise, qui éclaterait par suite des difficultés

résultant de ne pouvoir faire face aux échéances par du numéraire.

Ce n'est pas à dire pour cela, qu'il faille multiplier les émissions dans un pays, sous prétexte qu'elles sont avantageuses pour ce pays. Ce serait une erreur de croire que la situation financière d'un pays sera d'autant meilleure qu'il y aura davantage de billets : en effet, il faut remarquer que si la multiplication des effets de commerce, comme les lettres de change, billets à ordre, etc., est un signe d'activité économique, puisqu'ils représentent des créances issues d'opérations sérieuses, il n'en est plus de même pour les billets de banques, qui peuvent être créés sans contre-partie.

De plus, une émission trop considérable fera augmenter les prix et sortir du numéraire (1), car il y aurait ainsi une masse trop considérable de papier et de numéraire pour la circulation habituelle du pays, et comme le papier ne s'exporte pas, ce sera le numéraire qui sortira.

Si l'émission continuait cependant et que le montant des billets dépassât le montant normal qui pourrait circuler en numéraire, les banques verraient alors affluer les demandes de remboursement et il leur serait difficile d'y faire face, avec la faible encaisse qu'elles auraient.

1. Cf. A. SMITH, *Richesse des nations*, liv. 2. ch. 2.

De là les billets tomberaient en discrédit et tous les avantages espérés seraient perdus.

C'est là un des dangers des billets de banque, mais une banque sérieuse se gardera toujours des abus de l'émission, en n'escomptant que des effets sérieux, en ne faisant d'avances qu'à court terme, sur des titres facilement réalisables, en refusant à l'escompte les mauvais papiers et les effets de complaisance.

CHAPITRE II

RÉGIMES AUXQUELS PEUT ÊTRE SOUMISE L'ÉMISSION

L'émission des billets de banques a donc ses avantages mais aussi ses dangers.

On s'est demandé alors s'il ne serait pas bon que le législateur intervint dans le pays où se fait l'émission pour accorder et limiter le droit d'émission aux banques.

Nous nous trouvons ici en présence de doctrines opposées, que nous ne pouvons que signaler, leur étude ne rentrant pas dans le cadre de ce travail.

Nous nous bornerons à résumer les principaux systèmes mis en application.

1° *Système du maximum.* — C'est le système de la Banque de France: une loi de février 1906 fixa à

5 milliards 800 millions le montant de la circulation de la banque.

C'est là un chiffre d'ailleurs tout à fait arbitraire, on ne s'est basé sur aucun calcul pour établir cette limite, qui est toute empirique.

Aucune garantie n'est donnée au pays, puisque la banque reste libre du montant de son encaisse et de son portefeuille, qui sont les seules garanties possibles du remboursement des billets.

2° *Système du triplement.* — Il vient d'une règle empirique, posée par Gilbart ; on avait remarqué que les banques qui avaient une circulation triple de leur encaisse s'en étaient bien trouvées, aussi, l'avait-on érigée en principe. Cette règle, on le voit, ne repose pas sur une base très sérieuse, quoiqu'on ait plus de garantie qu'avec le premier système ; c'est le système de nos banques coloniales et autrefois de celle de l'Algérie ; c'est aussi celui de la Banque de Belgique (encaisse = $\frac{1}{3}$ circulation + dépôts).

3° *Système de la Banque d'Angleterre.* — L'émission est réglementée par le Charter Act du 19 juillet 1844.

Le département des opérations d'émission est autorisé à émettre : 1° pour liv. st. 11.015.100, représentant la dette de l'État envers la Banque ; 2° pour liv. st. 3.000.000, somme représentée par des titres de rente déposés à la Banque, qui ne peut s'augmenter que par la dis-

parition des autres banques d'émission anglaises, dont la circulation entrera pour les deux tiers dans la circulation de la Banque d'Angleterre ; on a aujourd'hui, liv. st. : 7.434.900 (rentes immobilisées) ; 3° billets gagés par une encaisse égale.

Les avantages de ce système sont que le billet est garanti d'une façon remarquable ; le point faible est pour un cas de crise ; l'émission manque d'élasticité, puisque de nouveaux billets ne peuvent être créés que s'ils sont la représentation exacte de numéraire, dont la rareté a justement provoqué la crise.

4° *Système de la Reichsbank.* — L'émission a une double limite :

1° Limite absolue du triple de l'encaisse ;

2° Limite fixée par la loi de 1873, soumettant l'émission à l'impôt.

La Reichsbank peut émettre des billets jusqu'à concurrence de son encaisse, plus jusqu'à concurrence d'un contingent légal, le tout sans payer d'impôt ; au delà, elle paye un impôt de 5 0/0 et peut émettre des billets jusqu'à ce que la circulation totale atteigne le triple de son encaisse.

Ce système nous paraît beaucoup plus élastique que celui de la Banque d'Angleterre ; d'ailleurs, c'est le plus nouveau ; il laisse plus de latitude pour l'émission et en empêche l'exagération par l'impôt, tandis qu'en temps de crise, par le jeu normal de la loi, la circulation peut atteindre le triple de l'encaisse.

CHAPITRE III

DU PAIEMENT EN BILLETS DE BANQUE

La question du paiement en billets de banque touche à trois situations, selon qu'ils ont cours normal, légal ou forcé.

§ 1. — *Cours normal.* — Quand un billet de banque a cours normal, personne n'est tenu de l'accepter en paiement ; chacun peut refuser ce billet pour tout ou partie de la somme et exiger un complément en numéraire : le billet ne sera accepté que selon le degré de confiance dont jouira la banque dans le public.

§ 2. — *Cours légal.* — Les billets de banque ont cours légal, quand ils doivent être acceptés partout en paiement, au même titre que le numéraire, sans qu'on puisse refuser ou considérer insuffisantes les offres de paiement ainsi faites.

Dans ce cas, les billets émis par la banque sont toujours convertibles en espèces, payables à première réquisition par la banque émettrice, et cela, pour une somme en numéraire égale au montant nominal du billet.

Le cours légal est accordé par le législateur pour assurer au pays les avantages attachés à une bonne

circulation et éviter, par suite de refus d'acceptation de billets en paiement, de troubler le pays en jetant une suspicion injustifiée sur la solvabilité de la banque.

§ 3. — *Cours forcé.* — Les billets de banque ont cours forcé quand ils doivent être acceptés en paiement par tous, sans que les billets puissent être remboursés en numéraire : c'est le billet inconvertible.

Le public devient alors créancier de la banque, même s'il n'a plus confiance dans sa solvabilité.

Le cours forcé est généralement un danger pour le pays, qui se trouve sous ce régime ; il n'est jamais qu'un expédient momentané.

C'est généralement en vue de se procurer des ressources, qu'un gouvernement embarrassé établit le cours forcé ; c'est alors le papier-monnaie qui alimente la circulation du pays : le gouvernement édicte que ce papier-monnaie sera reçu pour la somme nominale indiquée, sans remboursement immédiatement exigible.

Si l'émission se limite à une petite quantité de papier, il pourra conserver une valeur nominale ; le billet sera au pair.

Mais généralement l'émission sera trop considérable, le billet restera au-dessous du pair, un cours s'établira montant ou baissant selon le degré de confiance que l'on a dans la solvabilité de l'État et du temps plus ou moins éloigné du remboursement.

L'abus de l'émission entraînera la dépréciation des billets ; il en résultera une hausse générale des prix, d'autant plus forte que la dépréciation sera plus grande.

Le papier-monnaie a donc les plus graves inconvénients et c'est le souci d'un sage gouvernement d'éviter un pareil régime.

CHAPITRE IV

DES CONDITIONS DE L'ÉMISSION PAR LES BANQUES COLONIALES

§ 1. — *Anciennes banques coloniales.* — D'après l'article 4 de la loi du 13 décembre 1901, les banques coloniales sont autorisées, à l'exclusion de tous autres établissements, à émettre dans la colonie où elles sont instituées des billets au porteur de 500 francs, 100 francs, 25 francs, 5 francs.

Ces billets sont remboursables à vue, au siège de la banque, qui les a émis. Les coupures de 5 francs ne sont remboursables que par groupe de 25 francs.

Ces billets sont reçus comme monnaie légale, dans l'étendue de chaque colonie, par les caisses publiques ainsi que par les particuliers.

Ce privilège d'émission a été concédé aux banques coloniales par la loi de 1851 ; les lois de 1874 et 1901

l'ont prorogé successivement ; aujourd'hui, ce privilège est accordé jusqu'au 1^{er} janvier 1912.

Depuis 1851 cependant, la quotité des coupures a varié.

En 1850, le Conseil d'État avait proposé d'ajouter aux coupures proposées par le gouvernement la coupure de 5 francs ; la commission parlementaire repoussa cette addition, et le rapporteur, dans la discussion qui eut lieu à l'Assemblée, parvint à faire voter le projet de la commission. Les arguments qu'il avait fait valoir étaient que la dissémination des petites coupures serait trop grande et pourrait constituer un danger en cas de crise, car il y aurait beaucoup plus de porteurs atteints ; que la monnaie métallique ne jouerait plus que comme appoint de la pièce de 5 francs et serait exportée en plus grande quantité (1). Malgré une intervention en faveur des petites coupures, la coupure de 5 francs fut repoussée en 1851.

Cependant les colonies réclamèrent cette unité : c'était là un besoin qui se faisait sentir pour les salaires et les dépenses journalières.

La loi de 1874 accorda alors la coupure de 5 francs, mais avec cette réserve qu'elle ne pourrait être admise au remboursement que par groupe de 25 francs.

1. Remarquons que c'est la théorie de A. SMITH, *Rich. des Nat.*, liv. 2, ch. 2.

Ensuite ces billets ont cours légal. Nous avons vu les avantages qu'une banque retire de ce fait ; dans l'examen du projet de 1850, le Conseil d'États'y était opposé mais le gouvernement maintint avec raison son projet primitif.

La conséquence du cours légal est-elle d'engager la responsabilité de l'État ?

Pour que la responsabilité de l'État fut engagée, il faudrait qu'il ait donné formellement sa garantie ; or, la loi accorde aux billets le cours légal, à condition que la banque qui les a émis continue à les rembourser en numéraire ; donc, si une banque privilégiée vient à cesser ses paiements, l'État ne peut être tenu de rembourser à sa place.

La question s'est posée lors de la faillite de la Banque de la Nouvelle-Calédonie ; le Conseil d'État, dans un avis du 10 août 1878, dégagea complètement l'État de toute obligation de remboursement.

« Considérant qu'en autorisant l'établissement dans
« les colonies de banques d'émission, en conférant
« à ces banques le privilège d'émettre des billets qui
« auront cours légal et en approuvant les statuts qui
« définissent et limitent les opérations auxquelles
« ces banques peuvent se livrer, le législateur n'a
« fait qu'adopter les mesures qui lui ont paru le
« plus efficaces pour créer et consolider le crédit
« public et pour développer les relations commer-
« ciales, tout en prenant les précautions qui sem-

« blaient alors de nature à assurer l'existence et le
« fonctionnement de ces banques ;

« Que ces mesures, qui ont été ainsi prises exclu-
« sivement en vue de l'intérêt public, ne peuvent,
« en l'absence d'une garantie de l'État expressément
« établie par la loi, engager la responsabilité de
« l'État ;

« Est d'avis : que le fait par le gouvernement
« d'avoir accordé aux banques établies dans les colo-
« nies le privilège d'émettre des billets ayant cours
« légal ne peut faire encourir à l'État aucune res-
« ponsabilité de nature à faire prononcer contre lui
« une condamnation pécuniaire (1). »

Dans l'intérêt général, le privilège des banques coloniales a été limité de la façon suivante :

Art. 4. L. 13 déc. 1901 : « Le montant des billets en circulation ne peut en aucun cas excéder le triple de l'encaisse métallique.

« Le montant cumulé des billets en circulation, des comptes courants et des autres dettes de la banque ne peut excéder le triple du capital social et *des fonds de réserve*, à moins que la contre-valeur des comptes courants et des autres dettes de la banque ne soit représentée par du numéraire venant en augmentation de l'encaisse métallique. »

La loi de 1851 limitait beaucoup plus la circula-

1. Cf. BÉQUET. *Répertoire de droit administratif*.

tion : « Le montant cumulé des billets en circulation, des comptes courants et autres dettes de la banque ne pourra excéder le triple du capital social réalisé. Le montant des billets en circulation ne pourra en aucun cas excéder le triple de l'encaisse métallique » (art. 4, § 5 et 6).

La loi de 1874 admit que le montant cumulé des billets en circulation, des comptes courants et autres dettes de la banque pourrait excéder le triple du capital social, si la contre-partie des comptes courants et autres dettes était représentée par du numéraire, venant en augmentation de l'encaisse métallique.

Enfin la loi du 13 décembre 1901 ajouta les fonds de réserve au capital social.

Pour nous rendre compte de la façon dont fonctionne la limitation, il faut que nous disions quelques mots de la manière dont se calculent le capital et les réserves des banques.

Le capital des banques coloniales est représenté par des inscriptions de rente, depuis leur origine.

On ne pouvait prendre, pour base de l'évaluation du capital, le pair nominal des rentes ; de même, on ne pouvait prendre le cours quotidien officiel, car alors il eût fallu retirer des billets, s'il y avait baisse, ou en remettre en circulation, s'il y avait hausse.

Le décret du 15 avril 1863 fixa ainsi :

Les inscriptions de rente formant le capital des

banques coloniales furent évaluées à 75 francs par 3 francs de rente, pour la fixation de la limite assignée au montant cumulé.

Un avis du Conseil d'État l'étendit aux rentes du fonds de réserve en 1877.

En 1863, cette évaluation était favorable aux banques, car le 3 0/0 n'atteignait pas 70 francs, les rentes étaient ainsi calculées à un taux supérieur de 5 francs environ au cours réel.

Mais le 3 0/0 ne cessa pas de monter, et il se maintint toujours aux environs de 90 francs : aussi les banques demandèrent une modification à l'évaluation primitive, dont le taux de capitalisation restait de 25 francs au-dessus de la valeur nominale des rentes et qui, aujourd'hui, différait peu des cours journaliers : les banques étaient obligées de réduire proportionnellement le mouvement de leurs affaires.

La commission de surveillance, dans un avis du 1^{er} février 1902, appuya cette demande et le ministre des Colonies, sur l'avis du ministre des Finances du 21 mars 1902, fixa une nouvelle évaluation.

Ce fut l'objet du décret du 19 avril 1902, qui abrogea le décret de 1863 : l'article 1^{er} dit que les inscriptions de rente 3 0/0, formant le capital et les réserves des banques coloniales, sont évaluées à 90 francs par 3 francs de rente, pour la fixation de la limite assignée au montant cumulé des billets en

circulation, des comptes courants et autres dettes des banques.

Cette évaluation à 90 francs est une mesure de prudence ; on a voulu laisser ainsi une disponibilité de 10 0/0, entre la valeur nominale des rentes et la valeur qui lui est attribuée pour la fixation du maximum des engagements de la banque.

Cette évaluation à 90 francs a eu deux conséquences pour les banques coloniales :

1° Elles peuvent accroître ainsi d'un sixième l'émission de leurs billets, puisque pour 3 francs de rente elles peuvent maintenant émettre 270 francs de billets au lieu de 225 francs.

2° Elles peuvent augmenter l'importance du crédit que leur ouvre le Comptoir d'Escompte.

Quant à l'encaisse elle-même, elle doit être composée exclusivement de monnaies ayant force libératoire.

Autrefois l'encaisse pouvait contenir des monnaies étrangères, mais le décret du 23 avril 1855 démonétisa les pièces étrangères, de sorte que l'encaisse légale ne comprend plus actuellement que des monnaies françaises et aussi des bons de caisse.

Ce décret de 1855 déclarait que dans les six mois, les pièces étrangères n'auraient plus cours légal à la Martinique ni à la Guadeloupe (art. 1^{er}).

Si nous consultons l'ordonnance royale du 30 août

1826, nous voyons que les pièces ainsi démonétisées étaient :

1° La piastre gourde (26 gr. 98, titre 0,896), monnaie d'argent au cours de 5 fr. 40, et ses subdivisions ;

2° La guinée, pièce d'or anglaise (8 gr. 3802, 0,917), valant 26 fr. 47 ;

3° Le souverain, pièce d'or anglaise (7 gr. 9808, 0,917) valant 25 fr. 20 ;

4° La lisbonine, pièce d'or portugaise (14 gr. 334, 0,917) valant 45 fr. 28 ;

5° Le quadruple, pièce d'or espagnole (27 gr. 045, 0,875) valant 81 fr. 51.

Par suite de cette démonétisation, une grande partie du numéraire se trouvait supprimée.

Aussi, le décret de 1855, article 2, autorisa les gouverneurs de la Martinique et de la Guadeloupe à mettre en circulation dans ces colonies des bons de caisse, représentés par des monnaies nationales, mises en réserve dans la caisse coloniale pour une somme égale aux émissions de bons.

Remarquons que cette mesure, quoique donnant cours forcé aux bons de caisse, préservait de ses inconvénients par la certitude donnée que l'équivalent de ces bons existait dans les caisses coloniales.

Le décret fixait un délai de trois ans, avant lequel aucun remboursement ne serait fait de ces bons, qui étaient fractionnés en coupures de 0 fr. 50 à 10 francs, selon les besoins de la circulation.

Enfin l'article 4 de ce décret autorisait les banques coloniales à comprendre ces bons dans leur encaisse.

En réalité, les bons durèrent jusqu'en 1868 ; d'abord, un décret du 3 mars 1858, prorogea le remboursement, fixé au 31 mai 1858, jusqu'au 31 mai 1863 ; puis le décret du 2 juin 1863 prorogea jusqu'au 31 mai 1868, tout en prenant des mesures pour un remboursement progressif jusqu'à cette époque.

A la Réunion, il y eut la même démonétisation en 1879 et le décret du 2 mai 1879 mit des bons de caisse en circulation.

Aujourd'hui, les bons de caisse existent toujours dans ces colonies ; autrefois, ils circulaient sous forme de bons de papier, aujourd'hui, ils sont en nickel.

Un arrêté du 19 décembre 1896 autorisa cette substitution à la Martinique ; il y circule des bons de 0 fr. 50, 1, 2 francs, et le décret du 31 décembre 1896 ordonna le retrait des bons de papier. Cependant la Guadeloupe a conservé des bons en papier de 0 fr. 50, 1, 2, 5 et 10 francs.

A la Réunion une décision du 14 janvier 1897 régla l'émission et la circulation des bons de caisse ; le décret du 27 mars 1898 ordonna le retrait des bons de papier.

§ 2. — *Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale.* — Ces banques ont le privilège d'émis-

sion, à l'exclusion de tous autres établissements dans les colonies ou pays de protectorat français, où elles ont des succursales ou agences.

Dans un pays étranger, elles ne sauraient se prévaloir de leurs droits, en ce qu'ils ont de contraire à la législation locale.

D'après l'article 5 du décret du 16 mai 1900, et l'article 6 du décret du 29 juin 1901, les banques émettent des billets de 1000, 500, 100, 50, 25 et 5 francs, avec la réserve que les billets de 5 francs ne peuvent être émis qu'avec l'autorisation du ministre des colonies, après avis conforme du ministre des finances, et pour la Banque de l'Afrique Occidentale, ils ne sont remboursables que par groupe de 25 francs.

Les billets ont cours légal, ils sont remboursables à vue et au porteur.

Le conseil d'administration statue souverainement sur l'émission des billets, dans les limites légales. ces limites résultent des articles 7 et 8 du décret de 1900 et des articles 8 et 9 du décret de 1901.

Le montant des billets en circulation de chaque succursale ne peut, en aucun cas, excéder le triple de son encaisse métallique, dans laquelle est comprise celle des agences rattachées.

Cette prescription s'applique également à chaque agence en pays étranger, autorisée à émettre des billets.

Le montant cumulé des billets en circulation, des comptes-courants et des autres dettes des banques ne peut excéder le triple de leur capital social et des réserves.

Dans chaque pays, les billets peuvent être formulés en monnaie locale, pour la valeur correspondante aux coupures autorisées, mais le décret du 3 avril 1901, modifiant ce texte pour la banque de l'Indo-Chine, supprima les mots « pour les valeurs correspondant aux coupures autorisées ».

La Banque de l'Indo-Chine émet les billets suivants :

Billets de 100 piastres			{	<i>Pour les succursales de l'Indo-Chine et les agences de Chine.</i>
—	20	—		
—	5	—		
—	1	—		
Billets de 100 ticaux			{	<i>Pour les établissements du Siam.</i>
—	50	—		
—	20	—		
—	5	—		
Billets de 50 roupies			{	<i>Pour les succursales de l'Inde.</i>
—	10	—		
Billets de 100 francs			{	<i>Pour Nouméa (1).</i>
—	20	—		

1. Cf. Note sur la circulation monétaire.

En 1885, on refusa à la succursale de Nouméa le droit d'émettre la coupure de 5 francs.

SECTION II

OPÉRATIONS DES BANQUES COLONIALES

Avant d'entrer dans le détail même des opérations des banques, nous devons rappeler qu'un principe fondamental domine toute cette matière.

« Les Banques ne peuvent en aucun cas et sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles qui leur sont permises par leurs statuts. »

Les opérations des Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale doivent aussi avoir pour objet les opérations financières se rattachant aux pays dans lesquels elles possèdent des établissements ainsi qu'à Paris.

Les lois du 30 avril 1849 et du 11 juillet 1851 qualifient les premières banques coloniales de banques de prêt et d'escompte. Il est bon de remarquer que ces mots ne sont point caractéristiques des institutions de crédit colonial, et quoique répétés nombre de fois dans les textes originaux, il ne faut pas leur attacher une importance trop considérable. Ces institutions doivent être simplement classées parmi cel-

les que les économistes dénomment banques d'émission, parce que leur caractère le plus distinctif est l'émission du papier fiduciaire. Émettant un papier fiduciaire, elles font naturellement l'escompte, puisque les valeurs de portefeuille sont la contre-partie nécessaire des billets émis. Faisant l'escompte, elles fonctionnent par le procédé ordinaire à ce genre d'opérations. Elles exercent seulement certaines facultés privilégiées quant à la nature des garanties, mais cela ne modifie pas leur nature.

CHAPITRE PREMIER

RAPPORTS AVEC LE PUBLIC

I. — Opérations productives de ressources pour les Banques.

A. — *Émission des billets de banque.*

Nous ne rappelons ici cette opération que pour marquer sa place dans l'étude générale, puisque nous en avons fait l'objet d'un chapitre spécial.

B. — *Encaissement et recouvrement des effets.*

Les banques coloniales peuvent se charger de l'encaissement et du recouvrement des effets, pour leurs

clients, et de paiements pour leur compte : ce sont les effets qui sont remis, pour le compte des particuliers ou des établissements publics, admis à être leurs clients.

La Banque de l'Indo-Chine, depuis 1888, et la Banque de l'Afrique Occidentale, peuvent, dans les mêmes conditions, à Paris et dans leurs agences ou succursales faire ces recouvrements, encaissements et paiements.

C. — *Dépôts.*

§ 1. — *Banques coloniales.* — 1^o) *Réception de fonds au dépôt.* — Les banques coloniales ne donnent pas d'intérêt pour les fonds déposés. Ces sommes peuvent être retirées ou transportées par virements à un autre compte, à la volonté du propriétaire.

2^o) *Réception de titres ou valeurs mobilières et de matières précieuses.* — Il s'agit ici de dépôts réguliers, à restituer par les banques tels qu'elles les ont reçus ; elles ne peuvent donc en disposer.

Moyennant un droit de garde, dont la quotité est réglée par le conseil d'administration et que les banques perçoivent immédiatement sur la valeur de ces dépôts, à moins qu'elles n'aient pas consenti d'avances sur ces objets, les banques peuvent recevoir le dépôt de tous titres, lingots, matières d'or ou d'argent. Elles fournissent alors des récépissés, contenant la valeur et la nature des objets déposés,

le nom et la demeure du déposant, la date du jour où s'est effectué le dépôt et la date de celui où il devra être retiré, le numéro du registre d'inscription.

Ce récépissé n'est pas à ordre, il ne peut être transmis par voie d'endossement, il est nominatif.

Si les dépôts sont retirés avant le temps stipulé, les banques conservent le droit de garde perçu pour la totalité du temps.

§ 2. — *Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale.* — Les règles générales sont les mêmes, mais ces banques sont autorisées à verser un intérêt pour les fonds déposés (1), et elles peuvent recevoir le cuivre en dépôt, au même titre que l'or et l'argent.

D. — *Comptes-courants.*

§ 1. — *Anciennes banques coloniales.* — Les banques mettent certaines conditions pour admettre les personnes à l'ouverture d'un compte-courant ; la personne doit être notoirement solvable, domiciliée dans la colonie ; sa demande doit être appuyée par un membre du conseil d'administration ou par deux personnes ayant déjà des comptes à la banque ; la qualité d'actionnaire ne donne droit à aucune préférence.

Les banques ne paient pas d'intérêt sur les fonds

1. Depuis 1888 seulement pour la Banque de l'Indo-Chine.

déposés en compte-courant, sur lesquels aucune opposition n'est admise.

§ 2. — *Banque de l'Indo-Chine.* — C'est un règlement intérieur de la banque qui fixe les conditions d'ouverture d'un compte-courant ; elles sont les mêmes que pour les autres banques coloniales.

Dans les colonies et pays où elle a des succursales ou agences, la banque peut recevoir des sommes en compte-courant ; elle a la faculté de servir ou non des intérêts, mais une limitation a été apportée.

D'après les statuts de 1875, le total des dépôts avec intérêt ne peut dépasser le montant du capital versé. C'est le conseil d'administration qui fixe le taux de l'intérêt, mais les statuts édictent que ce taux ne peut dépasser la moitié du taux adopté pour les escomptes et ne peut être non plus supérieur à 5 0 0 l'an, sauf dans le cas où le dépôt proviendrait de la caisse d'une colonie.

Aucune opposition n'est admise sur les fonds déposés en compte-courant (1).

1. La banque peut en outre dans les colonies et pays de protectorats, où elle a des succursales ou agences, faire des avances en compte-courant, à deux conditions :

1^o Le remboursement doit être garanti, pour les billets à ordre ou effets de place qu'elle escompte, par deux signatures au moins de personnes notoirement solvables, ou bien l'une des signatures doit être suppléée par une des garanties addi-

§ 3. — *Banque de l'Afrique Occidentale.* — Ces ont les mêmes règles que pour la banque de l'Indo-Chine ; les avances consenties en compte-courant ne peuvent dépasser une durée de six mois.

E. — *Commerce des métaux précieux.*

Les banques font le commerce des métaux précieux, monnayés ou non ; elles peuvent acheter et vendre des matières d'or et d'argent.

Les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale peuvent faire les mêmes opérations sur le cuivre ; elles peuvent aussi en faire acheter à Paris et à l'étranger.

F. — *Produit des souscriptions publiques.*

Les banques se chargent de placer les obligations et actions émises, soit par l'État soit par une colonie ou une ville coloniale.

C'est un rôle de commissionnaire qu'elles sont autorisées à remplir depuis la loi de 1874 et aussi un rôle d'intermédiaire, qui facilite les emprunts coloniaux pour le développement des travaux dans la colonie. Il faut une autorisation du ministre des

tionnelles admises par les effets de place ou les obligations non négociables.

2^o La durée de ces avances ne doit excéder six mois (Statuts de 1875, modifiés en 1888).

Colonies. L'agence centrale peut aussi recueillir ces sommes.

II. — Opérations distributives de ressources par les Banques

A. — ESCOMPTE

§ 1. — *Anciennes banques coloniales.* — Les banques coloniales peuvent escompter :

1° Les billets à ordre ou effets de place à deux ou plusieurs signatures ;

2° Des traites ou des mandats, directs ou à ordre, sur la métropole ou sur l'étranger.

Nous allons nous occuper ici des effets de place payables dans le lieu où ils sont souscrits, les effets payables à l'extérieur étant plutôt des opérations de change, puisque c'est la contre-partie de la vente de traites ou mandats faite par la banque, opération permise par l'article 10, alinéa 2 des statuts.

Depuis la loi du 7 juin 1894, qui n'exige plus la remise de place en place pour les lettres de change, les effets de place comprennent les billets à ordre et les lettres de change tirées sur le lieu où elles sont émises.

Pour que les banques escomptent ces effets, il faut que ceux-ci réunissent certaines conditions :

1° La personne qui présente l'effet doit avoir été préalablement admise à l'escompte;

2° L'effet doit porter au moins la signature de deux personnes notoirement solvables, ou bien, la deuxième signature doit être remplacée par un nantissement déterminé ;

3° L'échéance ne doit pas dépasser 120 jours ;

4° L'effet doit être timbré.

Le conseil d'administration peut admettre à l'escompte toute personne notoirement solvable, domiciliée dans la colonie ; sa demande doit être appuyée par un membre du conseil d'administration ou par deux personnes admises déjà à l'escompte, mais la qualité d'actionnaire ne donne droit à aucune préférence (Statuts 1901, art. 20).

Les effets doivent porter deux signatures au moins de personnes notoirement solvables, et pour les billets à ordre, elles doivent être, de plus, domiciliées dans la colonie.

C'est là une différence avec la Banque de France, qui n'escompte qu'à trois signatures ; seulement, il a fallu tenir compte de la situation de fait des colonies, où il n'y a pas d'escompteurs particuliers ; ce sont ceux-ci qui, en France, forment la troisième signature. Bien plus, non seulement les Banques escomptent à deux signatures, mais elles sont autorisées à recevoir des effets, où cette deuxième signature est remplacée par le dépôt complémentaire de différentes garanties.

D'après les statuts de 1851, cette garantie complé-

mentaire consistait en un connaissance passé à l'ordre de la banque, un récépissé de marchandises ou une cession de récoltes pendantes.

La loi du 24 juin 1874 ajouta : un dépôt de titres mobiliers (transfert de rentes, d'actions de la Banque de la colonie, une des valeurs admises par la Banque de France à titre de garantie pour ses avances), un dépôt de lingots, de matières d'or et d'argent, ou de monnaies ; pour les traites et mandats, une déclaration d'acceptation anticipée envoyée par le tiré à la Banque.

Les marchandises déposées ou chargées sont assurées par les soins de la Banque, à moins qu'elles ne l'aient été déjà, auquel cas la police est remise à la banque ou à son représentant en Europe (*art. 13*).

Les entrepôts des douanes et tous autres magasins désignés à cet effet par le gouverneur, en conseil privé, sont considérés comme magasins publics où peuvent être déposées les marchandises affectées à des nantissements couvrant complémentirement des effets du portefeuille de la Banque.

La marchandise est représentée par un récépissé ou warrant qui peut être transporté par voie d'endossement ; en outre, la remise à la banque des clefs d'un magasin particulier est suffisante pour effectuer la tradition légale du gage y déposé, lorsque cette remise est régulièrement constatée, au moment de

la négociation, par une délibération du conseil d'administration (Loi du 13 déc. 1904, art. 9).

Des règlements intérieurs de la banque déterminent le rapport de la valeur des objets ou titres déposés comme garantie additionnelle avec le montant des billets, traites ou obligations escomptés, mais les statuts ont fixé un maximum (*art. 13*).

La proportion ne peut excéder :

1° S'il s'agit de lingots et de matières d'argent : les quatre cinquièmes de la valeur ;

2° S'il s'agit de marchandises déposées ou chargées, les trois quarts de leur valeur, d'après les prix courants dressés par les courtiers, déduction faite de tous droits et engagements ;

3° S'il s'agit de lingots, de monnaies, de matières d'or, la valeur intégrale déterminée par les poids et le titre ;

4° Le tiers de la valeur de la récolte ;

5° S'il s'agit d'inscriptions de rentes, les quatre cinquièmes de la valeur indiquée par la dernière cote officielle connue dans la colonie ;

6° S'il s'agit d'autres valeurs, les trois cinquièmes ainsi déterminés ;

7° S'il s'agit des actions de la Banque coloniale, les trois cinquièmes de la valeur moyenne des transferts effectués pendant les six derniers mois dans la colonie, mais, dans ce dernier cas, la totalité des actions données en garantie par l'ensemble des em-

prunteurs ne peut excéder le sixième du capital social.

En troisième lieu, le terme maximum des effets est 120 jours (Statuts 1901, art. 11).

Pour les traites ou mandats, portant deux signatures et à échéance déterminée, même limite de 120 jours de vue ; si l'échéance est indéterminée, 90 jours de vue.

En pratique, les banques coloniales trouvent ce délai de cent vingt jours trop court, car elles renouvellent souvent les effets escomptés.

L'escompte est perçu à raison du nombre de jours à courir, et même d'un seul jour.

Pour les effets payables à plusieurs jours de vue, l'escompte est calculé sur le nombre de jours de vue, et si ces effets sont payables hors du lieu où s'opère l'escompte, le nombre de jours est augmenté d'un délai, calculé selon les distances (Statuts 1901, art. 18).

Quant au taux de l'escompte, il est fixé par le conseil d'administration.

En 1874, quelques membres de la commission parlementaire avaient demandé qu'on limitât le taux de l'escompte comme le taux de l'intérêt ; le rapporteur n'adopta pas cette proposition.

La loi de 1874 ne trancha pas cependant la question de savoir si les banques étaient bien dispensées de tenir compte, dans le calcul de leur escompte, du taux légal de l'intérêt, mais la loi du 12 janvier 1886

proclama la liberté complète de l'intérêt conventionnel en matière commerciale, et il est de jurisprudence d'admettre que tout prêt fait par une banque est commercial au point de vue de l'intérêt.

Enfin ces effets doivent être timbrés.

Dans les statuts de 1851, c'était une disposition facultative, en ce sens que les effets ne devaient être timbrés que si la législation française sur le timbre était mise en vigueur dans la colonie.

Aujourd'hui, la législation sur le timbre est appliquée dans nos colonies (1).

Dans l'hypothèse où les effets ne seraient pas payés à l'échéance, les statuts indiquent que les garanties additionnelles ne font pas obstacle aux poursuites contre les signataires des effets; ces poursuites peuvent être continuées concurremment avec celles qui ont pour objet la réalisation des garanties spéciales constituées au profit de la Banque jusqu'à l'entier remboursement des sommes avancées, en capital, intérêts et frais.

De plus, la Banque poursuivra devant le tribunal de commerce, car ses statuts lui accordent ce privilège, que toute personne ayant apposé sa signature sur un effet escompté par la banque est justiciable

1. Depuis 1860 à la Martinique et à la Guadeloupe.

— 1864 à la Réunion.

— 1872 à la Guyane.

du tribunal de commerce ; or il y a là une dérogation aux règles ordinaires s'appliquant au billet à ordre : la signature mise sur un billet à ordre n'entraîne pas d'elle-même la compétence du tribunal de commerce, sauf s'il est signé par un commerçant.

Quand le paiement d'un effet a été garanti par une des valeurs que nous avons énumérées, la Banque peut, huit jours après le protêt ou après une simple mise en demeure, faire vendre les marchandises ou les valeurs, pour se couvrir, jusqu'à due concurrence.

En ce qui concerne les matières d'or ou d'argent, la mise en demeure est remplacée par trois publications à huit jours de distance dans le *Journal officiel* de la colonie (1).

Si les obligations ou effets garantis ne sont pas à ordre, le débiteur a le droit d'anticiper sa libération et il lui est fait remise des intérêts, à raison du temps à courir jusqu'à l'échéance (2).

La banque ne peut fournir des traites ou mandats que lorsque la provision en a été préalablement faite.

Les titres représentant en totalité ou en partie le capital social et les réserves pourront être déposés en nantissement dans une banque de la métropole désignée par le ministre des Colonies, la commis-

1. Art. 15. Statuts 1901.

2. Art. 16. Statuts 1901.

sion de surveillance entendue. Le crédit ouvert par cet établissement sera admis à valoir comme provision, mais il ne pourra dépasser le montant des titres déposés en garantie (1).

La banque ne peut escompter les effets, dits de circulation, créés collusoirement entre les signataires sans cause ni valeur réelle (2).

Elle ne peut non plus escompter des effets portant la signature du directeur.

§ 2. — *Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale.* — Ces banques peuvent escompter :

1° Des billets à ordre ou effets de place, à deux ou plusieurs signatures ;

2° Des traites, mandats, ou chèques, directs et à ordre, sur la colonie, la métropole ou l'étranger ;

3° Des obligations négociables ou non négociables garanties :

a) Par des warrants ou récépissés de marchandises ;

b) Par des cessions de récoltes pendantes ;

c) Par des encaissements à ordre et régulièrement endossés ;

d) Par des nantissements réguliers ;

e) Par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or, d'argent ou de cuivre ;

f) Par des hypothèques maritimes.

1. Art. 23. Statuts 1901.

2. Art. 11. Statuts 1901.

Quant à l'admission des effets à l'escompte, nous avons les mêmes conditions que pour les autres banques coloniales, sauf pour l'échéance qui ne doit pas dépasser six mois.

Rappelons aussi, que, si c'est le conseil d'administration qui juge les demandes, il y a près des succursales un conseil d'escompte, qui juge de la solvabilité des demandeurs et prononce les admissions, en en référant ensuite au conseil d'administration, qui admet ou refuse, sans avoir à motiver son refus.

Les statuts de ces banques sont plus larges pour les garanties additionnelles : outre les garanties promises pour les autres banques, ils admettent les valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays où sont les succursales ou agences des banques ; un transfert régulier de créances sur les gouvernements coloniaux, à condition qu'elles soient liquidées et acceptées ; un transfert régulier de créances dues par les municipalités légalement autorisées par le gouvernement colonial ou l'administration du protectorat (pour les effets de place et obligations négociables) ; par la notification à la banque d'un crédit ouvert par le tiré ou tireur (pour les traites ou mandats).

Quant à l'assurance des marchandises, déposées ou chargées, il faut que la banque ait agréé la compagnie d'assurances.

La remise des clefs d'un magasin particulier à la banque est constatée par le censeur administratif au lieu du conseil d'administration pour les autres banques coloniales.

Cette disposition n'existe plus pour la Banque de l'Afrique occidentale, depuis le décret du 4 juin 1904.

Des règlements intérieurs des banques déterminent le rapport des objets ou titres déposés avec le montant des effets escomptés.

La proportion ne peut excéder certaines limites, analogues à celles des autres banques coloniales (1).

Le terme maximum des effets de place ou billets à ordre est 120 jours (Banque de l'Indo-Chine), 6 mois (Banque de l'Afrique Occidentale) ; pour les traites et mandats dont l'échéance est déterminée, 120 jours ; si l'échéance est indéterminée, 90 jours de vue, pour les traites ayant une cause locale, 180 jours de vue, pour celles reposant sur des opérations lointaines. Pour la Banque de l'Afrique Occidentale, c'est uniformément 6 mois.

Pour le reste, ce sont les mêmes dispositions que pour les autres banques coloniales.

B. — PRÊTS SUR GAGES.

Les banques peuvent faire des avances sur des obligations négociables ou non négociables, garanties :

1. Cf. St. 1900, art. 17, St. 1901, art. 18.

- 1° Par des warrants ou récépissés de marchandises;
- 2° Par des cessions de récoltes pendantes ;
- 3° Par des connaissements à ordre et régulièrement endossés ;
- 4° Par des transferts de rentes, actions de la Banque coloniale, etc. ;
- 6° Par des dépôts de lingots, monnaies, matières d'or, d'argent, de cuivre.
- 6° Par des hypothèques maritimes.

Les banques coloniales ont donné à ces prêts sur gages de différentes espèces une plus grande extension que les autres banques d'émission. Ces opérations sont cependant dangereuses pour les banques, en ce sens que la valeur d'une marchandise mise en gage peut baisser durant l'emprunt ; les banques peuvent en éprouver des pertes sensibles ; aussi les statuts ont-ils fixé un maximum, analogue à celui fixé pour l'escompte ; de plus, l'emprunteur doit couvrir les banques du montant de la baisse de la valeur du gage, si elle atteignait 20 0/0, au cours de l'opération ; faute de quoi, les banques sont autorisées à vendre les marchandises, conformément à l'article 93 du Code de commerce.

Ces opérations diffèrent peu de l'escompte, quand la deuxième signature est remplacée par un nantissement ; dans ce cas, la banque avance directement de l'argent à l'emprunteur, qui lui remet un billet par lequel celui-ci s'engage à la rembourser dans un

- délai déterminé et qui va mettre la banque en possession du gage ; l'engagement est ici constaté par un billet simple ou à ordre, au profit de la banque.

Nous rencontrons maintenant une controverse, qu'il nous paraît intéressant de signaler : on sait que la condition essentielle de toute mise en gage est le dessaisissement ; la question est de savoir si, ici, ce dessaisissement est commercial ou civil. L'intérêt de la question est considérable, puisque les formes du contrat de gage différeront suivant la solution.

Nous nous trouvons en présence de deux opinions.

La première enseigne que le gage est civil.

Dans une deuxième opinion, au contraire, le gage serait commercial ; les partisans de ce système invoquent l'article 91 et l'article 632 du Code de commerce.

La constitution du gage effectuée, les banques ont un privilège sur les objets dont elles sont ainsi légalement saisies ; les statuts appliquent à ces banques les mesures d'exécution édictées par l'article 93 du Code de commerce.

§ 1. — *Avances sur titres.* — Les anciennes banques coloniales ne peuvent accepter en gage que des titres de rente sur l'État, des actions de la Banque de la colonie, ou, depuis la loi du 13 décembre 1901, des valeurs admises par la Banque de France à titre de garantie pour ses avances.

Pour les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale, les statuts sont plus larges :

Les statuts de 1875 autorisaient la Banque de l'Indo-Chine à avancer, sur toutes les valeurs françaises que la Banque de France accepte en gage; les statuts de 1888 ajoutent : les valeurs créées ou garanties par les gouvernements ou les municipalités des pays où elle a des succursales ou agences; enfin, en 1900, on lui permit, dans l'Inde, d'accepter des rentes anglaises ou indiennes.

Les statuts de 1901 pour la Banque de l'Afrique Occidentale portent les mêmes dispositions.

Quant à la proportion des avances faites avec la valeur des titres, les statuts fixent une limite pour garantir les banques ;

1° Anciennes banques coloniales : $\frac{4}{5}$ de la valeur indiquée par la dernière cote officielle connue dans la colonie, s'il s'agit d'inscriptions de rentes ; $\frac{3}{5}$ pour les autres valeurs ; $\frac{3}{5}$ de la valeur moyenne des transferts effectués pendant les six derniers mois dans la colonie, s'il s'agit des actions des banques coloniales, mais dans ce cas, la totalité des actions données en garantie par l'ensemble des emprunteurs ne peut excéder un sixième du capital social ;

2° Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale : $\frac{4}{5}$ de la valeur, s'il s'agit de rentes sur l'État ou de valeurs garanties par les gouvernements

ou municipalités des pays où les banques ont des agences ou succursales. S'il s'agit d'autres valeurs autorisées, $\frac{3}{5}$ de la valeur moyenne des actions cotées pendant les six derniers mois.

§ 2. — *Prêts sur marchandises.* — A l'origine des premières banques coloniales, ces prêts ne furent pas accueillis avec faveur par la commission de 1851; elle invoquait les difficultés que présente la réalisation des produits spéciaux des colonies, qui ne peut s'effectuer que dans la métropole, avec de longs délais.

Cependant, par suite de l'impossibilité matérielle pour des colons de présenter d'autres gages que leurs récoltes réalisées, et pour éviter le retour d'anciennes pratiques usuraires, la commission permit cette opération. Mais la loi de 1851 n'autorisait le prêt que pour les marchandises déposées dans les magasins publics, qui étaient alors des entrepôts des douanes et tous autres magasins désignés à cet effet par le gouverneur en conseil privé (L. 1851, art. 7).

Les lois de 1874 et de 1901 (art. 9) ajoutèrent : tout magasin particulier, dont les clefs ont été remises régulièrement aux banques.

Les banques peuvent d'ailleurs posséder des magasins particuliers, où elles enfermeront les marchandises déposées.

Les statuts ont fixé une proportion entre l'avance faite et la valeur des marchandises; depuis 1901, elle

est fixée aux $\frac{3}{4}$ de la valeur, d'après les prix-courants des courtiers, déduction faite de tous droits et engagements. Les statuts de 1874 avaient permis aux banques coloniales d'avancer sur la totalité de la valeur ; mais des pertes éprouvées de ce chef par les banques, ont fait revenir à une plus juste proportion.

Pour les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale, la proportion ne peut excéder les prix courants dressés par les courtiers ou par les chambres de commerce.

§ 3. — *Prêts sur récoltes.* — Nous ne faisons que mentionner ici cette opération, car nous en ferons plus loin une étude spéciale.

§ 4. — *Prêts sur matières métalliques.* — Les banques peuvent prêter sur matières métalliques. Ce sont l'or et l'argent (anciennes banques coloniales), l'or, l'argent, le cuivre et les pierres précieuses pour les autres banques (statuts 1900, statuts 1901, modifiés par le décret du 4 juin 1904).

La proportion ne peut excéder :

1° Pour les lingots et matières d'argent, $\frac{4}{5}$ de la valeur ;

2° Pour les lingots, monnaies, matières d'or, la valeur intégrale, déterminée d'après le poids et le titre ;

3° Pour les pierres précieuses, $\frac{1}{3}$ de la valeur ;

4° Pour les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afri-

que Occidentale, elles peuvent prêter sur les matières d'argent pour la valeur intégrale.

La loi du 13 décembre 1901 revint à la proportion des $\frac{4}{5}$ pour les matières d'argent, à cause de la baisse de l'argent, car la loi de 1874 autorisait les anciennes banques coloniales à prêter sur la valeur intégrale, ce qui leur avait laissé une trop grande latitude.

§ 5. — *Prêts sur hypothèques maritimes.* — Cette opération n'est permise qu'aux Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale, qui peuvent ainsi prêter, sur hypothèques maritimes, constituées au profit de ces banques sur des navires français ou francisés, dans les pays où est mise en vigueur la législation française sur l'hypothèque maritime.

C. — OPÉRATIONS DE CHANGE.

Les banques coloniales peuvent émettre des billets à ordre, traites ou mandats, mais elles ne peuvent fournir des traites ou mandats, que lorsque la provision a été préalablement faite.

Les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale peuvent aussi émettre des chèques.

Nous compléterons nos explications sur le change dans la section que nous avons réservée à cette importante question.

D. — SOUSCRIPTION AUX EMPRUNTS PUBLICS.

Les banques coloniales sont autorisées, depuis la loi de 1874, à souscrire à tous emprunts ouverts par l'État ou la colonie, sans que cette participation puisse excéder la valeur des fonds versés aux réserves, ordinaire et extraordinaire (St. 1901).

La Banque de l'Indo-Chine, depuis 1900, et la Banque de l'Afrique Occidentale peuvent participer aux emprunts émis dans les pays où elles possèdent des établissements sans que le montant total de ces participations puisse, sauf autorisation spéciale du ministre des Colonies, et après avis conforme du ministre des Affaires étrangères, quand il s'agit d'emprunts émis par un gouvernement étranger, dépasser $\frac{1}{4}$ du capital social (Banque de l'Indo-Chine). $\frac{1}{2}$ des réserves (Banque de l'Afrique Occidentale).

Dans les mêmes conditions, elles peuvent, jusqu'à concurrence du $\frac{1}{3}$ des réserves (Banque de l'Indo-Chine) de la $\frac{1}{2}$ des réserves (Banque de l'Afrique Occidentale) participer à la création ou à la constitution d'entreprises financières, industrielles, commerciales, ayant leur objet dans les pays où les banques possèdent des établissements.

CHAPITRE II

RAPPORTS AVEC LE TRÉSOR

I. — Timbre et enregistrement.

Les effets admis à l'escompte doivent être timbrés. Tous actes ayant pour objet de constituer des nantissements par voie d'engagement, de cession de récoltes, de transport ou autrement, au profit des banques coloniales, et d'établir leurs droits comme créanciers sont enregistrés au droit fixe (Lois de 1900, 1901).

II. — Service de Trésorerie.

D'après l'article 4 du décret du 20 février 1888 et l'article 11 du décret du 16 mai 1900 (Banque de l'Indo-Chine), d'après l'article 18 du décret du 29 juin 1907 (Banque de l'Afrique Occidentale), ces banques sont tenues, sur la demande du ministre des Colonies, à des conditions déterminées d'un commun accord entre les banques et le ministre, de se charger du service de trésorerie dans les colonies et protectorats où sont établies leurs agences et succursales.

La Banque de l'Indo-Chine, jusqu'à présent, n'a fait que consentir des avances directes aux gouvernements coloniaux et aux villes.

Elle rendit les plus grands services, lors de l'expédition de Chine de 1900.

III. — Action du Gouvernement sur les banques.

Quoique créées par l'État, les anciennes banques coloniales ne sont pas des banques d'État ; cependant le gouvernement conserve une certaine influence sur ces banques, bien que d'après les rapports qui sont faits, on constate qu'il y ait une tendance assez marquée pour dégager presque complètement les banques de l'ancien contrôle de l'État, comme le témoignent les mesures prises dans ce but par les lois de 1874 et de 1901.

La loi du 13 décembre 1901 supprima, pour le trésorier de la colonie, la fonction d'administrateur de droit de la banque de la colonie, tout en lui conservant cependant le droit d'assister aux réunions du Conseil d'administration, à titre de commissaire du gouvernement, avec les droits d'un censeur.

L'action du gouvernement est encore importante, puisque c'est un décret du président de la République, qui nomme le directeur des banques coloniales, et l'agent central, et que le ministre des Colonies désigne le censeur légal ; enfin la loi de 1901 introduisit la périodicité des inspections par les agents du gouvernement.

Le gouvernement intervient en cas de dissolution

des banques, mais depuis 1901, il ne le fait plus en cas de liquidation que pour sanctionner les votes de l'assemblée générale.

Enfin le gouvernement a un moyen efficace pour faire observer les prescriptions des statuts, en suspendant toute distribution de dividendes.

Pour les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale, le gouvernement a cherché à diriger le plus possible la marche de ces banques.

Par un décret de 1888, il forçait la banque de l'Indo-Chine à créer de nouveaux établissements, sur la demande du ministre des Colonies ; il lui imposait un service de trésorerie ; enfin il exerce son action par l'intervention du commissaire du gouvernement, qui est nommé par le ministre des Colonies, et qui lui rend compte de la situation de la banque.

Enfin, pour toutes les banques, il y a le contrôle de la commission de surveillance, dont la majorité des membres est désignée par le ministre des Finances et par le ministre des Colonies.

CHAPITRE III

RAPPORTS AVEC L'ÉTABLISSEMENT MÉTROPOLITAIN DE CRÉDIT.

Ces rapports n'existent que pour les anciennes banques coloniales, qui n'ont pas, comme les Banques

de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale, leur siège social à Paris.

Le capital des banques, constitué en rentes, avait été déposé, pour sa partie non aliénée, à l'agence centrale ou dans un établissement de crédit.

A l'origine, par suite d'arrangements intervenus, des comptes-courants furent ouverts à chaque banque coloniale, par la Banque de France et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Toutes les valeurs de portefeuille sur l'Europe envoyées des colonies étaient remises par l'agent central à la Banque de France, qui en opérait le recouvrement; et, de même, toutes les émissions de ces établissements étaient payables à la Banque de France, après avoir été revêtues du visa de l'agent central, ce qui en faisait courir l'échéance.

Les comptes-courants de la Banque de France n'étant pas productifs d'intérêts, tandis qu'au contraire ceux de la Caisse des Dépôts en produisent, toutes les fois qu'il y avait des fonds coloniaux libres entre les mains de la Banque de France, fonds provenant des recouvrements par elle effectués pour le compte des banques coloniales, l'agent central en provoquait le versement ou virement à la Caisse des Dépôts; de même des virements avaient lieu, par la même intervention, de la Caisse des Dépôts à la Banque de France, suivant les besoins des engagements à payer.

En 1855, par suite de la démonétisation des pièces étrangères, une crise se produisit pour les Banques de la Martinique et de la Guadeloupe; elles virent leur encaisse menacée par suite de la présentation de leur papier au remboursement; or la Banque de France ne payait jamais à découvert. Aussi M. Chasseloup-Laubat, ministre de la marine, intervint et fit négocier un arrangement entre les Banques et le Comptoir d'Escompte de Paris, convention par laquelle les Banques de la Guadeloupe et de la Martinique pouvaient émettre à découvert sur le Comptoir d'Escompte, jusqu'à concurrence d'un crédit déterminé.

La Banque de la Guyane accéda ensuite à cet arrangement, de sorte qu'il y eut pendant quelque temps une dualité de correspondants des Banques à Paris, les Banques d'Amérique ayant le Comptoir d'Escompte, les Banques de la Réunion et du Sénégal ayant conservé la Banque de France.

En 1874, le Comptoir d'Escompte fut officiellement désigné pour être le correspondant métropolitain des Banques coloniales, mais ce ne fut que vers 1879 que la Banque de la Réunion entra en rapports avec lui.

Les Banques coloniales ont donc un compte-courant ouvert au Comptoir d'Escompte, qui, depuis 1889, est devenue le Comptoir National d'Escompte de Paris; de nombreuses conventions ont été passées

entre cet établissement et les banques ; depuis le 1^{er} juillet 1889, elles sont renouvelées tous les trois ans.

D'après ces conventions, chaque Banque a déposé au comptoir les souscriptions de rentes et autres valeurs, dont elle pouvait disposer, en partie à titre de nantissement, en partie à titre de dépôt volontaire.

Le compte-courant, ouvert, comprend :

1^o Au crédit :

1. Les arrérages des inscriptions de rentes ou valeurs mises en dépôt ;

2. Les traites du commerce et du Trésor, remises par l'agent central, à l'encaissement ou à l'es-compte ;

3. Les sommes versées par la banque ou par des tiers, à son ordre ;

2^o Au débit :

1. Les traites ou mandats émis par la banque sur la France et visés par l'agent central ;

2. Les sommes visées au crédit d'un compte particulier, ouvert par le Comptoir à la banque pour le paiement des dividendes des actions d'Europe ;

3. Les paiements effectués par l'agence centrale, sur l'ordre de la banque, ou mandatés par l'agence.

Ce compte courant est à intérêts réciproques, calculés du jour des recouvrements et des paiements effectués ; ils sont ainsi calculés :

1^o Quand ils sont en faveur du Comptoir, à 1 0/0 au-dessus du taux d'escompte de la Banque de

France, sans que cette bonification puisse être supérieure au taux des avances sur titres de cette banque.

2° Quand ils sont en faveur des banques coloniales, à 1 0/0 au-dessous du taux d'escompte de la Banque de France, toutefois le Comptoir ne peut donner de bonification supérieure à 5 0/0.

Outre l'intérêt stipulé, le Comptoir perçoit une certaine commission.

Le compte est réglé tous les six mois, aux 30 juin et 31 décembre de chaque année (1).

Le Comptoir ne doit pas rapatrier les billets des banques dont la circulation doit toujours rester locale.

Toutes les communications relatives à ce compte entre les banques et le Comptoir se font par l'intermédiaire de l'agence centrale.

CHAPITRE IV

ÉTUDE DES BILANS DES BANQUES COLONIALES

Dans les sociétés anonymes, comme le sont nos banques coloniales, les bilans présentent un intérêt considérable.

1. Cf. Les rapports aux assemblées générales.

D'abord, le bilan sert aux actionnaires comme moyen direct de contrôler la gestion des affaires de la société. C'est un document précis et net, c'est un relevé de comptes, sur lequel l'actionnaire sera appelé à se prononcer.

Les administrateurs doivent donc présenter des bilans exacts ; s'ils voulaient dissimuler les conséquences de leur gestion, il leur faudrait fausser le bilan, délit que le Code pénal ne punit pas mais que la loi civile réprime ; ils sont passibles de dommages-intérêts, pour inexactitudes et négligences d'inventaires.

Ensuite le bilan sert à garantir la réalité du dividende. C'est là une grosse question, car la distribution de dividendes fictifs est punie par la loi civile et pénale.

Il y aura généralement dividende fictif par suite d'une majoration de bilan et l'argent distribué sera pris sur le capital, sans que les tiers soient mis au courant de cette diminution de capital. Or, dans les sociétés anonymes, la fixité du capital est une condition essentielle, puisque c'est le gage éventuel des créanciers.

C'est donc par l'étude du bilan que nous pouvons connaître la situation actuelle et réelle d'une société ; aussi nous attacherons-nous particulièrement à cette étude pour nos Banques coloniales, dont nous verrons ainsi la prospérité ou la décadence.

Ici d'ailleurs nous sommes protégé contre les majorations de bilans qu'auraient pu introduire les administrateurs des Banques coloniales, car nous avons pu les contrôler avec les rapports de la commission de surveillance, dont les observations nous ont été souvent fort utiles (1).

I. — Banque de la Martinique.

La Banque s'ouvrit en janvier 1853.

A l'origine, les opérations de change et les avances furent assez importantes.

Sa circulation atteignait au 30 juin 1854 plus de un million sept cent mille francs.

Comme les autres banques coloniales, la banque de la Martinique avait la Banque de France pour correspondant : elle dut lui emprunter 696.000 francs pour rétablir l'équilibre entre ses billets et son encaisse, qu'elle avait à défendre. A cette époque, les monnaies étrangères furent démonétisées aux Antilles, mais la banque put cependant les compter dans son encaisse comme lingots, pour leur valeur intrinsèque.

Les prêts sur récoltes ne furent d'abord pas considérables : les propriétaires ruraux se contentèrent

1. Pour toutes ces banques coloniales, sauf celle de l'Indo-Chine, l'exercice va du 1^{er} juillet au 30 juin. Pour la banque de l'Indo-Chine, il va du 1^{er} janvier au 31 décembre.

de faire escompter des traites représentant le prix de leurs récoltes.

Les prêts se montèrent aux sommes suivantes :

Exercice : 1855-1856 : 111.000 francs.

— 1857-1858 : 154.160 —

— 1859-1860 : 2.322.417 —

Ce brusque accroissement était dû à la baisse de l'intérêt de 6 0/0 à 4 0/0, mais il remonta bientôt à 10 0/0, à cause du nombre de créances restées en souffrance.

Les comptes-courants se développèrent vite ; ils atteignirent 32 millions dès 1858-1859.

Il y a aussi quelques dépôts sur simples récépissés à vue ; les premiers dividendes distribués sont aux environs de 35 francs par action de 500 francs.

Mais la baisse du prix du sucre détermine une crise monétaire. La banque emprunte 500.000 francs à la Banque de France, ce qui lui faisait depuis sa création, un emprunt total de 1.196.000 francs ; pour le rembourser, elle avait déjà réalisé une partie de ses rentes ; elle en vendit encore, et, en 1860, elle ne possédait plus que 42.700 francs de rentes 3 0/0, ce qui faisait une réduction de moitié de son capital. Le change monta à 15 et 18 0/0.

Dès la fin de la crise, la banque, qui avait suspendu toute opération de commerce de traite en 1857-1858, reprend ses opérations en 1860, et le change revient à 2 0/0.

En 1860, un traité est conclu avec le Comptoir d'Escompte qui ouvre à la banque un crédit de 4 millions : c'était pour faciliter les règlements des achats des colonies, en France et à l'étranger ; le change baissa et les opérations de la banque se développèrent.

Au 30 juin 1861, elle avait émis pour plus de six millions de mandats, avec moins de 1 0/0 de prime.

La production du sucre augmentait, mais la banque, exagérant ses avances, avait, au 30 juin 1863, pour 555.000 francs d'effets en souffrance.

A la suite de mauvaises récoltes, les avances diminuèrent en 1867-1868 et le dividende fut seulement de 4 0/0.

Mais la banque chercha à enrayer la baisse de ses affaires : son fonds de réserve atteignit la limite légale de 4.500.000 francs, et, en 1873, elle possédait 4.500.000 francs en rente 3 0/0.

Depuis 1870, les prêts sur récoltes augmentèrent graduellement.

Exercice : 1872-1873 : 1.000.458 francs.

— 1875-1876 : 1.547.322 —

— 1878-1879 : 1.707.511 —

Mais c'est l'escompte des effets à deux signatures qui était la principale opération.

Les émissions de mandats sur la France, furent de 4 à 8 millions de 1874 à 1880 :

Exercice : 1875-1876 : 7.146.958 francs

— 1878-1876 : 8.802.602 —

Quant aux comptes-courants, on relève une légère augmentation.

Exercice : 1870-1871 : 69 millions.

— 1875-1876 : 44 —

— 1881-1882 : 71 —

Pendant cette période, les dividendes furent assez élevés, de 65 à 78 francs par action.

En 1882, la banque transforma ses rentes 3 0/0 perpétuelles en 3 0/0 amortissables.

Sa situation était alors assez prospère ; la culture principale était la canne à sucre, la Martinique en produisait environ 50 millions de kilogrammes ; le prix était alors de 60 francs les 100 kilogrammes.

En 1884, les cours tombent à 35 francs.

Les émissions de mandats, qui atteignaient 16 millions en 1882-1883, tombent à 6 millions en 1884-1885.

Les prêts et escomptes diminuèrent dans les mêmes proportions :

Exercice : 1883-1884 : 28 millions de francs.

— 1884-1885 : 16 —

En cette circonstance, la banque fit preuve de prudence. Elle avait pour 800.000 francs d'effets en souffrance en 1884-1885, mais elle les passa intégralement aux profits et pertes ; elle réduisit ses tirages, aussi le change oscilla-t-il entre 2 et 3 0/0 ; le divi-

dende en souffrit sur le moment, mais il remonta bientôt.

Exercice : 1884-1885 : 5 0/0

Exercice : 1885-1886 : 13 0/0

Dès le début de la crise, la banque, sur les conseils de la commission de surveillance, prévoyant une élévation du taux du change, attribua à ses fournisseurs de traites une partie de la prime qu'elle percevait sur les mandats, car jusque-là, comme les autres banques coloniales, elle prenait à ses emprunteurs sur récoltes leurs traites au pair, même si le change était élevé.

De plus, la Banque se constitua une réserve spéciale, en prélevant, sur les recettes provenant de l'émission des mandats, une certaine somme, pour chaque exercice.

En 1890, une autre crise s'abattit sur la Martinique, compliquée de deux catastrophes, l'incendie de Fort-de-France en 1891 et un cyclone, qui, quatorze mois après, détruisit un grand nombre de plantations et d'habitations.

Les pertes furent énormes, il fallut faire un crédit considérable aux habitants pour leur permettre de vivre et de réparer leurs dégâts : en 1891-1892, les importations dépassent 30 millions.

De plus, la Banque perdit à cette époque un procès en usurpation de nom engagé contre une agence

de la Colonial Bank de Londres : l'agence continua à concurrencer la Banque.

Les avances sont en augmentation, malgré une élévation de l'escompte de 6 à 8 0/0.

Exercice : 1891-1892 : 28 millions 1/2 au lieu de :

— 1890-1891 : 20 —

Au 30 juin 1892, la Banque se trouvait avoir une dette de 4.808.000 francs.

La prime du change monta de 1 0/0 à 2 0/0.

L'intérêt des prêts sur récoltes fut abaissé à 3 0/0; ils se montèrent :

Exercice : 1890-1891 : à 2.958.398 francs.

— 1891-1892 : à 4.351.503 —

La Banque se procura des remises en se faisant céder les traites ou autres valeurs dont le Trésor disposait et put ainsi réduire sa dette au Comptoir, sans que le change s'élevât trop haut.

Mais, en 1895, une vérification du portefeuille eut lieu : parmi les effets à deux signatures, qui s'élevaient au chiffre de 24 millions de francs, certains furent trouvés fort douteux; ils avaient été renouvelés tant de fois, pour la plupart, que leurs débiteurs n'avaient d'autre crédit que leur renouvellement.

La Commission de surveillance ordonna alors de faire figurer un cinquième du papier irrécouvrable à l'actif de la Banque, les quatre autres cinquièmes furent passés aux profits et pertes; cela représentait une somme de 1.028.883 francs (1895-1896).

De plus, tout renouvellement non accompagné d'amortissement fut interdit : tout souscripteur d'un effet renouvelé ne pouvait plus s'en faire escompter un autre avant que le premier ne fût remboursé ; si cependant on lui accordait un nouveau crédit, un amortissement annuel (1/10 de la dette) devait être exigé.

Enfin toute répartition de dividende fut suspendue à partir du deuxième semestre de l'exercice 1896-1897.

En 1897, une des principales maisons de commission de la Martinique fit faillite, entraînant deux usines dans sa chute. Or la banque avait pour 1.300.000 francs d'effets de cette maison dans son portefeuille (sur un total de 3 millions).

Dans ces nouvelles conjonctures, dit M. Isaac dans son rapport parlementaire, la Banque dut traiter avec ses principaux débiteurs et consentir à transformer des dettes immédiatement exigibles en dettes à longue échéance, de manière à ce que les emprunteurs, n'ayant plus à payer sur l'ancienne dette que des annuités relativement faibles pussent payer plus aisément. 650.000 francs furent ainsi consolidés et sur 200.000 autres qui furent souscrits par des débiteurs ayant obtenu de nombreux renouvellements, on espérait qu'un tiers serait payé.

600.000 francs restèrent seulement à découvert ; ils furent compris dans la liquidation de l'exercice.

Le directeur de la Banque démissionna ; un ins-

pecteur de la Banque de France, M. Sevcne, fut envoyé à la Martinique : il resta quatre mois à la direction et sut éviter une crise.

Le capital était encore intact, mais la réserve n'était plus que de 600.000 francs.

En 1897-1898, les avances tombèrent de 21 millions à 12.758.500 francs. Au 30 juin 1898, la dette de la Banque au Comptoir était réduite à 324.000 fr. ; le change oscillait entre 8 et 15 0/0 (il avait été en 1894 de 9 0/0 puis 12 0/0 ; en 1897, 16 0/0).

La concurrence de l'agence de la Colonial Bank était grande ; cette agence se ressentait peu des crises traversées par l'île ; aussi, la Banque préféra passer un arrangement avec elle, pour se partager les traites des usines.

A la fin de 1901, la Banque avait repris une situation satisfaisante ; sa réserve statutaire de 1.500.000 francs était reconstituée, et une réserve extraordinaire de 96.000 francs était formée.

C'est à ce moment que se produisit le sinistre événement du 8 mai 1902, où la plupart des fonctionnaires de la Banque périrent.

L'administration locale se préoccupa d'assurer le fonctionnement de la Banque.

Le siège de la Banque fut transporté à Fort-de-France, la ville de Saint-Pierre ayant été détruite par l'éruption.

Dans les fouilles faites dans cette dernière ville

on retrouva la presque totalité de l'encaisse : 1.945.717 francs et une somme de 3.295.105 francs en billets de banque. Quant au capital et aux réserves, les titres, représentatifs avaient été déposés au Comptoir National d'Escompte à Paris, et la Banque n'eut aucune perte à subir de ce côté.

La comptabilité de la Banque avait été détruite et était à reconstituer, chose qui n'était pas impossible en se servant des documents que possédait l'agence centrale.

La catastrophe occasionna beaucoup de pertes à la Banque : ses deux réserves furent absorbées pour y faire face ; cependant, au bilan du 30 juin 1903, la Banque avait déjà reconstitué une réserve statutaire de 198.450 francs ; son mouvement général d'affaires avait été de 27.185.222 francs depuis le 16 mai 1902 au 30 juin 1903.

La marche générale des affaires, tout en subissant une baisse forcée, n'était pas mauvaise, d'autant plus que la Banque se trouvait être désormais le seul établissement dans l'île, car l'agence du Crédit Foncier colonial avait été détruite à Saint-Pierre et l'agence de la Colonial Bank s'était retirée.

Quant à la circulation fiduciaire, elle fut diminuée de 620.000 francs, chiffre qu'on pensa égal au montant des billets supposés détruits ; du reste, la Banque commença, dès cette époque, à émettre des billets d'un nouveau type, pour remplacer les anciens

que la Banque voulait retirer de la circulation ; on fit d'ailleurs deux comptes distincts pour ces billets, ceux présumés brûlés restant évalués à la somme de 620.000 francs.

Les affaires de la Banque ont donc diminué ; pour l'exercice 1903-1904, l'ensemble fut de 22.064.471 fr., en diminution de 5 millions sur l'exercice précédent ; pour l'exercice 1904-1905, il fut de 20.869.698 francs, en diminution sur l'exercice 1903-1904. Créditrice au Comptoir d'une somme de un million, la Banque se trouvait débitrice en 1904 de 388.121 francs, à la suite du déficit de la récolte et du prix des produits, ainsi que du plus grand nombre d'importations nécessaires pour réparer les dégâts causés par un cyclone du mois d'août 1903.

En 1905, la Banque est redevenue créditrice de 42.666 francs.

II. — Banque de la Guadeloupe.

La Banque s'ouvrit en février 1853.

Comme pour la Banque de la Martinique, les premières avances faites aux colons le furent presque uniquement sous forme d'escompte d'effets à deux signatures. Dans les deux premières années, la Banque tira pour plus de 5 millions de mandats sur la Banque de France, qui lui servait alors de correspondant. Mais ce furent bientôt les opérations de

prêts sur récoltes qui furent les plus importantes, c'est qu'en effet, à la Guadeloupe, l'agriculture était des plus développées et l'abolition de l'esclavage y avait causé de nombreux changements.

Exercice : 1853-1854 : 616.932 francs.

— 1857-1858 : 2.092.781 —

— 1859-1860 : 3.583.882 —

En 1857-1858, une baisse du sucre détermina, comme à la Martinique, une crise monétaire.

Déjà, en 1855, la démonétisation des pièces étrangères, aux Antilles, avait obligé la Banque à créer des bons de caisse et à ne comprendre ces monnaies dans son encaisse que pour leur valeur intrinsèque de lingots.

La Banque se vit obligée d'emprunter 500.000 francs à la Banque de France, mais sans réaliser les inscriptions de rentes engagées.

Le taux du change monta à 15 et 16 0/0.

Après un resserrement passager, le commerce des traites reprit : le change revint à 2 0/0.

C'est à ce moment, qu'à la suite d'un traité conclu entre la Banque et le Comptoir d'Escompte, celui-ci lui ouvrit un crédit de 6 millions.

Aussi, en 1861, y eut-il une émission totale de 8 millions de mandats.

De 1859 à 1863, la production du sucre fut très considérable ; de là, une grande prospérité pour la Banque. Mais celle-ci exagéra ses avances ; en 1863,

les cours du sucre baissèrent ; en 1864, les avances étaient supérieures à 31 millions.

Plusieurs maisons débitrices firent alors faillite ; aussi, au 30 juin 1864, trouve-t-on 1.364.000 francs d'effets en souffrance.

Le capital entamé se reconstitua en 1866, mais les réserves ne purent l'être avant 1876.

Toute répartition de dividende fut suspendue (1864-1866). En 1867-1868, les avances, réduites peu à peu, se montent à 13 millions.

Pendant cette période (1863-1869), les prêts sur récoltes se sont maintenus entre 4 et 5 millions de francs.

Exercice : 1863-1864 : 4.734.600 francs.

— 1864-1865 : 4.846.266 —

— 1867-1868 : 4.389.203 —

— 1868-1869 : 4.450.616 —

En 1873, un grand incendie causa de gros dégâts dans l'île ; il fallut consentir de nombreux crédits ; les avances se montèrent à 26 millions, les prêts sur récoltes dépassèrent 10 millions.

La Banque, qui, en 1870, avait tiré pour 17 millions sur le Comptoir d'Escompte, se trouva débitrice en 1873, d'une somme de 1.714.000 francs.

De 1870 à 1880, les comptes-courants se maintinrent aux environs de 60 millions par an.

Il circulait dans l'île des chèques émis sur la Banque pour des valeurs inférieures à 5 francs, mais, comme

la loi du 24 juin 1874 autorisait la Banque à émettre des coupures de 5 francs, celle-ci dut retirer ces chèques de la circulation ; ils s'élevaient, à ce moment, à la somme de 500.000 francs. La situation était donc relativement bonne et de forts dividendes furent distribués, le plus bas fut de 65 francs (1872-1873), le plus élevé, de 78 francs (1879-1880) par action.

En 1882, la Banque transforma ses rentes 3 0/0 perpétuelles en rentes 3 0/0 amortissables, et maintint son escompte à 7 0/0.

En 1884, la crise sucrière amena des réductions dans l'émission des mandats :

Exercice : 1883-1884 : 23 millions de francs.

— 1884-1885 : 17.870.983 francs.

— 1885-1886 : 13.332.026 —

Il y eut des pertes, mais l'île eut une très grosse récolte en 1886-1887, puis en 1888 : aussi, malgré la baisse survenue à la suite de la crise sucrière, la banque se trouva créditrice du Comptoir d'Escompte d'une somme de 3.400.000 francs et distribua des dividendes de 78 francs et 85 fr. 50.

Exercice : 1884-1885 : 37 fr.

— 1885-1886 : 40 fr.

— 1886-1887 : 62 fr. 50

— 1887-1888 : 95 fr.

— 1888-1889 : 115 fr.

— 1889-1890 : 122 fr. 50

Ce dernier dividende est le plus élevé de tous

ceux que la Banque de la Guadeloupe ait jamais distribués.

Mais en 1890, le cours du sucre, après une hausse à 60 francs retomba à 36 francs. A cette époque, il y eut une grande sécheresse dans l'île, qui causa des pertes à la banque : elle était encore créancière du Comptoir d'Escompte d'une somme de 4 millions. Elle fit venir pour 2.500.000 francs de billets de la Banque de France, qu'elle plaça dans l'île avec 2 0/0 de prime. Malgré une bonne récolte en 1891, la baisse des cours réduisit les exportations, qui étaient, en moyenne, d'une vingtaine de millions, à 15 millions, puis à 12 millions (en 1895) et au 30 juin 1895, le Comptoir d'Escompte se trouvait créancier de la banque d'une somme de 3 millions ; le change monta à 10 0/0.

Les remises étaient rares.

La Banque diminua ses tirages, les traites se vendirent avec 28 et 30 0/0 de prime, et même avec 45 et 50 0/0 !

La Banque attribua alors, sur la prime de ses mandats, 25 0/0 à ses débiteurs de prêts sur récoltes, car jusque-là, elle avait toujours pris les traites au pair.

Cependant sa dette au Comptoir d'Escompte continua d'augmenter ; en 1898, elle ne put fournir que 9 millions de remises contre 11 millions de traites, avec un change de 26 à 28 0/0.

Comme la Banque prête beaucoup sur récoltes, la

question du sucre a encore plus d'influence que pour les autres banques coloniales.

En 1894-1895, elle abaissa le taux de 6 à 5 0/0, les prêts doublèrent :

Exercice : 1893-1894 : 8.563.425 francs.

— 1894-1895 : 16.888.674 —

Malgré cette crise, la Banque distribuait toujours de forts dividendes :

Exercice : 1891-1892 : 95 francs par action.

— 1892-1893 : 100 — — —

— 1893-1894 : 105 — — —

La commission de surveillance signala alors que deux usines, débitrices de la Banque d'une somme de 3.500.000 francs, laissaient, depuis dix ans, un solde annuel impayé d'un million.

La Banque avait donc distribué des *dividendes fictifs* ; elle dut passer tous ces effets aux valeurs en souffrance, et toute répartition de dividende fut interdite ; en fait, depuis l'exercice 1895-1896, aucun dividende n'a été distribué.

En 1896, une somme de 1.200.000 francs d'effets escomptés fut trouvée être des effets de circulation ; la Banque, en effet, prêtait sur plus du tiers de la valeur de la récolte, et reportait, d'un exercice sur l'autre, les prêts non payés, sans le signaler.

On conviendra que c'étaient là de singuliers procédés et des violations flagrantes des statuts.

En 1897-1898, 10 millions d'avances, dont 7 millions et demi de prêts sur récoltes.

Quant au change, il était d'environ 21 0/0 ; toute monnaie, même de billon, avait disparu de l'île ; les comptes-courants baissèrent.

En 1899, le 17 avril, un terrible incendie dévasta la Pointe-à-Pitre, ce qui, avec un cyclone précédent, causa de nombreuses ruines dans l'île. Malgré cela, la Banque tenta de se relever ; en 1901, au bilan du 30 juin, elle avait un compte créditeur au Comptoir d'Escompte de 329.594 francs ; en 1902, il montait à 1.705.792 francs.

Le taux du change resta au-dessous de 12 0/0. Le 13 janvier 1902, la Banque ouvrait une agence à la Basse-Terre pour faciliter ses opérations de commerce.

La Banque continua son mouvement de relèvement : le mouvement général de ses affaires fut, pour l'exercice 1902-1903, de 27.213.843 fr. 23, en augmentation de 800.000 francs sur l'exercice précédent, augmentation due aux opérations de change.

Elle augmenta aussi son compte créditeur au Comptoir d'Escompte, qui était, en juin 1903, de 4.922.276 fr. 40.

Cependant, la Banque ayant encore certaines valeurs dont la réalisation immédiate eût été des plus aléatoires, la commission de surveillance les fit rayer de l'actif, en les réglant au moyen des bénéfices réalisés pendant l'exercice et un dividende de

4 0/0 fut distribué (exercice 1903-1904) ; les opérations de change furent moins considérables et l'ensemble de toutes les opérations accusa une diminution de un million. Au 30 juin 1904, la Banque avait encore un solde créditeur de 2.110.279 francs au Comptoir d'Escompte ; en 1905, il n'était plus que de 324.155 francs.

Les prêts sur récoltes ont diminué :

Exercice 1900-1901 : 5.768.000 francs.

— 1901-1902 : 5.065.770 —

— 1902-1903 : 4.864.750 —

— 1903-1904 : 4.233.550 —

— 1904-1905 : 4.665.945 —

On voit que si la situation de la Banque n'est pas encore bien brillante, elle est cependant meilleure qu'il y a quelques années.

III. — Banque de la Réunion.

La Banque de la Réunion s'ouvrit en juillet 1853. Les affaires parurent devoir devenir importantes ; en 1854-1855, la Banque fit pour 16.335.125 francs d'avances qui furent toutes remboursées.

Elle remit pour 1.370.000 francs de mandats sur l'Inde : elle achetait, en effet, beaucoup de riz indien et faisait venir des travailleurs hindous ; la colonie ne pouvait jusqu'alors payer qu'en numéraire, car l'Inde n'achetait pas de sucre.

Les prêts sur récoltes se développèrent :

Exercice 1854-1855 : 10.000 francs

— 1855-1856 : 158.000 —

— 1856-1857 : 339.999 —

— 1858-1859 : 1.945.694 —

— 1859-1860 : 2.328.833 —

On emprunta aussi beaucoup sur les marchandises d'importation, surtout sur le riz (plus de un million en 1858-1859).

Mais les comptes-courants ne prirent aucun développement.

En 1857-1858, surgit une baisse subite des sucres, qui, comme pour les Banques de la Martinique et de la Guadeloupe, détermina une crise monétaire dans l'île.

La Banque éleva son escompte à 7 0/0 et réduisit ses avances à 4 millions.

Elle adopta une conduite prudente ; aussi, la période qui suit cette crise est-elle florissante, coïncidant d'ailleurs avec une augmentation de la production du sucre, qui atteignit 75 millions de kilogrammes (1859-1863).

Puis de 1863 à 1869, s'ouvre une mauvaise période : la Réunion voit ses plantations ravagées par une sécheresse persistante, une maladie atteint la canne à sucre, aussi les prêts sur récoltes diminuent :

Exercice 1865-1866 : 4.995.700 francs.

— 1866-1867 : 2.924.646 —

— 1867-1868 : 2.335.618 —

Exercice 1868-1869 : 1.814.138 francs

— 1869-1870 : 1.105.067 —

Après 1870, la Banque développa ses avances ; à la suite d'un décret de 1870, la Banque eut la possibilité d'avancer sur la valeur totale des marchandises :

Exercice 1870-1871 : 3 millions de francs

— 1874-1875 : 9 —

Il y avait là une exagération ; aussi, au 30 juin 1874, la Banque a déjà un solde de 1.544.000 francs d'effets en souffrance.

Elle fut obligée de restreindre ses prêts.

Puis, en 1880, par suite de la disparition d'une agence du Comptoir d'Escompte, les avances montèrent à 16 millions.

La Banque tirait toujours sur la Banque de France, quoique le Comptoir d'Escompte eût été désigné en 1874 pour lui servir de correspondant.

En 1880, on avait les chiffres suivants :

Tirages sur la Banque de France : 1.900.000 francs

— le Comptoir d'Escompte : 3.180.000 —

Les comptes-courants restèrent peu développés.

En 1882, la Banque transforma ses rentes perpétuelles 3 0/0 en rentes 3 0/0 amortissables.

La situation de la Banque était assez satisfaisante ; le prix du sucre valait alors de 60 à 65 francs les 100 kilogrammes et la Réunion en produisait 50 à 70 millions de kilogrammes.

Mais en 1884, les prix tombent à 40 francs ; puis à 35 francs, par suite du stock énorme du sucre de betterave entassé en Europe, où la production avait doublé en dix ans.

Aussi la Banque dut modérer ses avances et ses émissions.

Exercice 1883-1884 : 9.995.215 francs d'émissions.

— 1884-1885 : 3.484.718 —

— 1883-1884 : 25 millions d'avances

— 1886-1887 : 43 —

Cette crise du sucre s'ajouta aux autres embarras de la Banque. Elle luttait depuis 1874, contre une crise monétaire, causée par la baisse de la roupie ; en 1879, le change monta à 25 0/0 (année où l'on démonétisa la roupie dans l'île) ; dans ses bilans, la Banque *dissimula* les pertes qu'elle avait éprouvées sur les prêts sur marchandises ; la commission de surveillance releva ces irrégularités.

Après 1879, nous voyons cependant le change tomber à 2 et 3 0/0 ; mais c'était là une baisse tout artificielle : le gouvernement avait en effet ordonné à la Banque de délivrer des traites au pair, à guichets ouverts, et lui-même délivrait des mandats sur le Trésor métropolitain, tant qu'on lui en demandait.

Le gouvernement consentit aussi à verser une somme de 3 millions au Comptoir d'Escompte, pour aider la Banque à payer la dette contractée par elle à la suite de ses émissions exagérées, contre dépôt

d'une pareille somme en billets aux mains du trésorier colonial : c'est là l'origine d'un stock demeuré impayé.

Tous ces tirages exagérés firent monter la dette de la banque, qui, au 30 juin 1884, se trouva débitrice envers le Comptoir d'Escompte d'une somme de 9 millions.

Avec la crise du sucre, le change artificiel ne put se maintenir ; il monta à 4, puis à 7 0/0 et atteignit 16 0/0 ; toute monnaie disparut de l'île, où il n'y eut plus que les billets de la Banque et des bons de caisse.

En 1885, la situation était telle que le Gouvernement délégua un inspecteur des Finances. Dans les vérifications qu'il fit, il constata que le fonds de réserve avait été entièrement absorbé et que le capital était entamé ; la dette au Comptoir était encore de 5 millions et demi.

Toute répartition de dividende fut interdite pour l'exercice 1885-1886 et les suivants.

En 1886, le change tomba à 6 0/0 puis 4 et 3 0/0. Les renouvellements de prêts sur nantissement furent interdits : pour obtenir une prorogation, l'emprunteur devait amortir corrélativement la moins-value du gage.

La situation s'améliora, à la suite des sages mesures qui furent prises.

Au 30 juin 1888, la dette au Comptoir n'était plus que de 1.637.000 francs.

On reprit la distribution des dividendes en 1889-1890, mais on ne put continuer, et dès 1892-1893, toute distribution fut de nouveau suspendue.

C'est qu'une nouvelle crise survenait ; en 1890, le sucre qui était remonté à 60 francs, tomba à 36 francs.

La Banque avait dans les caisses du Trésor de grandes quantités de billets qu'elle n'avait pu rembourser. De là, de nombreuses difficultés s'ajoutèrent à la crise de 1890. Et d'abord, la crise fit passer le change de 1 0/0 à 25 0/0 (exercice 1892-1893), il n'y avait plus de numéraire dans l'île et la Banque s'était livrée à des opérations de spéculation, qui tournèrent contre elle.

La Banque avait des établissements concurrents dans l'île, le Crédit Foncier colonial, la société Bourbonnaise, la société de Crédit agricole et commercial ; pour développer ses opérations, la Banque de la Réunion admit au réescompte les effets de la société de Crédit agricole et commercial.

Au début, cette entente parut produire de bons résultats ; le chiffre des avances grossit beaucoup :

Exercice 1888-1889 : 18.073.465 francs.

— 1889-1890 : 27.438.813 —

— 1891-1892 : 37.550.933 —

La commission de surveillance signala à la Banque les dangers d'une pareille inflation, d'autant plus que des effets de circulation et des billets renouvelés avaient été réescomptés.

Ces avertissements étaient justifiés, car, le 28 novembre 1892, la société de Crédit agricole fermait ses guichets.

La Banque de la Réunion se vit ainsi un découvert de 2.800.000 francs ; elle avait pour 4.786.297 francs d'effets de la société de crédit agricole, qui fut mise en faillite par un arrêt de la Cour de Saint-Denis du 1^{er} septembre 1893. De là vint cette hausse du change à 25 0/0 que nous signalions.

Les prêts surrécoltes, tout en se relevant, n'étaient pas aussi importants que les années précédentes (1880-1884).

Exercice : 1890-1891 : 1.280.680 francs.

— 1891-1892 : 1.518.980 —

— 1892-1893 : 1.781.804 —

— 1893-1894 : 1.126.805 —

En 1894, le total des avances de la Banque fut seulement de 15 millions ; le change baissa à 15 0/0. La Banque acheta de nombreuses traites, ce qui lui permit de diminuer sa dette au Comptoir, et en 1895, elle arriva à être créancière de ce dernier.

Pour aider la Banque, le Conseil général de la Réunion avait voté en 1892, une subvention de trois millions : par suite des difficultés survenues au sujet de cette subvention entre le Conseil général et la Banque, ce ne fut qu'en 1898 qu'un décret du 8 juillet approuva le vote.

La Banque put se relever.

Dès 1896-1897, le total des avances monta à 20 millions, en 1897-1898, il fut de 17 millions.

Un dividende fut autorisé : 2.50 0/0 pour le deuxième semestre de 1897-1898.

Mais la Banque avait toujours à payer des billets au Trésor, son encaisse était depuis longtemps inférieure au tiers de sa circulation. Cependant la Banque jouissait toujours près du Comptoir d'un crédit de deux à trois millions, pour lui permettre de faire venir du numéraire.

En 1897, la Banque dut faire un emprunt sur son capital pour rembourser et réaliser son crédit au Comptoir d'Escompte ; mais le ministre des Finances exigea que le Trésor se fit rembourser mensuellement 50.000 francs de billets ; cet ordre fut suspendu peu après.

En 1899, le cours du sucre remonta, le change se tint aux environs de 2 0/0 ; les exportations, quoique encore inférieures aux importations, augmentèrent.

Depuis le 30 juin 1898, la Banque avait un capital intact de 4 millions en rentes 3 0/0, un fonds de réserve de 315.900 francs.

Au 30 juin 1900, elle atteignit le maximum de sa réserve statutaire, soit 1.500.000 francs ; sa réserve extraordinaire, qui était de 4.836 francs, passa à 124.474 francs en 1902.

Depuis le 18 septembre 1901, la Banque délivrait des chèques sur la colonie pour favoriser les opéra-

tions de ses clients ; il en circulait pour 54.794 francs au 30 juin 1903 ; les effets en souffrance ne figuraient plus, depuis le mois de septembre 1902, que pour la somme de 1 franc.

La Banque ouvrit à Saint-Pierre une agence le 2 mai 1904 ; mais le mouvement général de ses affaires était en diminution.

Exercice : 1902-1903 : 34.684.044 francs.

— 1903-1904 : 29.188.566 —

— 1904-1905 : 22.109.163 —

Les prêts sur récoltes sont aussi en diminution :

Exercice : 1902-1903 : 2.755.162 francs.

— 1903-1904 : 1.449.794 —

— 1904-1905 : 1.386.483 —

De plus, la Banque a encore au Comptoir d'Es-compte un découvert assez considérable, bien que l'ayant déjà réduit de 786.287 francs.

On voit donc qu'en ce moment la Banque éprouve un certain resserrement d'affaires, quoique sa situation soit encore assez satisfaisante.

IV. — Banque de la Guyane.

La Banque de la Guyane s'ouvrit à Cayenne en juin 1855.

La Guyane s'est adonnée peu à peu à l'extraction de l'or, depuis sa découverte en 1855 ; l'agriculture encore peu développée, tomba complètement en

décadence par suite de l'abolition de l'esclavage en 1848.

Au contraire, la production de l'or ne fit que se développer et supplanta tout autre commerce.

La Guyane se trouve donc placée sous un régime analogue à celui de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion ou de l'Indo-Chine, en ce sens qu'elle se trouve aussi soumise aux fluctuations d'un même produit, unique ressource pour la colonie ; mais, tandis que pour les unes, c'est le sucre ou le riz, dont les crises ne se comptent plus, pour la Guyane au contraire, c'est l'or, et tant que les gisements aurifères continueront à produire régulièrement, la banque sera assurée de bénéfices.

Le rôle de la Banque se trouve ainsi limité au commerce de l'or : elle ne fait pas de prêts sur récoltes, puisqu'il n'y a pas de récoltes, ni d'avances sur d'autres marchandises, car la colonie achète au dehors tout ce dont elle a besoin.

La fonction principale, presque l'unique fonction de la Banque, se trouve être ainsi devenue la fonction primitive que les premières banques assumaient pour la réalisation du contrat de change.

En 1898, M. Léveillé écrivait en effet :

« La Banque ne pratique pas les avances sur les denrées coloniales d'exportation ni sur les récoltes pendantes. Le portefeuille qui comprend les effets de commerce proprement dits, malgré la réduction

du taux de l'escompte, se rétrécit d'année en année ; c'est qu'il n'y a plus dans notre possession transatlantique un échange incessant de marchandises variées, on n'y connaît plus qu'une marchandise, celle qui sort de la battée des prospecteurs. La Banque reçoit dans ses coffres solidement verrouillés cette marchandise à titre de dépôt ou d'achat. Elle l'emmagasine et délivre en retour aux déposants ou aux vendeurs, soit ses propres billets, circulant dans la colonie au porteur, soit des traites sur l'Europe. Grâce aux traites sur l'Europe, les vendeurs ou déposants troquent à Cayenne leurs pépites brutes contre des espèces monnayées qu'ils touchent ou que leurs cessionnaires touchent plus tard à Paris ou à Londres. »

Dès l'origine de son fonctionnement, trop retardé pour pallier à la crise de 1848, les avances furent considérables : 4.387.500 francs (1856-1857) ; les dividendes furent assez élevés : 36 fr. 20, 52 fr. 50 par action (1855-1857).

La Banque demanda à doubler son capital.

En 1860, le Comptoir d'Escompte lui ouvrit un crédit de 400.000 francs.

La Banque tirait annuellement sur la Banque de France pour plus de 3 millions, mais ses remises ne consistaient qu'en or ou en traites du Trésor, car il n'y avait déjà plus de traites du commerce.

En 1867, les émissions sur le Comptoir d'Escompte se montèrent à 5.400.000 francs.

Les avances oscillèrent entre 3 et 4 millions.

Les comptes-courants montèrent à 3, puis à 5 millions ; ils se maintinrent aux environs de 4 millions.

Quant aux dividendes, de 1870 à 1890, ils se maintinrent entre 70 et 90 francs par action :

Exercice : 1872-1873 : 70 fr. 20

— 1882-1883 : 99 fr. 40

— 1890-1891 : 88 fr. 90

Les années suivantes, ils montèrent davantage, arrivant à 195 francs par action pour l'exercice 1894-1895.

En général, le Comptoir d'Escompte se trouvait créancier de la Banque, car celle-ci soldait toutes les importations de la colonie, mais envoyait de l'or au Comptoir pour diminuer sa dette.

La circulation fiduciaire est peu abondante, elle est toujours aux environs d'un million et demi de francs.

Le mouvement général des prêts et des escomptes a diminué ; ils étaient inférieurs à 4 millions ; le taux de l'escompte, qui était de 8 0 0, fut abaissé, en 1894, à 6 0 0, mais les effets à deux signatures n'ont pas augmenté ; ils ont plutôt diminué (en 1896-1897 : 2.900.000 fr.).

La Banque fit aussi des prêts sur ses propres

actions et les marchandises d'importation ; mais ils sont peu importants (700.000 fr. en 1896-1897).

Dès le 30 juin 1891, la Banque avait atteint sa réserve statutaire de 300.000 francs ; une réserve extraordinaire fut créée, elle s'élevait à 180.000 francs en 1903. Au Comptoir d'Escompte, la Banque avait un compte créditeur de 277.212 francs en 1902, qui augmenta et fut de 667.567 francs en 1903.

Le mouvement général des affaires se ressentit cependant du ralentissement des transactions sur l'or natif ; elles ont diminué, puis repris :

Exercice : 1901-1902 : 15.914.469 francs

— 1902-1903 : 18.155.578 —

La production aurifère a encore baissé en 1903-1904 ; la conséquence a été un ralentissement de transactions ; de là, une nouvelle baisse des affaires ; il y a eu diminution des tirages et des achats de traites, entraînant une réduction du chiffre des importations ; le mouvement général des affaires, en 1903-1904, s'éleva seulement à 12.811.250 francs et en 1904-1905, à 11.540.959 francs.

Cependant, la situation de la Banque reste prospère ; elle n'a jamais eu d'exercice improductif et n'eut pas à subir de crises.

V. — Banque du Sénégal.

La Banque du Sénégal s'ouvrit à Saint-Louis. en 1855.

Au début, ses opérations ne furent pas considérables. Elle dut, en 1859, aliéner une partie des rentes de son capital pour augmenter son fonds de roulement et rembourser un emprunt fait à la caisse de la colonie.

Il y a peu d'opérations de change, peu d'avances. C'est qu'on se trouve en face d'une situation particulière, tenant à ce que le commerce est centralisé dans de grosses maisons métropolitaines, qui font elles-mêmes le commerce de banque et le change.

Après 1870, les opérations de change montèrent et dépassèrent progressivement 4 millions de francs ; nous relevons en effet les chiffres suivants :

Exercice : 1874-1875 : 1.757.532 francs (émissions)

— 1876-1877 : 1.945.956 — —

— 1880-1881 : 3.033.260 — —

— 1882-1883 : 4.787.648 — —

Ensuite il y eut une baisse, et depuis 1890, les opérations se maintinrent aux environs de 2 millions.

Le correspondant métropolitain de la Banque fut, jusqu'en 1880, la Banque de France, car la Banque du Sénégal n'avait pas fait de traité en 1860 avec le Comptoir d'Escompte.

Les comptes-courants ne se développèrent un peu qu'après 1875.

Les prêts sur bijoux, matières d'or et d'argent furent les opérations les plus considérables.

1861 : 466.000 francs sur un total de 824.000 francs

1886 : 216.000 — —

Il y a une baisse, qui s'est prolongée depuis 1890 ; les opérations restèrent inférieures à 150.000 francs par an.

En 1885, le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis fut construit.

Aussi, les avances montèrent à 2.261.700 francs.

En 1890, elle s'élevaient à 5 millions.

Le capital de la Banque avait été doublé.

En 1896-1897, nous trouvons pour 7.415.000 francs d'effets car le taux avait été réduit de 8 à 6 0/0.

En 1894, la commission de surveillance fit vérifier le portefeuille de la Banque : on y trouva de nombreux effets sans cause ou renouvelés un grand nombre de fois.

La Banque dut passer aux valeurs en souffrance une somme de 400.000 francs.

En 1895, une maison de commerce, à laquelle la Banque avait avancé 300.000 francs liquida.

Pour couvrir ces pertes, la Banque dut employer son fonds de réserve : on suspendit toute répartition de dividende (1895-1897).

Les prêts sur marchandises étaient peu nombreux ; ils baissèrent beaucoup en 1895 :

Avant 1895, moyenne de 300.000 francs.

En 1895, 52.000 francs.

Quant aux comptes-courants, nous constatons aussi qu'ils étaient en baisse :

1892-1893 : 1.000.000 de francs.

1897-1898 : 293.000 francs.

Les prêts sur récoltes n'existent pas, la culture indigène est celle des arachides ; elle est aux mains des indigènes et n'exige pas de grosses dépenses.

En somme, la Banque du Sénégal eut moins de crises que les banques des colonies sucrières ; cependant, elle ne put se soustraire aux fautes qu'elles commirent ; l'action qu'elle exerçait n'était pas en rapport avec le commerce de la colonie. Elle avait des agences à Dakar, Kayes, Rufisque. Sa circulation fiduciaire ne fut jamais bien forte :

au 30 juin 1881, elle avait 482.700 fr. de bill. en circul.

— 30 juin 1891, — 1.086.335 — —

— 30 juin 1895, — 974.360 — —

— 30 juin 1901, — 1.032.930 — —

VI. — Banque de l'Afrique Occidentale.

La Banque de l'Afrique Occidentale succéda en 1901 à celle du Sénégal, entrée en liquidation au 30 juin 1901.

Elle est de création trop récente pour que nous ayons beaucoup de faits à enregistrer. La banque commença à fonctionner dès le 1^{er} juillet 1901 ; à ce moment elle avait une succursale à Saint-Louis et

des agences à Dakar et Rufisque, le siège social étant fixé à Paris. Dès le 6 janvier 1902, elle ouvrait une succursale à Konakry (Guinée française). Les résultats du premier exercice furent les suivants :

Avances diverses : 379.903 francs.

Escomptes locaux : 1.473.884 francs.

Remises sur l'Europe : 8.607.343 francs.

Tirages sur l'Europe : 7.847.927 francs.

Une nouvelle succursale fut créée à Porto-Novo (Dahomey) et le deuxième exercice donna une augmentation globale de 9.900.000 francs sur l'exercice précédent.

En 1903-1904, le mouvement des affaires augmenta encore et fut de 23.885.756 francs.

En 1904-1905, nous voyons une diminution sur les opérations d'escompte, de prêt et de change et le mouvement général n'est plus que de 22.806.288 frs.

Depuis sa création, la Banque n'a cessé d'augmenter son capital ; l'agence de Monrovia, ouverte le 21 novembre 1904, a été supprimée en 1906, car les affaires de cette agence étaient à peu près nulles.

VII. — Banque de l'Indo-Chine.

La Banque de l'Indo-Chine répondait à un ensemble de besoins très divers, qui se firent sentir en Extrême-Orient.

D'une manière générale, elle se rapproche de nos

anciennes banques coloniales, mais en diffère à certains points de vue.

La Banque de l'Indo-Chine revêt de plus un caractère spécial, en ce qu'elle est devenue, par une évolution rapide, une institution publique que le gouvernement pense utiliser pour l'extension des intérêts français en Extrême-Orient.

A. — SITUATION GÉNÉRALE DE LA BANQUE

L'histoire de la Banque de l'Indo-Chine se marque par les deux décrets de prorogation et forme trois périodes, pendant lesquelles la Banque va évoluer pour arriver à son rôle actuel.

Nous nous étions emparés de la Cochinchine en 1862, du Cambodge en 1867. Le Comptoir d'Escompte, dès 1863, fonda une agence à Saïgon, mais cet établissement ne pouvait remplir les fonctions d'une véritable banque coloniale.

En 1872, divers projets furent présentés au ministre de la Marine et des Colonies ; en même temps le Comptoir d'Escompte et la Société générale de Crédit industriel et commercial, demandaient séparément la concession du privilège d'émission pour une banque qu'ils fonderaient en Cochinchine ; la Banque de Paris et des Pays-Bas fit une demande analogue (1873). On soumit les futurs statuts de cette société à la commission de surveillance des banques

coloniales, à la section des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Colonies du Conseil d'État, qui approuva et donna un avis favorable.

Alors intervint le décret du 21 janvier 1875, approuvant les statuts de cette société, fondée sous le nom de Banque de l'Indo-Chine.

Cette Banque devint la Banque de la Cochinchine et de nos comptoirs de l'Inde ; l'État se réservait un droit de contrôle, mais ne s'ingérait pas dans les opérations ou l'administration de la Banque : la Banque de l'Indo-Chine n'est pas une Banque d'État.

Le 19 avril 1875, la Banque avait ses guichets à Saïgon.

Les résultats du premier exercice, au 31 décembre 1875, étaient les suivants :

La Banque avait eu un mouvement général d'opérations de 23.969.033 francs, se décomposant ainsi pour les escomptes et remises :

Remises : 7 millions ; Escomptes : 2 millions ; Avances : 8 millions.

L'année suivante, le chiffre d'affaires doubla et fut de 48 millions de francs.

En 1877, la succursale de Pondichéry s'ouvrit.

Par suite des délais nécessaires pour la fabrication, les billets ne furent mis en circulation que le 15 janvier 1876 ; l'émission se monta à 6 millions de francs en 1876.

Les opérations de change se développèrent très vite : de nombreux tirages furent faits à Pondichéry, et de nombreuses remises le furent à Saïgon.

Ces succursales prirent, dès le début de leur création, une grande extension et cette prospérité ne se démentit pas dans la suite ; lors de la crise monétaire en 1883-1884, la Banque remplit son rôle dans les meilleures conditions ; elle parvint à remédier à la crise ; en 1883, la circulation cochinchinoise se composait essentiellement de piastres mexicaines ; or, à ce moment, les négociants chinois parvinrent à les attirer vers la Chine, qui avait un besoin pressant d'argent. La Banque eut à défendre son encaisse et le gouvernement l'autorisa à frapper des piastres françaises de 27 gr. 215, poids qu'avait le trade-dollar américain, importé en Chine dès 1875 ; 5 millions de ces piastres françaises furent importées à Saïgon et furent bien accueillies de l'indigène.

En 1884, le gouvernement demanda à la Banque d'étendre ses opérations au Tonkin, que nous commençons à occuper.

Un arrêté ministériel du 30 mars 1885 ouvrit une succursale à Haïphong. Durant l'occupation militaire, la Banque rendit de grands services, apportant son concours au trésorier colonial, qui avait besoin de numéraire, en important des piastres.

Comme nos conquêtes s'étendaient, le gouvernement se montra disposé à demander encore à la

Banque la création de nouvelles succursales dans les pays conquis.

Aussi, dès 1886, la Banque demanda une prorogation de vingt ans de son privilège, qui expirait en 1895.

La Banque voulait ainsi trouver la rémunération du capital qu'elle allait engager, si elle accédait aux désirs du gouvernement, puisqu'il y avait déjà dans ces régions un courant commercial créé, que la Banque devait s'efforcer de détourner à son profit ; elle voulait de plus se mettre à l'abri de toute nouvelle concurrence, car elle ne jouissait encore d'aucun privilège dans le Tonkin.

Le décret du 20 février 1888 accorda une prorogation de dix ans du privilège, jusqu'en 1905 : la Banque devint alors la banque de toutes nos possessions d'Extrême-Orient, sur l'Océan Pacifique et l'Océan Indien, et en même temps, une banque d'influence française, car le gouvernement pouvait obliger la Banque à créer des agences ou succursales, là où il jugerait à propos. La succursale d'Haïphong fut maintenue, et dans les six mois, une succursale à Nouméa devait être créée.

Le privilège de la Banque était étendu partout où elle avait des comptoirs : ceci soulevait une question de droit international, puisqu'on accordait un monopole d'émission de billets ayant cours légal, dans des

pays où la France n'exerçait pas sa pleine souveraineté.

Pour le Cambodge, l'article 1^{er} du traité du 17 juin 1883 permettait toutes les mesures que le gouvernement français jugerait bon d'introduire pour l'administration intérieure du pays.

Pour l'Annam et le Tonkin, aucun traité ne permettait l'émission de billets sans une convention spécialement conclue à cet effet : la convention de Hué n'avait réglé que le régime des mines dans ces pays. Une convention fut conclue et le privilège de la Banque put s'exercer librement.

La Banque avait une agence à Hanoï, puis la succursale de Nouméa (22 septembre 1888).

Puis le gouvernement demanda la création d'une agence à Pnom-Penh (22 février 1891) et à Tourane (août 1891).

Le 1^{er} juillet 1894, la Banque ouvrit une agence à Hong-Kong, qu'elle avait installée d'elle-même. Puis le gouvernement lui fit établir une agence à Bangkok et à Shanghai (1898).

Il demanda ensuite la création d'une agence à Djibouti ; la Banque demanda alors une nouvelle prorogation de son privilège.

Depuis le traité de Simonosaki (17 avril 1895), la Chine était devenue la préoccupation de tous les États européens, désirant augmenter leur influence en raison de la faiblesse de cet Empire ; ils désiraient

une pénétration pacifique, par chemins de fer, explorations, cessions à bail. La Chine avait à faire de nombreux emprunts, tant pour payer l'indemnité de guerre que pour reconstituer son organisation intérieure et refaire ses armements. Aussi le gouvernement français cherchait à faire représenter en Chine le crédit français par un établissement français, capable de lutter contre la concurrence des établissements anglais et allemands ; il se tourna vers la Banque de l'Indo-Chine ; mais celle-ci, par le fait même qu'elle jouissait du privilège d'émission, détendant ainsi une part du crédit public, ne pouvait s'aventurer dans des opérations de nature à le compromettre.

En effet, il s'agissait de participer à des entreprises commerciales et industrielles, comme des constructions de chemins de fer, canaux, grands travaux publics, ou bien à des opérations financières comme les emprunts d'État.

La Banque ne pouvait faire de pareilles opérations exigeant des prêts à long terme et immobilisant de nombreux capitaux.

Le gouvernement, par décret du 16 mai 1900, modifia les statuts ; le capital fut augmenté, les conditions des prêts furent élargies : la Banque put participer aux emprunts d'État dans les pays où elle possédait des établissements, à la création de sociétés financières et industrielles, sous certaines conditions ; en revanche,

le privilège de la Banque était prorogé *sans restriction* jusqu'au 21 janvier 1920.

La Banque était ainsi à une troisième phase de son évolution : elle devenait une banque privilégiée d'émission au regard des pays français et une banque libre au regard des pays étrangers : elle représentait bien le crédit français en Extrême-Orient.

Les opérations se trouvèrent ainsi divisées en deux grandes catégories :

- 1) Avances, émissions, escomptes, prêts, etc., aux conditions statutaires, comme banque coloniale ;
- 2) Opérations à faire dans les pays non français, comme une société financière ordinaire.

Mais deux questions dominent toutes les opérations de la Banque de l'Indo-Chine : c'est, d'une part, la question monétaire et la question du change, et, d'autre part, c'est la question du riz en Cochinchine.

Nous verrons dans une section spéciale, la question monétaire et la question du change en Indo-Chine. Disons seulement que la circulation monétaire étant une circulation à étalon d'argent et que la valeur intrinsèque de la piastre n'ayant fait que baisser, une hausse du change fut la conséquence et les oscillations du cours de la piastre exposèrent la Banque à des pertes.

Pour la question du riz, la Cochinchine est un pays de monoculture, et à ce point de vue, la Banque de l'Indo-Chine subit les mêmes risques que les banques

des colonies sucrières, mais la différence est que le riz se récolte plus souvent que la canne : au Tonkin, il y a même deux récoltes par an, mais, même dans les bonnes années, il y a peu d'exportations, car la production est absorbée par la population ; si l'année est mauvaise, on est obligé d'importer du riz de la Cochinchine ; mais si la récolte générale est mauvaise, il y a une répercussion sur les opérations de la Banque.

En 1887, il y eut une crise économique, suite de la crise monétaire de 1883, causée par l'introduction de tarifs douaniers et par de mauvaises récoltes.

La crise fut maxima en 1889.

La richesse générale du pays dépend de la quantité de riz annuelle produite, de son prix de vente et des facilités plus ou moins grandes de son exportation.

Les exportations de riz se font surtout vers la Chine, puis vers Singapore, Java, l'Europe, la France et les colonies françaises.

Mais la Banque a un intérêt différent suivant que le riz prend telle ou telle direction. L'exportation du riz en France a pour conséquence des retours directs de capitaux et évite ainsi les intermédiaires des places de Singapore et de Hong-Kong.

Les droits fiscaux d'entrée et de sortie sur le riz jouent donc un grand rôle.

En 1898, les droits de sortie de la Cochinchine

furent diminués, en même temps que les droits d'entrée en France. De plus, le droit sur les riz travaillés en Cochinchine pour l'étranger furent aussi diminués ainsi que pour les riz à destination d'usines françaises, et un mouvement d'exportation se créa.

De même aussi, les droits de sortie influent sur l'exportation vers l'Extrême-Orient.

L'application du tarif douanier de la France à l'Indo-Chine, en 1888, avait causé de grandes perturbations locales ; une hausse des prix en résulta et les opérations de la Banque subirent un ralentissement avec Singapore, par exemple, par suite de la diminution des importations.

En 1892, les escomptes locaux remontèrent ; la récolte de riz fut abondante (560.000 tonnes exportées, dont 188.000 en Europe).

Les émissions et les remises n'ont cessé d'augmenter :

Ex. 1891 :	48.127.205 fr. (émiss.)	59.500.510 fr. (Rem.)
— 1895 :	56.451.837 fr.	— 71.513.247 fr. —
— 1899 :	101.580.853 fr.	— 149.121.265 fr. —
— 1902 :	191.647.633 fr.	— 238.462.068 fr. —
— 1903 :	213.468.122 fr.	— 242.101.222 fr. —
— 1904 :	188.632.671 fr.	— 219.010.841 fr. —

Telles sont les conditions générales dans lesquelles se trouve la Banque de l'Indo-Chine ; nous allons maintenant étudier la situation particulière de chaque agence ou succursale.

B. — SUCCURSALES ET AGENCES DE LA BANQUE

a. — Colonies françaises

α. — INDO-CHINE

1° Succursale de Saïgon (*Cochinchine*).

La Cochinchine étant un pays essentiellement agricole, la banque dut jouer le rôle de banque de crédit agricole et admettre les indigènes à l'escompte. Le chiffre d'affaires a été en 1904 d'environ 250 millions au lieu de 216 en 1901 et de 104 en 1896.

L'augmentation est due en grande partie aux affaires locales (avances et escomptes), quoique le taux de la Banque soit souvent resté élevé.

La clientèle est surtout chinoise ; aussi la Banque doit-elle apporter beaucoup de réserve dans le choix du papier aux époques où le change subit une baisse inopinée.

La question a beaucoup d'influence sur les affaires de la succursale, car Saïgon est le grand centre d'exportation du riz.

En 1904, la succursale consentit :

48 millions de francs, 1/2 d'escomptes

44 — — — d'avances diverses.

Les opérations de change s'élevèrent à 171.958.756

francs et la circulation fiduciaire fut de 20 à 22 millions de francs en billets.

2° *Succursale d'Haïphong et agence
d'Hanoï (Tonkin).*

Au Tonkin l'accroissement des affaires fut plus lent que pour la succursale de Saïgon.

Au début, en 1886, leur chiffre d'affaires fut :

	Haïphong.	. . .	20 millions de francs		
	Hanoï	12	—	—	
En 1900 :	Haïphong . . .	36	—	—	
	Hanoï	22	—	—	

Il y eut un accroissement sensible en 1901, puisqu'elles firent respectivement 43 millions (Haïphong) et 30 millions (Hanoï) d'affaires.

Le Tonkin n'est pas un pays de monoculture, les industries peuvent s'y implanter, la banque peut ainsi faire des affaires plus sûres : il existe déjà des fabriques d'allumettes, de papier, de ciment, etc., des sociétés cotonnières, des compagnies d'électricité et des houillères.

Depuis 1900, les succursales ont pu prêter leur concours à ces industries, dans la mesure de leurs statuts, ainsi qu'aux entreprises des Chemins de fer de Chine et du Yunnan, des docks et houillères de Tourane.

En 1904, les principales opérations ont été :

	Succursale d'Haïphong	Agence d'Hanoï
1° Escomptes. . . .	8.830.289 fr.	23.296.842 fr.
2° Avances	4.708.195 fr.	9.529.047 fr.
3° Opérations de change.	16.359.843 fr.	24.761.003 fr.

3° Agence de Pnom-Penh (Cambodge).

Cette agence est rattachée à la succursale de Saïgon ; depuis 1900, elle a pris un assez grand développement.

Elle fonctionne depuis 1891 : depuis 1892 à 1900, elle a fait une moyenne annuelle de 7 millions d'affaires.

En 1900 : 9 millions.

En 1901 : 11 millions 1/2.

En 1903 : 3.180.000 francs d'escomptes.

420.000 francs d'avances.

5.000.000 d'opérations de change.

En 1904 : 3.561.315 francs d'escomptes.

216.207 francs d'avances.

7.486.736 francs d'opérations de change.

Cette agence se trouve soumise aux mêmes vicissitudes que la succursale de Saïgon ; les crises de 1894-1895 s'y firent sentir ; en plus des récoltes de riz, le pays a pour ressources les pêcheries ; enfin, on cherche à implanter le coton dans ces contrées.

4^e Agence de Tourane (Annam).

Cette agence est rattachée à la succursale d'Haï-phong. Créée en 1891, elle fut d'abord rattachée à la succursale de Saïgon, puis à celle d'Haïphong (1892). De 1892 à 1900, ses affaires furent en moyenne de 4 millions par an.

En 1900, 5 millions.

— 1901, 9 millions.

— 1902, plus de 9 millions.

— 1903	{	5 millions d'escomptes.
		1 million $\frac{1}{3}$ d'avances.
		5 millions $\frac{1}{2}$ d'opérations de change.

— 1904	{	4.939.949 francs d'escompte.
		1.670.000 francs d'avances.
		6 millions d'opérations de change.

En Annam, la population en est encore au troc, aussi, l'agence a-t-elle à vaincre une certaine résistance, mais sa situation dans le pays est bonne.

Elle est située près de Faifao, où se fait le commerce du thé, de la cannelle et de la soie ; un bassin houiller s'étend près de la ville, et le port est d'accès facile pour les navires de fort tonnage.

β. — INDES ET OCÉANIE.

1^o Succursale de Pondichéry (Indes).

Pondichéry se trouve dans un pays, lui aussi adonné à la monoculture, celle des arachides.

Avant 1877, nos possessions de l'Inde se livraient au trafic de l'huile de coco, mais l'île de Ceylan et la côte de Malabar vinrent les concurrencer, et la découverte des couleurs de l'aniline ruina le trafic de l'indigo.

Le principal commerce d'exploitation devint alors celui des arachides décortiquées à destination de Marseille. La monoculture de la graine d'arachide influe donc sur la prospérité de la succursale établie dans le pays comme le sucre pour les banques coloniales sucrières et le riz pour les succursales indochinoises de la Banque de l'Indo-Chine.

Nos établissements de l'Inde ont une très faible étendue : ils sont englobés dans les territoires anglais et depuis l'Indian-Act du 10 mars 1894, qui frappe d'un droit de 5 0/0 tous les produits importés de nos établissements, Pondichéry se trouve isolée. Pondichéry exporte en outre de grandes quantités de cotonnade bleue (*Guinées*) vers le Sénégal, puis vers Madagascar et l'Indo-Chine : ces exportations donnent lieu aux opérations d'avances et d'escomptes sur marchandises.

La succursale de la Banque fut ouverte le 8 janvier 1877 ; au début, elle ne sembla pas donner grande satisfaction, puis les affaires s'améliorèrent.

De 1875 à 1886, il y eut une production moyenne de 800.000 à 1.000.000 de balles d'arachides (prix : une quinzaine de millions environ) ; la moyenne des

affaires qui, la première année, fut de 12 millions, fut d'environ une vingtaine de millions.

De 1886 à 1891, elles atteignirent 58 millions.

Depuis, on constate une décroissance des affaires, dues aux deux causes suivantes :

1^o Le bas prix auquel tombèrent les arachides à la suite de la concurrence que faisait le Sénégal aux Indes;

2^o La diminution des récoltes.

En effet, nous trouvons les chiffres suivants :

En 1894 : prod. 1.000.000 balles 34.000.000 d'affair.

— 1895 : — 664.000 — 23 000.000 —

— 1896 : — 300.000 — 16.000.000 —

En 1897-1898, il n'y eut aucune exportation sur Marseille.

En 1899, on introduisit des semences du Sénégal et les récoltes devinrent plus abondantes; en même temps, le chiffre d'affaires remonta :

1900 : 800.000 balles (dont 308.000 exportées) : 36.600.000 de francs d'affaires.

1901 : 900.000 balles (dont 700.000 exportées à Marseille) : 78.000.000 de francs d'affaires.

La situation de la succursale semble donc meilleure :

En 1904, les principales opérations furent :

1. Escomptes : 4.500.000 francs.

2. Avances : 14.000.000 —

3. Op. de ch. : 54.200.000 —

Aux opérations précédentes se relieut étroitement les opérations de change.

En effet, les clients de la Banque s'acquittent envers elle en lui cédant des traites documentaires sur l'Europe (contre-valeur de l'expédition des marchandises nanties). Les avances ont été faites en roupies et les traites sont en francs ou en livres sterling pour les remises sur Londres : la Banque va alors acheter le nombre le moins élevé de roupies au cours le plus bas possible, pour éviter, jusqu'au délai de paiement, une baisse, toujours à craindre.

Puis la Banque vend ses remises sur l'Europe à ses correspondants de l'Inde, pour un nombre de roupies égal à celui dont elle a fait l'achat : l'écart entre le prix où elle vend ses remises et le cours auquel elle a obtenu les roupies du propriétaire des traites documentaires constitue le gain de la Banque.

La succursale se livre aussi aux opérations de prêts sur matières d'argent, d'or et sur les pierres précieuses.

Il n'y a pas du tout de prêts sur récoltes, par suite du trop grand morcellement de la propriété foncière indienne, la succursale n'aurait pas de garantie suffisante pour ses prêts.

L'émission des billets est assez restreinte ; ils ne circulent que sur le territoire de Pondichéry, et sont d'ailleurs présentés rapidement au remboursement.

2^e Succursale de Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

La succursale de Nouméa fut créée en 1888. Elle a un rôle différent des autres succursales, car elle est située dans un pays peu colonisé et doit chercher à contribuer davantage à la colonisation de l'île.

Elle a pris en quelque sorte la succession de la Banque de la Nouvelle-Calédonie, dont nous avons vu la faillite en 1878 : la raison de cet échec venait de ce que l'île était une contrée encore trop neuve et que le chiffre d'affaires était trop peu considérable pour permettre à une banque de faire des opérations d'es-compte et de change rémunératrices.

La succursale a le privilège d'émission dans l'île. La principale ressource de la colonie réside dans ses mines : nickel, cobalt, chrome ; leur exploitation était des plus prospères lors de la création de la succursale.

En 1889, elles faisait :

6 millions d'avances
7 — d'émissions
5 — de remises

En 1892, elle avait un chiffre d'affaires de 34 millions.

Mais la concurrence étrangère du Canada et de la Norvège pour le nickel, en fit baisser le prix : de 5 fr. 50 en 1886 à 4 francs (1894) le kilo.

La colonie eut de plus une crise de l'élevage et fut ravagée par des cyclones.

Aussi en 1895, le chiffre d'affaires tomba à 18 millions.

Une hausse des prix du nickel, provoquée par l'épuisement d'anciens stocks et par une augmentation de la consommation, détermina un relèvement des affaires :

L'exportation de nickel fut en effet :

1897 : 58.000 tonnes

1901 : 132.000 —

tandis que le mouvement des affaires était :

1897 : 19 millions de francs

1898 : 24 — —

1901 : 29 — —

Mais la colonie subit encore d'autres crises.

D'abord, l'administration voulant encourager la colonisation libre dans l'île, fit appel à de petits capitalistes pour exploiter des plantations de café, qu'elle assurait devoir être fort rémunératrices ; mais cette tentative de remplacer la colonisation pénale par la colonisation libre échoua, car, si le pays possède bien quelques plantations caféières, il ne permet pas cependant la généralisation de cette culture : le sol est trop pauvre ; seul l'élevage du bétail, mais en petit, serait possible.

Si nous prenons quelques chiffres, nous voyons qu'en effet, en 1896, l'exploitation des cafés était de 200 tonnes, et en 1903, de 530 seulement.

Ensuite la production des mines a diminué ; elle

fut en 1903, de 9 millions de francs, dont 5 millions dus à l'exportation; l'extraction du nickel fut de 77.000 tonnes (1).

En 1904, il y a une augmentation :

Nickel. . . 98.000 tonnes

Cobalt . . 9.000 —

Chrome . . 42.000 —

Aussi, les opérations de la succursale, se sont élevées, pour l'exercice 1903, aux chiffres suivants :

Escomptes 18.181.361 francs

Avances. 6.500.000 —

Opérations de change . 19.000.000 —

pour 1904 :

Escomptes 12.146.804 —

Avances. 1.860.134 —

Opérations de change . 15.430.000 —

3° Succursale de Papeete (Tahiti).

L'administration locale de l'île demanda l'installation d'une banque dans le pays, pour faciliter le développement économique des établissements français de l'Océanie.

Le gouvernement s'adressa à la Banque de l'Indo-Chine et un décret du 24 février 1904 créa une succursale à Papeete.

1. Cf. *Moniteur des Colonies. Économiste français.*

b. — Étranger .

α. — CHINE

D'une manière générale, pour les agences que la Banque possède à l'étranger, en Chine comme au Siam et dans les Détroits, il n'y a plus les privilèges dont la Banque jouissait en pays français : il y a concurrence avec les banques locales établies dans le pays ; de plus le gouvernement de ce pays peut n'être pas favorable à la Banque.

Aussi, pour pouvoir lutter contre les banques chinoises, anglaises, allemandes ou japonaises, la banque devra, par exemple, abaisser le taux de l'escompte, consentir des crédits plus larges, accepter des découverts.

Il en résulte une situation plus dangereuse pour la banque, qui court ainsi plus de risques : aussi un fonds spécial est-il affecté pour couvrir les pertes éventuelles de ces agences.

1^o Agence de Hong-Kong.

En Extrême-Orient, Hong-Kong est le grand centre du commerce, du riz et des piastres.

Créée en 1894, l'agence éprouva une certaine diminution dans ses affaires par suite de la guerre sino-japonaise, mais elles reprirent bientôt et conti-

nuèrent à aller en augmentant, malgré une insurrection chinoise en 1900 :

Exercice 1895 : 60 millions de francs.

—	1896 :	53	—
—	1897 :	83	—
—	1898 :	90	—
—	1900 :	93	—
—	1901 :	133	—

Cette prospérité provient des avances locales sur marchandises et surtout des opérations de change. Le commerce de la place est considérable : importations du riz de l'Indo-Chine et des filés de coton d'Europe ; exportations des soies de la Chine et des produits des raffineries vers l'Inde et l'Europe.

Les remises documentaires de Saïgon et Haïphong sont encaissées en grand nombre par l'agence ; celle-ci achète aux exportateurs des remises pour rapatrier des piastres : si le taux de l'argent se maintient dans les autres places plus élevé qu'à Hong-Kong, la banque pourra se procurer des remises, et la différence entre le prix d'achat et le prix de vente sera le bénéfice de l'agence ; dans le cas contraire, l'agence serait en perte.

En 1900, l'agence aida aux opérations du service de trésorerie du corps expéditionnaire, lors de l'insurrection chinoise.

En 1904, ses opérations se décomposaient ainsi :

Escomptes : 36 millions de francs.

Avances : 31 — — —

Opérat. de change : 67 — — —

2° *Agence de Shanghai.*

Shanghai est le grand débouché de la Chine du centre. Le gouvernement français demanda à la Banque de l'Indo-Chine d'y établir une agence; elle fut ouverte le 5 juillet 1898.

Depuis longtemps déjà, des maisons de banque anglaises et japonaises étaient établies, et plus récemment des maisons de banque d'autres nations. Il y avait donc une certaine concurrence, contre laquelle il fallait lutter.

L'agence fit d'abord des opérations assez fructueuses, mais éprouva des pertes sur ses opérations de change, qui sont, avec les prêts et avances sur marchandises, ses opérations les plus importantes.

L'agence était aussi en relations avec les autres succursales indo-chinoises de la Banque, dont elle plaça les disponibilités à des taux rémunérateurs.

En 1898, elle fit 71 millions d'affaires; l'insurrection chinoise arrêta son essor; ensuite il y eut une reprise des affaires, qui, en 1901, montèrent à 130 millions; en 1904, elle fit :

Escomptes : 21 millions 1/2 de francs.

Avances : 47 — — —

Opérat. de change : 73 — — —

3° *Agences de Canton et d'Hankéou.*

Après le renouvellement du privilège de la Banque, le gouvernement lui demanda la création de nouvelles agences ; il donna les raisons suivantes :

« Il est à présumer, dit l'exposé des motifs du décret créant les deux agences, quand une reprise des affaires, qu'il est dès à présent permis d'entrevoir, se produira en Chine, et quand les entreprises des commerçants et des industriels européens y reprendront une activité, que les troubles récents avaient interrompue, que les établissements de la Banque à Hankéou et à Canton seront en mesure de profiter de ces circonstances et ne laisseront pas se nouer avec les banques concurrentes étrangères des relations d'affaires qu'ils auraient intérêt à se réserver. »

L'agence de Canton fut ouverte le 1^{er} mars 1902 et celle d'Hankéou, le 15 mars 1902.

Les affaires de ces agences ont donné, en 1903, les renseignements suivants :

Agence de Canton :

Escomptes et prêts.....	12.028.189 fr. 58	
Émissions.....	3.035.884 fr. 06	} 4.324.225 fr. 63
Remises.....	1.288.341 fr. 57	

Agence d'Han-Kéou :

Escomptes et prêts.....	30.710.898 fr. 05	
Émissions.....	942.524 fr. 30	} 1.644.764 fr. 75
Remises.....	702.240 fr. 45	

La circulation fiduciaire, pour les deux agences, était :

Au 31 décembre 1902 : 301.738 francs

» 31 » 1903 : 50.465 »

» 31 » 1904 : 49.164 » (pour Canton seul¹)

4° Agences de Pékin et de Tien-Tsin.

Continuant à étendre le champ de ses opérations, la Banque établit deux nouvelles agences en Chine : un décret du 21 janvier 1906 a autorisé leur création.

β. — SIAM

1° Agence de Bangkok.

Ouverte en 1897, cette agence rencontra, dès sa création, de nombreuses difficultés : des maisons anglaises et allemandes étaient déjà installées et lui firent une grande concurrence ; les Chinois pouvaient seuls former la clientèle de l'agence ; ces maisons allemandes et anglaises avaient accaparé tout le commerce avec l'Europe.

Les affaires de la Banque consistèrent surtout en avances et escomptes locaux et en transactions avec la Chine, l'Inde et les Détroits.

Cependant, le chiffre d'affaires de l'agence a été toujours en s'accroissant :

Exercice 1897 : 12 millions de francs

— 1898 : 19 — —

— 1899 : 19 — 1/2 —

— 1900 : 32 — —

— 1901 : 47 — —

En 1903, il y eut : 1) escomptes : 6.500.000 fr.

2) avances : 2.000.000 —

3) op. de ch. : 43.000.000 —

En 1904, il y eut : 1) escomptes : 4.900.000 —

2) avances : 1.500.000 —

3) op. de ch. : 44.500.000 —

2° Agence de Battambang.

Un courant commercial constant s'était établi entre le Siam et l'Indo-Chine ; aussi un établissement de la Banque fut-il jugé nécessaire, et un décret du 24 février 1904 créa une agence à Battambang, qui fut ouverte le 16 novembre 1904.

γ. — LES DÉTROITS

Agence de Singapore.

Les relations entre l'Indo-Chine prirent un grand développement : Singapore centralisait les opérations de tous les pays voisins ; pour éviter de passer par l'intermédiaire de banques étrangères, une agence de la Banque fut créée par un décret du 14 avril 1904.

SECTION III

LA QUESTION MONÉTAIRE ET LA QUESTION DU CHANGE AUX COLONIES.

CHAPITRE I

SYSTÈME MONÉTAIRE DES COLONIES FRANÇAISES.

Avant d'étudier le problème monétaire qui se pose pour nos colonies, il est nécessaire d'indiquer rapidement quel est le système monétaire des colonies, dans lesquelles opèrent nos banques coloniales.

D'une manière générale nous pouvons dire que, sauf en Indo-Chine et dans les établissements français de l'Inde, la computation monétaire de la France a été adoptée dans toutes nos colonies. Mais les monnaies d'or et d'argent, dans la plupart de nos colonies, circulent peu et sont peu employées dans les transactions journalières, où l'on se sert surtout de pièces de billon.

Cependant, par suite de la nécessité des relations commerciales et de l'usage, certaines pièces étrangères, sans parler des monnaies étrangères ayant cours d'après les conventions de l'Union Latine, ont été introduites dans nos colonies, ce sont : la roupie anglaise dans l'Inde, les piastres mexicaines, le trade-dollar en Indo-Chine (1).

I. — Système monétaire des Antilles.

A la Martinique les monnaies françaises seules ont cours légal ; en outre, ont, aussi cours des pièces de billon de Charles X et Louis-Philippe, de 0 fr. 10, ainsi que des monnaies étrangères des États ayant adhéré à l'Union Latine.

A la Guadeloupe, outre les monnaies françaises et les monnaies de l'Union Latine, les pièces étrangères suivantes sont reçues dans les transactions :

Doublon espagnol : 81 francs.

Doublon mexicain : 75 à 78 francs.

Doublon américain : d^s. 20 = 103 à 105 francs.

Livre sterling : 25 francs.

En outre, dans ces deux colonies, le système est complété par les billets des banques de ces pays et par des bons de caisse.

1. Cf. Note sur la circulation monétaire aux colonies, 1894.

Ces bons de caisse sont maintenant un alliage de nickel, comme l'indique le tableau suivant.

COLONIES	Valeur	Diamètre	Titre (proportion des métaux)	Poids (grammes)
<i>Martinique.</i>	Bon de 1 fr. »	26 mm.	Ni : 15	8
	Bon de 0 fr. 50	22 mm.	Cu : 85	5
<i>Guadeloupe.</i>	Bon de 1 fr. »	25 mm.	Cu : 75	5,500
	Bon de 0 fr. 50	22 mm.	Ni : 25	3,500

II. — Système monétaire de l'Indo-Chine.

En Indo-Chine, coexistent le système annamite, dont il ne reste plus que la sapèque, qu'on trouve dans les ligatures, et le système français introduit en 1885, quand le gouvernement fit frapper une piastre de commerce française en argent (au titre de 0,900 et pesant 27 gr. 215) : un arrêté du 22 décembre 1885 lui avait donné cours.

Avant 1885, c'étaient les piastres mexicaines qui étaient surtout en usage ; elles étaient acceptées pour payer l'impôt dès 1869 : il y avait aussi un dollar américain d'argent, qui avait cours depuis 1874.

Depuis le 1^{er} janvier 1906, seule la piastre française a cours légal.

Dans la Cochinchine, Tonkin, Annam, Cambodge, il circule encore d'autres pièces étrangères, que nous ne pouvons énumérer ici.

Dans tous ces pays, les billets de la Banque de l'Indo-Chine ont cours légal.

Voici le tableau des monnaies ayant cours en 1903 :

MÉTAL	Dénomination	Diamètre	Titre (millièmes)	Poids (grammes)
<i>Argent.</i>	1 piastre	39 mm.	900	27.000
	1/2 —	29 mm.		13.500
	1/5 —	26 mm.	835	5.400
	1/10 —	19 mm.		2.700
<i>Bronze.</i>	1/100 —	27 mm. 5	Cu : 950 Sn : 40 Zn : 10	7.500
	1 sapèque	20 mm.		2.000

III. — Système monétaire des autres colonies.

1° *Ile de la Réunion.* — Les monnaies d'or et d'argent sont rares ; seul le billon est couramment employé.

Depuis la démonétisation de 1879, il reste peu de monnaies étrangères, qui auparavant étaient de 34 espèces différentes : des ordonnances royales avaient admis leur emploi.

Aujourd'hui, il circule des billets de la Banque coloniale et des bons de caisse, comme ceux de la Guadeloupe.

2° *Ile de la Nouvelle-Calédonie.* — Le système français s'applique intégralement ; la pièce de 5 francs domine ; la livre sterling est acceptée au pair, mais son emploi est limité.

3° *Afrique Occidentale.* — En général, le système français est en usage. Au Sénégal, les relations des indigènes de l'intérieur s'effectuent en marchandises de traite : guinées (1), étoffes diverses, tabac, bimbeloterie, etc.

Au Soudan, il y a des pièces d'argent de 5 francs, 2 francs, 1 franc et de bronze de 0 fr. 05 et 0 fr. 01 entre les indigènes.

Dans le Niger, les indigènes emploient les cauris, qui sont de petits coquillages ; 5.000 à 6.000 de ces cauris, selon les endroits, valent 5 francs.

Dans la Guinée, c'est la pièce de 5 francs ; puis 0 fr. 50, 0 fr. 10 et 0 fr. 05 sont les pièces le plus employées. On accepte aussi, par tolérance, la livre sterling et la demi-livre sterling.

Sur la Côte d'Ivoire, les pièces de 5 francs et de 0 fr. 50 sont très répandues ; la livre sterling est

1. La guinée est une pièce de tissu de coton teintée en pur indigo, longue de 15 mètres et pesant de 1 kgr. 750 à 2 kg.

La guinée type est fabriquée et teinte dans les établissements français de l'Inde.

tolérée ; les monnaies divisionnaires anglaises servent couramment entre les indigènes, qui usent aussi de la poudre d'or (1) ; certains ont des cauris ; à Grand-Bassam, il y a les manilles (2).

Au Bénin, la monnaie de billon et les centimes circulent beaucoup ; il circule aussi des pièces anglaises. Une convention franco-allemande du 26 décembre 1889 règle la circulation de pièces allemandes à Grand-Popo et à Agoué.

Les indigènes emploient les cauris dont l'unité est ici la piastre-cauri (valant 2.000 coquillages : 10 galines de 200 cauris) ; la valeur de cette piastre est variable.

Enfin au Congo, les monnaies françaises circulent ; il y a aussi la livre sterling et de nombreuses monnaies indigènes.

4° *Guyane*. — Les pièces d'argent sont d'un usage courant ; les pièces d'or et de bronze sont rares. Les pièces de l'Union Latine seule circulent.

Rappelons que la Guyane a une monnaie spéciale : l'ordonnance du 2 février 1880, qui rendait la computation monétaire française obligatoire à la Guyane, a donné cours forcé au *sou marqué*, monnaie de billon, valant 0 fr. 10.

1. L'unité de poids : mitkal : 4 grammes.

2. Ce sont des pièces pesant 140 à 150 grammes ; c'est un alliage de Pb, Cu, Sn, Sb, Fe ; leur valeur est de 0 fr. 20 à 0 fr. 25.

5. *Établissements de l'Inde.* — Le système en usage est la roupie et ses divisions ; les billets de 50 et 10 roupies de la Banque de l'Indo-Chine ont cours.

CHAPITRE II

LA CIRCULATION MONÉTAIRE.

I. — La question monétaire dans les îles sucrières.

La circulation monétaire se trouvait être principalement en pièces étrangères avant 1850 ; souvent même, elles circulaient avec une valeur nominale supérieure à leur valeur réelle ; quand ces pièces étaient de bonne valeur, elles ne tardaient pas à être expatriées ; nos colonies se trouvaient alors privées de moyens d'échange ; les fluctuations monétaires les plus grandes s'y faisaient sentir ; les crises étaient fréquentes, car ces colonies ne possédaient pas de métaux précieux.

Aussi la création des banques coloniales dans ces colonies fit-elle naître l'espérance de voir un terme à cette situation.

Cependant elle a persisté ; les crises sucrières se sont vues compliquées de crises monétaires ; la Martinique et la Guadeloupe se trouvèrent toujours

vides de numéraire; la monnaie de billon disparut complètement.

Pour remédier à cette situation, les détenteurs de comptes-courants des Banques coloniales émirent des chèques divisionnaires de 0 fr. 50, 1 franc et 2 francs.

L'administration coloniale ordonna des émissions de bons de caisse, d'abord en papier, puis en nickel, avec cours forcé pour tous les paiements (conformément au décret du 18 août 1884).

L'exportation de toute monnaie de billon fut interdite.

Malgré toutes ces mesures, le numéraire a disparu de ces îles; la circulation se compose actuellement:

- 1° Des billets des Banques coloniales;
- 2° Des bons de caisse en nickel (1).

II. — La question monétaire en Indo-Chine.

Nous avons vu que la piastre était la seule monnaie dont l'Indo-Chine se servait pour faire ses paiements à l'étranger.

Depuis 1873, l'argent a subi une baisse continue avec des fluctuations nombreuses, quoique les cours tendent actuellement à remonter un peu.

Cette circulation d'argent et la baisse qui a sévi

1. Cf. le *Rapport parlementaire* de M. ISAAC, 1898.

créent à l'Indo-Chine une situation spéciale qui, malheureusement, lui est généralement défavorable.

L'Indo-Chine, pays à étalon d'argent, se trouve en relation avec des pays à étalon d'argent et avec des pays à étalon d'or.

D'aucuns ont affirmé que la baisse de l'argent n'avait exercé aucune influence sur les relations entre pays à étalon d'argent : tout se fait au moyen de piastres, comptes et paiements, sans avoir besoin de convertir en or.

Mais, en fait, si nous comparons les prix de mêmes marchandises à différentes époques, nous voyons que les prix ont haussé avec la baisse de l'argent. On doit pourtant reconnaître que la dépréciation a été moins sensible entre ces pays, mais enfin elle l'a été.

C'est dans les relations de l'Indo-Chine avec des pays à étalon d'or que l'on s'aperçoit surtout du préjudice que la dépréciation cause à notre colonie.

Par suite des fluctuations de la piastre, une opération commerciale, faite à un taux déterminé, se trouve devenir mauvaise, parce que le taux aura changé le jour de l'échéance et tout le bénéfice que le commerçant espérait recueillir sera absorbé.

Supposons en effet un industriel français, qui envoie des marchandises en Indo-Chine au moment où la piastre vaut 3 francs ; or, à l'arrivée de ces marchandises en Indo-Chine, la piastre est tombée

2 francs ; notre industriel ne pourra regagner la perte qu'il éprouve de ce chef qu'en élevant son prix en piastres ; l'acheteur indo-chinois refusera alors d'acheter à ce prix. Dans ces conditions, par crainte de voir ses marchandises rester invendues ou vendues avec perte, l'industriel se refusera à en envoyer, dans l'incertitude où il sera de savoir si le cours de la piastre lui causera perte ou bénéfice.

Cette situation est aussi dangereuse pour la Banque de l'Indo-Chine, dont le capital et les réserves sont basés sur l'or ; pour se couvrir, pour défendre son encaisse, elle sera obligée de demander un taux d'intérêt plus élevé, un papier plus court. La Banque a pu éviter ces dangers :

1° A cause de la prudence et de l'habileté de sa Direction ;

2° A cause du faible capital avec lequel la Banque travaille en Indo-Chine (sur un capital de 36 millions de francs, il n'y a qu'un quart d'appelé, sur lequel seul portent les risques).

On voit donc que, de quelque côté qu'on envisage la situation de l'Indo-Chine, il résulte pour elle un préjudice considérable de ces fluctuations de cours.

Dans d'autres de nos colonies, les crises monétaires proviennent de la disparition du numéraire, causée par la supériorité des importations sur les exportations : ces pays, ne pouvant se rendre créanciers de l'extérieur par leur commerce extérieur, doivent

employer la monnaie pour régler leurs comptes : celle-ci sort donc du pays et finit par disparaître.

Pour l'Indo-Chine au contraire, les exportations sont supérieures aux importations : le numéraire devrait y affluer, mais il fait presque défaut, parce que la monnaie est fondue sous forme de lingots pour être réexportée.

La question de la piastre est d'ailleurs compliquée du fait qu'il y a plusieurs piastres.

En 1875, la circulation se composait de piastres mexicaines, pesant 27 gr. 073, valant environ 5 fr 50.

En 1883, Hong-Kong se trouva dépourvue de piastres mexicaines : les dollars américains et les yens japonais en usage sur la place avaient un poids inférieur à la piastre mexicaine, qui fit prime. Aussi, on alla se faire rembourser à Saïgon les billets de la Banque, remboursables en piastres, qu'on expédiait alors à Hong-Kong.

La Banque de l'Indo-Chine eut ainsi à rembourser une somme de : 300.000 dollars (1.500.000 frs.) ; elle fut obligée de faire venir, à des conditions très onéreuses pour elle, des piastres de San-Francisco, de Londres, de Paris.

En 1885, le gouvernement eut besoin d'espèces pour les frais occasionnés par l'occupation du Tonkin et s'adressa à la Banque.

Les piastres devinrent alors de plus en plus rares.

Le conseil d'administration demanda l'autorisation

de faire frapper des piastres à Paris pour les introduire en Indo-Chine.

Ces piastres françaises furent bien accueillies, mais comme elles étaient d'un titre supérieur à celui des monnaies d'argent usitées, elles furent exportées.

Un décret du 8 juillet 1895 décida qu'elles ne pèseraient plus que 27 grammes, poids supérieur de 44 milligrammes aux yens japonais ou aux dollars américains, mais trop peu considérable pour donner des bénéfices aux exportateurs.

La Banque fit frapper de ces piastres, pour une somme de 20 millions de francs.

Pendant les crises, la Banque continua à rembourser à présentation les billets, ce qui contribua à les atténuer dans une certaine mesure.

Les pays avec lesquels l'Indo-Chine a le plus de relations ont été aussi victimes de la dépréciation de l'argent et des fluctuations de son cours.

Ils ont cherché à remédier à cette situation.

Nous trouvons d'abord l'Inde, dont on a stabilisé le cours de la roupie en 1893 (15 roupies = liv. st. 1.); puis le Japon, qui adopta l'étalon d'or en 1897; ensuite le Siam, qui prit des mesures, en 1902, pour stabiliser le cours du tical; enfin, la Chine, qui prépare des plans de réforme monétaire.

On voit donc que tous ces pays sont entrés dans une voie nouvelle ; ils évoluent vers l'étalon d'or, en prenant plus ou moins d'étapes ; mais de toute façon,

le champ de circulation de la piastre se rétrécit, d'autant plus que le Mexique lui-même prend des mesures pour réformer son système monétaire et s'opposer au rapatriement des piastres mexicaines en circulation à l'étranger.

Dans ces conditions, l'Indo-Chine ne pouvait rester sans prendre de mesures.

Une commission interministérielle, dont firent partie le directeur de la Banque de France et le directeur de la Banque de l'Indo-Chine, fut nommée le 10 décembre 1902.

Elle proposa d'uniformiser d'abord la monnaie en usage en Indo-Chine.

Cette mesure devait amener dans la circulation actuelle des vides qu'elle proposait de combler par des envois échelonnés de piastres françaises.

Deux décrets du 3 juin 1903 prohibèrent l'introduction dans l'Indo-Chine de monnaies étrangères et supprimèrent, en même temps, un ancien droit de 3 0/0 établi sur la valeur des monnaies d'argent exportées.

Ces mesures permettaient l'exportation des piastres mexicaines, tout en empêchant leur importation.

L'encaisse de la Banque de l'Indo-Chine se trouva bientôt composée presque entièrement de piastres françaises.

Le nombre de ces piastres de commerce intro-

duites ainsi par le gouvernement et la Banque s'éleva à la somme de 70 millions de piastres.

Enfin un arrêté du 3 octobre 1905 démonétisa les piastres mexicaines à partir du 1^{er} janvier 1906 : seules les piastres françaises ont actuellement cours légal dans notre colonie.

Le gouvernement français prend donc les mêmes mesures préparatoires que le gouvernement anglais avait prises pour l'Inde.

Mais faut-il aller plus loin ? Faut-il, comme le préconisent quelques-uns, établir, de suite et complètement, l'étalon d'or en Indo-Chine ?

Pour répondre à cette question, il nous semble qu'il faut se placer au point de vue indo-chinois, et se dire : est-ce l'intérêt de l'Indo-Chine d'avoir l'étalon d'or ?

L'Indo-Chine fait son commerce principal avec l'Extrême-Orient, en particulier avec la Chine : ses exportations sont donc payées en piastres ; de plus, la piastre d'argent plait beaucoup à l'indigène, qui ne thésaurise guère que l'argent.

D'un autre côté, pour se doter d'un outillage moderne, l'Indo-Chine a été obligée d'emprunter 350 millions environ, dont les intérêts sont payables en or ; comme le budget indo-chinois est établi et perçu en piastres, il résulte des déficits, par suite de la conversion en francs.

Avant d'aller plus loin, avant d'arriver à stabili-

ser le cours de la piastre, il faudra donc attendre que la Chine ait marché définitivement dans la voie de l'étalon d'or, et c'est seulement quand la situation du pays le permettra qu'on pourra poursuivre l'achèvement de la réforme monétaire.

III. — La question monétaire dans l'Afrique Occidentale.

Tout autrement se présente la question monétaire dans l'Afrique Occidentale (1).

C'est seulement depuis que des puissances européennes ont envahi l'Afrique que la monnaie métallique joue un rôle dans ces pays.

Les indigènes connaissaient l'or, mais ne s'en servaient pas comme instrument monétaire.

Faute d'argent ou de bronze, qui leur faisaient défaut, les indigènes employaient comme monnaie divisionnaire les cauris.

Les cauris sont des coquillages, qui sont employés couramment comme monnaie dans l'intérieur de l'Afrique.

Certains endroits n'ont pas de cauris, et, suivant les pays, ces coquillages ont différente valeur : cela dépend de la situation plus ou moins commerciale

1. Voir l'excellente étude de M. E. Baillaud. *Annales des Sciences politiques*, 1905.

de ces pays : le taux est de 6.500 cauris, 5.000 ou même 3.500 pour 5 francs.

Il se produit ici des crises analogues aux véritables crises monétaires : ce sont les crises de cauris. C'est là l'origine du problème monétaire en Afrique Occidentale et sa physionomie est tout à fait différente de ce qui se produit dans nos autres colonies.

L'emploi de ces cauris n'empêchait pas des crises de se produire ; il arrivait, en effet, qu'il y avait tout à coup pénurie de cauris dans un endroit, et comme il fallait de nombreuses journées pour se réapprovisionner de cauris, il se produisait des hausses de prix, causant de grandes perturbations dans le commerce.

Pour y remédier, un des premiers soins de l'administration française fut de tâcher d'égaliser la répartition des cauris, en envoyant rapidement des cauris sur les points menacés.

Actuellement, il existe, en Afrique occidentale, deux sortes de monnaies : la monnaie d'argent française dans nos possessions françaises et la monnaie d'argent anglaise dans les colonies anglaises. C'est donc le monométallisme argent qui domine. Tant que nos pièces d'argent garderont leur caractère actuel, il n'y aura pas entre la France et l'Afrique occidentale d'autre change que celui provenant des frais de transport des fonds.

Quant à la monnaie anglaise, l'Angleterre tend à

établir l'étalon d'or dans ses possessions africaines, il y a là une certaine dépréciation à craindre.

Dans le commerce extérieur, les espèces monnayées ne jouent encore qu'un rôle peu important, dont l'influence ne modifie pas leur valeur dans les relations extérieures.

Le stock monétaire est aujourd'hui strictement égal aux besoins pour les règlements des opérations d'échange intérieur ; la question du système monétaire ne se pose donc pas de suite en ce qui concerne le commerce extérieur. Quand le stock monétaire sera devenu plus abondant, il servira d'instrument d'épargne ; les exportations du numéraire deviendront plus fréquentes, mais, si c'est une monnaie purement fiduciaire qui est exportée, comme c'est le cas pour la monnaie actuelle de l'Afrique occidentale, il en résultera une perte au change, qui pourra devenir considérable.

Au point de vue de la circulation intérieure, le système monétaire actuel présente des inconvénients.

C'est le monométallisme-argent qui est la véritable cause de ces complications. C'est lui qui a rendu nécessaires les mesures prohibitives que nous avons dû prendre contre la monnaie anglaise dans les colonies que nous occupions ; aussi la monnaie française fut-elle refusée, par réciprocité, dans les colonies anglaises, et les transactions indigènes ont subi une gêne considérable.

Le remède serait d'avoir l'étalon d'or dans l'Afrique occidentale ; mais nous ne croyons pas que le pays soit assez riche et déjà assez développé pour que l'introduction de l'étalon d'or soit faite avec succès.

Pour le moment, nous devons simplement prendre des mesures de protection, éviter de répandre trop de métal argent, comme nous avons eu tendance à le faire jusqu'à présent, et peu à peu nous acheminerons le pays vers la réforme monétaire qui doit inévitablement se produire dans un temps plus ou moins éloigné.

CHAPITRE III

LA QUESTION DU CHANGE.

I. — Du Change. Causes générales qui influent sur le cours du change.

Tout d'abord, il est nécessaire de définir le change.

Le change est la transformation de la monnaie d'un pays dans la monnaie d'un autre pays.

Il y a de nombreuses causes qui peuvent influencer sur le change ; ainsi que l'écrit M. R.-G. Lévy dans son livre des *Mélanges financiers*, nous pouvons ramener les causes à deux grandes catégories : les causes tirées des dettes et créances des deux

pays considérés, que nous appellerons causes physiques, et celles tirées de la constitution même de la monnaie de chaque pays, que nous appellerons causes chimiques.

A. — CAUSES PHYSIQUES.

Quand un pays se trouve, en fin de compte, créancier d'un autre, il attire à lui la monnaie du pays débiteur, car les transactions journalières se feront généralement par des compensations, la monnaie ne devant intervenir qu'en solde final ; mais comme les transactions sont continues, s'il y a encore d'autres éléments de paiement que les lettres de change, par exemple les titres mobiliers, la quantité de monnaie sera peu considérable.

Dans le pays débiteur, il va se produire, de ce fait, un renchérissement des capitaux ; les valeurs mobilières vont baisser, mais, au moyen d'arbitrages, un nivellement interviendra : le pays créancier, attiré par le taux rémunérateur de placement de ses capitaux, achètera des titres au pays débiteur, et en définitive, la dette se trouvera soldée par les titres et obligations, qui, seuls, voyageront.

Telles sont les causes qui, en dehors de la monnaie des deux pays, agiront sur le change : c'est ce qu'on appelle l'*état d'endettement* du pays.

Ceci infirme complètement le système mercanti-

liste de la Balance du Commerce, théorie par laquelle on affirmait qu'un pays qui importait plus qu'il n'exportait était dans une situation fâcheuse.

Nous dirons seulement que les partisans de cette doctrine oubiaient que le numéraire ne représente qu'une faible partie de la fortune d'un pays et que les échanges de marchandises sont loin de constituer la totalité des échanges entre deux pays (citons, par exemple, les échanges des valeurs mobilières, les dépenses des étrangers dans le pays, le placement des capitaux d'un pays dans un autre, les frêts payés par les navires étrangers au pays transporteur, etc).

Cette théorie se trouve contredite par les faits, puisque l'Angleterre et la France, qui ont un excédent d'importations, le premier pays surtout, loin de s'appauvrir, s'enrichissent chaque année, tandis que la Russie, qui a un excédent d'exportations, est loin de se trouver dans le même état de prospérité que ces deux pays.

B. — CAUSES CHIMIQUES

Il est nécessaire de distinguer suivant que les pays ont ou non même étalon monétaire.

1° Pays ayant même étalon monétaire.

Quant les monnaies ont un certain poids de métal précieux, dont la valeur est certaine, il n'y a qu'une

opération de calcul à faire, et seuls les facteurs physiques agiront : la monnaie d'un pays servira à payer les dettes de l'autre pays.

Est-ce à dire qu'il n'existera plus aucune variation de change entre les deux pays ? Au premier abord, il semblerait que oui ; cependant des variations se produiront : ceci vient de ce que, dans chaque pays, on ne peut s'acquitter que dans la monnaie du pays. Il y aura des variations faibles, mais elles n'en existeront pas moins.

Prenons un exemple, la France et l'Angleterre : entre ces deux pays, le pair mathématique de la livre sterling et du franc est 1 liv. st. = 25 fr. 21. Le change ne se maintiendra pas à cette valeur, car il y a des frais de monnayage, le *frai*, les frais de transport, les assurances contre les risques de vol et de naufrage : toutes ces opérations viendront influencer.

Mais il y aura des limites extrêmes, au delà desquelles le change ne pourra monter ou descendre, car le taux des opérations précédentes est connu : si le cours tend à baisser au delà de 25 fr. 21, cette baisse sera arrêtée par un envoi d'or en Angleterre ; s'il tend à monter, cette hausse sera enrayée par une exportation de numéraire : elle s'arrête en effet quand le prix d'achat d'une monnaie étrangère sur une place dépasse le prix intrinsèque de cette monnaie, plus le transport de la monnaie. Ici, nos deux limites sont 25 fr. 09 et 25 fr. 33.

2° Pays ayant un étalon monétaire différent.

Prenons un pays à étalon-argent et un pays à étalon-or. Ce seront alors les variations de la monnaie d'argent qui régleront les fluctuations du change.

Les quantités d'argent, ne pouvant plus être frappées librement dans le pays à étalon-or, vont sur le marché, où elles sont cotées en or. La valeur d'une piastre mexicaine, par exemple, qui ne se trouve plus considérée que comme lingot, monte et baisse comme la valeur même du métal : à Londres, le prix de l'once d'argent a varié entre 20 et 61 pence, depuis 1870 ; la piastre valut alors de 1 fr. 80 à 5 fr. 30.

Les fluctuations de l'argent lui-même dépendent de la production du métal, des besoins monétaires qu'on a de frapper des pièces divisionnaires d'argent, des commandes de l'industrie.

3° Pays à circulation de papier.

C'est dans ces pays que les variations du change sont les plus considérables.

Nous devons d'abord préciser le sens de ces mots : « pays à circulation de papier ».

Ce ne sont pas des pays comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne, où les billets, qui circulent sont payables à vue, mais des pays ayant encore le cours forcé : dans ce cas, les fluctuations du change

sont infinies entre un pays à circulation de papier et un pays à circulation métallique.

Nous avons vu que tout billet de banque est représenté par une monnaie métallique. Quand le cours forcé est établi, le billet a encore une certaine valeur : son cours se trouve basé dans l'espoir plus ou moins éloigné de leur remboursement ; plus les émissions seront restreintes, plus la date de remboursement sera proche, plus le cours du billet par rapport à l'or montera.

II. — Opérations de change.

Nous allons indiquer en quelques mots en quoi consistent ces opérations.

En général, on emploie deux procédés : la traite et la remise.

Supposons qu'on veuille transporter un capital de Saïgon à Marseille.

1° On tirera à Marseille une lettre de change sur Saïgon, soit sur un débiteur de Saïgon, soit sur un correspondant qui fera une avance en payant la lettre de change.

Cette lettre de change sera négociée à Marseille, où l'on disposera ainsi d'un capital dû par un débiteur de Saïgon, comme si on l'avait matériellement.

C'est là le procédé de la traite.

2° Dans le procédé de la remise, l'opération se

passera au contraire à Saïgon ; un débiteur achètera à Saïgon une lettre de change sur Marseille et l'enverra à Marseille ; si elle est échue, le créancier de Marseille en touchera de suite le montant, sinon il la négociera.

III. — Le change aux colonies.

Après cet exposé des principes généraux du change, nous pouvons l'étudier maintenant au point de vue spécial des relations de la France avec ses colonies.

Tout d'abord, il nous faut distinguer entre les colonies qui ont même système monétaire que la France, et celles qui ont un système différent.

Dans les colonies qui ont même système monétaire que la métropole, le cours du change dépendra essentiellement de l'état d'endettement des colonies par rapport à la France.

Or ces colonies, et les colonies sucrières en particulier, ont le plus souvent une balance générale défavorable, de là il résulte un change, qui, à la Guadeloupe par exemple, s'est élevé jusqu'à 30 0/0 en juin 1898.

Cette situation provient de plusieurs causes : l'infériorité des exportations sur les importations, des emprunts nombreux faits par les colonies, l'absentéisme des planteurs : ceux-ci dépensent tout le prix

de leurs exportations hors de la colonie, diminuant ainsi le nombre des créances sur la métropole ; or, pour solder les différences, les colonies doivent exporter du numéraire ; aussi, tend-il à disparaître, et même dans certaines colonies, a-t-il complètement disparu, de sorte qu'elles se trouvent sous un régime de cours forcé de billets de banque et de bons de caisse coloniaux, qui ne peuvent servir à régler des dettes extérieures.

Dans les colonies, qui ont un système monétaire différent de celui de la métropole, comme l'Indo-Chine, si elles se trouvent en relation avec un autre pays de même étalon qu'elles, il s'agira simplement de comparer le poids de deux lingots : c'est ce qui arrive pour les relations de l'Indo-Chine avec la Chine.

Au contraire, dans les relations avec l'Europe, par exemple, avec la France, il faudra rechercher la valeur en or de la monnaie d'argent qui circule dans la colonie, d'après le poids de métal fin qu'elle contient : on aura ainsi la valeur commerciale de la piastre, qui sera soumise aux fluctuations que subit le métal-argent.

Ainsi donc, dans les colonies à circulation métallique dépréciée, comme dans les colonies à circulation forcée, il y a un change élevé avec la France.

Cette question du change, nous croyons devoir y insister, a une grande importance, surtout à cause des conséquences qui en découlent.

D'abord, un change élevé paralysera le commerce entre la France et ses colonies. Le change défavorable va restreindre les avances des négociants étrangers aux colons ; c'est un droit prohibitif à l'entrée de la colonie, car l'importateur, pour se garantir contre les conséquences de la hausse, va demander un prix assez élevé pour pouvoir payer sans perte la dépréciation.

Remarquons de plus, que dans nos colonies, cette hausse sera une sorte de taxe mise sur la population au profit de quelques-uns. Cette taxe retombe directement sur le commerçant, qui, débiteur de l'étranger, ne peut se libérer qu'en achetant aux créanciers extérieurs.

Elle retombe indirectement sur la population car le commerçant élèvera ses prix de façon à retrouver la perte qu'il a faite : on aura donc une augmentation générale des prix dans la colonie.

On a essayé de remédier à une telle situation : d'abord, on a interdit aux Antilles, par exemple, l'exportation de la monnaie de billon, mais ce fut insuffisant, car le billon disparut tout de même de ces îles.

Une autre mesure fut prise : on éleva le prix des mandats sur la France, que délivraient les banques coloniales : ce fut plus efficace.

Pour nous, nous croyons qu'il vaut mieux essayer d'augmenter la production, de façon à obtenir un

solde créiteur, et de proportionner davantage les dépenses de la colonie à ses ressources, de façon à diminuer la proportion des dettes : c'est de cette façon seule que le taux du change pourra s'abaisser et se maintenir sans brusques oscillations.

Il est bon de remarquer que cette hausse du change fut loin d'être préjudiciable aux banques coloniales : la Banque de la Guadeloupe, en particulier, en tira profit, et même, elle ne dut son salut en 1898, qu'en faussant artificiellement le mécanisme du change.

D'aucuns ont même vu dans cette élévation du change, l'indice d'une situation prospère, en se basant sur les premiers bénéfices réalisés sur la déperdition.

Mais c'est là une idée fausse, qu'on ne saurait trop combattre; un change avarié ne peut jamais constituer un bon régime pour le pays, qui en souffre : c'est un raisonnement de sophiste, qui conduit à soutenir le contraire; en effet, du fait du change, l'exportateur trouvera une source de bénéfices immédiats, mais ce sera un gain illusoire, car dans le pays, tous les prix monteront et il faudra ainsi que tous subissent les conséquences de la hausse.

Et c'est justement ce que les partisans du change avarié ne voient pas, ce dont ils ne tiennent pas compte, en supposant que l'état général des prix est

resté le même dans tout le pays et n'a subi aucune influence.

Or, la réalité des faits nous démontre tous les jours qu'il n'en est pas ainsi. Jamais, répétons-le, l'élévation excessive du change ne peut être une cause de prospérité pour un pays : c'est toujours un signe de finances avariées.

A. — LE CHANGE DANS LES COLONIES SUCRIÈRES.

Nous avons dit que nos trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, livrées à la monoculture de la canne à sucre, ne peuvent se suffire à elles-mêmes et importent presque toutes leurs subsistances, soit des États-Unis (farine, viande salée), de l'Inde (riz), de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Porto-Rico, pour les Antilles ; soit de l'Inde et Australie (riz, blé), pour la Réunion.

Le plus souvent, il arrive que la valeur des exportations est inférieure à celle des importations, d'autant plus que la récolte locale aura été plus faible ou le prix du sucre moins élevé.

Dans le règlement du prix, ce sont les banques coloniales qui interviennent, au moyen du change, entre l'importateur de la colonie, qui achète des marchandises nécessaires et l'exportateur qui vend ses récoltes hors de la colonie.

Pour cela, elles émettent des mandats sur le Comp-

toir d'Escompte, servant à solder les marchandises importées. Pour effectuer ce paiement, on sait que les statuts imposent aux banques coloniales l'obligation de constituer une provision préalable au Comptoir d'Escompte : les banques acquièrent dans ce but des remises sur la France, que lui cède le colon exportateur.

Nous voyons ainsi que c'est la grande loi de l'offre et de la demande, qui va régir le marché. Selon le montant respectif des recettes et dépenses de la colonie, l'équilibre sera plus ou moins stable : de là, la baisse et le plus souvent la hausse de la prime du change.

Par suite de l'élévation même du taux du change, l'envoi de numéraire sera impossible pour régler le pays créancier : aussi le prix des traites ou remises sur la France sera plus ou moins élevé, suivant qu'elles seront plus ou moins demandées par les importateurs.

Dans les cas de crise, le numéraire qui peut se trouver dans la colonie, est exporté : pour solder, on n'a plus que les moyens de remises, qui atteignent alors des taux exorbitants.

Nous allons voir, maintenant, dans chaque colonie, en particulier, quelles ont été les principales oscillations du change.

a. — *Le change à la Martinique.* — En 1857-1858 nous avons vu qu'une crise du sucre détermina une

crise monétaire ; le taux du change monta à 15 et 18 0/0 ; en 1860, à la fin de la crise, le taux redescendit à 2 0/0.

Une autre crise de 1863-1869 fait remonter le taux ; après 1870, la situation redevint normale. Mais dès la crise de 1884, le taux qui était de 7 0/0 environ monte à 10 et 15 0/0, puis il baisse quand les effets de la crise s'atténuent ; la banque réduit ses tirages, le taux revient à 2 0/0, puis oscille entre 2 et 3 0/0.

En 1890, une autre crise sucrière se déclare ; en 1892, le taux monte à 12 0/0, puis à partir de 1896 se maintient à 10 0/0.

En août 1897, à la suite des faillites locales que nous avons signalées, le change remonte à 16 0/0.

En janvier 1898, il retombe à 11 0/0.

Il oscille ensuite entre 8 et 15 0/0 (juin 1898).

En mars 1899, il se trouve à 2 0/0 ; dès avril, il tombe à 1 0/0.

Depuis 1901, il oscille entre 2 1/2 et 1 1/2 0/0.

On voit donc que le taux du change s'est élevé assez haut pendant les crises que traversait l'île, mais que, cependant, il est redescendu toujours presque aussitôt que la crise était passée.

b. — *Le change à la Guadeloupe.* — La Guadeloupe a eu à subir les mêmes crises que la Martinique, mais n'ayant pas à craindre comme sa voisine la concurrence étrangère (celle de la Colonial Bank, qui concurrençait la Banque de la Martinique), la

hausse du change s'est trouvée de ce fait en quelque sorte illimitée, surtout dans ces dernières années.

Si nous reprenons les crises des époques précédentes, nous trouvons qu'en 1857-1858, le taux du change fut de 15 à 16 0/0 ; il redescendit aux environs de 2 0/0 après 1860 et remonta de 1863 à 1869.

La crise de 1884 fut conjurée par des récoltes extraordinairement abondantes en 1886, 1887, 1888 ; cependant, le change était monté à 10 0/0.

En 1890, la crise ne put être encore conjurée par les bonnes récoltes de 1891-1892, car le prix du sucre baissa de nouveau.

Jusqu'en 1893, le change oscillait entre 2 et 5 0/0 puis il monta à 10 0/0 en juin 1896, puis à 12 0/0 malgré un accroissement des exportations ; en 1897 il était à 15 0/0 ; enfin du 28 juin 1898 au 15 juillet 1898, il atteignit 30 0/0 ; le 15 juillet il redescendit à 26 0/0 ; à certains moments, en septembre 1897, la prime avait atteint 45 à 50 0/0.

C'est que la Banque avait agi arbitrairement sur le change en trafiquant avec les grands usiniers de l'île, auxquels cette hausse procurait, ainsi qu'à elle-même, de forts bénéfices au détriment de la colonie.

La Banque arrêta ses tirages ; la Chambre de commerce de la Pointe-à-Pitre fit une pétition pour protester contre cette élévation arbitraire du taux de change.

Le change redescendit :

En juillet 1898, à 26 0/0 ;

En février 1899, à 21 0/0 ;

En juin 1899, à 19 0/0 ;

En 1901, il était encore entre 12 et 13 0/0.

Il continua à descendre graduellement et au 30 juin 1903, il était de 2 0/0.

c. — *Le change à la Réunion.* — La question se complique ici de ce qu'en 1850 la Réunion n'avait pas le même système monétaire que la France : c'était surtout la roupie qui circulait dans le pays ; un arrêté local avait fixé son cours à 2 fr. 50 (arrêté du 12 décembre 1848) ; malgré la dépréciation de l'argent, ce taux était resté en vigueur et la roupie valait intrinsèquement moins de 2 fr. 50.

Le change oscillait généralement de 2 à 3 0/0, jusqu'en 1872-1873.

En 1874, il monta à 8 0/0 et finit par atteindre 25 0/0 en 1879 ; les causes de cette hausse étaient d'abord la baisse de la roupie, puis une diminution des récoltes et une exagération des importations.

Quand le système de la métropole, démonétisant toutes les pièces étrangères, fut appliqué à la Réunion, la monnaie nationale pouvait seule désormais acquitter les dettes, mais elle menaçait d'être exportée.

Le gouvernement voulut agir sur le change ; il parvint à établir un cours artificiel : il ordonna à la Banque de délivrer ses traites au pair ; de plus, il

facilita certaines opérations de trésorerie dans la colonie, et même déposa trois millions au Comptoir d'Escompte contre le dépôt de pareille somme, en billets de la banque, dans les mains du trésorier local. Aussi le change se maintint-il entre $3 \frac{1}{2}$ et $2 \frac{1}{4}$ 0/0. Mais les abus de la banque, qui s'endetta ainsi de 6.200.000 francs en cinq ans, et la crise de 1884, démolirent cet édifice artificiel ; le change remonta à 7 puis $16 \frac{1}{2}$ 0/0.

Toute monnaie métallique disparut de l'île et les bons de caisse devinrent depuis la seule monnaie.

En 1885, des mesures de vérification furent prises contre la banque.

En 1886, le change retomba à 6, 5, 4 et 3 0/0. Par suite d'une entente entre la banque et un établissement de l'île, il parvint à se maintenir entre 1 et 2 0/0, de 1888 à 1892.

En 1892, le change était à $1 \frac{1}{2}$ 0/0, mais la nouvelle crise sucrière produisant ses effets et la faillite du Crédit Agricole et Commercial déterminèrent une nouvelle hausse du change, qui passa successivement à 12, 15, 25 0/0.

Dès 1894, il redescendit à 10 0/0, car la banque put surmonter cette crise.

En 1896, après une baisse progressive, il atteignit 12 0/0.

Jusqu'en 1901, il oscilla entre 1 et 4 0/0 ; en 1901,

il y a une hausse à 5 et même 9 0/0. Depuis, il a continué à osciller entre les mêmes limites.

B. — LE CHANGE EN INDO-CHINE.

Tout autrement se présente la question du change en Indo-Chine.

L'Indo-Chine a un mouvement d'importations et d'exportations supérieur à nos autres colonies ; ici, ce n'est pas par suite de la supériorité des importations que l'Indo-Chine voit le change s'élever, mais par suite de son système monétaire, qui repose sur l'étalon d'argent.

La Banque de l'Indo-Chine a un champ d'action beaucoup plus vaste que nos anciennes banques coloniales ; aussi les crises locales ont-elles moins d'influence sur ses opérations, dont la masse peut arriver à compenser certaines pertes.

Nous savons aussi que la Banque de l'Indo-Chine a son siège social à Paris : de là, nul besoin qu'un établissement métropolitain intervienne, comme pour d'autres banques coloniales, pour faciliter ses opérations de change.

En pratique cependant, la Banque de l'Indo-Chine se sert du Comptoir d'Escompte ; elle en tire certains avantages, car le Comptoir d'Escompte a des agences et succursales dans de nombreux pays.

En Indo-Chine, c'est la dépréciation de l'argent qui

cause l'élévation du change, surtout quand on envisage les relations de l'Indo-Chine avec des pays ayant une circulation or, par exemple la France ou le Japon.

Nous ne nous étendrons pas sur les causes de la dépréciation de l'argent ; cet exposé dépasserait trop les limites de notre travail. Mais cette dépréciation est certaine ; en 1875, la piastre valait 5 fr. 75 ; elle est tombée jusqu'à 1 fr. 85 et vaut actuellement 2 fr. 50 environ.

La hausse du change se trouve ainsi intimement liée à la dépréciation de l'argent et elles ont même limite, mais cette limite ne saurait être fixée.

La conséquence est que la Banque de l'Indo-Chine est obligée de payer de plus en plus cher ses remises sur la France : un effet de Saïgon sur Paris, par exemple, coûtera très cher. Mais remarquons, qu'à l'inverse, un effet de Paris sur Saïgon coûtera moins cher qu'avant la dépréciation.

LIVRE III

LES BANQUES COLONIALES ENVISAGÉES COMME BANQUES AGRICOLES

SECTION I

CONDITIONS GÉNÉRALES DU PRÊT SUR CESSION DE RÉCOLTES PENDANTES

C'est sur la loi du 13 décembre 1901 et les statuts y annexés, que nous baserons nos explications pour les anciennes banques coloniales.

Quant à la Banque de l'Afrique Occidentale et à la Banque de l'Indo-Chine, nous prendrons les statuts de 1901 et de 1900, qui, eux, s'en réfèrent aux dispositions générales de la loi du 24 juin 1874.

Mais les conditions posées diffèrent peu, la loi de 1901 n'ayant apporté que peu de changements à la loi du 24 juin 1874 en cette matière.

Ce ne sera donc que dans l'étude particulière, que nous ferons sur chaque banque, que nous signalerons les différences qui existent entre elles.

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS DE VALIDITÉ DU PRÊT.

I. — Conditions de formation entre les parties.

A. — *Caractère juridique du prêt.*

Ce ne fut pas sans difficulté que le prêt sur récolte fut admis. On avait d'abord parlé de *récoltes futures*, puis on remplaça par *récoltes pendantes*, mais cela ne satisfit pas encore les critiques et les adversaires de la loi.

On se rappelle que M. Chégaray, le rapporteur nommé par la commission, qui avait à examiner le projet du 29 novembre 1850, avait conclu nettement au rejet des dispositions autorisant le prêt sur récoltes.

« La majorité (de la commission), disait-il, a été frappée tout d'abord de l'incertitude et même du caractère négatif du gage, qui serait ainsi offert à la Banque. Il s'agirait pour elle de prêter sur la simple signature d'un propriétaire non commerçant, non contraignable par corps, avec la seule garantie promise d'une récolte à venir.

« Mais qui assurera que les fonds ainsi avancés à un planteur, souvent obéré et besoigneux, seront

consacrés à des frais de culture et ne seront pas ou divertis ou détournés par la nécessité plus urgente de faire face à des engagements antérieurs?

« A supposer que ces fonds soient réellement employés à la culture, quelle sûreté aura-t-on que cette culture sera fructueuse, que les incendies, les ouragans, si fréquents, si redoutables sous le ciel des Antilles ne viendront pas tromper l'espérance du cultivateur et le mettre dans l'impuissance absolue de remplir ses engagements?

« Considérée en elle-même la récolte future n'est donc pas susceptible de donner au créancier la sécurité matérielle, positive, dont le mot de gage doit être l'expression et qui dispense un créancier prudent de toute autre précaution.

« Mais allons plus loin : supposons qu'aucune de ces craintes ne se réalise, supposons que le cultivateur affecte loyalement la somme avancée à une récolte fructueuse, le privilège que le projet de loi essaie d'assurer à l'établissement de Banque pourrat-il avoir l'effet que l'on se promet, celui d'assurer à l'établissement, au moment où se réalisera la récolte engagée par avance, un droit à l'abri de toute contestation et exclusif du droit et de la légitime prétention de tout autre créancier?

« Il est de l'essence même du gage, que l'objet sur lequel il porte sorte de la possession du propriétaire, pour passer dans celle du créancier (le gagiste

n'a son privilège, dit M. Troplong, qu'à la condition d'être saisi de la chose. Cette condition lui était imposée expressément par l'article 187 de la coutume de Paris, elle est reproduite par l'article 2102, § 2 du Code civil).

« Quelle est la garantie que possédera la banque ? Si nous analysons l'opération nous voyons que ce n'est pas une récolte future, non semée ou à peine sortie de terre, et ce n'est pas non plus une récolte faite : c'est une récolte pendant au moment du prêt. »

Il faut bien convenir que c'était proposer à la commission une opération toute spéciale. Au point de vue juridique, cette récolte, puisqu'elle n'était pas coupée, tenait à la terre et ainsi faisait partie de la garantie d'une créance hypothécaire, mais d'après l'article 2071 du Code civil, elle ne pouvait faire l'objet d'un gage, puisqu'on ne pouvait la déplacer et la remettre aux mains du créancier.

Cette innovation hardie, à une époque où l'on tenait à la lettre des textes et à leurs conséquences rigoureuses, n'allait pas sans heurter la conscience d'un juriste tel que M. Chégaray, ancien conseiller à la Cour de cassation, qui ne pouvait admettre un gage immobilier sans déplacement, contraire à tous les principes du Code civil.

Dans quelle catégorie, en effet, ranger ce gage ? Parmi les meubles ? Mais, manifestement on ne

pouvait considérer, en cet état, les récoltes comme meubles, ce qui eût été contraire à l'article 520 du Code civil.

Alors devait-on les ranger parmi les immeubles et pouvoir prendre hypothèque? Le rapporteur concluait à la négative :

« Vainement, disait-il, le projet promet à la Banque, sur les récoltes engagées, le privilège que l'article 2102 du Code civil accorde au gagiste véritablement et réellement saisi. La nature des choses s'oppose ici à ce que la fiction ait les mêmes effets que la réalité.

« Il faut remarquer d'abord qu'aux termes de l'article 520 du Code civil, les récoltes pendantes par racines et les fruits non encore récoltés sont immeubles. Le droit des créanciers hypothécaires s'exerce donc sur les récoltes comme sur le corps même de l'immeuble. Le projet de loi n'a pas essayé la tâche difficile de concilier ce droit des créanciers hypothécaires avec le privilège qu'il prétend conférer éventuellement aux banques coloniales. Or il est évident qu'une saisie immobilière exercée sur l'immeuble, même après la transcription du privilège de la banque, pourrait faire tomber celui-ci, pourvu que l'hypothèque fût antérieure à la transcription. »

Nous savons que M. Chasseloup-Laubat, ministre de la Marine et des Colonies, succédant à l'amiral Romain-Desfossés, maintint le projet du gouverne-

ment et parvint à le faire accepter à la commission avec laquelle il transigea ; mais ce ne fut pas, comme on pourrait le penser, sur le fond même de l'institution, que les concessions furent faites, ce fut simplement sur la formule de l'opération ; la commission obtint un changement d'étiquette, l'opération fut alors qualifiée « prêt sur cession de récolte pendante » et M. Chégaray l'accepta dans un rapport supplémentaire.

Et maintenant, si nous voulons analyser les termes employés, nous voyons qu'il y a impossibilité juridique, pour ne pas dire plus, à faire coexister ces mots : *prêts sur cession de récoltes*.

Si, en effet, nous partons de la définition, nous voyons d'abord qu'il y a cession. Du moment qu'il y a cession à la banque, celle-ci devient propriétaire ; en retour de la récolte cédée, la banque donne une certaine somme, qui sera le prix de la vente, et non un prêt consenti au planteur. Mais alors si la banque a acheté la récolte et en est propriétaire, comment peut-elle avoir un privilège sur sa propre chose ?

Ceci n'est pas possible et n'a aucune signification.

Du moment que la banque a un privilège, il ne peut y avoir eu cession ; et de plus, remarquons que la banque est obligée de faire vendre aux enchères publiques la récolte, à défaut de paiement à l'éché-

ance, pour se faire payer : c'est donc qu'elle n'était pas payée auparavant.

On est au contraire en présence d'un prêt sur nantissement, d'un caractère tout spécial, comme le recommandait du reste le projet de loi du gouvernement.

Et si nous voulions aller plus loin, nous pourrions constater que la nouvelle qualification, à supposer qu'elle eût été exacte ne faisait pas qu'il y eût dépossession, comme l'exigent les articles 2071 et 2076 du Code civil, articles sur lesquels le rapporteur s'était fondé pour refuser le prêt, ni translation véritable, comme dans le cas d'une cession véritable.

C'est avec ces subtilités que le prêt sur récoltes fut admis dans les statuts des banques coloniales.

En somme, on était en présence d'un contrat nouveau, basé sur le dessaisissement fictif du propriétaire, et qu'on avait voulu faire rentrer dans les qualifications existantes, au lieu d'admettre directement l'institution, avec son caractère et sa domination propres.

B. — *Capacité des parties.*

A qui la banque peut-elle consentir un prêt ?

D'après la loi du 11 juillet 1851, c'était seulement le planteur, propriétaire, qui pouvait engager sa récolte.

La loi du 24 juin 1874 étendit cette faculté au fer-

mier, au métayer, au locataire de terrain ou entrepreneur de plantations, à condition d'être muni d'une autorisation du propriétaire.

La loi du 13 décembre 1901 reproduit sur ce point la loi de 1874.

Ajoutons que pour les Banques de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale, les décrets de 1900 et de 1901 leur permettent en outre de consentir des prêts aux collectivités agricoles, ayant qualité de personne civile.

Du côté de la banque, c'est le conseil d'administration qui fixe le mode à suivre pour estimer les récoltes et déterminer les conditions du prêt (article 37 des statuts 1901).

Il reste d'ailleurs entendu que les règles ordinaires du droit civil sur la capacité des contrats s'appliquent ici.

C. — *Garanties données à la banque.*

Tous les ans, les banques envoient leurs experts dans les plantations pour procéder à l'estimation des récoltes : ils calculent, par exemple pour la canne à sucre, le rendement probable, d'après le cours des sucres à prévoir, et déterminent ainsi le montant des prêts à consentir.

L'avance faite sur la récolte ne peut excéder le tiers de la valeur de la récolte ; à moins de catastro-

phes imprévues ou d'effondrement du cours des sucres ou du riz, il sera rare que la banque se trouve à découvert, ayant les deux autres tiers pour se garantir.

Une fois le prêt consenti, les experts continuent à surveiller la plantation et avertissent la banque en temps utile de la négligence ou de la fraude du débiteur, s'il y a lieu.

Le taux de l'intérêt du prêt a varié entre 3 0/0 et 6 0/0. C'est à la Martinique que le taux descendit à 3 0 0 en 1892 ; c'est à la Guadeloupe et à la Réunion que nous trouvons 6 0/0.

Remarquons que c'est là un taux assez élevé, d'autant plus que l'usage courant aux Antilles oblige l'emprunteur à remettre en traites la valeur intégrale de la récolte à la banque ; or, elle touche sur ces traites 2 0/0 de prime : comme leur valeur doit être le triple du prêt consenti, cela fait un intérêt supplémentaire de 6 0/0 pour la banque. L'échéance du prêt est fixé par la loi à 120 jours. Mais, en pratique, on renouvelle généralement pour une nouvelle période égale, ce qui porte la durée du prêt à huit mois.

Enfin disons qu'aucune opposition n'est admise sur les crédits ouverts par la banque aux emprunteurs et résultant d'une opération sur cession de récoltes, faite légalement.

II. — Conditions d'opposabilité aux tiers.

La constitution d'un prêt sur récolte, créant des droits et privilèges en faveur de la banque créancière, il était nécessaire d'organiser une certaine procédure pour sauvegarder l'intérêt des tiers : ce fut le but de la publicité exigée pour les prêts sur récoltes, que prescrivent la loi du 11 juillet 1851 et les lois postérieures.

Voyons d'abord quels sont ces tiers, qui ont intérêt à connaître la situation de l'emprunteur, et dont les droits pourraient se trouver en opposition avec ceux de la banque.

Ce sera :

1° Le propriétaire de la plantation, si l'emprunteur est un fermier, métayer, etc. ;

2° Les créanciers hypothécaires du fonds et de la récolte ;

3° Les créanciers à privilège général, portant subsidiairement sur les immeubles.

4° Les créanciers à privilège spécial, comme, par exemple, les créanciers qui ont fourni de l'argent pour les frais de la récolte de l'année.

Nous allons examiner maintenant quelles sont les formalités de publicité requises.

A. — FORMALITÉS DE PUBLICITÉ ANTÉRIEURES AU PRÊT

Les propriétaires, métayers, fermiers, etc., qui veulent emprunter, doivent faire connaître leur intention par une déclaration inscrite un mois à l'avance, sur un registre spécialement tenu à cet effet par le receveur de l'enregistrement (L. 13 décembre 1904, art. 6, al. 2).

Cette déclaration est ensuite publiée dans un journal d'annonces judiciaires pour la porter à la connaissance de tous les intéressés.

De plus, les fermiers, métayers etc., doivent être munis de l'autorisation du propriétaire : cette autorisation doit être inscrite sur le registre tenu à cet effet par le receveur de l'enregistrement en même temps que la déclaration relative à l'emprunt (art. 6, al. 3).

De cette façon, l'adhésion du propriétaire au prêt implique de sa part renonciation formelle de se servir du privilège qu'il possède contre la banque, qui prend rang ainsi avant le propriétaire.

Du jour de l'inscription, court un délai d'un mois, pendant lequel les oppositions au prêt peuvent être valablement faites. Les personnes admises à faire opposition, sont les créanciers, qui ont hypothèque sur l'immeuble, ou les porteurs d'un titre authentique contre le propriétaire, pourvu, ajoute la loi que,

la créance de l'opposant soit exigible pour une portion quelconque ou seulement en intérêts, au moment même de l'opposition ou à un terme ne dépassant pas trois mois.

Les créanciers du détenteur à titre précaire ne peuvent former opposition que si leur créance est exigible en vertu d'un titre authentique (art. 6, al. 4).

Pour que l'opposition soit valable elle doit énoncer :

- 1° La nature du titre ;
- 2° La date du titre ;
- 3° La somme.

Elle doit de plus contenir élection de domicile dans l'arrondissement du bureau de l'enregistrement, à peine de nullité (art. 6, al. 5).

Dans tous les cas, c'est le receveur de l'enregistrement qui reçoit l'opposition ; il est tenu de la mentionner sur le registre spécial, en marge de la déclaration faite par le futur emprunteur (art. 6, al. 4 *in fine*).

De plus, le receveur de l'enregistrement est tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent un extrait des actes transcrits aux registres dont la tenue est prescrite par l'article 6, alinéa 1.

Si l'emprunteur se refuse à accepter une opposition formée contre sa demande de prêt, il peut demander au tribunal compétent la main-levée de

l'opposition, après signification au domicile élu par l'opposant (art. 6, al. 1).

B. — FORMALITÉS DE PUBLICITÉ POSTÉRIEURES
AU PRÊT.

Une fois le délai d'opposition expiré, si les oppositions ont été déclarées non recevables ou n'ont pas été faites, la banque consent le prêt au demandeur.

Mais elle doit alors se protéger contre des créanciers postérieurs de son emprunteur ; pour cela, elle doit faire transcrire l'acte constatant le prêt (que la loi qualifie improprement de cession), sur le registre du receveur de l'enregistrement.

La Banque est considérée comme saisie de la récolte (art. 7, al. 1).

CHAPITRE II

EFFETS DE LA CONSTITUTION DU PRÊT.

La constitution d'un prêt sur récoltes produit des effets vis-à-vis de la Banque et du débiteur. Mais remarquons que d'après l'article 7 § 1 de la loi du 13 décembre 1901, c'est seulement la transcription de l'acte qui permet de considérer la Banque comme saisie de la récolte ; c'est à partir de l'ac-

complissement de cette formalité que le débiteur est dessaisi.

I. — Droits de la Banque vis-à-vis des tiers

A. — Acquisition du privilège.

Aussitôt la transcription, la Banque peut exercer ses droits et actions sur les valeurs provenant de la récolte, nonobstant les droits de tout créancier, qui n'aurait pas manifesté son opposition, suivant les formes prescrites comme nous avons vu (art. 7, al. 2).

Cependant le privilège de la Banque ne saurait avoir d'effet, si, dit la loi, il existe une saisie immobilière transcrite antérieurement au prêt ; cette saisie doit avoir son effet sur toute la récolte, conformément au droit commun (art. 7, al. 3).

C'est qu'ici nous sommes en présence d'une négligence de la Banque : si elle a prêté sans s'informer ni consulter le registre des transcriptions, elle doit en subir les conséquences ; elle pouvait se faire délivrer par le conservateur des hypothèques un certificat, qui lui aurait révélé l'état de son débiteur.

B. — Droit de vente.

Lorsque l'emprunteur ne rembourse pas à l'échéance, la Banque est en droit de faire vendre la récolte,

mais la loi lui accorde ici la faveur d'une procédure rapide.

En effet, d'après l'article 10, à défaut de remboursement à l'échéance des sommes prêtées, la Banque est autorisée, huitaine après simple mise en demeure, à faire vendre aux enchères, par tous officiers publics, nonobstant toute opposition, les récoltes cédées ou leur produit, sans préjudice des autres poursuites qui peuvent être exercées contre les débiteurs jusqu'à entier remboursement des sommes prêtées, en capital, intérêts et frais.

Mais si, au moment de l'échéance, la coupe avait déjà été effectuée, la Banque pourrait faire vendre les cannes coupées ou le sucre déjà fabriqué.

Une cession de récoltes peut suppléer une deuxième signature, et les obligations, non négociables, appuyées d'une cession de récolte et donnant lieu à l'ouverture d'un compte-courant, peuvent être, jusqu'à l'échéance, prorogées jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée (Statuts, art. 14, al. 1).

La Banque peut stipuler que les denrées, provenant de la récolte, seront, au fur et à mesure de la réalisation, versées dans les magasins de dépôt désignés à cet effet par la loi de 1901, article 9, de manière à y convertir le prêt sur cession en prêt sur nantissement (Statuts, art. 14, al. 2).

Remarquons que si l'emprunteur a pu, dès le début, emprunter sur sa récolte effectuée, en la

déposant dans les magasins conformément à la loi du 13 décembre 1904, article 9, ce devient un prêt sur marchandises.

L'avance pourra aller jusqu'aux trois quarts de la valeur. Mais ici, de même que pour les prêts sur marchandises en général, l'emprunteur devra couvrir la Banque du montant de la baisse que subirait le gage, si elle atteignait 20 0 0, conformément à l'article 13 des statuts.

Il faut de plus que la récolte soit assurée (Statuts 1904, art. 13, al. 3).

II. — Droits de la Banque vis-à-vis du débiteur.

A. — *Négligence du débiteur (art. 8).*

Il peut arriver que le débiteur, ayant touché une avance de la Banque, fasse un mauvais emploi de ses fonds, ou bien, qu'il ne fasse pas les opérations nécessaires pour préparer sa récolte ou qu'il néglige de faire sa coupe en temps utile.

Nous supposons que l'échéance du remboursement est postérieure à l'époque de la coupe. Que fera la Banque?

Dans ce cas, la Banque, sur le rapport des experts qu'elle a commis et qui surveillent la plantation, après une mise en demeure et sur simple ordonnance du juge de paix de la situation, peut être autorisée

à effectuer la vente de la récolte sur pied ou être envoyée en possession de la dite récolte aux lieu et place du débiteur négligent.

Les frais qu'elle avancera pour effectuer sa récolte devront lui être remboursés en addition au principal de la créance et par privilège sur la récolte ou son produit.

Quand la Banque s'est fait ainsi envoyer en possession, l'ordonnance devra indiquer la durée du séquestre, et les ressources nécessaires en matériel et en personnel, qui devront être mises temporairement à la disposition de la Banque.

B. — *Mauvaise foi du débiteur* (art. 13).

Les propriétaires, usufruitiers, gérants, administrateurs ou tous autres représentants du propriétaire, les fermiers métayers, locataires de terrains ou entrepreneurs de plantations, qui détournent, en tout ou en partie, au préjudice de la banque, la récolte cédée à cet établissement, sont justiciables des tribunaux répressifs, et en particulier, l'article 408 du Code pénal leur est applicable.

CHAPITRE III

LA JURISPRUDENCE RELATIVE AUX PRÊTS SUR RÉCOLTES.

Il nous paraît intéressant de signaler ici quelle a été, depuis l'origine, la jurisprudence des tribunaux qui ont eu à interpréter la loi de 1851 et les lois postérieures, au sujet des prêts sur récoltes.

Les nombreux arrêts qui existent peuvent se ramener à différentes catégories : ceux qui confirment les droits de la banque contre les tiers et ceux qui réservent les droits des tiers.

I. — Arrêts confirmant les droits de la banque contre les tiers.

Le premier arrêt de cette catégorie, l'arrêt classique en quelque sorte, est celui de la Cour de cassation du 10 février 1858 (1).

Il ressort de cet arrêt, que si la banque a pour gage une récolte et si l'acte a été transcrit sans opposition, les créanciers de l'emprunteur ne peuvent plus saisir les récoltes et les faire vendre ; la banque a en effet plus qu'un droit de préférence sur

1. SIREY, 58, 1.373. DALLOZ, 58, 1.52.

le prix de la créance, elle a aussi le droit absolu de ne vendre qu'au moment qui lui convient.

Voici quels étaient les faits :

La Banque de la Guadeloupe avait consenti à un planteur un prêt garanti par sa récolte ; la transcription avait eu lieu sans opposition ; or un créancier du planteur fit saisir quelques mois plus tard la récolte pour en poursuivre la vente, disant que la Banque n'avait qu'une créance privilégiée sur le prix, et qu'il avait le droit de faire saisir et vendre, et d'être ainsi désintéressé après le prélèvement de la créance privilégiée de la Banque.

La Banque fit opposition, soutenant que les articles 9 et 11 de la loi de 1851 l'investissaient seule du droit de réaliser son gage et au moment où elle voudrait.

Par jugement du 22 mars 1855, le tribunal de la Pointe-à-Pitre déclara valable la saisie opérée par le créancier, dont il adoptait les conclusions, se basant sur l'article 2079 du Code civil et sur ce que l'acte de cession n'était pas translatif de propriété pour la banque, que la récolte était restée dans le patrimoine du débiteur, et qu'elle pouvait être ainsi valablement saisie par les créanciers.

Un arrêt de la Cour, rendu sur appel le 15 juin 1855, confirma le jugement des premiers juges.

La Banque forma un pourvoi en cassation, pour violation de la loi de 1851.

La Cour de Cassation cassa l'arrêt de 1855 et donna gain de cause à la Banque.

Certains attendus sont à signaler :

« Attendu que ces diverses dispositions de la loi de 1851, ayant particulièrement pour objet de faciliter le mouvement des opérations des banques coloniales, doivent être considérées comme un élément nécessaire de leur existence et constituent ainsi un droit absolu, dont les créanciers du débiteur ne peuvent, sous aucun prétexte, gêner ou entraver l'exercice ;

« ...Attendu, d'ailleurs, que ces créanciers peuvent prévenir ou écarter les conséquences de toutes combinaisons préjudiciables à leurs intérêts, soit en désintéressant la banque coloniale et en remplaçant dès lors les récoltes cédées sous leur action commune, soit en ayant recours à tous actes conservatoires, à l'exception toutefois de ceux qui par leur nature ou leurs effets, tendraient à réduire ou modifier les droits particuliers de la Banque. »

Un deuxième arrêt de la Cour de cassation reconnaît encore ce droit exclusif des banques sur la récolte cédée (1).

En l'espèce, une récolte avait été cédée à la Banque de la Guadeloupe, qui s'était entendue avec une

1. Cass. 21 novembre 1882. SIREY, 83.1.407. DALLOZ, 83.1.269.

compagnie de fabrication des sucres provenant des cannes à récolter. Mais le Crédit Foncier Colonial, créancier de l'emprunteur, faute de paiement à l'échéance, se fit autoriser par le président du tribunal de la Pointe-à-Pitre, à se mettre en possession, à titre de séquestre, de l'habitation du débiteur : en cette qualité, il dut acquitter les salaires des ouvriers occupés à enlever la récolte sur l'habitation ; il se fit alors subroger dans le privilège des ouvriers sur cette récolte, et fit opérer une saisie-arrêt, entre les mains de la compagnie, sur les produits de la récolte, à raison de la subrogation. La compagnie ne pouvait plus payer la Banque, qui demanda la nullité de la saisie, en vertu de la loi de 1874.

Le tribunal de la Pointe-à-Pitre annula la saisie le 17 juin 1879, se fondant sur ce que le Crédit Foncier Colonial, n'avait aucun privilège sur la récolte, faute d'opposition faite en temps voulu ; qu'il n'avait agi ensuite que comme séquestre et dans son intérêt de séquestre et non dans l'intérêt de la Banque, comme il le prétendait.

Le tribunal ordonna main-levée de la saisie.

Le Crédit Foncier Colonial se pourvut en cassation et la Cour, par arrêt du 21 novembre 1882, confirma la décision attaquée et débouta le Crédit Foncier Colonial, en rejetant le pourvoi.

II. — Arrêts réservant les droits des tiers.

Nous avons vu que tout créancier ayant une hypothèque sur un immeuble ou une créance privilégiée sur la récolte, ou s'il est porteur d'un titre exécutoire, peut faire opposition dans les délais voulus aux demandes de prêts sur récoltes de son débiteur à une banque coloniale.

Un arrêt de la Cour de la Réunion du 18 juin 1869 décida qu'un héritier bénéficiaire peut exercer ce droit d'opposition contre un adjudicataire d'un domaine, provenant de la succession, qui voudrait contracter un prêt sur une récolte, se trouvant sur ce domaine, tant que le prix n'a pas été intégralement payé.

Les motifs étaient que « l'héritier administre aux termes des articles 803 et suivants du Code civil, tant pour les créanciers de la succession que pour son compte personnel, qu'il a évidemment intérêt à ce que les créanciers soient payés dans le plus bref délai, à l'effet de pouvoir exercer les droits qui lui appartiennent sur le solde de l'hérédité ; qu'il est d'ailleurs, quand il s'agit du prix d'un immeuble successoral, vendu à des tiers, approprié d'un privilège du vendeur, comme garantie du paiement du prix de la vente ; qu'enfin il a qualité pour poursuivre ce paiement, avec mission de faire des fonds recouvrés les applications de droit... »

Le pourvoi formé par l'adjudicataire fut rejeté par la Chambre des requêtes (1), attendu que l'héritier ayant vendu un immeuble de la succession avait sur cet immeuble le privilège du vendeur et se trouvait ainsi fondé à former opposition, et qu'en sa qualité d'héritier bénéficiaire, il y avait qualité et intérêt.

Un autre arrêt de la Chambre civile du 8 février 1870 (2) accorde à la banque créancière, colloquée en sous-ordre et qui a été partie au jugement rendu sur les contestations élevées contre la collocation de son débiteur, le droit d'intervenir sur l'appel dirigé contre ce jugement, si elle n'a pas été personnellement intimée.

Peut encore faire opposition un créancier dont la créance est constatée à son profit, sans qu'il soit besoin qu'elle soit de plus liquide et certaine : c'est ce qui ressort d'un arrêt de la Cour de cassation du 27 septembre 1871 (3) se fondant sur l'article 9 de la loi de 1851.

Remarquons qu'avec l'article 6 de la loi du 13 décembre 1901, l'opposition ne serait plus recevable, puisqu'il faut que la créance soit exigible pour une portion ou seulement en intérêts, à un terme ne dépassant pas trois mois le jour de l'opposition.

1. Cass., 8 février 1870. SIREY, 70.1.264.

2. SIREY, 70.1.174.

3. SIREY, 72.1.70. DALLOZ, 73.1.82.

Par un arrêt du 11 mai 1886, la Cour de cassation (1), rejetant un pourvoi contre un jugement du tribunal de Saint-Pierre, du 25 août 1885, déclare que, lorsqu'il est constaté qu'un emprunteur a directement livré les produits de sa récolte à la Banque, qui en est devenue propriétaire et les a faits vendre pour se rembourser du prêt, faute de paiement à l'échéance, les conséquences de l'insolvabilité de l'acheteur doivent être supportées, non par l'emprunteur, mais par la Banque, conformément aux articles 6, 7, 10, 11, de la loi du 24 juin 1874.

1. DALLOZ, 86.1.462.

SECTION II

OPÉRATIONS DE PRÊTS SUR RÉCOLTES DANS NOS COLONIES

Après avoir examiné les conditions théoriques des prêts sur récoltes, nous allons voir maintenant quelles applications ces prêts ont reçues dans nos colonies, et dans quelle mesure ils ont aidé au relèvement de l'agriculture coloniale.

Une division naturelle s'impose ici : selon les colonies, le prêt porte principalement sur une récolte de canne à sucre ou de riz, nous diviserons donc nos explications en deux parties.

CHAPITRE PREMIER

LES PRÊTS SUR RÉCOLTES DANS LES COLONIES SUCRIÈRES

Les Banques du Sénégal et de la Guyane ne font pas de prêts sur récoltes ; nous n'aurons pas à nous occuper de ces banques.

Parmi les autres banques, c'est surtout chez la Banque de la Guadeloupe que prédominent les opérations agricoles.

Nous ne pouvons entrer ici dans les détails techniques de la plantation et de la culture de la canne à sucre ; qu'il nous suffise de dire que, dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, la canne se plante de septembre à février, suivant l'époque des pluies et elle n'est bonne à récolter que quinze à dix-huit mois après, entre janvier et juin de l'année suivante, en sorte qu'il y a toujours deux récoltes en terre à la fois.

A la Réunion, c'est d'octobre à janvier que la canne se plante ; la récolte a lieu plus tôt qu'aux Antilles : c'est de juillet à décembre.

A la Martinique, les prêts ne prirent pas une grande extension au début ; en 1857-1858, il n'y a pas pour 155.000 francs d'avances sur les cannes ; mais l'abaissement du taux de 6 0/0 à 4 0/0 fait monter les prêts à 2.300.000 francs en 1859-1860. Il fallut cependant hausser de nouveau ce taux, à cause des mécomptes éprouvés.

A la Guadeloupe, au contraire, les prêts s'acclimatèrent très vite :

1854	:	1.520.832 fr.
1857-1858	:	2.092.781 fr.
1860-1861	:	3.981.827 fr.

A la Réunion, la Banque montra, à l'origine, la plus grande prudence :

1855-1856 : 158.000 fr.

1857-1858 : 907.808 fr.

1860-1861 : 2.649.333 fr.

La baisse du prix des sucres avait enrayé, en 1860, l'essor pris par l'institution, mais la production du sucre augmenta pendant la période suivante et la prospérité reparut dans nos colonies ; malheureusement, elle dura peu.

Malgré les pertes qu'éprouva la Banque de la Guadeloupe, les prêts se maintinrent aux environs de 4 millions et demi de francs à 5 millions par an :

Exercice 1864-1865 : 2.479.440 francs.

— 1865-1866 : 4.995.700 —

— 1869-1870 : 5.690.246 —

Il en fut tout autrement pour les deux autres banques.

A la Martinique, un fléchissement se manifesta en 1867-1868 et dans les exercices suivants :

Exercice 1864-1865 : 746.969 francs.

— 1867-1868 : 628.584 —

— 1868-1869 : 565.597 —

— 1869-1870 : 562.184 —

Mais ce fut surtout à la Réunion où les plantations furent le plus ravagées, que le fléchissement fut le plus considérable :

Exercice 1865-1866 : 4.995.700 francs.

—	1866-1867 : 2.924.646	—
—	1867-1868 : 2.335.618	—
—	1868-1869 : 1.814.138	—
—	1869-1870 : 1.105.067	—

Dès 1870, nous voyons la Banque de la Guadeloupe développer considérablement ses prêts sur récoltes, puisqu'en 1873 et 1875, ils atteignirent jusqu'à 10 millions de francs.

Exercice 1870-1871 : 7.061.513 francs.

—	1872-1873 : 8 939.760	—
—	1873-1874 : 10.903.738	—
—	1874-1875 : 10.708.234	—
—	1875 1876 : 9.152.754	—

A la Martinique, les prêts remontèrent, mais moins haut :

Exercice 1872-1873 : 1.000.458 francs.

—	1873-1874 : 1.035.990	—
—	1874-1875 : 1.592.605	—
—	1879-1880 : 2.812.477	—

A la Réunion, les opérations reprirent, mais les prêts se maintinrent entre 2 et 3 millions.

Nous arrivons ainsi en 1884. C'est l'époque de la grande crise des sucres : les cours qui étaient aux environs de 60 francs les 100 kilos, tombèrent à 35 francs, puis 30 francs.

La Banque de la Guadeloupe put pallier ses pre-

mières pertes par suite de grosses récoltes en 1887 et 1888.

La Banque de la Martinique restreignit ses avances et parvint à surmonter la crise.

Quant à la Banque de la Réunion, elle éprouva de grosses pertes.

Dès 1890, une autre crise éclata. A la Guadeloupe, il y eut une grande sécheresse ; aussi la valeur de la récolte subit-elle une baisse. Mais, en 1894-1895, la baisse du taux d'intérêt de 6 0/0 à 5 0/0 amena une recrudescence de prêts, qui doublèrent :

Exercice 1893-1894 : 8.563.125 francs.

— 1894-1895 : 16.888.674 —

Comme la Banque prêtait pour plus du tiers de la valeur de la récolte et renouvelait inconsidérément des prêts consentis, restés impayés, elle fut bientôt obligée de liquider un gros arriéré ; les prêts baissèrent un peu.

A la Martinique des désastres locaux amenèrent la Banque à abaisser le taux d'intérêt des prêts à 3 0/0 ; aussi le chiffre des prêts s'accrut :

Exercice 1890-1891 : 2.958.398 francs.

— 1891-1892 : 4.351.503 —

— 1893-1894 : 4.994.578 —

La Banque de la Réunion se trouvait aussi aux prises avec des difficultés locales.

Depuis 1900, les opérations de prêts sur récolte ont une tendance générale à diminuer.

Banque de la Martinique :

Exercice	1900-1901	:	3.868.465	francs.
—	1901-1902	:	la catastrophe de 1902 a détruit les résultats.	
—	1902-1903	:	2.604.818	francs.
—	1903-1904	:	2.512.514	—
—	1904-1905	:	2.650.000	francs environ.

Banque de la Guadeloupe :

Exercice	1900-1901	:	5.768.000	francs.
—	1901-1902	:	5.035.770	—
—	1902-1903	:	4.864.750	—
—	1903-1904	:	4.233.550	—
—	1904-1905	:	4.665.945	—

Banque de la Réunion :

Exercice	1900-1901	:	1.363.156	francs.
—	1901-1902	:	2.495.498	—
—	1902-1903	:	2.753.162	—
—	1903-1904	:	1.449.794	—
—	1904-1905	:	1.386.483	—

CHAPITRE II

LES PRÊTS SUR RÉCOLTES EN INDO CHINE

La principale production de l'Indo-Chine est le riz ; c'est sur le riz que porteront les prêts que la Banque pourra consentir.

L'article 20 des statuts de 1900 divise les prêts en deux catégories : les prêts faits directement par la Banque aux emprunteurs, et les prêts faits avec le concours ou la garantie de l'administration.

I. — Prêts faits directement par la Banque.

La législation de 1874, reproduite en 1901 pour les premières banques coloniales, s'applique ici entièrement.

La Banque de l'Indo-Chine détermine par un règlement intérieur de son conseil d'administration, pour quelle quotité et pour quelle valeur les récoltes pourront servir de base à un prêt. La proportion ne peut excéder le tiers de la valeur de la récolte (Statuts, art. 17).

La Banque de l'Indo Chine a les mêmes droits et les mêmes privilèges sur la récolte cédée que les autres banques coloniales.

Elle jouit des mêmes faveurs pour l'enregistrement de l'acte et pour l'exécution du gage contre un débiteur.

II.— Prêts faits avec le concours ou la garantie de l'Administration

C'est seulement dans l'Indo-Chine que la Banque peut pratiquer ces prêts.

Aux Indes, en effet, la propriété est trop morcelée pour que la Banque ait des garanties suffisantes ; au Cambodge, les habitudes locales s'opposent à ce que la Banque puisse consentir ces prêts, non que ces prêts soient interdits par la législation du pays, mais l'agriculteur, qui aime beaucoup emprunter, se préoccupe peu ensuite du remboursement et la loi locale permet au débiteur de se libérer, soit en entrant au service du créancier, ici de la Banque, soit en subissant la contrainte par corps, ce que la Banque ne pouvait admettre.

Dans les pays étrangers, les prêts sur récoltes sont interdits à la Banque.

Ce fut en Cochinchine que l'institution fonctionna tout d'abord, à la suite des premières conquêtes.

Ce fut ensuite à l'Annam et au Tonkin que le privilège fut étendu, et par conséquent, le droit pour la Banque d'y consentir des prêts sur récoltes.

Nous allons donner quelques explications sur les

mesures que nos gouverneurs prirent successivement, en faisant remarquer que ce fut d'abord en vue des indigènes, et qu'ensuite seulement on admit les français à bénéficier des dispositions faites pour les indigènes, avec quelques modifications (1).

A. — PRÊTS CONSENTIS AUX INDIGÈNES

1° *Dans la Cochinchine.*

C'est l'arrêté du gouverneur général du 21 avril 1876, qui, malgré quelques changements postérieurs, est toujours la réglementation actuelle.

Il est bon de remarquer que le titre IV de cet arrêté portait qu'il n'était édicté qu'à titre provisoire.

On était en présence d'une population assez riche, laborieuse, mais imprévoyante et ayant la passion du jeu. Aussi pouvait-on craindre que les capitaux mis à la disposition des indigènes, ne servissent qu'à satisfaire à meilleur compte leur besoin d'argent, sans aucune utilité pour l'agriculture.

On pensa alors à prendre, entre l'emprunteur et la Banque, un intermédiaire, qui eût assez d'autorité chez les indigènes pour les engager à s'adresser à la

1. Pour toute cette partie, voir l'étude de M. H. BAUDOIN et de M. CUNIAU.

Banque et en même temps pour donner des gages suffisants à la Banque pour la sûreté des créances.

Ce fut à l'entremise de la commune qu'on eut recours.

Les communes sont donc autorisées à contracter des emprunts, au nom et au compte de ceux de leurs inscrits, qui en font la demande ; mais une commune ne pourrait emprunter pour son propre compte.

Les propriétaires font une demande à leur commune, celle-ci adresse alors une demande d'emprunt à l'administrateur des affaires indigènes, qui la transmet au directeur de la Banque (*art. 2*).

La demande contient :

- 1° Les nom, prénoms, domicile du propriétaire ;
- 2° La situation exacte de sa terre ;
- 3° La nature de la culture ;
- 4° L'évaluation de la récolte ;
- 5° La somme demandée, évaluée en piastres.

La commune prend l'engagement de rembourser le prêt total dans le délai de 120 jours.

Si le propriétaire le désire, elle peut obtenir la prorogation du délai jusqu'à l'achèvement de la récolte (1).

La demande est rédigée en triple expédition, scellée du cachet du village, signée par le maire et deux notables, qui la portent, avec tous les emprun-

1. Jusqu'au 15 mars, pour le riz.

teurs, s'il y en a plusieurs, à l'Inspection, où une fois vérifiée, elle est enregistrée au droit fixe de 1 franc, dû par chaque emprunteur. L'approbation du directeur de l'Intérieur rend le contrat définitif (*art. 3*).

Le directeur envoie un bon à payer de la somme représentant le prêt sur la Caisse de l'administrateur, qui aura reçu la demande; la Banque rembourse ensuite l'administrateur ou le crédite, s'il a un compte à la Banque (*art. 5*).

Le montant des emprunts ne peut excéder un tiers de la valeur de la récolte pour chaque terre engagée (*art. 6*).

L'article 7 fixe le taux de l'intérêt à 15 0/0; les intérêts courent du jour où les fonds sont remis aux représentants de la commune et jusqu'à l'échéance.

Ce sont les administrateurs, qui reçoivent quinze jours avant l'échéance, l'état des sommes à recouvrer dans leur Inspection, et ceux-ci l'adressent aux communes.

Quand il y a eu plusieurs emprunteurs dans la même commune, les notables recueillent ces sommes et versent le tout à l'administrateur, qui en donne reçu (*art. 8*).

Il y a un délai supplémentaire de trente jours après l'échéance, pour que les communes acquittent le prêt qu'elles ont garanti.

Si elles ne peuvent rembourser, l'administrateur

rend compte au directeur de l'Intérieur et à la Banque, qui, par suite de la garantie de l'administration, reçoit du directeur de l'Intérieur un ordre de paiement, sur la caisse du Trésor, des sommes à recouvrer.

L'article 10 de l'arrêté règle l'instruction des litiges où se trouve intéressée la Banque: les administrateurs instruisent, le gouverneur juge en Conseil.

Mais les administrateurs ont qualité pour trancher les litiges s'élevant entre eux et les communes (*art. 11*).

Si les débiteurs ne peuvent rembourser la commune à l'échéance, ils ont encore un délai de 15 jours; passé ce délai, les notables peuvent requérir un ordre de l'administrateur pour faire vendre les récoltes; si les produits de la vente étaient insuffisants pour rembourser capital et intérêts compris, le fonds était vendu, et le prix affecté au remboursement jusqu'à due concurrence (*art. 12*).

Tel est le résumé succinct des dispositions de l'arrêté de 1876; on voit que la Banque court peu de risques par suite de la garantie de l'administration; en compensation, la Banque paie au trésor une certaine somme, sur laquelle elle reprend une commission de 1 0/0 à titre de frais exceptionnels.

Des arrêtés postérieurs ont apporté quelques modifications.

1° *Arrêté du 21 janvier 1886.* — Il abaisse le taux de l'intérêt de 15 à 11 0/0 et supprime la commission perçue par la Banque. Il prolonge les délais du prêt:

huit mois au maximum, quatre mois au minimum.

2° *Arrêté du 23 janvier 1888.* — Il fixe une date d'échéance déterminée, coïncidant avec la fin des travaux agricoles, à l'époque de la récolte : c'est le 15 mai qui est fixé comme terme d'emboursement, quelle que soit l'époque du prêt pendant l'année.

2° *Dans l'Annam et le Tonkin.*

C'est un arrêté du 11 janvier 1897, qui autorisa les communes de l'Annam et du Tonkin, à contracter au nom et pour le compte de leurs inscrits, des emprunts à la Banque.

Si on lit attentivement cet arrêté de 1897, on voit qu'il reproduit celui de 1876 pour la Cochinchine, avec quelques différences, provenant de l'organisation administrative différente de ces provinces.

L'échéance du prêt est fixée à six mois, avec facilité de prorogation jusqu'à l'achèvement de la récolte (1).

Le droit fixe de 1 franc est dû par chaque emprunteur (*art. 3*).

La valeur du prêt ne peut excéder un tiers de la valeur de la récolte.

Le taux d'intérêt est abaissé à 8 0/0.

1. Pour le riz : au 30 juin pour la première récolte ; au 31 décembre pour la deuxième récolte.

La Banque doit à l'administration du Protectorat une ristourne du quart de l'intérêt.

Les délais de remboursement partiel ou total sont les mêmes que dans l'arrêté de 1876.

Un arrêté du 20 avril 1897 spécifie que le droit d'enregistrement est bien dû par chaque emprunteur pour chaque demande.

Enfin l'arrêté du 25 septembre 1898 cherche à simplifier les formalités du prêt, tout en maintenant les principales dispositions de 1897.

La durée du prêt est de six mois, avec prorogation facultative de six autres mois (*art. 2*).

Le droit d'enregistrement ne tient plus compte du nombre des contractants, mais de l'acte seul (*art. 3*).

Une simplification est apportée pour les prêts inférieurs ou égaux à 150 piastres : le chef de la province détermine le montant du prêt sans en référer à l'administration centrale, comme dans les arrêtés de 1876 et 1897, dont la procédure reste applicable pour les prêts supérieurs à 150 piastres.

Le Protectorat donne toujours sa garantie (*art. 7 et 8*).

Le taux de l'intérêt reste 8 0/0, mais l'intérêt ne court que du jour où la Banque a remboursé le Trésor des sommes qu'il a avancées à l'emprunteur ; il cesse de courir le lendemain du remboursement fait à la caisse du percepteur (*art. 9*).

La ristourne reste toujours du quart du taux de

l'intérêt, mais la moitié est abandonnée aux budgets provinciaux (*art.* 10), qui bénéficient aussi du droit d'enregistrement (*art.* 11).

Les délais de remboursement restent les mêmes que dans l'arrêté de 1897 (*art.* 13 et 14).

B. — PRÊTS CONSENTIS AUX COLONS FRANÇAIS

C'est un arrêté du 12 décembre 1893 qui fait bénéficier les colons français de la Cochinchine des faveurs accordées aux indigènes par l'arrêté de 1876.

On voit donc qu'avec la garantie de l'administration les conditions du prêt se trouvent quelque peu modifiées : la Banque opère avec plus de sécurité et n'a plus à s'occuper du recouvrement sur l'emprunteur lui-même. Il semble donc que c'eût été là donner un encouragement au développement des prêts ; or nous verrons qu'il n'en a rien été.

III. — Les opérations effectuées.

Dès 1876, la Banque de l'Indo-Chine fit quelques prêts ; une certaine progression se manifesta jusqu'en 1882 :

Exercice	1877	:	151.745 fr. 40
—	1880	:	131.996 fr. 90
—	1881	:	136.326 fr. 60
—	1882	:	320.000 fr.

Puis nous relevons un fléchissement :

Exercice	1883	:	272.000	francs
—	1884	:	188.000	—
—	1885	:	194.213	—

Ensuite, les opérations progressent jusqu'en 1888, année où les prêts atteignent leur chiffre maximum :

Exercice	1886	:	401.510	fr. 85
—	1887	:	457.644	fr. 10
—	1888	:	935.618	fr. 70

Malgré les différentes facilités accordées par les arrêtés locaux, les prêts n'augmentent pas, quelquefois diminuent, mais n'atteignent jamais un chiffre élevé.

En 1899, l'institution fonctionne dans l'Annam et le Tonkin ; au début, il y eut beaucoup de prêts, mais le total n'augmenta pas, car il y eut très peu d'opérations en Cochinchine.

Depuis 1900, après une baisse assez considérable, les prêts ont presque constamment monté :

Exercice	1897	:	351.451	fr. 35
—	1898	:	469.937	fr. 15
—	1899	:	532.784	fr. 80
—	1900	:	274.920	fr. 95
—	1901	:	363.589	fr. 40
—	1902	:	429.682	fr. 61
—	1903	:	601.700	fr. 96
—	1904	:	774.191	francs

Dans l'ensemble, on voit donc que les prêts sur récoltes ne sont pas acclimatés dans l'Indo-Chine, puisque, dans la masse des opérations de la Banque, les prêts sur récoltes représentent un chiffre aussi peu considérable.

SECTION III

APPRÉCIATION CRITIQUE DE L'INSTITUTION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES.

Après avoir étudié l'institution des prêts sur récoltes, dans la loi et dans la pratique, il nous reste à dégager les conclusions qu'on peut tirer de cet essai de crédit mobilier réel, tenté il y a plus d'un demi-siècle.

A notre avis personnel, la tentative de crédit agricole a échoué dans son ensemble ; nous ajouterons même que les nombreux embarras qu'ont éprouvés les Banques coloniales sont venus de ce genre d'opération, et que les Banques de la Guyane et du Sénégal, qui ne faisaient pas de prêts sur récoltes, sont toujours restées dans un état plus florissant et traversées de moins de crises. Quant à la Banque de l'Indo-Chine, nous venons de voir qu'elle opère d'une façon spéciale.

Mais si nous nous permettons de porter ce jugement sur le résultat des prêts sur récoltes, tels qu'ils ont été conçus et autorisés par les lois existantes,

nous ne voulons pas dire qu'il faille pour cela, soit renoncer complètement au prêt sur récolte, soit supprimer les Banques elles-mêmes.

Loin de nous cette pensée ; nous croyons au contraire que ce sont là des institutions utiles à nos colonies, mais chez lesquelles nous désirerions quelques réformes, mettant en harmonie les besoins réels des agriculteurs et planteurs coloniaux avec les intérêts et les obligations des banques coloniales.

Nous allons donc examiner quelles ont été les causes de cet insuccès des prêts et ensuite nous indiquerons quelles pourraient être les réformes à apporter à l'institution.

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUE GÉNÉRALE :

LE VICE DE CONSTRUCTION DES BANQUES COLONIALES.

Quand un établissement de crédit fait des prêts, il doit toujours proportionner la masse et l'échéance des avances qu'il consent à la masse et à l'échéance des prêts et dépôts que lui ont faits ses clients ; en d'autres termes, il doit exister une exacte correspondance entre les ressources d'un établissement et l'usage qu'il veut en faire.

C'est là ce qu'on appelle généralement la loi de correspondance (1).

On comprend que c'est là une règle de prudence, que toute banque soucieuse de faire honneur à ses engagements, cherchera à observer, sinon, c'est courir les risques de la spéculation et elle ne peut entrer dans cette voie.

Or, si nous examinons maintenant la situation de nos banques coloniales, nous voyons qu'elles sont dans l'impossibilité d'observer cette règle, et cela, d'après la loi elle-même.

En effet, nous connaissons quelles sont les ressources des banques coloniales : ce sont des ressources à vue, dont l'exigibilité est toujours imminente. Or, les banques peuvent légalement consentir des avances sur récoltes pour quatre mois ; remarquons d'ailleurs que, même quand la situation est prospère, ces avances sont insuffisantes : la canne exige environ dix-huit mois pour son complet développement ; les prêts à quatre mois ne pourraient intervenir qu'aux environs du quatorzième mois, puisque les emprunteurs ne peuvent s'acquitter qu'une fois les récoltes réalisées : comme ce sont les travaux de première culture, et non les frais de moisson, qui coûtent le plus cher, les cultivateurs ne peuvent attendre jus-

1. Cf. LEVEILLÉ, *Rapport parlementaire*, 1897. COURCELLE-SENEUIL, *Traité des opérations de Banque*, 1905.

qu'au quatorzième mois ; aussi ont-ils toujours essayé d'obtenir un délai plus long, par des renouvellements successifs : cela devint même presque un usage officiel de prêter directement à huit mois ; la loi du 24 juin 1874 l'admit en partie dans son article 14, permettant aux obligations, non négociables, appuyées d'une cession de récoltes pendantes, et donnant lieu à l'ouverture d'un compte-courant, d'être prorogées jusqu'à l'achèvement de la récolte cédée. Et en fait, c'est ainsi aujourd'hui, que se font les prêts.

Il en résulte que pour faire ces opérations, à quatre mois au minimum, qui tendent à se prolonger pendant un an, et, quelquefois indéfiniment, par suite de renouvellements de complaisance, les banques n'ont que des ressources à vue.

C'est en cela que réside le vice technique de la construction des Banques coloniales.

M. Léveillé le signala en 1897 :

« Le vice réside en ceci, dit-il, que pour faire face à des opérations qui s'allongent et qui devaient s'allonger par la nature même des choses, la banque ne dispose que de ressources très courtes. »

Telle est la critique, que l'on peut adresser en général à toutes les Banques coloniales, consentant des prêts sur récoltes.

CHAPITRE II

CAUSES PARTICULIÈRES DE L'INSUCCÈS DES PRÊTS.

Si les prêts n'ont pas réussi, c'est qu'il existe, en outre, des causes particulières, tenant, soit aux banques elles-mêmes, soit aux pays où elles sont établies, qui ont contribué à l'échec de l'institution.

I.— Banques des colonies sucrières.

Nous avons vu que ces banques ont leur administration dans la colonie elle-même ; comme ces colonies sont d'étendue restreinte, les banques se trouvent ainsi sous la domination des influences locales ; de plus, livrées à la monoculture de la canne à sucre, ces colonies ne peuvent éviter certaines catastrophes, provenant des fluctuations des cours.

Nous voyons dans ces faits deux causes de l'insuccès des prêts.

A. — *Violation des statuts.* — Les Banques ont été quelquefois mal dirigées ; certains directeurs furent loin d'être les hommes que la situation eût alors réclamés.

Cette fonction de directeur a une très grande importance dans les premières banques coloniales,

il est presque souverain ; mais aussi, il doit être à même de résister aux influences des partis et souvent il a le devoir de s'opposer aux propositions d'un conseil d'administration, qui tendrait trop à confondre ses intérêts personnels avec ceux de la Banque.

Aussi, il arrive, quand le directeur ne sait pas résister, qu'il y a des violations de statuts, et, en général, il en résulte toujours des pertes pour la Banque ; par exemple, quand elle prête effectivement sur plus du tiers de la récolte ou quand elle consent un chiffre exagéré de prêts.

La loi du 13 décembre 1901 a organisé un service d'inspection, et, surtout, la suspension de répartition de tout dividende, quand il y aurait violation de statuts, mesures qui semblent avoir eu de bons résultats.

B. — *Baisse du prix du sucre.* — C'est là une cause que le législateur de 1851 ne pouvait pas prévoir.

Il est vrai que, lors de la discussion de la loi, M. Levasseur avait signalé cette éventualité, mais nous croyons que c'est par hostilité à la loi que l'honorable député invoquait cet argument, plutôt que par critique fondée, dans la pensée qu'elle se réaliserait bientôt.

Cette baisse très rapide du prix du sucre aggrava les charges des propriétaires, qui avaient emprunté ; les créances de la Banque devinrent irrécouvrables,

à la suite de complaisances et de renouvellements coupables.

Tous ces embarras ne firent que s'ajouter au vice initial des Banques coloniales.

III. — Banque de l'Indo-Chine.

Les causes de l'échec des prêts, qui est ici encore plus accentué, sont différentes : en effet, la Banque, ayant son siège social à Paris, est soustraite aux influences locales, et si l'Indo-Chine est soumise en partie à la monoculture du riz, le riz n'a pas encore subi les mêmes crises que la canne à sucre ; il y a, de plus, d'autres cultures, et la Banque a un chiffre d'opérations si considérable, que les pertes qu'elle pourrait éprouver se trouveraient compensées ; d'ailleurs, la garantie de l'administration diminue les risques de la Banque.

Nous aurons cependant trois critiques à présenter.

A. — *Longueur des formalités.* — Les formalités que l'agriculteur, désirant emprunter, doit remplir, sont longues et surtout coûteuses. Il doit en effet présenter sa demande au directeur de la Banque par l'intermédiaire de la commune ; cette demande doit être en triple expédition, ce qui entraîne des droits de timbre ; l'emprunteur doit accompagner les notables au chef-lieu de la province, ce qui entraîne d'autres dépenses. Or elles sont faites par un homme qui a

déjà besoin d'argent et qui, de plus, ne sait si sa demande sera accueillie.

Aussi l'indigène hésite-t-il avant de faire une demande.

Remarquons que, pour l'Annam et le Tonkin, les chefs de province autorisent directement les prêts inférieurs ou égaux à 150 piastres ; ce qui dispense d'aller au chef-lieu, et évite ainsi des dépenses de voyage. Mais l'inconvénient subsiste toujours pour la Cochinchine.

B. — *Délai fixe de remboursement.* — Nous nous heurtons ici aux mœurs des indigènes : ceux-ci ont une certaine prévention contre l'idée d'avoir à rembourser une somme déterminée à échéance fixe. Jusqu'à présent, ils y sont restés complètement réfractaires, et la crainte des poursuites, à défaut de remboursement, les détourne de s'adresser à l'administration, de sorte qu'ils préfèrent encore se tourner vers leurs usuriers qui, eux, accordent tous les délais voulus, moyennant des intérêts énormes, bien entendu, mais les indigènes payent assez facilement les intérêts, sans fournir le capital emprunté.

C. — *Taux de l'intérêt.* — Enfin, un dernier grief contre les prêts nous est fourni par l'élévation du taux de l'intérêt.

Il est certain que la Banque de l'Indo-Chine prête officiellement à 8 0/0 l'an, tandis que les taux en

usage jusqu'alors étaient de 8 à 12 0/0 *par mois* : cela fait une différence.

Mais nous avons vu que les emprunteurs sont obligés de passer, d'après la loi, par l'intermédiaire des notables des communes ; c'est là, d'après les journaux locaux (1), où serait le mal.

D'après eux, en effet, les notables prélèveraient une part d'intérêts pour donner de bons renseignements à la Banque, ou même, retiendraient une partie du prêt qu'ils auraient obtenu pour l'emprunteur, de sorte qu'en réalité le prêt lui reviendrait à 60 0/0.

Remarquons que si ces autorités locales sont bien ralliées à la cause française, il est certain qu'elles cherchent à s'affranchir de notre contrôle et nous imputent les charges, qu'elles trouvent bon d'imposer aux habitants (cf. Doumer).

Tout cela réuni, on conçoit que les emprunteurs se soient détournés de la Banque qui, d'ailleurs, ne cherche pas à encourager ce genre d'opération.

CHAPITRE III

RÉFORMES A APPORTER A L'INSTITUTION.

Puisque nous avons élevé des critiques contre les prêts sur récoltes, il est bon maintenant d'indiquer

1. Voir : *L'extrême-Orient*, mai 1898 ; *l'Indo-Chine française*, (1897) et *l'Opinion* (de Saïgon).

Cf : *Rapport* DOUMER, mars 1897.

quels seraient les remèdes à apporter pour éviter les inconvénients que nous avons signalés.

Le premier remède à apporter a été préconisé par M. Léveillé, dans son rapport de 1897 :

« Le remède, dit-il, est tout simplement, en dehors de l'émission des billets à vue, qui continuera à soutenir les escomptes et les avances à très courte échéance, dans l'émission d'une autre catégorie de titres, qu'on pourrait appeler des bons, afin de ne pas les confondre avec les billets à vue ; ces bons seraient souscrits par la Banque coloniale ; ils produiraient, au profit des preneurs, un intérêt modéré ou plutôt une prime de remboursement ou peut-être des lots, et ils seraient payables à une échéance qui varierait, par exemple, de un à trois ans... La Banque pourra alors consentir aux agriculteurs des prêts, avec un délai raisonnable de paiement, parce qu'elle-même aura d'abord obtenu la certitude de ne plus être surprise par des demandes subites de remboursement de ses titres. »

C'est l'introduction du crédit à moyenne échéance, entre le crédit foncier à longue échéance, et le crédit commercial à courte échéance (3 mois).

Ce serait la création d'obligations analogues à celles du Crédit Foncier.

On a émis aussi l'idée, pour les anciennes Banques coloniales, de scinder la Banque en deux départe-

ments (1) : l'un affecté aux opérations ordinaires de la Banque, l'autre affecté spécialement aux avances à l'agriculture, chaque département ayant ses ressources propres. Ce système serait complété par des assurances agricoles.

En examinant ce système, nous ne voyons pas la nécessité de deux départements. La réforme de M. Léveillé serait préférable et permettrait très bien la coexistence de toutes les opérations ; il n'est pas besoin de séparer ces opérations pour obtenir des améliorations ; et même ce système serait plutôt nuisible, car il nécessiterait un personnel différent dans chaque Banque pour chaque département, et l'unité de direction de la banque pourrait en souffrir.

Quant à la Banque de l'Indo-Chine, différents projets furent mis à l'étude, mais ne furent pas adoptés.

L'un d'eux fut proposé par la Banque elle-même, en 1901 : il introduisait la demande individuelle pour tous les prêts : c'était la suppression des notables.

Un autre projet consistait à réglementer officiellement la part que les notables prélèveraient pour leur commission.

Cette réglementation d'un abus serait peut-être

1. Voir BLANCAN. La crise de la Guadeloupe.

plus avantageuse pour la Banque, car les indigènes pourraient s'adresser sans danger aux communes, dont la garantie est utile à la Banque.

Aucune solution n'est encore intervenue à l'heure actuelle.

SECTION IV

LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Le prêt sur récoltes n'est pas une institution spéciale à notre pays ; nous voudrions dire quelques mots des pays qui ont adopté chez eux ce genre d'opérations.

C'est la Belgique qui, par une loi du 15 avril 1884 sur le crédit agricole, autorisa d'abord ces prêts : le prêteur a un privilège sur les récoltes pendantes du débiteur.

Ensuite le Brésil, depuis 1885, et l'Italie, depuis 1887, admettent en faveur du créancier-prêteur un privilège sur les récoltes pendantes, ainsi que sur les meubles du débiteur.

En Roumanie, une loi du 23 mars 1894 créa une banque agricole, qui prête aux agriculteurs pour une durée de neuf mois au plus, sur leurs récoltes.

En 1898, on organisa aussi à l'île Maurice les prêts sur récoltes, sur lesquelles le prêteur a un privilège et prime tous les autres créanciers.

En Australie, nous trouvons aussi des prêts sur récoltes.

Tels sont les principaux pays, qui possèdent cette institution.

Nous allons étudier la loi belge avec un peu plus de détails, ainsi que la législation de l'île Maurice,

CHAPITRE PREMIER

LES PRÊTS SUR RÉCOLTES EN BELGIQUE

§ 1. — ORGANISATION DU PRÊT

Le prêt agricole fut introduit en Belgique par la loi du 15 avril 1884, modifiée par la loi du 21 juin 1894 (1).

La pensée du législateur belge était de faire pénétrer dans les campagnes l'usage d'emprunts, en vue d'améliorer l'agriculture ; pour donner plus de confiance aux classes rurales, la loi de 1884 autorisa, sous la garantie de l'État, la Caisse d'Épargne et de Retraite à leur offrir des capitaux.

Cette caisse avait la faculté d'employer ses fonds disponibles en prêts aux agriculteurs.

La loi du 21 juin 1894 l'autorisa à consentir aussi des prêts aux Sociétés coopératives de crédit agricole, confirmant ainsi un règlement du 1^{er} mai 1884

1. Cf. *Pandectes belges et Pasicrisie belge* (1884).

du conseil général de la caisse, qui lui avait accordé cette faculté ; d'ailleurs, pour pouvoir se faire consentir un prêt, la société coopérative doit avoir été agréée par la caisse.

L'article 1^{er} de la loi de 1884 parlait de la durée des prêts, la loi de 1894, qui le modifia, ne reproduisit plus cette disposition.

Pour réaliser ces prêts, les lois de 1884 et de 1894 font intervenir des comptoirs spéciaux, comme intermédiaires entre la caisse et les emprunteurs, dans le but de garantir la caisse du remboursement des avances consenties, les membres des comptoirs étaient solidairement responsables envers elle et devaient lui fournir des sûretés proportionnées à l'importance des opérations.

La caisse est maîtresse de l'organisation des comptoirs et du choix des localités, approuvé par le gouvernement.

La loi de 1894 dit que la caisse détermine le taux d'intérêt et les conditions générales des prêts, sous l'approbation du ministre des Finances.

§ 2. — PRIVILÈGE ATTACHÉ AU PRÊT AGRICOLE.

C'est la loi de 1884 (*art. 4-23*) qui l'organise.

Ce privilège est facultatif, car la loi de 1884 dit seulement que les prêts faits aux agriculteurs peuvent être garantis par un privilège stipulé dans l'acte,

qui indiquera la nature et la valeur des objets grevés du privilège.

Ce privilège porte sur les objets affectés au privilège du bailleur par la loi du 16 décembre 1851, loi sur la révision du système hypothécaire belge (*art. 20*).

C'est donc exclusivement la volonté des parties qui est constitutive du privilège.

C'est qu'on a pensé que si l'agriculteur possédait un crédit personnel suffisant pour se procurer des avances, il était inutile de grever son patrimoine d'une charge réelle et rendue publique.

L'acte constatant le prêt n'a pas besoin d'être authentique ; un acte sous seing privé suffit.

Quand le privilège existe à l'égard du propriétaire, le prêteur exerce ses droits sur les objets mobiliers, réputés immeubles par destination, ainsi que sur les récoltes pendantes par racines et les fruits des arbres non encore recueillis ; en tant qu'ils sont affectés au privilège du bailleur, ces objets, qui sont immeubles par suite d'une fiction de la loi (C. civ., *art. 520, 524*), perdent ici ce caractère.

Mais, à part ce qui concerne l'existence et l'exercice du privilège, ces objets conservent leur caractère immobilier : ils demeurent grevés des hypothèques grevant le fonds, auxquels ils sont attachés (L. 16 déc. 1851, *art. 45*). Aussi, le prêteur se trouvera en conflit avec des créanciers hypothécaires ;

c'est l'ordre des inscriptions qui déterminera le rang et la préférence entre le privilège et l'hypothèque (L. 1884, *art. 12*, al. 3).

Le privilège du prêteur suit les fruits détachés du sol : celui-ci a le droit de saisir les récoltes ; c'est le droit commun belge qui s'applique (Code de procédure civile, *art. 592-593*) : la partie saisie ne pourra, par exemple, demander et obtenir la distraction des denrées nécessaires à sa consommation pendant un mois.

Quant au rang du privilège, le créancier privilégié pour un prêt sur récolte vient immédiatement après le bailleur, à moins que celui-ci ne se soit volontairement effacé devant lui (loi du 15 avril 1884, *art. 8*).

Pour conserver ce privilège, le prêteur doit le rendre public par une inscription sur un registre spécial tenu par le receveur de l'enregistrement (L. 1884, *art. 5*) ; or la loi hypothécaire belge ne réclame pas la publicité des privilèges mobiliers ; il y a ici une dérogation, qui s'explique, parce que ce privilège agricole n'est pas une conséquence nécessaire du prêt et porte sur des objets restant en possession du débiteur ; sans la publicité, le privilège resterait occulte et léserait les droits des tiers.

C'est la date de cette inscription qui fixe le rang du privilège du prêteur.

L'inscription conserve le privilège pendant dix ans, à compter du jour de sa date (*art. 6*) ; en droit

commun, la durée des inscriptions des autres privilèges et hypothèques est de quinze ans (L. 1851, art. 90). La raison donnée de limiter ici à dix ans est de mettre la durée du privilège en rapport avec la durée normale des baux à ferme, qui est en général de neuf ans (1).

L'inscription se fait par la transcription littérale de l'acte de prêt, et non par extraits, comme cela a lieu pour les autres privilèges et hypothèques.

Le prêteur peut céder sa créance avec subrogation, qui sera enregistrée.

L'inscription peut être rayée ou réduite du consentement des parties.

Le receveur est tenu de délivrer à tout requérant copie des inscriptions existantes à la charge d'une personne, indiquée dans une réquisition écrite, faite au receveur.

Le privilège assure au prêteur le droit de préférence et le droit de suite, exercé conformément à l'article 20 de la loi du 16 décembre 1851 (L. 15 avril 1884, art. 7).

L'article 14 de la loi de 1884 donne au prêteur la faculté de prendre toutes les mesures conservatoires et d'exécution simple et rapide conformément à la procédure et aux voies d'exécution établies pour

1. *Pasinomie belge*, 1884 : Discours de MM. de LAUTSHERE, GRAUX et JOTHAUD.

le bailleur (Code de procédure civile, art. 819, loi 16 déc. 1851, art. 20).

Le privilège s'éteint comme tous les autres privilèges et hypothèques, conformément à la loi du 16 décembre 1851, (art. 108), auquel renvoie l'article 24 de la loi du 16 avril 1884.

CHAPITRE II

LES PRÊTS SUR RÉCOLTES A L'ÎLE MAURICE.

C'est une ordonnance du 26 avril 1898, publiée le 11 mai 1898, qui règle les prêts à l'agriculture à l'île Maurice (1).

Les prêts sont faits par toute personne à tout propriétaire (c'est-à-dire à toute personne ayant la possession légitime d'une terre, locataires et occupants) (*art. 2*).

Le privilège du prêteur est le suivant : Il a sur les récoltes de l'année courante une créance privilégiée qui prendra rang et sera payée avant toutes autres créances, auxquelles peut être attaché un droit de gage ou de privilège sur la récolte ou ses produits (*art. 4*).

1. Cf. *Revue Coloniale*, 1898 et *Journal officiel de l'île Maurice*.

Il a ce privilège nonobstant toute loi contraire (*art. 7*).

Le prêteur possède ensuite un certain droit de surveillance : il n'est pas tenu de surveiller lui-même, mais il doit veiller à l'emploi du prêt (*art. 5*).

Le prêteur ou son représentant peut entrer dans la propriété de l'emprunteur à toute époque raisonnable et exercer sur elle un droit d'inspection ; si le propriétaire s'y oppose, il est passible d'une amende (*art. 13*).

L'emprunteur doit donner au prêteur un certificat d'un modèle spécial, qui sera enregistré et transcrit sur un livre par le Conservateur des hypothèques ; le certificat porte mention de la transcription ; l'ordre de transcription règle le rang du privilège. Le livre de transcription est à la disposition du public (*art. 6*).

Ce certificat doit porter le consentement écrit du propriétaire, si l'emprunteur est fermier ou occupant (*art. 8*).

Tout certificat peut être transmis en propriété ou en garantie (*art. 22*).

Après la transcription, l'avis du prêt est publié dans le *Journal officiel* et notifié aux créanciers privilégiés ou hypothécaires antérieurement inscrits : le prêt ne peut être effectué avant un délai de dix jours depuis l'insertion ou la notification ; si ces

créanciers avaient donné leur consentement écrit, il n'y aurait pas besoin de notification (*art. 9*).

Tout créancier hypothécaire ou privilégié ayant un titre exigible contre le propriétaire peut faire opposition au prêt dans le délai, sinon, il est déchu de son droit d'opposition (*art. 10*).

L'opposition est faite par écrit et adressée au Conservateur des hypothèques qu'il a vise et l'inscrit en marge de la transcription du certificat ; aucun prêt ne peut être fait avant le retrait de l'opposition par le créancier ou son annulation judiciaire (*art. 11 et 12*).

Toute récolte ainsi gagée, effectuée, sera vendue dans l'île, à moins de convention contraire des parties après la vente, l'emprunteur fournit au porteur du certificat un compte détaillé de la vente ; il remet ensuite le prix de la vente, pour le partager entre les créanciers (*art. 14*).

A défaut de paiement à l'échéance, le porteur de certificat peut obtenir une ordonnance lui permettant de vendre la récolte gagée (*art. 18*) ; et en cas de vente de la terre où se trouvent les récoltes gagées, l'acheteur, avant tout paiement, doit remplir les obligations du propriétaire primitif envers les porteurs de certificats (*art. 19*).

Le prêt peut faire l'objet de remises partielles (*art. 20*).

En cas de négligence du débiteur, le créancier

pourra se faire envoyer en possession de la récolte, la transformer et la vendre (*art. 15*).

Au remboursement du prêt, le porteur du certificat donne un reçu, qui est mentionné sur le certificat ; l'emprunteur présente le reçu au Conservateur qui inscrit les détails en marge de la transcription (*art. 21*).

DEUXIÈME PARTIE

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

LIVRE I

SYSTÈME GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

CHAPITRE PREMIER

LÉGISLATION DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE.

I. — LES PREMIERS ÉTABLISSEMENTS AVANT 1851.

Bien que la conquête fût loin d'être achevée en 1845, nous étions cependant déjà installés assez solidement à Alger et dans les provinces, pour ne plus avoir à y craindre de troubles sérieux contre notre domination.

Notre commerce d'échange avec Alger prenait déjà une certaine importance ; le mouvement des ports de l'Algérie était, en 1843, de 397.128 tonneaux

pour 5.916 navires, apportant des marchandises d'une valeur de 45 millions.

En 1844, les transactions à Alger s'élevaient à 64 millions de francs, donnant lieu à la création d'effets de commerce pour une somme de 44 millions de francs (1).

Aussi une compagnie se forma pour solliciter du gouvernement l'autorisation de fonder une société anonyme pour l'exploitation d'une banque locale : sans repousser l'idée, le gouvernement ne crut pas devoir accueillir la demande.

A. — *Le Comptoir créé par la Banque de France
à Alger en 1845.*

Le gouvernement, voulant créer une institution stable et doter l'Algérie d'un établissement qui offrit le plus de garanties possibles, tout en répondant aux besoins tant politiques que commerciaux de la France, eut l'idée de s'adresser à la Banque de France pour fonder un comptoir à Alger.

§ 1. — *Le projet du gouvernement du 24 mai 1845.*
— M. Lacave-Laplagne, ministre des Finances, saisit directement la Banque de France du projet du gou-

1. Voir les tableaux annuels publiés par le ministère de la Guerre sur l'Algérie : lettre et états adressés par la Chambre de commerce d'Alger au gouverneur de la Banque de France, le 20 janvier 1845.

vernement. Une délibération des Comptoirs de la Banque, du 13 mars 1843, adopta le principe de la création. Le conseil général de la Banque, dans sa délibération du 9 avril 1843, proposa la création à Alger d'un comptoir, au capital de 10 millions, dont deux seraient fournis par la Banque et les huit autres par le public.

Mais la loi du 30 juin 1840 (*art. 7*), prorogeant le privilège de la Banque de France, et l'article 20 des statuts du 16 janvier 1808, ne permettant pas la création d'un comptoir hors de France par simple ordonnance royale, le ministre des Finances déposa à la Chambre des députés un projet de loi, le 26 mai 1845.

Ce projet portait création par la Banque de France d'un comptoir à Alger (*art. 1^{er}*).

Le capital fut fixé à 10 millions de francs : 2 versés par la Banque de France, 8 par souscription publique en 8.000 actions de 1.000 francs.

La Banque de France et ses actionnaires n'étaient tenus que jusqu'à concurrence de la part respective qu'ils avaient prise dans le capital (*art. 2*).

Le comptoir avait le privilège exclusif d'émission des billets au porteur (*art. 3*).

L'administration du comptoir était sous la direction immédiate de la Banque de France, mais la comptabilité était distincte et spéciale.

Enfin une ordonnance royale devait fixer l'épo-

que de l'émission des 8.000 actions, la forme des billets, etc.

§ 2. — *Rapports des Commissions parlementaires.*
— *Discussion aux Chambres des députés et des Pairs.*
— La Commission de la Chambre des députés fit son rapport, que M. Dufaure déposa le 14 juin 1845 : le projet du gouvernement était adopté, avec un amendement formant l'article 6, portant que la suppression du comptoir ne pourrait avoir lieu que sur ordonnance royale et sur demande du conseil général de la Banque de France.

Le projet vint en discussion devant la Chambre le 1^{er} juillet 1845 ; malgré un amendement de M. de Panat, réclamant la dénomination de Banque d'Alger au lieu de comptoir, et un amendement de M. Crémieux (d'ailleurs retiré), le projet de loi fut adopté, avec l'article additionnel de la Commission, le 2 juillet, par 212 voix contre 20.

Le projet de loi, ainsi voté par la Chambre des députés, fut présenté le 4 juillet à la Chambre des Pairs.

M. Lacoste, rapporteur de la Commission, proposa l'adoption intégrale du projet à la Chambre des Pairs, qui le vota, le 12 juillet, par 97 voix contre 5.

§ 3. — *Avortement de la tentative.* — La loi du 9 août 1847, article 5, édicta que l'autorisation d'établir un comptoir à Alger serait révoquée et considérée comme

non avenue, si ce comptoir n'était pas ouvert avant le 1^{er} avril 1848.

Une ordonnance du 16 décembre 1847 autorisa la Banque de France à émettre les 8.000 actions du Comptoir d'Alger et en régla toute la procédure d'émission.

Mais la Révolution de 1848 survint et fit avorter cette première tentative.

B. — *Le Comptoir national d'escompte d'Alger*

En 1849, un Comptoir national d'Escompte fut fondé à Alger : c'était une société anonyme au capital de 1.500.000 francs, ainsi composé : 500.000 francs en souscription publique (1000 actions au porteur de 500 francs) et 500.000 francs en obligations souscrites par la ville d'Alger, 500.000 francs en bons du Trésor donnés par l'État.

Les statuts du 25 juillet 1849 stipulaient que les opérations de ce Comptoir ne pouvaient consister qu'en escompte des effets de commerce, payables en Algérie et en France, revêtus de deux signatures au moins, et à 105 jours de vue au plus, à 5 jours au moins.

Les actionnaires seuls avaient droit aux bénéfices ; la société était fondée pour une durée de trois ans, du jour de l'ouverture des opérations ; les pertes étaient garanties, jusqu'à due concurrence, par le capital versé par l'État et la ville d'Alger.

L'administration du Comptoir était aux mains d'un Conseil de 9 membres, présidé par un directeur, nommé par décret et seul rétribué.

Le Comptoir escomptait au taux de 8 0/0. Malgré la part que l'État avait fournie dans le capital, il donna encore une somme de 103.000 francs et, en juin 1851, le ministre des Finances demandait une nouvelle subvention de 200.000 francs.

Au 30 juin 1851, la situation du Comptoir était la suivante. (1) :

2293 effets escomptés du 1 ^{er} janvier	
au 30 juin.	4.929.037 fr. 56
Reçu à l'encaissement de la place.	225.348 fr.
Reçu à l'encaissement des comp-	
toirs nationaux.	529.838 fr. 64
Reçu à l'encaissement des corres-	
pondants particuliers.	<u>796.193 fr. 84</u>
Mouvement à l'entrée dans le	
semestre	3.480.418 fr. 16
Mouvement à la sortie dans le se-	
mestre	<u>3.023.355 fr. 31</u>
Solde en portefeuille le 30 juin	
1851 : 781 effets.	<u>457.062 fr. 85</u>
Le capital se composait :	
Actions réalisées.	117.400 francs
Prêts de l'État	103.000 francs
	<u>220.400 francs</u>

1. Voir le *Moniteur* du 31 juillet 1851.

Comptes de dépôts à intérêts 80.000 francs

Dividende pour l'année : 7 1/3 0/0.

Par suite d'insuffisance de fonds, le Comptoir fut obligé de refuser à l'escompte 700.000 à 800.000 frs.

Si cette institution était utile, comme le montrent les résultats obtenus, on voit qu'elle était déjà insuffisante et qu'il fallait songer à l'élargir.

II. — CRÉATION DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE (1851).

Malgré le développement pris par le Comptoir d'Escompte d'Alger, le gouvernement pensa devoir lui substituer une institution plus large et plus indépendante, dont le champ d'action serait moins restreint, et fonder ainsi une banque indépendante, dont les statuts seraient appropriés aux besoins locaux, et qui, par suite, servirait mieux les intérêts du pays.

Ce qui poussait en outre le gouvernement à opérer la transformation du Comptoir en une Banque indépendante, c'était que depuis la loi du 11 janvier 1851 sur le régime commercial de l'Algérie, les produits algériens n'étaient plus frappés de droits à leur entrée en France et étaient admis en franchise ou bien au demi-droit. Le résultat devait être un accroissement des transactions, qui devait devenir de plus en plus sensible au bout de quelques années.

Ainsi, si on considère la valeur des marchandises importées et exportées, on voit (1) :

	<i>Valeur des Importations</i>	<i>Valeur des Exportations</i>
1850. .	72.692.782 francs	10.262.383 francs
1860. .	136.458.793 francs	108.673.354 francs

§ 1

Le 23 juillet 1851, M. Fould, ministre des finances, déposa le projet du gouvernement et demanda à l'Assemblée nationale de voter l'urgence.

Dans ce projet, une banque, dite Banque de l'Algérie, était fondée à Alger (*art. 1*), comme banque d'escompte, de circulation et de dépôt.

Le capital était de 3 millions en 6.000 actions de 500 francs (*art. 2*).

Le gouvernement faisait un prêt subventionnel de 1 million, garanti par 2.000 des actions, dont l'émission ne pourrait avoir lieu que trois ans après l'ouverture des opérations, pour effectuer le remboursement (*art. 3*).

La Banque obtenait le privilège d'émission des billets de 1000, 500, 100, 50 francs remboursables à vue et reçus comme monnaie légale dans toute l'Algérie.

La durée du privilège était de vingt ans (*art. 5*).

1. Voir Paul LÉROY-BEAULIEU, *l'Algérie et la Tunisie*.

La limitation de la circulation était fixée au triple de l'encaisse ; l'excédent du passif sur le numéraire en caisse ne pouvait dépasser le triple du capital social réalisé (*art. 6*).

Aucune opposition n'était admise sur les fonds déposés en compte-courant à la Banque (*art. 7*).

L'article 8 parlait des magasins pouvant servir aux nantissements consentis par la Banque.

Dans l'article 9, il y avait pour la Banque le privilège du droit fixe d'enregistrement à 2 francs ; elle était assurée d'une exécution rapide du gage (*art. 10*) et la compétence des tribunaux de commerce lui était étendue (*art. 11*).

La Banque pouvait prêter sur effets publics (*art. 12*).

La fondation et la suppression de succursales de la Banque étaient faites par décret du président de la République.

L'article 14 stipulait que le droit proportionnel sur les billets, traites et mandats, émis par la Banque, serait perçu par abonnement.

Chaque année, le ministre des finances devait rendre compte de la situation de la Banque au Président de la République et à l'Assemblée nationale (*art. 15*).

A la suite était annexé un projet de statuts.

§ 2

La Commission, nommée par l'Assemblée nationale, examina le projet du gouvernement et le 31 juillet M. Benoist d'Azy déposa son rapport.

« Créer en Algérie une banque qui permette au commerce local de jouir des moyens de crédit, aujourd'hui répandus sur presque tous les points du territoire français; former cette banque dans un système qui participe tout à la fois, et de notre grande et admirable institution de crédit de la Banque de France, et des comptoirs nationaux, institutions secondaires qui, créées au moment le plus difficile de la crise de 1848, ont rendu et rendent encore de si excellents services : voilà, dit M. Benoist d'Azy, la pensée générale du projet. »

La Commission examina s'il était nécessaire que l'État intervint dans une institution de ce genre. Elle considéra que c'était là une mesure d'intérêt public, que ce prêt de l'État était analogue au concours qu'il avait déjà consenti aux chemins de fer ou autres entreprises, et que l'intervention du ministre des Finances dans la surveillance de l'établissement devait sauvegarder les sommes avancées par l'État, qui recevait en garantie accessoire 2.000 actions de 500 francs et un intérêt de 3 0/0, venant après un prélèvement de 4 0/0 en faveur des actionnaires.

La Commission, après discussion, admit l'escompte à deux signatures seulement, voulant éviter des intermédiaires coûteux ou des signatures de complaisance, et par là, augmenter la cherté du crédit et diminuer les avantages qu'on espérait de l'établissement de la Banque.

Elle incorpora, de plus, les statuts, dans la loi elle-même, invoquant d'abord le précédent récent des Banques coloniales, et ensuite, la participation de l'État au fonds social.

La Commission adopta le projet présenté par le gouvernement, ainsi que les statuts, qui y étaient annexés.

§ 3

Dans la discussion qui eût lieu le 4 août, M. Levassieur, au sujet de l'article 2 du projet, tout en admettant le principe et la nécessité d'avoir une Banque à Alger, s'éleva contre l'intervention de l'État dans le fonds social, le droit de préférence des actionnaires sur le dividende et contre une fixation arbitraire du taux de l'intérêt.

Malgré cette intervention et les approbations de M. Baudot, l'article 2 fut voté, ainsi que les articles 3 à 12, qui furent adoptés sans discussion.

Sur l'article 13, MM. Émile Barrault, Didier et de Rancé déposèrent un amendement tendant à créer

obligatoirement deux succursales de la Banque, à Oran et Constantine, dans le délai d'un an.

Sur l'intervention du ministre des Finances, A. Fould, l'amendement fut rejeté et le reste de la loi adopté.

Puis, on passa aux statuts ; différentes modifications demandées par la Commission furent adoptées ; un amendement de M. Aubry fut repoussé sur l'article 14, 1^o.

Au sujet du taux de l'escompte, fixé à 6 0/0 par l'article 22, M. Sainte-Beuve s'éleva contre cette fixation, et demanda le rejet même de la loi. Après une réponse de M. Benoist d'Azy, l'article 22 fut adopté, ainsi que les articles 23 à 43.

Au sujet des pouvoirs du conseil d'administration (*art. 44*) M. Santayra présenta quelques observations.

L'ensemble de la loi fut adopté par 552 voix contre 32.

§ 4

La loi du 4 août 1851 disposait donc :

Article premier. — Fondation de la Banque de l'Algérie à Alger.

Art. 2. — Capital de 3 millions, en 6.000 actions de 500 francs.

Art. 3. — Prêt subventionnel de l'État de 1 million, remboursable trois ans après l'ouverture des opérations de la Banque.

Art. 4. — Privilège d'émission des billets de 1.000, 500, 100 et 50 francs.

Art. 5. — La durée du privilège est fixée à 20 ans.

Art. 6. — Limitation de la circulation.

Art. 7. — Aucune opposition n'est admise sur les fonds déposés en compte-courant.

Art. 8. — Magasins et entrepôts pouvant recevoir les marchandises affectées à des nantissements.

Art. 9. — Privilège d'enregistrement au droit fixe.

Art. 10. — Privilège d'exécution rapide sur le gage.

Art. 11. — Compétence des tribunaux de commerce.

Art. 12. — Faculté pour la Banque de prêter sur effets publics.

Art. 13. — Création et suppression de succursales.

Art. 14. — Le droit de timbre est perçu par abonnement.

Art. 15. — Le ministre des finances rend compte tous les ans de la situation de la Banque, au Président de la République et à l'Assemblée nationale.

Ensuite, suivaient les statuts de la Banque.

III. — EXÉCUTION DE LA LOI DU 4 AOÛT 1851.

MODIFICATIONS FAITES

Les premières années qui suivirent la fondation de la Banque furent prospères.

Les comptes rendus aux assemblées générales des actionnaires nous montrent que le montant des es-

comptes, à la fin du premier exercice, atteignait la somme de 8.760.000 francs pour 12.000 effets. Ils suivirent ainsi une progression continue.

Aussi la Banque créa-t-elle des succursales à Oran et Constantine, en 1853 et en 1856.

Un décret du 12 mars 1859 fit quelques modifications aux statuts, par suite du remboursement par la Banque des avances que lui avait consenties l'État.

Comme on entreprenait de grands travaux publics, il parut nécessaire d'augmenter les moyens de satisfaction au crédit, et un décret du 30 mars 1861 porta le capital de la Banque de 3 à 10 millions de francs, et la Banque était autorisée à ouvrir, pour le compte des tiers, toutes souscriptions à des emprunts publics ou autres (*art. 4*).

Le décret du 15 janvier 1868 prorogea la durée du privilège conféré à la Banque jusqu'au 1^{er} octobre 1881 et approuva quelques modifications faites aux statuts.

Malgré la crise de 1870 (insurrection des tribus du Sud; épidémie de choléra; sécheresse et disette, etc.), la Banque put se maintenir et continuer ses opérations avec succès.

La loi du 12 août 1870, établissant le cours forcé pour les billets de la Banque de France, l'établit aussi pour ceux de la Banque de l'Algérie, et limita l'émission à 18 millions (*art. 4*).

Un décret du 3 septembre 1870 porta cette limite

à 24 millions de francs et permit d'abaisser les coupures à 25 francs.

Un décret du 26 octobre 1870 porta la limite à 34 millions de francs et autorisa les coupures de 10 francs.

Enfin, une loi du 26 mars 1872 fixa la limite à 48 millions de francs et permit les coupures de 5 francs et de 20 francs.

Dès 1876, le directeur de la Banque de l'Algérie et l'assemblée générale demandèrent le renouvellement du privilège ; la Banque demandait en outre le doublement de son capital et quelques modifications à ses statuts.

IV. — LA LOI DU 3 AVRIL 1880. RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE.

Le 20 février 1879, M. Léon Say déposa, au nom du gouvernement, un projet de loi portant prorogation du privilège de la Banque, mais pour une durée de dix ans seulement, et abolissant le cours forcé.

Les modifications qu'il proposait de donner aux statuts étaient d'abord le doublement du capital, qui se trouverait alors porté à 20 millions de francs ; ensuite, faculté pour la Banque de pouvoir consentir les avances sur titres, mais sur les $\frac{3}{5}$ de la valeur cotée ; le minimum des coupures était fixé à 50 frs ; le chiffre maximum de l'émission était porté à 75 mil-

lions de francs, et la banque obtenait de n'être plus astreinte à porter l'excédent du passif exigible sur le numéraire en caisse, au delà du triple du capital social réalisé.

Au nom de la Commission, chargée d'examiner le projet du gouvernement, M. Brice déposa son rapport le 9 juin 1879 ; il adoptait le projet du gouvernement, mais rétablissait la coupure de 20 francs.

La discussion à la Chambre eut lieu le 1^{er} et le 15 décembre 1879 ; le privilège fut prorogé jusqu'au 1^{er} novembre 1897, pour coïncider avec l'expiration de celui de la Banque de France.

Au Sénat, M. Lucet, rapporteur de la Commission sénatoriale proposa d'adopter tel quel le projet voté par la Chambre ; c'est ce que fit le sénat, dans ses séances des 16 et 22 mars 1880.

Ces délibérations devinrent la loi du 3 avril 1880.

La situation de la Banque était alors prospère mais on avait critiqué son manque d'aide à l'agriculture.

La Banque inaugura alors une politique agricole, mais elle fit des avances trop considérables et se laissa entraîner à des renouvellements trop nombreux, ce qui détermina bientôt une crise.

La Banque se trouva alourdie par la gestion d'un domaine foncier, gage réalisé des effets impayés. Aussi lorsque l'expiration du privilège de la Banque approcha, ce fut seulement deux prorogations suc-

cessives de deux ans et d'un an que put obtenir la Banque par les lois du 9 juillet 1897 et du 8 juillet 1899, car le gouvernement hésitait à s'engager devant cette situation embarrassée de la Banque.

V. — LA LOI DU 5 JUILLET 1900 : LA LÉGISLATION
ACTUELLE.

Le 6 février 1900, M. Caillaux, ministre des Finances, déposa un projet de loi portant prorogation du privilège de la Banque de l'Algérie.

Aux renouvellements de 1897 et de 1899, il avait été question, de même que déjà en 1880, de substituer la Banque de France à la Banque de l'Algérie ; le gouvernement examinait encore cette question, mais les différences profondes entre l'état économique de la France et celui de l'Algérie ne permettant pas cette substitution, le gouvernement l'ajournait encore.

Le projet qu'il présentait consistait dans une réorganisation de la Banque, donnant de meilleures garanties pour l'avenir.

Avant d'accorder tout renouvellement, le gouvernement exigeait d'abord une liquidation complète du passé, ce que la Banque avait déjà commencé à faire ; elle avait réalisé presque tout son domaine foncier et procédé à l'extinction de ses autres immobilisations.

Le projet introduisait ensuite des modifications aux statuts : c'était d'abord le transfert à Paris du siège social ; puis la règle de l'émission des billets était changée ; la nécessité d'une approbation ministérielle pour la distribution des dividendes était supprimée.

La durée du privilège était prorogée pour vingt ans, avec dénonciation facultative en 1912. En retour, la Banque devait consentir certains avantages en faveur du Trésor et du public.

Le 2 juin 1900, M. Le Moigne, au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet, déposa son rapport.

Comme le gouvernement, il admettait qu'il fallait à l'Algérie une Banque autonome ; il refusait cependant de supprimer l'approbation ministérielle pour la distribution des dividendes.

La discussion eut lieu le 15 juin 1900, à la Chambre, qui adopta le projet sans discussion.

M. A. Dubost, rapporteur de la commission sénatoriale des Finances, concluait à l'adoption du projet voté par la Chambre, qui avait maintenu l'approbation ministérielle pour la distribution du dividende.

Dans ses séances du 2 et 3 juillet, le Sénat adopta le projet, qui devint la loi du 5 juillet 1900.

La loi du 5 juillet 1900 contenait les dispositions suivantes :

Article 1^{er}. — Prorogation du privilège jusqu'au

31 décembre 1920 ; néanmoins, dans le cours de l'année 1911, une loi votée par les deux Chambres peut faire cesser le privilège à la date du 31 décembre 1912.

Art. 2 (modifiant art. 6, L. 4 août 1851). — Les émissions de la Banque de l'Algérie sont maintenues dans des proportions telles, qu'au moyen du numéraire réservé dans les caisses de la Banque et des échéances du papier de son portefeuille, elle ne puisse, dans aucun temps, être exposée à différer le paiement de ses engagements au moment où ils lui seront présentés. En aucun cas, le montant des billets en circulation ne peut dépasser 150 millions de francs.

Art. 3 (modifiant art. 13, L. 4 août 1851). — Création de nouvelles succursales par décret du Président de la République, sur la demande du conseil d'administration ou du gouverneur général de l'Algérie ; elles ne pouvaient être plus de quatre ni être créées après le 31 décembre 1915 ; des bureaux auxiliaires pouvaient être créés.

Art. 4. — Extension du privilège de la Banque dans les colonies et protectorats français d'Afrique par la création d'établissements et par l'émission des billets de la Banque.

Art. 5. — Certains avantages étaient concédés au Trésor.

Art. 6. — Avantages pour le crédit agricole : la

Banque fait une avance de 3 millions, sans intérêts et pour la durée de son privilège, et la met à la disposition du Trésor.

Art. 7. — La Banque paie gratuitement les coupons au porteur des rentes françaises et des valeurs du Trésor français, présentés à ses guichets, dans les succursales et les bureaux auxiliaires.

Art. 8. — Sur la demande du ministre des Finances, la Banque doit ouvrir gratuitement ses guichets à l'émission des rentes françaises et valeurs du Trésor.

Art. 9. — Les comptables directs du Trésor et les comptables des administrations financières pourront opérer des versements et prélèvements dans les succursales et dans les bureaux auxiliaires de la Banque.

Dans les villes où il n'y a pas d'agent de l'État, la Banque paie sans frais les mandats revêtus du « Vu bon à payer » du Trésorier général.

Art. 10 (modifiant l'art. 14, L. 4 août 1851). — les billets au porteur sont affranchis de la formalité préalable du timbre proportionnel : le droit est perçu par abonnement conformément à la loi du 30 juin 1840, article 9.

Est seule passible du tarif établi par la loi du 22 décembre 1878, article 1^{er}, la partie de la circulation excédant l'encaisse en numéraire ; le complément est passible d'un droit de 0 fr. 20 pour 1.000 francs.

Art. 11. — Approbation des statuts.

A la suite, étaient annexés les statuts de la Banque.

CHAPITRE II

STATUTS DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

I. — Organisation de la Banque.

A. — *Constitution.*

L'article 1^{er} des statuts qualifie la Banque de l'Algérie de banque d'escompte, de circulation et de dépôt.

Elle est constituée en société anonyme, dont les effets remontent au 1^{er} novembre 1851 ; nous savons que la durée de son privilège, renouvelé successivement en 1868, 1880, 1897, 1899, va jusqu'au 31 décembre 1920, avec dénonciation facultative par les Chambres en 1911, pour 1912.

Depuis 1900 le siège social de la Banque est établi, non plus à Alger, mais à Paris (art. 3. Stat. 1900) ; auparavant, il était à Alger depuis l'année de la fondation de la Banque ; en décidant le transfert du siège social de la Banque, le Gouvernement voulait soustraire la Banque aux influences locales, et malgré les critiques de M. Treille, sénateur de Cons-

tantine, contre cette mesure, la faisait adopter par le Sénat (1).

Dans les cinq années qui précèdent l'expiration de la société, l'assemblée générale pourra être appelée à décider si le renouvellement doit être demandé au Gouvernement; le renouvellement ne pourra être décidé que par les deux tiers des membres ayant pris part à la délibération : ce vote est obligatoire pour la minorité et l'universalité des actionnaires.

S'il n'y a pas de renouvellement fixé, la société finit naturellement à l'expiration, déterminée par les statuts.

B. — *Dissolution. Liquidation.*

Dans le cas où, par suite de pertes sur les opérations de la Banque, le capital serait réduit des deux tiers, la liquidation de la société a lieu de plein droit (*art. 83.*)

Dans le cas où, par suite aussi de pertes, le capital est réduit de moitié, l'assemblée générale peut demander la liquidation : cette délibération ne peut être prise que dans une assemblée représentant plus de la moitié des actions déposées. Si une première assemblée ne réunit pas le nombre d'actions nécessaire, il est fait une nouvelle convocation à un mois,

1. Séance du 2 juillet 1900.

et cette nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des actions représentées.

En cas de dissolution, le Ministre des Finances détermine le mode à suivre pour la liquidation et désigne les agents qui en sont chargés. Ces agents sont assistés de trois délégués choisis par l'assemblée générale.

C. — *Capital. Actions.*

Le capital est fixé à 20 millions de francs, représentés par 40.000 actions de 500 francs, entièrement libérées (*art. 6*).

La Banque doit obligatoirement placer la moitié de ce capital en valeurs de l'État français ; pour l'autre moitié et les réserves, la Banque est autorisée à le faire aussi en mêmes valeurs (*art. 6*).

Les statuts de 1851 avaient fixé le capital social à 3 millions de francs, en 6.000 actions de 500 francs.

Porté à 10 millions par le décret du 30 mars 1861, il atteignit 20 millions dès 1880 (L. 3 avril 1880, *art. 9*) : il se composait de 40.000 actions de 500 fr.

Ces actions furent émises en plusieurs fois (1) :

En 1851 : 2.000 actions au taux de 500 francs.

— 1856 : 4.000 — 600 —

— 1861 : 2.000 — 600 —

— 1864 : 2.000 — 700 —

1. Cf. *Répertoire de droit français*.

31 octobre 1871: 10.000 actions au taux de 700 francs.

31 octobre 1881: 20.000 — 900 —

Le montant de la prime résultant du taux de l'émission s'éleva à 11 millions. La Banque l'affecta à la constitution de ses réserves et remboursa à l'État un prêt de 1 million, consenti en vertu de la loi du 4 août 1851, *art.* 3.

Les actions sont nominatives ; comme elles sont complètement libérées elles peuvent être mises au porteur.

Les actions nominatives sont inscrites sur un registre à souche et le certificat détaché porte les signatures du directeur, d'un administrateur et d'un censeur.

Les actions au porteur peuvent être déposées à la Banque, en échange d'un certificat nominatif (*art.* 7).

La transmission des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert, signée de leur propriétaire ou de leur fondé de pouvoirs, et visée par un administrateur sur un registre, spécialement tenu à cet effet (*art.* 8).

S'il y a opposition signifiée à la Banque, le transfert ne pourra s'effectuer qu'après la levée de l'opposition.

Les titres d'actions sont indivisibles et la Banque n'en reconnaît aucun fractionnement ; les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelque main qu'il passe ; dans leurs rapports avec

la Banque, les héritiers ou représentants d'un actionnaire décédé, sont tenus de se faire représenter par l'un d'entre eux.

Et aucun cas, les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Banque, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux ou aux délibérations de l'assemblée générale.

D. — *Dividende. Fonds de réserve.*

Tous les six mois, aux époques des 30 avril et 31 octobre, les livres et comptes sont arrêtés et balancés, et le résultat des opérations de la Banque est établi.

Les créances en souffrance ne peuvent être comprises dans le compte de l'actif pour un chiffre excédant le quart de leur valeur nominale.

Le bilan de la Banque établit le compte des bénéfices nets acquis pendant le semestre, déduction faite de toutes les charges (*art. 28*).

Sur ces bénéfices, on fait les prélèvements suivants :

1° Un tiers affecté à la constitution du fonds de réserve ordinaire, fixé au maximum à un tiers du capi-

tal réalisé, et subsidiairement à l'amortissement intégral des immeubles possédés par la Banque.

2° Sur les deux tiers qui restent :

1° Un dividende déterminé par le conseil d'administration, 5 0/0 au minimum ;

2° Sommes à porter à une réserve extraordinaire, déterminées par le conseil d'administration ;

3° Report à l'exercice suivant, s'il y a lieu ;

4° Allocation au profit d'une caisse des retraites pour les employés de la Banque.

En cas d'insuffisance des bénéfices, pour servir aux actionnaires, un dividende de 5 0/0 du capital nominal, le Conseil d'administration peut décider que le complément nécessaire sera prélevé sur la réserve extraordinaire (*art. 31*).

Aucune répartition de dividende ne peut avoir lieu sans l'approbation du ministre des Finances ; les dividendes sont payés à Paris, à Marseille et dans les succursales.

Leur paiement est valablement fait au porteur du titre ou coupon (*art. 31 et 33*).

Cette répartition des bénéfices, adoptée en 1900, est différente de celle des statuts de 1880.

A cette époque, on prélevait sur les bénéfices nets :

1° Un dividende de 6 0/0 du capital versé.

2° Sur le surplus :

1° Un tiers pour constituer le fonds de réserve ordinaire ;

2° Une somme déterminée par le Conseil d'administration, pour constituer d'abord un fonds de réserve extraordinaire, déjà alimenté par les bénéfices provenant de l'élévation du taux de l'escompte au-dessus de 6 0/0 ; ensuite pour l'amortissement intégral des immeubles possédés par la Banque, quand les bénéfices, déduction faite des intérêts à 6 0/0, et après la constitution du fonds de réserve ordinaire, dépassent ordinairement 3 0 0 du capital réalisé, pour le semestre ;

3° Le reste à titre de dividende supplémentaire aux actionnaires.

Caisse de Retraites. — La Banque tient une caisse des retraites, affectée aux pensions de retraite, indemnités et secours accordés ou à accorder aux fonctionnaires et employés, sur délibération du Conseil d'administration.

Elle se compose :

1° D'un fonds alimenté par une retenue sur les traitements ;

2° D'un fonds de dotation prélevé sur les bénéfices ;

3° D'un fonds alimenté par tous autres prélèvements votés par le Conseil d'administration et approuvés par l'assemblée générale.

II. — Administration de la Banque.

A. — Assemblée générale.

L'assemblée générale, régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les actionnaires qui sont propriétaires d'au moins 10 actions nominatives depuis quatre mois (1), ou de 10 actions au porteur déposées depuis quatre mois (2) dans les caisses de la Banque ou dans celles de tous établissements de crédit ayant leur siège en France ou en Algérie, désignés par le Conseil d'administration (*art. 34*).

Nul ne peut faire partie de l'assemblée générale s'il ne jouit des droits de citoyen français. Les statuts de 1880 exigeaient deux années de domicile en France, en Algérie ou dans toute autre colonie française.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois 10 actions, sans que personne puisse en avoir plus de 10 en son nom personnel et plus de 20, tant en son propre nom que comme mandataire (*art. 35*).

Si les membres de l'assemblée générale se font représenter, le fondé de pouvoirs, dont le Conseil

1. *Statuts*, 1880 : 6 mois.

2. *Statuts* 1880 : 6 mois.

d'administration détermine la forme, doit être lui-même actionnaire (*art. 36*).

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an, au mois de novembre, au siège social de la Banque (*art. 37*).

L'assemblée générale *peut être* convoquée extraordinairement toutes les fois que le Conseil d'administration le juge nécessaire.

Elle *doit* l'être :

1^{re} Quand tous les actionnaires, titulaires d'actions nominatives ou au porteur (déposées en ce cas à la Banque), réunissant ensemble le cinquième au moins des actions, en auront adressé la demande au directeur.

2^e Dans le cas où les pertes auraient réduit le capital de moitié (*art. 40*).

Les convocations à l'assemblée générale (ordinaire ou extraordinaire) sont faites par lettres adressées aux membres de l'assemblée générale, aux domiciles qu'ils ont indiqués sur les registres de la Banque et des établissements désignés à cet effet, et par un avis inséré dans les journaux (*Journal officiel* de métropole, *Journal officiel* de l'Algérie). Les lettres et avis doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la convocation (*art. 41*).

L'assemblée générale est présidée par le directeur; l'administrateur, secrétaire du Conseil d'administra-

tion, remplit les fonctions de secrétaire ; les deux plus forts actionnaires sont scrutateurs (*art.* 37).

Le directeur rend compte à l'assemblée générale de toutes les opérations de la Banque et soumet à son approbation le compte des dépenses de l'administration de l'année écoulée.

Puis, l'assemblée procède à l'élection des administrateurs ou censeurs, au bulletin secret et à la majorité absolue ; en cas de ballottage le scrutin porte sur ceux qui ont obtenu le plus de voix au premier tour ; c'est le plus âgé qui est élu, s'il y a égalité de voix au scrutin de ballottage (*art.* 38).

Dans une première réunion, les délibérations ne sont valables que si 40 membres au moins, réunissant en leurs mains un dixième du fonds social, y ont participé, eux ou leurs fondés de pouvoirs.

Si ce quorum n'est pas atteint, on renvoie l'assemblée à un mois ; une nouvelle convocation a lieu et l'assemblée délibère valablement, quelque soit le nombre des membres présents et leur nombre d'actions, mais seulement sur les objets mis à l'ordre du jour de la première convocation (*art.* 39).

Sont mis à l'ordre du jour : les propositions du Conseil d'administration, tout vœu ou toute demande de modification aux statuts, présentés par le directeur, au nom du Conseil d'administration.

Si l'assemblée adopte, à la majorité absolue, ces propositions, elle confère alors au conseil d'admi-

nistration les pouvoirs nécessaires pour suivre auprès du gouvernement la réalisation de la délibération et y consentir les changements reconnus nécessaires (*art. 42*).

Les délibérations ainsi prises statutairement obligent l'université des actionnaires, absents ou dissidents.

B. — *Conseil d'administration.*

L'administration de la banque est confiée à un conseil composé d'un directeur, d'un sous-directeur, de neuf administrateurs et de trois censeurs.

Les membres, pour en faire partie, doivent d'abord jouir des droits de citoyen français. Il y a en outre certaines incompatibilités tenant aux relations familiales ou commerciales des membres : ainsi, un père et un fils, un oncle et neveu, des frères ou alliés au même degré, et les associés de la même maison ne peuvent faire partie du conseil d'administration (*article 44*).

Le conseil d'administration se réunit au siège social, au moins une fois par mois, sous la présidence du directeur ; en cas d'empêchement du directeur, il peut être présidé par le sous-directeur, ou, à son défaut, par le doyen d'âge.

Il se réunit extraordinairement toutes les fois que le directeur le juge nécessaire ou que la demande

en est faite par deux administrateurs ou par deux censeurs (*art.* 48).

Il est tenu registre des délibérations du conseil d'administration ; le procès-verbal, approuvé par le conseil est signé par le directeur et l'administrateur, qui remplit les fonctions de secrétaire du conseil.

Les extraits du registre des délibérations sont signés par le directeur (*art.* 47).

Aucune délibération n'est valable sans le concours du directeur, de cinq administrateurs et la présence d'au moins un censeur.

Les directeur, sous-directeur et administrateurs ont voix délibérative ; le président a voix prépondérante ; les censeurs ont voix consultative (*art.* 49).

Les attributions du conseil d'administration sont définies dans l'*article* 45 des statuts :

1° Faire tous les règlements du service intérieur de la banque ;

2° Déterminer les taux d'escompte et d'intérêt des changes, commissions et droits de garde ;

3° Déterminer le mode à suivre pour l'estimation des lingots, monnaies d'or et d'argent, marchandises diverses ;

4° Autoriser les opérations de la banque et leurs conditions.

5° Statuer sur les signatures, dont les billets de banque doivent être revêtus, sur leur émission, leur retrait et annulation ;

6° Réviser tous les six mois au moins le maximum des crédits d'escompte pouvant être ouverts ;

7° Arrêter la répartition des bénéfices ;

8° Fixer l'organisation des bureaux, le cadre du personnel, le maximum des traitements ;

9° Arrêter les dépenses générales de l'administration qui doivent être déterminées chaque année et à l'avance ;

10° Autoriser le directeur à accepter ou consentir toutes acquisitions, ventes et transactions, cessions mobilières et immobilières, ainsi que tous échanges et autres transactions ;

11° Faire pratiquer toutes saisies immobilières ;

12° Les actions judiciaires sont exercées au nom du conseil d'administration, poursuites et diligences du directeur, soit en demandant, soit en défendant ;

13° Autoriser toutes subrogations, donner tous désistements et main-levées, avec ou sans constatation de paiement : les constatations et main-levées sans paiement sont précédées d'un avis conforme donné par le conseil d'administration : il pourra être formulé en termes généraux ;

14° Déléguer, à sa volonté, tout ou partie des attributions qui précèdent.

15° Arrêter le compte des opérations de la banque.

Dans le cas, où par suite de vacances, survenues dans l'intervalle s'écoulant entre deux assemblées générales, le nombre des administrateurs se trouve

réduit à moins de neuf, le Conseil pourvoit provisoirement à leur remplacement de manière qu'il y ait toujours neuf administrateurs, et l'assemblée générale, à sa première réunion, procède à l'élection définitive.

De même, si le nombre des censeurs se trouvait diminué dans l'intervalle de l'assemblée générale, le conseil peut pourvoir aux vacances, comme pour les administrateurs ; mais s'il ne restait plus qu'un seul censeur ou plus du tout, le conseil doit obligatoirement pourvoir à une vacance.

Les censeurs en fonction ont alors voix délibérative pour le choix des censeurs provisoires.

Les membres, ainsi élus administrateurs ou censeurs, ne restent en exercice que pour la durée du mandat confié à leurs prédécesseurs (*art. 50*).

C. — *Directeur.*

Il est nommé par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre des finances ; un arrêté ministériel fixe son traitement, qui est payé par la banque.

Il est tenu de justifier qu'il est propriétaire de 50 actions de la banque ; elles doivent être libres et demeurent inaliénables pendant toute la durée de ses fonctions (*art. 52*).

Il est révoqué par décret du Président de la Répu-

blique, sur la proposition du ministre des finances (*art. 56*).

Ses attributions sont (*art. 53 et 54*).

1° Présider le conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires, et tous autres comités ;

2° Revêtir de sa signature les délibérations, qui ne peuvent être exécutées sans cette formalité ;

3° Approuver toute opération d'escompte ou d'avance, qui ne peut être faite sans son approbation ;

4° Faire exécuter, dans toute leur étendue, les lois relatives à la banque, les statuts et les délibérations du conseil d'administration.

5° Diriger les bureaux du siège social, nommer et révoquer les employés du siège social et des succursales ; fixer leurs traitements dans les limites assignées par le conseil d'administration ;

6° Signer la correspondance, les marchés, conventions, acquits ou endossements d'effets, chèques, traites, mandats et tous transferts ;

7° Pratiquer toutes saisies mobilières, prendre toutes inscriptions hypothécaires et faire tous actes conservatoires ;

8° Constituer, s'il y a lieu, des mandataires spéciaux pour l'exécution du service.

Les fonctions de directeur entraînent certaines incompatibilités : il ne peut faire aucun commerce, ni s'intéresser dans aucune entreprise commerciale ;

aucun effet ou engagement, revêtu de sa signature, ne peut être admis à l'escompte (*art. 55*).

D. — *Sous-Directeur.*

Il est nommé par décret du Président de la République, sur la proposition du ministre des finances ; l'arrêté ministériel fixe son traitement, qui est payé par la banque.

Il est tenu de justifier de la propriété de vingt-cinq actions de la banque, qui doivent être libres et demeurer inaliénables.

Il est placé sous les ordres du directeur, qui détermine ses attributions, et peut le charger en particulier de la direction des services à Alger.

En cas d'absence, empêchement du directeur ou de cessation de ses fonctions, le sous-directeur remplace le directeur dans toutes ses attributions.

E. — *Administrateurs.*

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, pour trois ans et rééligibles, renouvelés par tiers chaque année ; l'ordre de sortie est déterminée par tirage au sort.

Ils sont tenus de justifier de la propriété de vingt-cinq actions, qui demeurent inaliénables (*art. 60-61.*)

F. — *Censeurs.*

Les trois censeurs sont nommés par l'assemblée générale ils sont tenus de justifier de la propriété de vingt-cinq actions.

La durée des fonctions est de trois ans ; ils sont renouvelés par tiers chaque année et rééligibles ; le sort décide de leur ordre de sortie.

Les fonctions des censeurs consistent à veiller à l'exécution des statuts et règlements de la banque ; cette surveillance s'exerce sur toutes les parties de l'établissement ; ils se font représenter l'état des caisses, registres et portefeuille ; ils proposent toutes les mesures qu'ils croient utiles ; dans le cas où leurs propositions ne seraient pas adoptées, ils peuvent en requérir la transcription sur le registre des délibérations. Leur rapport annuel rend compte à l'assemblée générale de la surveillance qu'ils ont exercée.

III. — **Opérations statutaires de la Banque.**

Les opérations que la banque est autorisée à faire, consistent (*art. 11. st. 1900*) :

1° A escompter les lettres de change et autres effets de commerce à ordre, à des échéances déterminées qui ne peuvent excéder cent jours, souscrits

par des commerçants, syndicats agricoles ou autres et par toute personne notoirement solvable, ainsi que les traites et obligations sur le Trésor ;

2° A escompter les obligations négociables, garanties par des récépissés de marchandises déposées dans les magasins publics agréés par l'État, par des transferts de rentes françaises, par des dépôts de monnaies ou lingots d'or et d'argent ;

3° A faire des avances sur les mêmes valeurs que la Banque de France, en se conformant à l'ordonnance du 15 juin 1831, et en outre sur les obligations des départements, des communes et établissements d'utilité publique d'Algérie (1), ainsi que sur les obligations des chemins de fer de l'Algérie ; pour des valeurs admises par la Banque de France, l'avance consentie par la Banque de l'Algérie ne peut dépasser la quotité adoptée par la Banque de France ; pour les autres valeurs, l'avance ne pourra excéder les $\frac{3}{5}$ de leur dernier cours connu, coté à la Bourse de Paris ;

4° A recevoir, en compte-courant, sans intérêt, les sommes qui lui sont déposées ;

5° A se charger, pour le compte des particuliers ou pour celui des établissements publics, de l'encaissement des effets qui lui sont remis et à payer

1. Mais seulement sur les obligations cotées à la Bourse de Paris.

tous mandats et assignations, jusqu'à concurrence des sommes encaissées ;

6° A recevoir exceptionnellement, et après une délibération de son conseil d'administration, en compte-courant avec intérêts, les fonds des grands établissements financiers ou autres, pour la facilité des crédits ouverts sur ses caisses, en vue de travaux d'intérêt public et de ses dispositions par mandats sur la France pour des opérations de recouvrement et d'escompte ;

7° A recevoir, moyennant un droit de garde, le dépôt volontaire de tous titres, lingots, monnaies matières d'or et d'argent ;

8° A émettre des billets payables au porteur et à vue, des billets à ordre, des traites ou mandats, et chèques ;

9° A recevoir, avec l'approbation du ministre des finances, toutes souscriptions publiques concernant des emprunts publics ou autres, ou bien la constitution de sociétés anonymes en commandite ou par actions, mais sous la réserve que ces souscriptions ne peuvent avoir lieu que pour le compte des tiers.

IV. — Surveillance de la Banque.

La surveillance des opérations de la Banque est faite d'abord par les censeurs élus en Assemblée générale.

Ensuite, les trésoriers-payeurs d'Alger, d'Oran et de Constantine, et les trésoriers particuliers des villes où se trouvent des succursales de la banque (*art.* 65), remplissent les fonctions de commissaire du gouvernement près des succursales et ont toutes les attributions des censeurs électifs.

Par l'intermédiaire du trésorier-payeur d'Alger, le ministre des finances est renseigné sur les opérations de la banque.

De plus, il peut déléguer sa surveillance à l'Inspection des finances ; son délégué aura les attributions de censeur et correspondra directement avec lui (*art.* 81).

V. — Actions en Justice.

Pendant toute la durée de la société, ou lors de sa liquidation, pour toute contestation entre les actionnaires et la société, ou entre les actionnaires seuls, à raison des affaires sociales, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Paris (*art.* 84).

Toutes notifications et assignations sont valablement faites, à ce domicile, par lui élu, sans avoir égard à la distance du domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, elles ont lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet du procureur de la République, près le tribunal de première instance de la Seine.

Ce domicile, élu formellement ou implicitement, donne attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

Les actions judiciaires de la banque sont exercées au nom du conseil d'administration poursuites et diligences du directeur.

Si une succursale est spécialement intéressée à l'affaire, les poursuites sont engagées à la requête du directeur de la Banque, poursuites et diligences de ladite succursale.

Sauf les cas de contestations entre actionnaires et la banque, à raison des affaires sociales (cf. *art.* 84) la banque peut être assignée, au choix du demandeur, soit devant la juridiction du siège social, soit devant celle de la succursale intéressée.

VI. — Des succursales de la Banque.

Les succursales de la Banque sont :

Succursale à Alger, créée par L. 4 août 1851.

— Oran — D. 13 août 1853.

— Constantine — D. 3 décembre 1856.

— Bône — D. 19 juillet 1868.

— Philippeville — D. 22 avril 1875.

— Tlemcem — D. 22 avril 1875.

Les succursales sont sous la direction immédiate de la banque.

Nous avons vu dans quelles conditions la loi de 1900 prévoit la création de nouvelles succursales.

La succursale est administrée par un conseil d'administration de succursale, un comité d'escompte de succursale, un directeur de succursale et est sous la surveillance des censeurs.

Conseil d'administration. — Le conseil d'administration de chaque succursale comprend 9 administrateurs au plus et 6 au moins, plus un directeur et 3 censeurs.

Il y a les mêmes incompatibilités familiales et commerciales, les mêmes conditions d'admission que pour le conseil de la Banque.

Le conseil d'administration administre la Banque d'après les statuts et la limite des attributions que lui confère le conseil d'administration de la Banque; il propose l'état annuel des dépenses de la succursale (*art. 66*).

Le conseil se réunit au moins deux fois par mois, sous la présidence du directeur, qui peut le réunir extraordinairement toutes les fois qu'il le juge à propos, ou que deux administrateurs ou censeurs en ont fait la demande (*art. 68*).

Aucune délibération du conseil n'est valable sans le concours du directeur et de la moitié des administrateurs et la présence d'un censeur au moins.

Le directeur a voie prépondérante dans les déli-

bérations, les administrateurs ont voie délibérative, les censeurs voix consultative (*art. 69*).

Il est tenu registre des délibérations du conseil qui approuve le procès-verbal de chaque séance, le directeur le signe ainsi que l'administrateur-secrétaire (*art. 67*).

Comité d'escompte. — Dans chaque succursale, il existe en outre un comité d'escompte, qui se compose du directeur (président), de 2 administrateurs, et de 2 à 4 membres, choisis chaque semaine sur une liste de 10 à 16 actionnaires, liste arrêtée chaque année par le conseil d'administration de la Banque, sur la présentation du conseil de succursale.

Tous les membres du Comité ont voix délibérative: ses décisions ne sont valables que si la moitié au moins des membres y a concouru.

Les attributions exclusives du Comité sont d'admettre ou rejeter toute valeur à l'escompte; s'il y a partage, l'effet est rejeté.

Les bordereaux d'admission ou de rejet des valeurs présentées à l'escompte, sont signés par les membres qui ont assisté à la réunion du comité (*art. 72*).

Directeur. — Il est nommé par le ministre des finances, sur présentation du directeur de la Banque, sous la réserve que le sous-directeur peut être mis à la tête de la succursale d'Alger.

Le ministre des finances fixe son traitement que paie la Banque.

Ce directeur de succursale est tenu de justifier de la propriété de quinze actions, affectées à la garantie de sa gestion.

Il est sous les ordres du directeur de la Banque. En cas d'absence ou maladie du directeur de la succursale, le directeur de la Banque pourvoit provisoirement à son remplacement (*art. 73*).

En cas d'urgence, il peut le suspendre de ses fonctions, en en référant au ministre des finances.

Le directeur de succursale exécute les délibérations du conseil d'administration de sa succursale, d'après les instructions de la direction.

Il dirige les travaux, signe la correspondance.

Il signe toutes les délibérations prises et toutes les opérations d'escompte ou d'avances, qui ne sauraient être exécutées sans son approbation.

Le directeur de succursale est soumis aux mêmes incompatibilités que le directeur de la Banque; aucun effet revêtu de sa signature ne peut être admis à l'escompte par la Banque.

Censeurs. — Le conseil d'administration de la succursale, qui nomme les administrateurs, élit les censeurs de la succursale (*art. 76*).

Ils doivent tous justifier de la propriété de cinq actions.

Ils sont nommés chaque année.

Les censeurs de succursale ont les mêmes attributions générales que les censeurs de la Banque.

Ils peuvent assister aux réunions du comité d'es-compte.

Ils adressent au conseil d'administration de la Banque un rapport semestriel sur l'exercice de leur surveillance (*art. 79*).

LIVRE II

OPÉRATIONS DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

CHAPITRE PREMIER

RAPPORTS AVEC LE PUBLIC.

En règle générale, la Banque de l'Algérie ne peut en aucun cas, et sous aucun prétexte, faire d'autres opérations que celles permises par ses statuts (*art.10*).

La Banque de l'Algérie fait à peu près les mêmes opérations que les autres Banques coloniales ; nous n'y insisterons donc pas.

La Banque de l'Algérie ne fait pas de prêts sur récoltes.

Elle émet des billets de 1.000, 500, 100, 50, 20 francs. Ils ont cours légal.

L'émission maxima permise est de 150 millions de francs ; mais jusqu'à ce chiffre, les émissions doivent être maintenues dans des proportions telles qu'au moyen du numéraire réservé dans les caisses

de la Banque et des échéances du papier de son portefeuille, elle ne puisse, dans aucun temps, être exposée à différer le paiement de ses engagements, au moment où ils lui sont présentés.

On voit que c'est plutôt une règle de conduite et de prudence donnée à la Banque, qu'une limitation réelle, du moins au-dessous de 150 millions. Les mêmes conditions que pour les Banques coloniales sont requises pour l'admission à l'escompte, mais si les effets sont payables à l'étranger, ils doivent l'être en or, et l'échéance maxima est de 100 jours, l'échéance minima de 3 jours.

La Banque ne peut faire, au siège social, ni escomptes ni avances.

La Banque escompte les effets à deux signatures, dont l'une peut être suppléée par des garanties spéciales (*art. 12, st.*).

Des règlements intérieurs de la Banque déterminent les sommes pour lesquelles les marchandises peuvent être reçues en garantie additionnelle.

En cas de non paiement d'un effet garanti par la remise d'un récépissé de marchandises, la Banque peut, huit jours après le protêt, ou après simple mise en demeure par acte extrajudiciaire, faire vendre la marchandise aux enchères publiques, par le ministère d'un courtier, jusqu'à due concurrence de la somme qui lui est due.

Les garanties additionnelles données à la Banque

ne font pas obstacle aux poursuites contre les signataires des effets impayés.

CHAPITRE II

RAPPORTS AVEC LE TRÉSOR

I. — Timbre et enregistrement

Tous actes qui ont pour objet de constituer des nantissements par voie d'engagement, transport ou autrement, au profit de la Banque, sont enregistrés au droit fixe de 2 francs (L. du 4 août 1851, art. 9, reproduit par la loi de 1900).

Les billets, traites, mandats, émis par la Banque, sont soumis aux droits de timbre établis par la loi du 5 juin 1850, article premier.

Les billets au porteur sont affranchis de la formalité préalable du timbre proportionnel ; le droit est perçu par voie d'abonnement, conformément à la loi du 30 juin 1840, article 9, qui porte que les droits sont perçus sur la moyenne des billets tenus en circulation par la Banque pendant le cours de l'année.

Seule la partie de la circulation excédant l'encaisse en numéraire est passible du tarif établi par la loi du 22 décembre 1878, article premier.

Le complément est passible d'un droit de 0 fr. 20 0/00.

II. — Action du Gouvernement sur la Banque.

A. — *Redevance de la Banque à l'État*

D'après la loi du 5 juillet 1900, article 5, la Banque doit verser à l'État :

Du 1^{er} janvier 1900 au 31 décembre 1905, une somme annuelle de 200.000 francs.

Du 1^{er} janvier 1906 au 31 décembre 1912, une somme annuelle de 250.000 francs.

Du 1^{er} janvier 1913 au 31 décembre 1920, une somme annuelle de 300.000 francs.

Cette redevance est versée par moitié au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.

Si les Chambres dénonçaient le privilège de la Banque en 1911 pour 1912, à partir du 1^{er} janvier 1913, la Banque n'aurait plus rien à verser à l'État.

De plus, d'après l'article 6 de la loi de 1900, la Banque a dû consentir une avance de 3 millions de francs, sans intérêt et pour la durée de son privilège. Elle met cette somme à la disposition du Trésor, en faveur du crédit agricole en Algérie.

B. — *Action du Gouvernement sur les opérations de la Banque.*

La Banque de l'Algérie n'est pas une Banque d'État ; à ce point de vue, elle ressemble aux Ban-

ques coloniales; cependant, le Gouvernement exerce une certaine action sur la Banque de l'Algérie, qui peut influencer sur la conduite et la direction des opérations.

D'abord, il nomme et révoque le directeur de la Banque et le sous-directeur.

Ensuite, il faut l'approbation du ministre des finances pour procéder à la répartition des dividendes aux actionnaires.

Les trésoriers-payeurs d'Alger, d'Oran, de Constantine et les trésoriers particuliers des villes où se trouvent des succursales de la Banque, remplissent près d'elles les fonctions de commissaires du gouvernement, avec toutes les attributions des censeurs électifs de la Banque : ces fonctionnaires, nommés par le gouvernement, le renseignent aussi sur l'état de la Banque et sa situation.

Enfin, le gouvernement peut envoyer des inspecteurs des finances, pour procéder à des vérifications des registres et du portefeuille de la Banque.

C.— *Concessions au profit du Trésor.*

1° Comme la Banque de France, la Banque de l'Algérie dut consentir en 1900 à opérer le paiement gratuit des rentes et valeurs du Trésor et faire l'émission gratuite de ces mêmes valeurs ;

2° Les comptables du Trésor et des autres admi-

nistrations financières, peuvent opérer des versements et prélèvements de fonds dans les succursales ;

3^e Dans les villes pourvues d'une succursale ou d'un bureau auxiliaire et où il n'existe pas d'agent de l'État chargé du service des dépenses publiques, la Banque paie sans frais les mandats revêtus d'un « Vu bon à payer » du trésorier-payeur.

CHAPITRE III

ÉTUDE DES BILANS DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

La Banque de l'Algérie commença ses opérations à Alger, le 1^{er} novembre 1851 (1).

Pendant le premier exercice, elle escompta 11.906 effets d'une valeur de 8.755.964 fr. 90 et eut une circulation de 1.297.100 francs en billets de banque ; le dividende distribué fut de 21 fr. 60 par action.

Sur les 3 millions de capital nominal, 1.050.000 francs étaient versés.

1. La Banque publie sa situation tous les mois, dans le *Journal de l'Algérie* et dans le *Journal Officiel de la République française*.

Les bilans de la Banque sont dressés au 31 octobre de chaque année ; l'année se calcule du 1^{er} novembre au 31 octobre inclus.

La Banque vit la progression de ses escomptes augmenter :

1852-1853 : 17.369 effets p. 13.728.668 fr. 76.

1861-1862 : 99.188 — p. 68.365.075 fr. 68.

Aussi avait-elle fondé dès 1853, une succursale à Oran, et en 1866, à Constantine.

En 1861, elle augmenta son capital de 3 à 10 millions, qui se trouva complètement émis en 1870.

En 1868, à la suite de sa prorogation de privilège, la Banque fonda une succursale à Bône. A cette époque, elle escomptait :

Exerc : 1868-69 : 146.835 effets p. 125.525.782 fr. 96;
elle avait une circulation de 13.344.250 francs en billets de banque, faisait un bénéfice net de 915.951 fr. 32 et distribuait un dividende de 65 fr. 50.

A la suite de nos malheurs de 1870, le cours forcé avait été décrété en Algérie, où l'émission maxima fut fixée à 48 millions de francs par la loi du 26 mars 1872.

En 1872, au 31 janvier, la situation de la Banque montrait que le portefeuille dépassait la circulation (1):

Encaisse : . . 14.846.551 francs.

Circulation : . . 33.698.915 —

Portefeuille : . . 37.548.675 —

En 1873-1874, la Banque avait pour 46.974.310 fr. de billets de banque en circulation.

1. Voir les *Rapports parlementaires*, de MM. DUCUING et LUCET, 1872.

Le nombre des effets escomptés et leur valeur avaient été aussi en croissant :

Exercice 1870-71 :	111.098 effets p.	150.931.116 fr. 26
— 1873-74 :	288.647	— 230.139.549 fr. 37.
— 1875-76 :	256.694	— 175.361.548 fr. 86.
— 1879-80 :	432.535	— 351.062.884 fr. 34.

Dans cet exercice 1879-1880, le bénéfice net fut de 1.664.456 fr. 38, et le dividende fut de 71 francs.

Ce fut là une période de prospérité pour la Banque, prospérité due d'ailleurs à l'observation stricte des statuts et à une sage politique d'escompte ; en octobre et novembre 1871 seulement, la Banque avait enfreint les prescriptions statutaires de l'émission des billets, qui assignaient alors 34.732.450 francs, tandis que le maximum légal était de 33 millions.

Par suite des bénéfices obtenus par la prime de l'émission de ses actions, la Banque avait pu inscrire à l'amortissement et aux réserves :

En 1861 :	200.000 francs.
— 1864 :	400.000 —
— 1871 :	2.000.000 —

A l'inventaire du 31 octobre 1878, la Banque était alors en possession :

- 1° D'un capital de 10 millions, en 20.000 actions ;
- 2° D'un fonds de réserve, qui, addition faite de la réserve immobilière formée par les immeubles de la Banque et estimée à 1.568.000 francs, de la réserve

statutaire et de la réserve extraordinaire, s'élevait au chiffre de 6.120.000 francs (1).

A la suite des premières émissions de 1857, la Banque avait pu rembourser à l'État son avance faite en 1851, tout en portant 400.000 francs au compte d'amortissement et de réserves.

En 1870, la Banque fournit à l'État des avances, jusqu'à concurrence de 12 millions, moyennant un intérêt de 3 0/0, réduit à 1 0/0 le 1^{er} janvier 1872.

On peut apprécier les résultats donnés par cette première période, en faisant observer :

1° Que sur une somme totale de 1.605.000 francs d'effets en souffrance pour vingt-sept ans d'existence, la Banque fut remboursée de 445.000 francs ;

2° Que sur 2.760.000.000 de francs d'affaires et 26 millions d'agio, la Banque n'a eu que 1.160.000 fr. de pertes, soit 1/2375 du capital escompté ou 1/23 du bénéfice.

Le renouvellement de 1880 ouvre une deuxième période pour la Banque.

Les agriculteurs algériens avaient demandé que la Banque fût plus favorable aux opérations agricoles et employât une partie de son capital en prêts hypothécaires à court terme.

Cette demande était incompatible avec la nécessité des opérations d'une banque d'émission, qui ne peut

1. Cf. le *Rapport* de M. BRICE, 1879.

immobiliser ses capitaux pour un temps aussi long, sinon elle serait exposée à des pertes et deviendrait une banque foncière.

Cependant, lors du renouvellement de 1880, le directeur de la Banque affirma « que la Banque était prête à seconder l'agriculture et la colonisation dans la plus large mesure possible et qu'elle n'était arrêtée dans la dispensation du crédit que par le manque de solvabilité des souscripteurs et présentateurs. (1) »

C'est à ce moment qu'en France se produisait la crise phylloxérique, causant un grand déficit dans notre production vinicole.

En Algérie, il se fit alors un grand mouvement pour la plantation de la vigne.

La Banque pensa alors que son rôle était d'aider et de favoriser un tel mouvement.

La Banque prêta d'abord son appui aux comptoirs d'escomptes fondés dans la colonie, en réescomptant le papier souscrit par les colons.

Ensuite, elle leur vint directement en aide, en leur faisant du crédit agricole, sous la forme *de crédits de campagne*.

« Les agriculteurs algériens se trouvaient en général dans une grande pénurie ; ils avaient pris l'habitude de solliciter des crédits, dits crédits de campagne, parce qu'ils durent autant que la campagne à

1. Voir le *Rapport sénatorial* de M. LUCET, 1879.

laquelle ils sont destinés ; les fonds leur sont versés avant l'époque de préparation, c'est-à-dire des semences pour les céréales ou de la taille d'hiver pour la vigne.

« Ces fonds sont employés par eux à la préparation de la récolte, aux travaux d'entretien qui sont nécessaires et enfin aux frais de moisson et de vendange. Une fois la récolte vendue, le cultivateur rembourse, quitte à solliciter de nouveau, quelques mois après, un nouveau crédit de campagne pour la saison suivante.

« Ces crédits sont réalisés par l'escompte de billets à 90 jours, renouvelables pendant une période plus ou moins longue, 3 à 6 mois s'il s'agit d'une opération sur bestiaux, 9 à 10 mois, s'il s'agit d'une récolte de céréales ou d'une campagne viticole ; la forme la plus simple est celle dans laquelle le cultivateur reçoit les fonds, remet les billets, les renouvelle une ou deux fois et vient les payer à l'échéance ; mais il arrive que le banquier demande une garantie hypothécaire. Dans ce cas, une ouverture de crédit notariée, généralement conclue pour dix ans, stipule les conditions dans lesquelles le crédit sera accordé chaque année, l'époque à laquelle il devra être remboursé, le taux, etc. Le contrat est fait pour dix ans, afin de diminuer les frais d'inscription hypothécaire, mais le prêteur se réserve généralement le droit de dénoncer le contrat en prévenant l'emprunteur trois mois à l'avance. Dans ces condi-

tions, le crédit fonctionnait comme un crédit quelconque, mais demeurait garanti pendant toute sa durée par l'inscription hypo thécaire (1). »

A partir de 1881, ces crédits prirent un grand développement dans les opérations de la Banque ; mais, comme les statuts exigeaient deux signatures, on se montra peu exigeant sur la deuxième.

Tant que les prix des produits se maintinrent à un cours normal, cette organisation fonctionna régulièrement : la Banque s'adaptait aux conditions économiques du milieu où elle opérait.

Mais quand le remboursement n'avait pas lieu à l'échéance, le danger d'une telle opération apparaissait.

Il pouvait arriver qu'une circonstance fortuite empêchât le remboursement et nécessitât une petite prorogation.

Ceci faisait chevaucher deux crédits successifs, mais ce n'était excusable que si l'opération devait être liquidée dans l'année.

Or la Banque consentit des crédits, indéfiniment renouvelables, destinés, non à l'entretien mais à la création de vignobles ; la Banque encourageait l'agriculteur dans cette voie, et consentit des crédits devant durer plusieurs campagnes ; c'était violer manifestement les prescriptions statutaires.

1. *Rapports aux Assemblées générales*, cf. PHILIPPAR.

Le montant des opérations grandit alors d'une façon énorme, doublant en sept ans.

Exercice 1876-77 : 304.030 effets p. 193.871.776 fr. 11.

— 1880-81 : 505.663 — p. 485.014.725 fr. 14.

— 1884-85 : 538 851 — p. 526.393.457 fr. 16.

Les dividendes avaient été, pour les périodes correspondantes, de 66, 90, 92 francs ; ils atteignirent même 100 francs en 1882-1883.

Mais cette prospérité n'était malheureusement qu'apparente.

D'abord, le phylloxera apparut en Algérie vers 1883.

Les crédits ne furent pas payés à l'échéance, la Banque les renouvela, grossissant sa circulation fiduciaire.

De 1874-1880, sept hectares seulement avaient été plantés en vigne ; de 1880-1888, il y eut 88.000 hectares, et on estimait à 138.000 hectares au minimum la superficie du vignoble algérien.

Le directeur de la Banque, dans sa déposition faite devant la commission sénatoriale, nommée le 6 mars 1891, pour faire une enquête, disait : « La Banque a créé et appliqué le crédit agricole... Insensiblement on s'est laissé entraîner à sortir du cercle dans lequel on aurait dû se renfermer étroitement. L'épreuve du crédit agricole par une banque d'émission était une hardiesse économique ; il fallait y apporter beau-

coup de circonspection, aussi bien dans notre intérêt que dans celui du pays.

« Il y a eu, ajoutait-il, un véritable entraînement pour la vigne. Tout le monde s'est mis à planter la vigne, avec ou sans connaissance spéciale ; la plupart de ces créations se sont faites au moyen de l'emprunt et ont amené une débâcle, qui devait fatalement se produire.

« En ce qui concerne la Banque de l'Algérie, elle s'est efforcée de diminuer l'intensité de la crise en évitant les expropriations et en prenant à sa charge les vignobles qui étaient à moitié créés. »

La crise foncière s'ouvrit intense : la terre, à laquelle un crédit trop facile avait donné une valeur factice, subit brusquement une dépréciation telle qu'on peut dire que la terre n'eut plus de prix (1).

La Banque de l'Algérie, ne pouvant rentrer directement dans le remboursement de ses créances, se trouva bientôt propriétaire d'un domaine foncier assez considérable, qui s'éleva bientôt à 8.000 hectares de terres arables et 1.000 hectares de vignobles.

Elle créa alors des services spéciaux pour exploiter son domaine.

Mais ce qui fut le plus grave, c'est que la Banque ne faisait pas apparaître ce domaine dans ses bilans ;

1. Voir l'interpellation GOIRAND, à la Chambre, 14 juin 1891.

elle le dissimulait sous la rubrique du compte appelé :
« Comptes extérieurs ».

Si nous regardons alors quels furent les dividendes distribués pendant cette crise, nous voyons qu'ils furent toujours de 70 francs à 90 francs par action : c'est que le Conseil d'administration n'amortissait pas son domaine ; pour obtenir un dividende aussi régulièrement élevé, le conseil prenait ce qu'il fallait pour arriver à parfaire la somme (1), et s'il restait quelque chose, amortissait ensuite les comptes extérieurs, car l'obligation statutaire d'amortissement n'était édictée que pour les immeubles de la Banque apparaissant au bilan sous cette qualification tandis qu'avec cette dissimulation de comptes, le conseil n'était plus obligé de le faire et éludait les statuts.

On comprend que de pareils agissements ne pouvaient durer ; les bilans de la Banque se trouvaient faussés et les dividendes distribués étaient *fictifs*, puisqu'on n'avait pu en distribuer qu'en grossissant le portefeuille.

La Banque ne pouvait non plus conserver un pareil domaine, qui ne faisait que la gêner et entraver ses opérations. Elle s'était prise dans l'engrenage des crédits de campagne qu'elle avait organisés.

La Banque avait bien la ressource de l'expropria-

1. *Rapport à l'Assemblée générale*, 1889.

tion, mais la terre avait baissé à tel point qu'il avait été plus avantageux pour elle de prendre les terrains, dont le prix de vente eût été trop bas pour la couvrir.

Le 6 mars 1891, le Sénat nomma une commission d'enquête qui parcourut l'Algérie du 19 avril au 4 juin 1892.

Le 14 juin 1892, M. Goirand porta la question à la tribune de la Chambre en interpellant M. Rouvier, ministre des Finances, sur la situation de la Banque de l'Algérie.

Son interpellation fut un long réquisitoire contre la Banque : il obtint que le domaine foncier figurât au bilan sous sa véritable qualification, qu'un amortissement régulier lui fût consacré ainsi qu'aux valeurs en souffrance.

La réorganisation de la banque avait déjà commencé : un fonds de prévoyance de 3.445.000 francs était déjà constitué dès 1891 et les dividendes avaient été abaissés à 30 0/0.

La liquidation se poursuivit de 1892 à 1897.

Cependant, en 1897, le Gouvernement n'estima pas la situation de la Banque assez bonne pour lui renouveler son privilège d'une façon ferme ; la Banque n'obtint qu'une prorogation de deux ans et, en 1889, une prorogation d'un an seulement.

L'importance du domaine foncier de la Banque était encore de 10 millions ; d'un autre côté, elle avait une réserve de 17 millions et le compte-cou-

rant du Trésor était seulement de 8 millions.

Il y avait donc une amélioration réelle.

Le compte de liquidation créé pour les effets en souffrance s'élevait encore à 8.800.000 francs, malgré une réduction de 50 0/0 prélevée sur le compte de profits et pertes.

A la veille du renouvellement, en 1900, le bilan présentait les chiffres suivants (31 déc. 1899) :

Domaine foncier. . . 10.300.000 francs.

Effets en souffrance. . . 8.800.000 francs.

Valeurs douteuses de

portefeuille. . . . 8 à 10 millions de fr.

Une société, formée par des actionnaires de la Banque, au capital de 5 millions, racheta le domaine foncier, pour 8 millions, payables :

1. au moment de la vente. . . 1.250.000 francs.

2. au 1^{er} mars 1900 3.000.000 —

3. au 31 octobre 1900. . . . 1.250.000 —

4. au 31 octobre 1901. . . . 1.250.000 —

5. au 31 octobre 1902. . . . 1.250.000 —

Les valeurs du compte de liquidation, qui devaient être compensées au 31 octobre 1900 avec les réserves de toute nature, atteignaient le 31 janvier 1900 la somme de 17.141.000 francs.

Les réserves de la Banque se trouvèrent ainsi absorbées, mais au moins, elle avait une situation nette.

De plus, les recouvrements possibles à faire sur la

liquidation des immobilisations, servaient à constituer une réserve extraordinaire, tandis que la réserve légale se reconstituait d'elle-même par prélèvements sur les bénéfices.

Ce fut dans ces conditions que le gouvernement renouvela le privilège de la Banque en 1900, tout en apportant aux statuts des modifications nécessaires, dont la principale était le transfert du siège social de la Banque à Paris.

Quant à la question du crédit agricole qui, on vient de le voir, avait manqué d'entraîner la Banque à la ruine, la Banque lui prêta encore son concours, mais limité à une somme fixe de 3 millions, pour la durée de son renouvellement : de cette façon, la Banque ne pouvait plus se laisser aller à des entraînements regrettables, nuisibles à ses opérations de banque d'émission et d'escompte.

Amoindrie par toutes ces épreuves, la Banque de l'Algérie a commencé son relèvement :

En 1900-1901, on avait à l'escompte : 400.944 effets pour 458.064.712 fr. 22 ; il y avait une circulation de 101.923.000 francs en billets de banque ; la Banque avait fait 3.291.567 francs de bénéfices nets et distribué un dividende de 30 francs.

Les actions, qui avaient atteint jusqu'à 2.203 francs de cours moyen 1883-1884, tombées à 746 francs en 1893-1894, étaient remontées à 853 francs en 1900-1901.

Par étapes successives, le relèvement de la Banque se poursuivait.

Dans la période 1896-1900, la moyenne annuelle des escomptes fut de 430 millions pour 340.000 effets.

Dans la période 1900-1905 ; on eut 600 millions pour 550.000 effets.

De même, pour les effets à l'encaissement :

1896-1900 : moyenne de 90 millions pour 180.000 effets.

1900-1904 : — 105 — — 300.000 —

Cependant durant l'année 1904-1905, les charges du Trésor ont été lourdes : la balance commerciale de l'Algérie est restée déficitaire, par suite de la mévente et des insuffisances de récoltes, et la Banque s'est vivement ressentie de cet état de choses.

Les opérations d'escompte sont allées en augmentant :

1903-1904 : 713 millions 622.000 effets entrés

1904-1905 : 781 — 700.000 — —

Pour les effets remis à l'encaissement, on a les chiffres suivants :

1903-1904 : 343.000 effets, pour 119 millions de frs.

1904-1905 : 388.000 — 143 —

Les bénéfices bruts de la Banque ont été, pour 1904-1905, en augmentation sur ceux de l'exercice précédent ; mais la Banque a dû amortir statutairement une créance importante tombée en souffrance, les bénéfices nets ont été moins considérables.

On peut d'ailleurs s'en rendre compte par l'examen du compte de profits et pertes :

ANNÉE 1903-1904.

Produits pour la Banque.

Agios de l'escompte.....	4.001.327	fr. 70
Commissions, intérêts divers, etc.....	574.896	16
Revenus en rentes sur l'État.....	854.993	»
Rentrées sur les effets en souffrance des exercices clos.....	128.410	64
Réescomptes.....	711.461	67
	<u>6.271.089</u>	<u>fr. 17</u>

Charges de la Banque.

Charges ordinaires.....	1.065.896	fr. 17
— extraordinaires.....	1.074.533	89
Réescompte au 30 avril et 31 octobre...	800.069	12
	<u>2.940.499</u>	<u>fr. 18</u>

ANNÉE 1904-1905.

Produits de la Banque.

Agios de l'escompte.....	4.199.929	fr. 94
Commissions, intérêts divers, etc.....	680.726	83
Revenus en rentes sur l'État.....	892.012	»
Rentrées sur les effets en souffrance des exercices clos.....	1.075	62
Réescomptes.....	859.505	91
	<u>6.633.250</u>	<u>fr. 30</u>

Charges de la Banque.

Charges ordinaires.....	1.140.156 fr. 55
— extraordinaires.....	1.836.808 14
Réescompte au 30 avril et 31 octobre...	806.086 97
	<u>3.783.051 fr. 66</u>

Si nous récapitulons, nous trouvons :

	<i>Exercice 1903-1904</i>	<i>Exercice 1904-1905</i>
	—	—
Total des produits...	6.271.089 fr. 17	6.633.250 fr. 30
Rappel des charges.	2.940.499 fr. 18	3.783.051 fr. 66
Bénéfices nets.....	<u>3.330.589 fr. 99</u>	<u>2.850.198 fr. 64</u>
Report de l'exercice		
précédent.....	6.635 fr. 72	3.012 fr. 88
Solde disponible....	<u>3.337.225 fr. 71</u>	<u>2.853.211 fr. 52</u>

En résumé, la Banque de l'Algérie s'est relevée ; la direction prudente de ses affaires depuis 1900 lui a permis de compenser ses pertes et de faire de nouveau des bénéfices réels ; d'ailleurs, la séparation nette entre ses opérations de banque et ses opérations agricoles, qui se trouvent limitées à une somme maxima de 3 millions, ne peut que contribuer à lui éviter de retomber dans les anciens errements de 1880-1890.

TROISIÈME PARTIE

LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX.

Notre étude sur les banques précédentes resterait incomplète, si nous ne nous occupions pas d'autres établissements qu'il est nécessaire de passer en revue pour donner une idée d'ensemble des institutions françaises de crédit existant dans nos colonies.

Ces établissements ont été fondés dans la colonie, et généralement pour la colonie seule, à côté des grandes banques que nous avons étudiées, et d'accord avec elles ou bien leur faisant une certaine concurrence ; ils ont ainsi contribué au développement de nos colonies en leur distribuant le crédit.

Cette partie sera nécessairement assez restreinte, car si intéressants que soient ces établissements, ils sont cependant moins importants que les banques précédentes, dont nous avons exposé le fonctionnement.

CHAPITRE PREMIER

LE CRÉDIT FONCIER COLONIAL

En 1860, une société se fonda à Paris pour prêter à des individus ou des sociétés de colons les sommes nécessaires pour créer des sucreries nouvelles ou améliorer les anciennes dans nos colonies.

Un décret du 24 octobre 1860 reconnut cette société sous le nom de « Crédit foncier colonial » et approuva ses statuts.

Mais des modifications y furent apportées, et ce fut le décret du 31 août 1863 qui approuva la nouvelle rédaction.

Le Crédit foncier colonial était une société anonyme, au capital de 12 millions de francs en 24.000 actions de 500 francs ; son champ d'opérations était limité à la Martinique et à la Guadeloupe ; un décret du 7 octobre 1863, l'étendit à la Réunion.

La législation sur les sociétés de crédit foncier (D., 28 fév. 1852, L., 10 juin 1853) étant appliquée dans nos colonies, la nouvelle Société en bénéficia.

La société avait pour objet (D. 1863, *art.* 3).

1° Prêter aux propriétaires de sucreries, pour leur construction ou amélioration ;

2° Prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles situés dans les colonies ;

3° Acquérir et rembourser des créances privilégiées ou hypothécaires.

4° Prêter aux colonies et aux communes des colonies, avec ou sans hypothèque ;

5° Créer et négocier, pour une valeur égale au montant des prêts, des obligations foncières, portant un intérêt annuel, et remboursables par voie de tirage au sort, avec faculté d'y joindre des lots ou primes.

Le taux de l'intérêt exigible ne devait pas dépasser 8 0/0.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette Société, car elle est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

Disons seulement, qu'au début la Société sembla donner de bons résultats, mais les crises traversées par les îles sucrières changèrent bientôt sa situation.

La Société fit de nombreuses pertes et entra en liquidation en juin 1892 ; un concordat fut conclu entre elle et les créanciers ; la Société fut remise à la tête de ses affaires.

Mais en 1905, l'assemblée générale des obligataires, malgré l'exécution par la Société des conditions du concordat, sans exiger la faillite, demanda une seconde liquidation judiciaire ; un jugement du tribunal de commerce de la Seine de janvier 1906 accorda à la Société le bénéfice de la liquidation judiciaire.

CHAPITRE II

LA CAISSE AGRICOLE DE TAHITI

Elle fut fondée en 1863.

Un arrêté du gouverneur en fit une institution publique: c'est une sorte de petite banque coloniale, cumulant toutes sortes d'opérations (arrêté local du 30 juillet 1863).

Les arrêtés du gouverneur, en date du 21 décembre 1895 et du 18 septembre 1899 la réorganisèrent,

Elle a un fonds de roulement assez considérable ; ses ressources consistent en bons de caisse à vue et à terme, pour lesquels elle donne un intérêt de 3 0/0.

Elle pratique les opérations suivantes :

L'escompte, les avances sur récoltes, les avances sur marchandises, les prêts hypothécaires ;

Elle fait office gratuit de commissionnaire de vente, achetant les produits des colons pour les centraliser et les envoyer en Europe ;

De plus, elle achète des terres aux colons, moyennant des paiements par annuités.

A la tête de la caisse, il y a un Comité directeur, composé de notables, de membres de la Chambre de commerce et de la Chambre d'agriculture.

Le directeur de l'intérieur remplissait les fonctions de censeur.

L'émission des bons de caisse est limitée au triple de l'encaisse.

CHAPITRE III

LES SUCCURSALES DES ÉTABLISSEMENTS MÉTROPOLITAINS

Certains établissements de crédit en France ont des succursales dans nos colonies ; nous ne ferons que les mentionner, car les succursales font les mêmes opérations que le siège social, et nous ne saurions étudier les établissements eux-mêmes et leur fonctionnement.

I. — Le Comptoir national d'Escompte de Paris.

Le Comptoir d'Escompte eut de bonne heure des agences aux colonies, et avant de devenir le correspondant des Banques coloniales, ses succursales leur faisaient concurrence, principalement à la Réunion et en Indo-Chine. Aujourd'hui le Comptoir d'Escompte possède les agences suivantes aux colonies :

Tunisie :

- Agence à Tunis,
- Sfax,
- Sousse,
- Gabès.

Madagascar :

Agence à Tananarive — Tamatave.
— Majunga — Manaujary.
— Diégo-Suarez — Tuléar.

II. — **Le Crédit Lyonnais.**

La situation des établissements financiers algériens se trouva modifiée par suite du développement pris par le Crédit Lyonnais dans l'Algérie. Cette société, créée en 1863, avait fondé dès 1878 des agences à Alger et Oran, mais c'est depuis 1896 qu'elle entama la lutte et fit une concurrence sérieuse aux établissements rivaux.

Elle fonda successivement d'autres succursales à Bône, Constantine, Philippeville, Sidi-Bel-Abbès et amena à ses guichets une grande partie des opérations commerciales du pays.

Le Crédit Lyonnais escompte à un taux très bas le papier commercial ; pour cela, il se sert des fonds qui lui sont fournis par les dépôts ; il a ainsi une masse énorme de capitaux à sa disposition ; il leur verse un intérêt très faible variant entre 1/2 0/0 et 1 1/2 0/0, ce qui lui permet d'escompter à un taux ne dépassant pas 3 0/0, taux de la Banque de France.

La Banque de l'Algérie se trouva elle-même concurrencée par le Crédit Lyonnais ; jusqu'alors, elle avait toujours été maîtresse du taux de l'escompte dans le pays ; aussi le tenait-elle le plus souvent

assez élevé ; avec la concurrence du Crédit Lyonnais elle fut obligée d'abaisser ses conditions, et la lutte des deux établissements amena le taux de l'es-compte à 4 0/0.

III. — Les Caisses d'Épargne.

Une caisse d'Épargne n'est pas un établissement de crédit ; pourtant le dépôt à une caisse d'Épargne d'une somme d'argent et son remboursement avec intérêt constitue une véritable opération de crédit, caractérisée nettement par un intervalle de temps entre deux prestations et par la mise à la disposition de la caisse, sur sa simple promesse de rendre, d'un capital appartenant à autrui.

A ce point de vue seulement, les opérations des caisses d'Épargne peuvent trouver une place dans notre étude.

Il y a de nombreuses caisses dans les villes coloniales.

Les principales sont celles de la Réunion, des îles américaines, de Saïgon, de Diégo-Suarez, de la Nouvelle-Calédonie.

CHAPITRE IV

LES ÉTABLISSEMENTS DE LA RÉUNION

La Banque de la Réunion, qui a un privilège d'émission de billets et de prêts sur récoltes, se

trouve concurrencée par d'autres établissements, pour ses opérations commerciales.

Il y en a trois :

1° La Société de Crédit de Saint-Pierre.

2° Le Crédit commercial et agricole.

3° La Société Bourbonnaise de crédit.

Nous dirons quelques mots de ces deux derniers établissements.

I. — La Société de Crédit commercial et agricole.

Cette société fut fondée en 1876, à Saint-Denis. Par suite de l'influence des crises sucrières, les opérations de la Banque de la Réunion avaient diminué ; celle-ci s'entendit alors avec cette société, qui la concurrençait à Saint-Denis même ; la principale clause de l'accord était que la Banque réescompterait les effets présentés par la Société.

Le résultat immédiat parut satisfaisant :

En 1888-1889 : 18.073.465 francs fut le chiffre des opérations de la Banque.

En 1889-1890 : 27.438.813 francs fut le chiffre des opérations de la Banque.

En 1891-1892 : 37.550 933 francs fut le chiffre des opérations de la Banque.

Seulement cette situation eut de mauvais résultats pour la Banque de la Réunion : le compte ouvert à la Société était considérable et les effets présentés à

la Banque par la Société avaient grossi le portefeuille d'une façon anormale.

La commission de surveillance des Banques coloniales signala le péril en 1892.

Au mois de novembre 1892, ses avertissements se trouvèrent justifiés, car la Société suspendit ses paiements et l'administration locale dut venir au secours de la Banque.

La faillite de la Société montra que sur un passif de 9 millions 1/2, 7 millions 1/2 étaient dus à la Banque. Celle-ci, principale créancière, obtint en 1897 la cession de tout l'actif de la Société par les autres créanciers et put ainsi terminer plus librement la liquidation.

II. — La Société Bourbonnaise de Crédit.

Elle fut créée en 1890, au capital de 500.000 francs. Son siège social était à Saint-Denis.

Elle fait, mais sur une moins grande échelle, les mêmes opérations que la Banque de la Réunion escompte, avances sur titres, comptes courants opérations de change.

Néanmoins, il y a certaines différences :

1° La Société fait des avances sur tous effets publics, actions et obligations d'entreprises commerciales, industrielles ou de crédit, ce que ses statuts ne permettent pas à la Banque de la Réunion.

2° La Société reçoit en dépôt les fonds qui lui sont confiés à un taux d'intérêt déterminé ; or, les sommes ainsi encaissées par la Banque ne portent jamais intérêt.

L'intérêt servi varie entre 4 0/0 et 6 0/0, selon le temps, de quinze jours à trois ans.

Aussi la Société a-t-elle attiré à elle des capitaux ; les dépôts s'élèvent en moyenne à plus de 1 million de francs.

Pour les avances sur marchandises, la Société en fait davantage sur les marchandises d'importation que sur celles d'exportation.

En 1898, la Banque de la Réunion voulut invoquer son privilège pour faire interdire la Société, qui lui faisait une grande concurrence. Mais la Banque ne poursuivit pas cette tentative et la Société continua ses opérations.

CHAPITRE V

LES ÉTABLISSEMENTS D'ALGÉRIE

L'Algérie possède de nombreux établissements financiers, en plus de la Banque de l'Algérie.

Les principaux sont :

1° Les Comptoirs d'Escompte ;

2° Les Caisses agricoles ;

- 3° La Compagnie algérienne ;
- 4° Le Crédit Foncier et agricole d'Algérie.

I. — Les Comptoirs d'Escompte.

Les Comptoirs d'Escompte sont des sociétés anonymes, fondées généralement par les propriétaires d'une région, qui se réunissent et deviennent actionnaires de la Société.

Ces Comptoirs sont dirigés par un Conseil d'administration et un directeur.

Ce sont de petites banques régionales, qui n'ont aucun lien avec des banques métropolitaines.

Leur but est ainsi défini, par un article de leurs statuts, commun à tous ces comptoirs.

« Les opérations de la Société consisteront dans l'escompte et le réescompte, les prêts sur billets et ouvertures de crédit sur garanties spéciales, tels que nantissements, hypothèques ; le recouvrement de tous effets de commerce et généralement toutes les opérations qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet de la Société ou en être la conséquence. Les billets à souscrire au profit du Comptoir ne pourront dépasser 100 jours de date, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration ; les valeurs qui seront présentées à l'escompte ne pourront, non plus, excéder, 100 jours. Le Comptoir pourra recevoir des fonds en dépôt. »

Quand ils endossent des billets, les comptoirs les présentent à la Banque de l'Algérie, qui les es-compte généralement à 5 0/0 ; les comptoirs prélèvent une commission et le taux du prêt se trouve d'environ 7 0/0 à 9 0/0.

Le caractère qui se dégage de ces comptoirs est que ce sont des créations d'initiative privée et de mutualité.

Ils ont un capital nominal, variant entre 100.000 et 1.000.000 de francs, le quart étant versé.

Ils diffusent ainsi le crédit dans tous les endroits où un grand établissement ne pourrait aller.

Le premier comptoir date de 1871. Ils prirent un grand développement, aidés surtout par la Banque de l'Algérie.

Au début, ils eurent une grande prospérité ; mais ils furent atteints par les crises que subit la Banque de l'Algérie, comme elle, ils avaient consenti des crédits de campagnes exagérés.

Certains comptoirs furent obligés de liquider Les principaux comptoirs qui existent aujourd'hui sont :

Comptoir de l'Arba	(département d'Alger).
— — Boufarik	—
— — Chélif	—
— — Affreville	—
— — Douéra	—
— — Marengo	—

Comptoir de Médéa (département d'Alger).

— — Rouiba —

— — Tizi-Ouzou —

Comptoir de Sidi-Bel-Abbès (département d'Oran).

— — Mascara —

— — Tlemcen —

— — Blida —

— — Saïda —

Comptoir de Ain-Beïda (départ. de Constantine),

— — Guelma —

— — Philippeville —

— — Sétif —

— — Batna —

Ces comptoirs ont rendu de réels services à la colonie ; ils ont contribué à diminuer le taux de l'argent, à mettre en valeur le sol algérien.

II. — Caisses agricoles.

Ces caisses furent fondées à la suite du refus de certains comptoirs, qui refusèrent à une certaine catégorie de personnes tout crédit, à cause de leurs opinions politiques.

Leur organisation est presque identique à celle des comptoirs, et elles jouent un rôle analogue.

Il existe ainsi deux caisses :

Caisse de Guelma, créée en novembre 1885

— — Mascara, — mai 1886.

III. — La Compagnie algérienne.

Cette compagnie prit la succession d'un établissement fondé en 1865, sous le nom de Société Générale Algérienne : celle-ci fut obligée de liquider en 1877-1878, par suite de pertes sur opérations foncières.

La Compagnie algérienne fut constituée le 27 décembre 1877 ; elle a pour but de mettre en valeur les terres qui lui viennent de l'ancienne société ; elle fait toutes les opérations agricoles, industrielles et commerciales, fait des avances sur hypothèque, fait en France et en Algérie toutes opérations d'escompte ; reçoit des fonds en dépôt ; émet, en représentation des prêts faits, des bons ou obligations à court ou long terme.

Aujourd'hui cette société est prospère.

IV. — Le Crédit foncier et agricole d'Algérie.

Il fut créé le 30 novembre 1880, avec le concours du Crédit Foncier de France.

Le capital était de 60 millions de francs.

Les opérations étaient de deux sortes :

1° Faire des prêts en participation avec le Crédit Foncier de France, qui lui fournit les fonds à un taux

d'intérêt restreint et perçoit une partie des bénéfices réalisés ;

2. Faire des prêts avec ses propres capitaux.

A la suite d'opérations immobilières malheureuses le capital fut réduit à 30 millions (1888).

Cette société a de nombreuses succursales en Algérie ; elle a relevé le chiffre de ses affaires depuis 1888, et est dans une bonne situation (1).

1. Voir pour plus de détails sur cette partie :

Gouvernement général de l'Algérie : Le Crédit agricole mutuel, Mustapha, 1902.

De Peyre. Sociétés indigènes de Prévoyance, de secours et de prêts mutuels, Alger, 1900.

Galland. Petits Cahiers algériens.

Rapport Parlementaire, de M. Charles Bourlier, 1891.

CONCLUSION

De l'ensemble des faits que nous avons exposés, il nous paraît nécessaire de tirer une brève conclusion.

Nos colonies possèdent un assez grand nombre d'établissements de crédit, mais ils ne sont pas toujours suffisants pour satisfaire tous ces pays.

Depuis leur fondation, les Banques coloniales ont traversé de nombreuses crises et ont eu à faire face aux plus grands embarras ; elles sont enfin parvenues, et non sans peine, à surmonter toutes ces difficultés ; celles-ci provenaient de trois causes principales :

1^o La mauvaise direction des banques et leur contrôle insuffisant ;

2^o Le vice de construction des banques, que les crises ne faisaient qu'aggraver ;

3^o La mauvaise situation économique des colonies.

Il reste néanmoins acquis que ces banques, malgré leurs imperfections ont rendu à l'agriculture de nombreux services ; elles ont permis à la culture de

la canne de se faire avec des travailleurs libres.

L'existence de ces colonies se trouve ainsi liée en quelque sorte avec l'existence d'un établissement de crédit agricole dans le pays.

Il faut donc envisager une réorganisation de ces banques, en vue d'atténuer leurs vices constitutifs.

Il faut d'abord soustraire ces banques aux influences locales en transférant leur siège social à Paris : tant qu'elles n'ont pas cédé aux sollicitations de planteurs en désarroi, leur position s'est maintenue florissante ; il est temps que l'on considère ces banques comme des établissements financiers et non plus comme des bureaux d'assistance.

Il faut aussi combattre la mauvaise situation des colonies ; nos anciennes Banques coloniales ne peuvent guère espérer étendre leur champ d'action au delà de la colonie où elles sont établies ; aussi, doivent-elles chercher à enrayer la monoculture de la canne à sucre ou la monoproduction de l'or en favorisant l'établissement et le développement d'autres cultures et industries nouvelles.

Mais surtout, il faut remédier à cette hérésie financière d'obliger les Banques à faire face aux opérations de crédit à long terme par des ressources à vue et à courte échéance ; il faut autoriser les banques à émettre, en représentation d'opérations agricoles, des bons à moyenne échéance, comme l'avait déjà

proposé M. Dain à l'Assemblée nationale en 1851 et comme le redemanda M. Levillé en 1897.

Toute autre nous apparaît la situation de la Banque de l'Indo-Chine et de l'Afrique Occidentale. Ce sont là les banques de l'avenir ; elles peuvent en effet se développer presque indéfiniment ; leur situation financière est des plus satisfaisantes ; elle provient de la prudence générale de leur direction qui a pu échapper aux influences locales et se préoccuper des intérêts de la Banque elle-même ; elle provient aussi de ce que ces banques ne font pas d'opérations agricoles, et le peu que la Banque de l'Indo-Chine fait pour les prêts sur récoltes ne lui cause pas d'embarras, car ces avances sont garanties d'une façon particulière et leur faible montant est submergé par la masse des autres opérations de la Banque.

Quant à la Banque de l'Algérie, elle a un rôle important à jouer. Remarquons un fait qui domine son histoire : c'est la constante préoccupation du Gouvernement de remplacer cette Banque par la Banque de France ; à chaque nouvelle prorogation, en effet, le Gouvernement indiquait que si on conservait la Banque de l'Algérie, c'est en quelque sorte parce qu'on ne pouvait faire autrement.

Cette Banque de l'Algérie est pourtant un des principaux facteurs de la prospérité de notre colonie ; mais c'est une banque d'émission et d'escompte,

et non une banque agricole ; tous ses malheurs sont venus quand on a voulu lui faire faire du crédit agricole ; ce n'était pas son rôle : pour favoriser l'agriculture, elle doit donner son aide aux comptoirs algériens et aux caisses régionales, mais ce doit être tout.

Enfin, les autres établissements financiers, établis dans nos colonies, quoique encore peu nombreux, dénotent une certaine activité dans ces colonies.

Vu : Le Doyen,
LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse,
E. THALLER

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

1° Dictionnaires et répertoires.

BÉQUET. — *Répertoire de droit administratif.*

DALLOZ. — *Répertoire et Supplément.*

— *Recueil de jurisprudence.*

DELABARRE DE NANTEUIL. — *Législation de l'île de la Réunion.*

FUZIER-HERMAN. — *Répertoire général de droit français.*

Pandectes belges.

Pasicrisie belge.

Pasinomie belge.

Pandectes françaises.

PENANT. — *Répertoire de droit colonial.*

L. SAY. — *Dictionnaire des finances.*

SIREY. — *Recueil de jurisprudence.*

2° Publications officielles.

Bulletin des lois.

Moniteur universel (1845-1851).

Journal officiel (1873-1907).

Bulletin officiel du ministère des colonies.

Bulletin officiel de l'Indo-Chine française.

Bulletin officiel des établissements français de l'Océanie.

Rapports parlementaires de 1845-1851, 1872-1874, 1879-1901.

Rapports de la commission de surveillance des banques coloniales.

Rapports aux assemblées générales des actionnaires des Banques

Rapports au ministre des Finances de l'administration des monnaies et médailles.

Note sur la circulation monétaire dans les colonies françaises (1894).

3° Ouvrages généraux.

E. THALLER. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 1904.

P. CAUWÈS. — *Cours d'économie politique*, 1893.

COURCELLE-SENEUIL. — *Traité des opérations de Banque*.

JHERING. — *Évolution du droit*.

PAUL LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la science des finances*.

PAUL LEROY-BEAULIEU. — *Traité théorique et pratique d'économie politique*.

4° Ouvrages spéciaux.

ALBIER. — *Organisation du crédit en Algérie*.

BANQUES COLONIALES. — *Lois, statuts (1852 et 1877)*.

BAUDOIN. — *La Banque de l'Indo-Chine*.

BLANCAN. — *La crise de la Guadeloupe*.

CODET. — *Le crédit réel et mobilier en France et dans les colonies sucrières françaises*.

CUNIAE. — *Le crédit agricole en Indo-Chine*.

E. CUNIAE. — *Le crédit agricole en Algérie*.

DENIZET. — *Essai sur les Banques coloniales*.

DISLÈRE. — *Législation coloniale*.

DOUMER. — *Rapport sur l'Indo-Chine (1897)*.

M. DUBOIS. — *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*.

FRANCONIE. — *La transformation des Banques coloniales*.

GIRAULT. — Principes de colonisation.

GOUMAIN-CORNILLE. — Les Banques coloniales.

GREFFIER. — L'empire colonial de la France.

HIGNETTE. — Le crédit dans les colonies sucrières françaises.

JAÏS. — La Banque de l'Algérie et le crédit.

PAUL LEROY-BEAULIEU. — De la colonisation chez les peuples modernes.

PAUL LEROY-BEAULIEU. — L'Algérie et la Tunisie.

R.-G. LÉVY. — Mélanges financiers.

OZOUX. — Le crédit à l'île de la Réunion.

PHILIPPAR. — Le crédit agricole en Algérie.

J.-B. PIOLET. — La France hors de France.

Questions monétaires contemporaines.

RAFFALOVICH. — Le marché financier.

RENAUD. — Les Banques coloniales.

5° Revues et Journaux.

La Dépêche Coloniale.

L'Économiste européen.

L'économiste français.

Le Journal des Économistes.

Le Mois colonial.

Le Monde économique.

Le Moniteur des Colonies.

La Réforme économique.

La Revue coloniale.

La Revue des Deux-Mondes.

La Revue Politique et Parlementaire.

La Tribune des Colonies.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	5
INTRODUCTION.	9

Première partie.

LES BANQUES COLONIALES

LIVRE I. — <i>Système général des Banques coloniales.</i>	15
Section I. — BANQUES NÉES DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE	
AUX COLONIES.	16
CHAPITRE I. — Législation des Banques coloniales.	16
I. — L'esclavage aux colonies avant 1848 . . .	16
II. — L'abolition de l'esclavage et la loi du	
30 avril 1849	21
§ 1. — <i>La Révolution de 1848 : abolition de</i>	
<i>l'esclavage.</i>	21
§ 2. — <i>Allocation d'une indemnité : trois projets</i>	
§ 3. — <i>Discussion de ces projets ; fixation</i>	
<i>de l'indemnité</i>	27
§ 4. — <i>Mode de répartition de l'indemnité.</i>	29
§ 5. — <i>Conséquences de l'abolition de l'escla-</i>	
<i>vage.</i>	31

§ 6. — <i>L'origine des Banques coloniales :</i>	
<i>art. 7, L. 30 avril 1849</i>	36
III. — <i>La loi du 11 juillet 1851 : la charte des</i>	
<i>Banques coloniales.</i>	38
§ 1. — <i>Projet de loi du 29 novembre 1850</i>	39
§ 2. — <i>Projet de la commission.</i>	42
§ 3. — <i>Rapport supplémentaire de la Com-</i>	
<i>mission.</i>	43
§ 4. — <i>Discussion de ces projets.</i>	44
§ 5. — <i>Economie de la loi de 1851.</i>	46
IV. — <i>Exécution de la loi du 11 juillet 1851.</i>	
<i>Organisation des Banques coloniales.</i>	49
§ 1. — <i>Le décret du 22 décembre 1851</i>	49
§ 2. — <i>Premières mesures de fonctionnement.</i>	55
§ 3. — <i>Le décret du 17 novembre 1852.</i>	56
§ 4. — <i>Création des Banques du Sénégal et</i>	
<i>de la Guyane.</i>	56
V. — <i>La loi du 24 juin 1874; modifications fai-</i>	
<i>tes à la loi du 11 juillet 1851.</i>	58
§ 1. — <i>Projet de loi du 14 mars 1873.</i>	58
§ 2. — <i>Projet de la Commission.</i>	60
§ 3. — <i>Discussion du projet de loi.</i>	61
VI. — <i>Période de décrets : 1894-1901 : les Com-</i>	
<i>missions et les projets de loi.</i>	63
§ 1. — <i>Enquête de 1889. La Commission extra-</i>	
<i>parlementaire de 1894</i>	63
§ 2. — <i>Projet de loi du 29 juin 1895</i>	64
§ 3. — <i>Rapports de la Commission des colo-</i>	
<i>nies.</i>	65
§ 4. — <i>Première délibération de la Cham-</i>	
<i>bre en 1898.</i>	65
VII. — <i>La loi du 13 décembre 1901 : la législa-</i>	
<i>tion actuelle.</i>	66
§ 1. — <i>Projet de loi du 12 janvier 1900.</i>	66

§ 2. — <i>Rapport de la Commission de la</i> <i>Chambre</i>	66
§ 3. — <i>Rapport supplémentaire de la Com-</i> <i>mission.</i>	68
§ 4. — <i>Rapport de la Commission sénato-</i> <i>riale.</i>	68
§ 5. — <i>La loi du 13 décembre 1901 : les</i> <i>modifications et la législation actuelle.</i>	69
VIII. — <i>Particularités principales des premières Ban-</i> <i>ques coloniales</i>	69
CHAPITRE II. — Statuts des Banques coloniales.	
I. — <i>Organisation des Banques.</i>	72
A. — <i>Constitution des Banques.</i>	72
B. — <i>Liquidation. Dissolution.</i>	73
C. — <i>Capital. Actions</i>	74
D. — <i>Dividende. Fonds de réserve</i>	79
II. — <i>Administration des Banques.</i>	84
A. — <i>Assemblée générale.</i>	84
B. — <i>Conseil d'administration</i>	90
C. — <i>Directeur.</i>	93
D. — <i>Administrateurs</i>	96
III. — <i>Opérations statutaires des Banques colo-</i> <i>niales</i>	97
IV. — <i>Surveillance des Banques coloniales.</i>	98
A. — <i>SURVEILLANCE LOCALE.</i>	98
a. — <i>Censeurs</i>	99
b. — <i>Le gouverneur</i>	102
c. — <i>Inspections</i>	103
B. — <i>LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DES BANQUES</i> <i>COLONIALES</i>	104
V. — <i>Agence centrale.</i>	106
VI. — <i>Actions judiciaires. Compétence.</i>	108
VII. — <i>Succursales et agences des Banques.</i>	109

Section II. — BANQUES NÉES DE L'EXPANSION COLONIALE DE	
LA FRANCE	110
CHAPITRE I. — Législation de ces Banques	112
I. — Banque de la Nouvelle Calédonie. . . .	112
II. — Banque de l'Indo-Chine.	115
III. — Banque de l'Afrique occidentale. . . .	119
CHAPITRE II. — Statuts de ces Banques.	121
I. — Organisation des Banques.	121
A. — <i>Constitution des Banques</i>	121
B. — <i>Liquidation. Dissolution</i>	122
C. — <i>Capital. Actions</i>	123
D. — <i>Dividende. Fonds de réserve.</i>	129
II. — Administration des Banques.	132
A. — <i>Assemblée générale</i>	132
B. — <i>Conseil d'administration</i>	138
C. — <i>Conseil d'escompte</i>	142
D. — <i>Directeurs</i>	143
E. — <i>Administrateurs</i>	144
III. — Opérations statutaires des Banques . .	145
IV. — Surveillance des Banques	152
A. — <i>Commissaire du gouvernement</i> . . .	152
B. — <i>Censeur administratif.</i>	153
C. — <i>Inspections</i>	154
D. — <i>Commission de surveillance</i>	155
V. — Actions en justice. Compétence. . . .	155
VI. — Succursales et agences des Banques. .	156
LIVRE II. — Les Banques coloniales envisagées comme	
banques d'émission et d'escompte	159
Section I. — DU PRIVILÈGE D'ÉMISSION DES BILLETS DE	
BANQUE	159
CHAPITRE I. — Des avantages qui peuvent résulter	
de l'émission.	159
I. — Avantages pour les Banques émettrices .	159

II. — Avantages pour les pays où se fait l'émission.	161
CHAPITRE II. — Régimes auxquels peut être sou-	
mise l'émission.	163
1 ^o Système du maximum.	163
2 ^o Système du triplement.	164
3 ^o Système de la Banque d'Angleterre.	164
4 ^o Système de la Reichsbank.	165
CHAPITRE III. — Du paiement en billets de banque.	166
§ 1. — Cours normal	166
§ 2. — Cours légal	166
§ 3. — Cours forcé	167
CHAPITRE IV. — Des conditions de l'émission par	
les Banques coloniales.	168
Section II. — OPÉRATIONS DES BANQUES COLONIALES.	179
CHAPITRE I. — Rapports avec le public.	180
I. — Opérations productives de ressources pour	
la Banque.	180
A. — Emission des billets de Banque.	180
B. — Encaissements et recouvrements des	
effets.	180
C. — Dépôts.	181
D. — Comptes-courants.	182
E. — Commerce de métaux précieux	184
F. — Produit des souscriptions publiques.	184
II. — Opérations distributives de ressources par	
les Banques.	185
A. — Escompte.	185
B. — Prêts sur gages	194
C. — Opérations de change	200
D. — Souscription aux emprunts publics.	201
CHAPITRE II. — Rapports avec le Trésor.	202
I. — Timbre et enregistrement.	202
II. — Service de trésorerie.	202

III. — Action du gouvernement sur les Banques.	203
CHAPITRE III. — Rapports avec l'établissement métropolitain de crédit.	204
CHAPITRE IV. — Etude des bilans des Banques coloniales	208
I. — Banque de la Martinique	210
II. — Banque de la Guadeloupe.	219
III. — Banque de la Réunion.	226
IV. — Banque de la Guyane.	234
V. — Banque du Sénégal.	238
VI. — Banque de l'Afrique Occidentale.	241
VII. — Banque de l'Indo-Chine.	242
A. — <i>Situation générale de la Banque</i>	243
B. — <i>Succursales et agences de la Banque.</i>	252
a. — Colonies françaises.	252
α. L'Indo-Chine.	252
1° Succursale de Saïgon.	252
2° Succursale d'Haïphong et agence d'Hanoï.	253
3° Agence de Pnom-Penh	254
4° Agence de Tourane.	255
β. Indes et Océanie.	255
1° Succursale de Pondichéry	255
2° Succursale de Nouméa	259
3° Succursale de Papeete.	261
b. — Etranger.	262
α. <i>Chine</i>	262
1° Agence de Hong-Kong.	262
2° Agence de Shanghai	264
3° Agences de Canton et d'Hankéou	265
4° Agences de Pékin et Tien-Tsin	266
β. <i>Siam</i>	266
1° Agence de Bangkok.	266

2 ^e Agence de Battambang	267
γ. <i>Détroits</i>	267
Agence de Singapore.	267
Section III. — LA QUESTION MONÉTAIRE ET LA QUES-	
TION DU CHANGE AUX COLONIES.	268
CHAPITRE I. — Système monétaire des Colonies	
françaises	268
I. — Système monétaire des Antilles.	269
II. — Système monétaire de l'Indo-Chine	70
III. — Système monétaire des autres colonies.	271
CHAPITRE II. — La circulation monétaire.	274
I. — La question monétaire dans les îles sucrières.	274
II. — La question monétaire dans l'Indo-Chine.	275
III. — La question monétaire dans l'Afrique	
occidentale	282
CHAPITRE III. — La question du change	285
I — Du change : causes générales qui influent	
sur le cours du change	285
A. — <i>Causes physiques</i>	286
B. — <i>Causes chimiques</i>	287
1. Pays ayant même étalon monétaire	287
2. Pays ayant un étalon monétaire diffé-	
rent	289
3. Pays à circulation de papier.	289
II. — Opérations de change.	290
III. — Le change aux Colonies.	291
A. — <i>Le change dans les colonies sucrières</i>	295
a. — Le change à la Martinique	296
b. — Le change à la Guadeloupe.	297
c. — Le change à la Réunion	299
B. — <i>Le change en Indo-Chine</i>	301

LIVRE III. — <i>Les Banques coloniales envisagées comme Banques agricoles.</i>	303
Section I. — CONDITIONS GÉNÉRALES DU PRÊT SUR CES- SION DE RÉCOLTES PENDANTES.	303
CHAPITRE I. — Conditions de validité du prêt . .	304
I. — Conditions de formation entre les parties. . . .	304
A. — <i>Caractère juridique du prêt.</i>	304
B. — <i>Capacité des parties.</i>	309
C. — <i>Garanties données à la Banque</i>	310
II. — Conditions d'opposabilité aux tiers	312
A. — <i>Formalités de publicité antérieures au prêt.</i>	313
B. — <i>Formalités de publicité postérieures au prêt.</i>	315
CHAPITRE II. — Effets de la constitution du prêt . .	315
I. — Droits de la Banque vis-à-vis des tiers	316
A. — <i>Acquisition du privilège.</i>	316
B. — <i>Droit de vente.</i>	316
II. — Droits de la Banque vis-à-vis du débiteur. . . .	318
A. — <i>Négligence du débiteur.</i>	318
B. — <i>Mauvaise foi du débiteur</i>	319
CHAPITRE III. — La jurisprudence relative aux prêts sur récoltes	320
I. — Arrêts confirmant les droits de la Banque contre les tiers.	320
II. — Arrêts sauvegardant les droits des tiers	324
Section II. — OPÉRATIONS DE PRÊTS SUR RÉCOLTES DANS NOS COLONIES.	327
CHAPITRE I. — Les prêts sur récoltes dans les colo- nies sucrières	327
CHAPITRE II. — Les prêts sur récoltes en Indo- Chine.	333
I. — Prêts faits directement par la Banque.	333

II. — Prêts faits avec la garantie ou le concours de l'administration.	334
A. — <i>Prêts consentis aux indigènes.</i>	335
B. — <i>Prêts consentis aux colons français.</i>	341
III. — Les opérations effectuées.	341
Section III. — APPRÉCIATION CRITIQUE DE L'INSTITUTION DES PRÊTS SUR RÉCOLTES.	344
CHAPITRE I. — Critique générale : le vice de construction des banques coloniales.	345
CHAPITRE II. — Causes particulières de l'insuccès des prêts	348
I. — <i>Banques des colonies sucrières</i>	348
A. — Violation des statuts.	348
B. — Baisse du prix du sucre.	349
II. — <i>Banque de l'Indo-Chine.</i>	350
A. — Longueur des formalités.	350
B. — Délai fixe de remboursement.	351
C. — Taux de l'intérêt.	351
CHAPITRE III. — Réformes à apporter à l'institution.	352
Section IV. — LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.	356
CHAPITRE I. — Les prêts sur récoltes en Belgique.	357
§ 1. — Organisation du prêt	357
§ 2. — Privilège attaché au prêt agricole.	358
CHAPITRE II. — Les prêts sur récoltes à l'île Maurice	362

Deuxième partie

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

LIVRE I. — <i>Système général de la banque de l'Algérie.</i>	367
CHAPITRE I. — Législation de la Banque de l'Algérie.	367
I. — Les premiers établissements avant 1851	367
A. — LE COMPTOIR CRÉÉ PAR LA BANQUE DE FRANCE A ALGER (1845).	368

§ 1. — <i>Le projet du gouvernement du 24 mai 1845</i>	368
§ 2. — <i>Rapports des Commissions parlementaires. Discussions aux Chambres des députés et des pairs</i>	370
§ 3. — <i>Avortement de la tentative</i>	370
B. — LE COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE D'ALGER (1849).	371
II. — <i>Création de la Banque de l'Algérie (1851)</i>	373
§ 1. — <i>Le projet du gouvernement (23 juillet 1851)</i>	374
§ 2. — <i>Le rapport de la commission (31 juillet 1851)</i>	376
§ 3. — <i>Discussion et adoption de la loi</i>	377
§ 4. — <i>Economie de la loi du 4 août 1851</i>	378
III. — <i>Exécution de la loi du 4 août 1851 : modifications faites</i>	379
IV. — <i>La loi du 3 avril 1880. Renouvellement du privilège</i>	381
V. — <i>La loi du 5 juillet 1900 : la législation actuelle</i>	383
CHAPITRE II. — Statuts de la Banque de l'Algérie	387
I. — <i>Organisation de la Banque</i>	387
A. — <i>Constitution</i>	387
B. — <i>Liquidation. Dissolution</i>	388
C. — <i>Capital. Actions</i>	389
D. — <i>Dividende. Fonds de réserve</i>	391
II. — <i>Administration de la Banque</i>	394
A. — <i>Assemblée générale</i>	394
B. — <i>Conseil d'administration</i>	397
C. — <i>Directeur</i>	400
D. — <i>Sous-directeur</i>	402
E. — <i>Administrateurs</i>	402
F. — <i>Censeurs</i>	403

III. — Opérations statutaires de la Banque.	403
IV. — Surveillance de la Banque	405
V. — Actions en justice	406
VI. — Des succursales de la Banque	407
LIVRE II. — <i>Opérations de la banque de l'Algérie.</i>	412
CHAPITRE I. — Rapports avec le public.	412
CHAPITRE II. — Rapports avec le Trésor	414
I. — Timbre et enregistrement.	414
III. — Action du gouvernement sur la banque.	415
A. — <i>Redevance de la Banque à l'Etat.</i>	415
B. — <i>Action du gouvernement sur les opérations de la banque</i>	415
C. — <i>Concessions au profit du Trésor.</i>	416
CHAPITRE III. — Etude des bilans de la Banque de l'Algérie	417

Troisième partie.

LES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX

CHAPITRE I. — Le Crédit foncier colonial.	434
CHAPITRE II. — La Caisse agricole de Tahiti.	436
CHAPITRE III. — Les succursales des établissements métropolitains	437
I. — Le Comptoir national d'Escompte de Paris.	437
II. — Le Crédit Lyonnais.	438
III. — Les Caisses d'épargne.	439
CHAPITRE IV. — Les établissements de la Réunion.	440
I. — La Société de Crédit commercial et agricole.	440
II. — La Société bourbonnaise de crédit.	441
CHAPITRE V. — Les établissements d'Algérie.	442
I. — Les Comptoirs d'escompte.	443

II. — Caisses agricoles.	445
III. — La Compagnie algérienne.	446
IV. — Le Crédit foncier et agricole d'Algérie.	446
Conclusion.	448
Bibliographie.	453
TABLE DES MATIÈRES.	457

